

En partenariat avec :



وزارة
الشؤون
الاجتماعية



Guide statistiques

réalisé dans le cadre du projet :



2018 / 2022

Ce projet a été soutenu par :

LE PROJET « CONSTRUIRE DES
ALTERNATIVES POUR ET AVEC LES JEUNES
EN RISQUE DE RUPTURE SOCIALE ET/OU
EN VOIE DE RADICALISATION – SHABAB »

GUIDE STATISTIQUES

Le présent rapport décrit les principales statistiques et indicateurs d'inclusion sociale en Tunisie pour assurer le suivi des activités de renforcement des capacités et le diagnostic des principaux besoins des entités publiques en termes de traitement des données, de système de gestion informatique, etc. Du patrimoine culturel, de l'ethnicité à l'oppression, du stress socio-émotionnel et psychologique, comportement populaire de rébellion et radicalisation, toxicomanie, délinquance juvénile et criminalité, handicap et pauvreté. La Tunisie récupère la plupart de ses avantages compétitifs à travers une approche plus ciblée, basée sur les droits de l'homme vers une politique plus équitable de prévention de la jeunesse et de l'enfance en faveur d'une meilleure régulation sociale et des interactions avec l'environnement versus l'instauration d'un climat favorable à l'amélioration de qualité des relations, la solidarité intergénérationnelle et le capital social dans le cadre d'une société vivable et inclusive.

Expert Jihene Malek

Résumé :

Le présent guide relatif aux processus de développement des statistiques et aux systèmes d'enregistrement des faits des jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation auprès des structures sociales d'appui du CDIS, du centre d'observation et du Ministère des Affaires Sociales, est développé afin d'aider les structures étatiques concernées ainsi que les cadres de se doter des moyens nécessaires pour faire fonctionner et tenir à jour de façon coordonnée des systèmes d'enregistrement des statistiques relatifs aux jeunes, principalement les jeunes en état précaire et les enfants de manière continue. En outre, il fournit des orientations et des recommandations de base permettant d'élaborer des supports informatifs de formation, faciliter l'utilisation des formules et approches techniques des statistiques. C'est un document d'orientation relatif aux statistiques des jeunes à l'intention des cadres du Ministère des Affaires Sociales et ses structures reliées visant à renforcer leurs capacités en matière de statistiques et servira de guide d'orientations et d'appuis continue en cas de besoin. Il peut également être utilisé comme un moyen d'auto-formation. Sa diffusion a pour but d'accélérer l'amélioration des systèmes et d'enregistrement des statistiques des jeunes, principalement les plus jeunes qui font face à des soucis et des problèmes de rupture sociale et dont certains sont en voie de radicalisation, existants et faisant parties de certaines zones d'interventions du grand Tunis, en Tunisie.

Dans le cadre de ce guide, il s'agit de fournir des recommandations, des méthodologies et des approches techniques qui sont utiles pour les utilisateurs du Ministère des Affaires Sociales en Tunisie. Ce support aidera à améliorer les connaissances et d'encourager les cadres de l'administration publique à entreprendre des activités autonomes pour renforcer les systèmes d'enregistrement des statistiques des jeunes, actualiser leurs états de manière continue, en les dotant d'outils sophistiqués et les adapter aux besoins nationaux en les harmonisant avec les standards internationaux. L'identification des statistiques revêt une importance cruciale et son enregistrement constitue la base d'un système permettant de ventiler la liste des statistiques afin de fournir une meilleure clairvoyance en matière de besoins existants et possible en matière d'interventions.

Le présent manuel comporte un éclairage des éléments indispensables pour créer, exploiter, tenir à jour les systèmes d'établissement et de gestion des statistiques élaborés dans le cadre d'un projet de renforcement de capacité en faveur du Ministère des Affaires Sociales en collaboration avec l'Association International Santé Sud.

Dans le cadre de ce guide, on part de l'hypothèse que les statistiques collectés par le système actuel d'enregistrement et de comptage servent de base à l'établissement des statistiques de l'état des jeunes mais qui nécessitent une mise à jour, une révision et une actualisation continue. En outre, on peut aussi examiner d'autres sources de données et de statistiques complétant le système de statistique actuel, comme les questionnaires auprès des jeunes bénéficiaires, les focus groupe auprès des acteurs et cadres concernées, etc. Entre autres, un exercice d'harmonisation avec les bases de données fournies par les Nations Unies et Eurostat fera l'objet de l'analyse afin d'actualiser et d'harmoniser les statistiques afin de se conformer aux standards de qualité adoptés par les organisations internationales.

En parallèle, ce guide fait l'objet également des sessions de formation de renforcement de capacité et d'accompagnement ainsi que d'appui utilisant accompagnés par les supports de formation et des modules ont permis de former des cadres professionnelles opérant à plusieurs niveaux du Ministère des Affaires Sociales conscient de l'importance de l'existence de statistiques palpables et la nécessité de les collecter, les enregistrer, les produire, les traiter, les diffuser et de les analyser. Il s'agit également d'un document d'orientation des efforts de coordination des institutions reliées dans le domaine des statistiques de l'inclusion sociale publiques comme les autres ministères et les agences publiques de la protection de l'enfance, participant à la coordination des activités de renforcement de capacité en matière d'enregistrement des faits, statistiques de l'état des jeunes ainsi que des

fonctionnaires responsables des systèmes de comptage, d'enregistrement des statistiques dans les structures concernées.

Le présent manuel est le résultat d'efforts concertés des parties prenantes et de la coordination des attentes quant à la nécessité de développement d'un processus et d'un système de développement de statistiques spécifiques aux jeunes et moins jeunes exclus socialement et en voie de radicalisation en Tunisie et spécifiquement dans le grand Tunis. Le présent Guide constitue une ressource de base que l'on peut facilement adapter aux objectifs de renforcement de capacité et formation, aux divers besoins du groupe cible ou à la situation générale d'un pays, d'une région ou d'une zone d'intervention.

Introduction

Plan et Objet du guide :

Le manuel est destiné à être utilisé à des fins de renforcement des connaissances et actualisation des compétences et à être utilisé pour élaborer des supports, documents ou rapports ultérieurs. La présente introduction vous permettra de concevoir et réaliser un travail d'actualisation répondant aux besoins des personnes et cadres intéressés.

Le manuel est constitué de supports informatifs, d'essais conceptuels, d'éclairages méthodologiques et techniques, d'évaluation et mise à des jours des recommandations relatives aux statistiques des jeunes et principalement les plus jeunes. Ces contenus traitent des éléments, des principes, des définitions et des techniques adoptées au niveau des institutions publiques en comparaison avec ceux recommandés par des organisations internationales telles que les Nations Unies ou l'Eurostat afin de mettre en place, faire fonctionner et gérer des systèmes fiables d'enregistrement des faits, interventions, activités auprès des jeunes.

Le présent guide inclut les éléments suivants :

- Un sommaire ou un plan présentant le cadre général
- Une bibliographie
- Des thèmes de réflexion et des analyses proposées que les intéressés pourraient choisir d'utiliser ;
- Des questions et des interrogations sur le contenu des modules de renforcement de capacités assorties de notes

Les annexes du guide contiennent des références utilisables comme documents supplémentaires pour faciliter la compréhension, l'appréhension et l'adaptation du contenu à un groupe cible bien déterminé. Ces annexes contiennent un support de définition des termes ainsi qu'un guide lexical.

Les documents inclus dans ce guide sont adaptés aux représentants d'institutions compétentes traitant des systèmes d'identification, comptage, enregistrement et actualisation des faits et statistiques relatives aux jeunes. En fonction de ce guide, les intéressés peuvent comprendre le processus de développement des statistiques et des faits de l'état d'intervention sociale, du système statistiques du Ministère des Affaires Sociales, du contenu du registre des jeunes, d'un système analogue au niveau international et national.

Adaptation des méthodes, approches de travail et documents :

Il s'agit d'encourager les intéressées à étudier et concevoir des solutions aux différents problèmes rencontrés pour l'identification, comptage, enregistrement et analyse des statistiques en adoptant des méthodes actualisées, des approches innovatrices et de développer des documents fiables et stratégique. Les objectifs de ce type de guide consistent à :

Accompagnement et renforcement des capacités : il s'agit de sensibiliser les cadres supérieurs, professionnels et personnels et de les motiver à s'engager à mettre en œuvre des mises à jour, assurant l'exactitude des systèmes d'enregistrement des statistiques de l'état social des plus jeunes ;

Assurer une meilleure gouvernance administrative : il s'agit d'aider les fonctionnaires et cadres considérés qui effectuent le travail de manière quotidienne d'enregistrement des statistiques et d'établissement des statistiques à être outillés avec les supports adéquats ;

Informar les participants intéressés par des projets et activités du ministère exprimant leurs préoccupations diverses qui enrichiront les discussions, échanges sur les enjeux pressants en matière de gouvernance administrative.

Faciliter la coordination : il s'agit d'aider les cadres chargés de la supervision des statistiques d'assurer la coordination des efforts et fournir des bases de données claires et visibles et aussi d'analyser l'information obtenue de manière appropriée ;

Développer un système et cadre adéquat de suivi et monitoring des statistiques : il s'agit de fournir aux participants les éléments de base permettant de créer, gérer et tenir à jour les systèmes et processus efficace d'identification, d'enregistrement, actualisation et analyse des statistiques ;

Fournir aux participants les informations dont ils ont besoin pour convaincre les supérieurs de la valeur et utilité de la contribution des différentes structures à travers un efforts concerté au développement d'un système cohérent et fiable de développement de statistique mais également soutenable ;

Harmonisation des données avec les standards de qualité : il s'agit d'enseigner aux intéressés les techniques statistiques, les méthodes de reformulation des bases de données ainsi que les approches d'analyse adéquate permettant de mieux comprendre qu'il importe d'avoir des données statistiques et des enregistrements exacts, non dupliqués, ventilés, stratifiés et catégorisés.

Améliorer les compétences des cadres quant à la conformité aux standards internationaux de collecte et d'harmonisation des statistiques selon une approche de conformité aux normes de qualité ;

Fournir des moyens de communication et sensibilisation quant à la portée des statistiques : il s'agit de communiquer les connaissances nécessaires pour créer, gérer et tenir à jour des systèmes efficaces d'identification, comptage, enregistrement et actualisation des statistiques ;

Instaurer un système de gouvernance électronique adéquat : il s'agit d'informer les cadres de la nécessité d'adopter des outils sophistiqués de gouvernance électronique relative à l'enregistrement des statistiques de manière fiable et coordonnée ;

Plan :

Résumé

Introduction générale

Chapitre 1 : Essai conceptuel des statistiques

1. Définition des statistiques
 - 1.1. Contours des statistiques
 - 1.2. Distinction des différentes caractéristiques des statistiques
 - 1.3. Classification des statistiques
2. Sources des données des statistiques officielles
 - 2.1 Avantages et inconvénients des statistiques administratives
 - 2.2 Distinction entre décentralisation et centralisation de la production des statistiques
 - 2.3 Réorganisation des processus de production des statistiques
 - 2.4 Défis et problèmes liés à la collecte des données administratives

Chapitre 2 : Formulation et manipulation technique des statistiques

1. Les mesures numériques
 - 1.1. Effectifs et fréquences
 - 1.2. Notation de sommation
 - 1.3. Médiane d'une série statistique
 - 1.4. Le mode
 - 1.5. Étendue d'une série statistique
 - 1.6. Les quartiles et intervalle interquartile
 - 1.7. Coefficient de corrélation
2. Les mesures du changement :
 - 2.1. Taux de variation
 - 2.2. Taux de croissance annuel moyen
 - 2.3. Transformative des variables qualitatives en variables quantitatives
3. Les graphiques :
 - 3.1. Histogramme
 - 3.2. Camembert
 - 3.3. Graphique fréquences cumulées
 - 3.4. Autres graphiques
4. Les mesures du changement :
 - 4.1. Détection et traitement des valeurs aberrantes
 - 4.2. Imputation
 - 4.3. Macro-édition
 - 4.4. Estimation
5. Commentaire des formules, tableaux et graphiques :

Chapitre 3 : Les approches adaptées pour collecter et développer des statistiques

1. Identification et trie des statistiques
2. Analyse et diagnostique des statistiques qualitatives : Pyramide des indicateurs
 - 2.1. Indicateurs administratifs au niveau du projet
 - 2.2. Le rôle des registres dans l'identification et l'enregistrement des statistiques
 - 2.3. Les statistiques disponibles relatives aux projets, programmes et stratégies
3. Indicateurs administratives et enquêtes au niveau national
 - 3.1. Analyse des performances des statistiques nationales officielles relatives à l'exclusion sociale
4. Description des données qualitatives additionnelles et complémentaires :
 - 4.1. Trie des statistiques selon l'approche de l'analyse des difficultés et problèmes
 - 4.2. Trie des statistiques selon les attentes et besoins des jeunes basés sur des tests de visite d'observation auprès des CDIS
 - 4.3. Analyse qualitative : Focus-groupe
 - 4.4. L'importance du développement d'un Tableau de bord des statistiques relatives aux jeunes :

Chapitre 4 : Méthodologie disponible pour développer des statistiques :

1. Plan adopté pour collecter des statistiques
2. Mise à jour des statistiques relatives aux activités
3. Actualisation des champs d'interventions par rapports aux résultats escomptés
4. Reconfiguration des programmes et mesures d'interventions sociales
5. Réinvention des programmes d'inclusion sociale

Conclusion

Bibliographie

Définition des Termes

Lexique des indicateurs relatifs aux statistiques

Objet et plan du manuel

Ce nouveau manuel sur les statistiques des jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation pour la Tunisie, principalement le Grand Tunis est nécessaire pour intégrer l'approche d'inclusion sociale dans le processus d'analyse des statistiques des jeunes au niveau national et international. L'objectif de ce manuel est donc de fournir à la Tunisie, principalement à certaines zones d'interventions, une nouvelle appréciation des statistiques sur les jeunes en rupture sociale à la lumière des cadres de différenciations des thèmes, ventilations des statistiques, classification des interventions et priorités, ainsi que les facteurs affectant le développement et la collecte de données sur les jeunes. Cela, dans le but que les centres CDIS ainsi que le Ministère de tutelle, puissent produire des données sur les jeunes qui correspondent véritablement à leurs politiques et besoins.

Aperçu du manuel

Le chapitre 1 présente un essai conceptuel des statistiques ainsi que les objectifs fondamentaux des statistiques sur les jeunes et l'inclusion sociale, et leur importance pour la collecte régulière de statistiques. Ce chapitre jette les jalons d'une explication des concepts relatifs aux statistiques et distingue ce concept avec d'autres. Il s'agit d'expliquer la signification du cadre spécifique de statistiques particulières relatives aux cas des jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation. Ce chapitre analyse et présente les différentes sources de statistiques officielles principalement administratives. Il traite de réorganiser le processus de production de statistiques et d'expliquer la conformité des statistiques avec les standards internationaux en matière de gestion de la qualité. Cet essai conceptuel explique le cadre général et l'importance des statistiques en matière d'identification, comptage, enregistrement, diffusion et analyse.

Le chapitre 2 décrit les méthodes et les instruments de collecte de données, notamment la collecte des statistiques administratives, et autres méthodes de statistiques sur les jeunes et indique comment est-il possible d'accroître l'utilité des données ensemble. Ce chapitre explique et distingue comment est-ce possible de formuler et effectuer des manipulations techniques des statistiques. Ce dernier fournit des détails sur les mesures numériques, les mesures du changement, la transformation de variables qualitatives en variables quantitatives, les graphiques et enfin les analyses des différents outils de fourniture de statistiques. Une étape importante dans l'analyse des statistiques, le positionnement des interventions, le niveau d'interrelations entre les activités mises en place et les jeunes cible par profil, la présentation des résultats des activités fournies aux seins des centres, etc. Le chapitre examine les techniques de développement et la compilation des statistiques ainsi que les tests et les instruments adoptés pour les analyser.

Le chapitre 3 inclut l'analyse quantitative et qualitative des statistiques. Il s'agit d'analyser les résultats de collecte de données qui ont été basé sur une revue exhaustive des documents de projets, rapports et études ainsi que les données administratives, registres et rapports reliés. Il s'agit aussi d'identifier les sources de données qualitatives auprès de l'échantillon cible à savoir les jeunes suite à des visites d'observations ainsi qu'un focus groupe adressé aux cadres du ministère et des CDIS et centres d'observation. Ainsi, ces tests permettent de diagnostiquer les besoins en statistiques par domaines et de relever les différentes ambiguïtés en matière de développement et diffusion des statistiques.

Le chapitre 4 fournit une explication de l'approche adoptée pour collecter et développer des statistiques. Celle-ci est considérée comme une étape importante dans l'harmonisation de pratiques adoptées en matière de collecte de statistiques et la mise en œuvre d'un processus de développement. Il s'agit de présenter l'approche d'identification et de tri des statistiques selon la pyramide des indicateurs, expliquant plusieurs niveaux

d'identification de statistiques, projets, nationaux et internationaux. Ce chapitre offre une description actualisée des différentes statistiques existantes actuellement dans le domaine de l'inclusion sociale. Il présente entre autres les résultats d'analyse quantitative et qualitative, relatifs à l'identification des statistiques qui peuvent être utiles pour actualiser et identifier une nouvelle ventilation des domaines, thèmes et interventions selon des approches adoptées à l'échelle internationale qui peuvent être adoptées à l'échelle nationale selon les besoins existants. Ce chapitre énumère des types de statistiques particulièrement pertinents pour les projets, les politiques nationales et du système de gouvernance.

Les annexes comprennent une revue de la bibliographie existante nationale et internationale pour des statistiques sur les jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation. L'annexe inclut également des définitions de certains termes qui sont fréquemment utilisés, et présente la panoplie des indicateurs des jeunes offerts par les Nations Unies.

Cadre général :

La Tunisie considère les jeunes comme un facteur de promotion, de croissance et de bien être national. Investir dans la jeunesse d'aujourd'hui et de demain est un gage pour la Tunisie afin de sortir des sentiers battus des crises imprévues comme la crise du COVID-19 qui a impacté considérablement la situation socio-économique du pays et a touché les valeurs et principes fondamentaux y compris ceux relatifs à la promotion de la jeunesse et la lutte contre l'exclusion sociale et la radicalisation. Afin de promouvoir et de construire des alternatives pour et avec les jeunes en risque de rupture sociale et/ou en voie de radicalisation que la Tunisie d'aujourd'hui a la volonté de mettre en place via des projets de solutions éducatives, psycho-sociales et culturelles alternatives, etc. qui nécessitent des interventions d'appui de la part de la société civile et des structures étatiques reliées. Ces derniers ont pour but de renforcer leurs capacités dans le domaine de l'action sociale comme le cas du projet présenté par Santé Sud et en partenariat avec le Ministère des Affaires Sociales. En effet, la jeunesse tunisienne représente une ressource économique et sociale pour la Tunisie qui veut préserver et faire de cette tranche de la population une force majeure pour assurer un décollage économique et social important. Faire de la jeunesse Tunisienne un des piliers de l'économie du pays est aussi à reconsidérer dans un contexte assez critique et turbulent. Tabler sur la jeunesse comme un avantage compétitif de la Tunisie est un atout que la Tunisie voudrait préserver.

Plus spécifiquement, l'indice de développement des jeunes est aux alentours de 0.65 et la Tunisie est classée à la 80^{ème} position sur 170 pays ce qui est relativement satisfaisant. Toutefois, la Tunisie enregistre des progrès en matière d'alphabétisation et de réinscription aux cycles d'études secondaires. Cependant, la Tunisie a enregistré certaines faiblesses en matière de prévalence du VIH et d'utilisation de tabac ; ces résultats confirment que la Tunisie malgré les efforts déployés et les stratégies mises en place pour contrecarrer les défaillances, contraintes et les limites que rencontrent les jeunes d'aujourd'hui principalement ceux qui sont en rupture sociale et en voie de radicalisation. D'ailleurs, la stratégie nationale de la jeunesse est l'un des moyens utilisés afin de faciliter la promotion de la jeunesse à tous les niveaux et également de réduire les inégalités, disparités et discriminations.

Par ailleurs, les statistiques relatives aux jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation sont l'objet d'une analyse lexicale faisant défaut, parfois relative à l'apparition de certaines défaillances.

D'après la définition des Nations Unies, la jeunesse représente toutes les personnes âgées de 15 à 24 ans, mais la présente analyse inclut également les enfants non scolarisés en état précaire de moins de 15 ans. En parallèle l'inclusion sociale, objet majeur de l'analyse, est considérée comme un déterminant majeur de la participation des populations défavorisées dans une société.

D'ailleurs, un constat important qui entre dans le cadre de cet exercice de revue littéraire et du diagnostic des statistiques relatifs aux jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation est les difficultés de ces jeunes à entrer sur le marché du travail ce qui a un impact sur la pauvreté, accentuant les inégalités et favorisant l'apparition d'un sentiment d'exclusion.

En effet, l'inclusion sociale est un déterminant majeur de la participation des populations défavorisées dans une société selon la Commission Européenne. Elle donne à tous, et en particulier aux jeunes, la possibilité et les moyens de participer en tant que membre valorisé et respecté de leur communauté et à la société. La pauvreté dans laquelle évoluent plus de 20 % des enfants tunisiens, ainsi que la paupérisation d'un nombre croissant de jeunes à cause de répercussions économiques et sociales de la crise de COVID-19, accroissant le risque de reproduction du phénomène d'exclusion pour les générations à venir selon le rapport de l'UNICEF (2020).

Un constat important existe, également relevé par l'étude de la Banque Mondiale est celui que les jeunes n'étant pas dans l'éducation, l'emploi ou de formation (NEET) ne sont pas représentés dans la catégorie la plus touchée par l'exclusion économique et il est nécessaire d'assurer leur intégration socio-économique à travers des politiques et des programmes adaptés. Entre autres, la participation des jeunes en tant que citoyen actif à la vie sociale se glisse parfois difficilement pour des tranches d'âges précaires selon le diagnostic réalisé dans le cadre de cette

analyse qui ouvre plusieurs perspectives à l'analyse du rôle des acteurs locaux y compris les institutions publiques, sociétés civiles et autres à collaborer en faveur d'une meilleure inclusion en faveur des jeunes et y compris les enfants qui sont exclus socialement et en voie de radicalisation. Même si ce dernier élément n'est pas une caractéristique majeure de la société tunisienne et n'est que forme altérée d'un populisme de rébellion occidentale copié et formé de manifestations alternatives à un vécu amère et difficile impacté par des fléaux sociaux influençant le comportement des jeunes et adultes plus encore. Par contre, ce qui pose préjudice actuellement est la tranche des jeunes de 13 à 18 ans dépourvus de ressources matérielles, vivant dans des quartiers populaires et pauvres, démunis des ressources élémentaires de vie et qui ont une grande volonté d'être réinsérés dans la vie sociale et professionnelle.

Certes, certains éléments sont encore défaillants malgré les efforts déployés, à savoir par exemple certains cas de placement des travailleurs qui sont dépourvus de leurs ambitions d'être protégés des discriminations et violences rencontrées sur les lieux de travail. Le manque de confiance attribué à leurs statuts d'enfants ou de jeunes appuyés par des structures de réintégration renforce la position hésitante d'un acteur privé en faveur d'un employé en gage d'assurer un revenu respectable. Entre les attitudes des jeunes suite à un niveau d'impatience élevé, résultat de son faible niveau d'intégration familial et d'interactions avec son environnement rend son affectation dans des activités de réinclusions parfois difficile et non durable. Recenser ces observations, constats et problèmes afin de les inclure dans des bases de données et les transformer en statistiques et indicateurs est encore une tâche absente dans les priorités de certains protagonistes des besoins sociaux des jeunes en voie de rupture sociale et en voie de radicalisation.

D'ailleurs, s'interroger sur la reconstruction d'alternatives pour et en faveur des jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation vise à contrecarrer et trouver des solutions aux obstacles de l'exclusion sociale qui ouvre des perspectives d'améliorations déjà existantes actuellement via les services d'assistance et d'appui à la réinsertion offerts par les différents centres. Ils se caractérisent par leurs diversités et leurs champs larges d'intervention incluant un appui social, psychologique, santé, appui éducatif, formation professionnelle, appui matériel et en matière de ressources pour l'autonomisation économique et sociale à travers l'assistance à la création de projets et autres ; autant de volets qui ont été mis en place répondants aux standards nationaux et internationaux adoptés ici et ailleurs. La liste n'est pas fermée et le chantier est encore en cours d'expansion et les espoirs réapparaissent pour réaffirmer la position de la Tunisie face aux difficultés d'exclusion sociale. Les besoins sont dynamiques et flexibles et par conséquent les cadres des institutions concernées doivent être conscients des nouveaux enjeux pressants existants en adoptant les moyens et les ressources nécessaires mais aussi en acquérant la connaissance et le savoir-faire qui peut faciliter toute activité d'implémentation ou développement de projets.

Contexte national :

Le contexte international présent conjugué aux différentes mutations qui ont eu lieu récemment sur le pays ont impacté l'état des jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation.

Un des constats qui a été relevé à maintes reprises et principalement dans le cadre de l'analyse de l'UNICEF en 2020, est que la pauvreté dans laquelle évoluent plus de 20% des enfants tunisiens, accompagnée par la paupérisation d'un nombre croissant de jeunes dû aux répercussions économiques et sociale de la crise COVID-19, engendrent et accroissent le risque de reproduction du phénomène d'exclusion pour les générations à venir. Cela pose un énorme problème pour l'économie Tunisienne à un stade critique de sa reprise socio-économique post-COVID. Entre autres, les disparités territoriales accentuent de manière importante le risque de grandir dans la pauvreté et d'être confronté à l'exclusion sociale. Selon les statistiques de la Tunisie et de la Banque Mondiale en 2020, il existe des inégalités particulièrement marquées aussi entre les centres urbains et les périphéries densément peuplées des grandes villes comme Tunis, qui souffrent d'une plus grande pauvreté. D'ailleurs, d'autres constats additionnels sont à relever sur la base d'observation sur l'état des lieux et rencontres avec les partenaires de ce projet dans le cadre de cette analyse et qui seront développés postérieurement.

Principalement, il est question d'absence d'un comportement civique qui fait défaut, faute d'un niveau de conscience relatif à l'importance de l'appartenance à une communauté. Un sentiment également de désarroi de pression soulevé, résultat de la persistance des dégâts survenus lors de la crise du COVID qui sont économiques et sociaux. A savoir l'accroissement du taux de chômage et abondant de travail, la fermeture temporaire ou définitive des entreprises principalement de petite et moyenne taille ainsi que le fait de figer de manière accidentelle tout le circuit économique de l'approvisionnement, logistique et autres. Cela pèse sur la rentabilité des entreprises de grande taille de transformation mais également sur le niveau de consommation des citoyens qui n'arrivent plus à faire face à leurs besoins primaires pour aller au-delà des difficultés rencontrées quotidiennement. En outre, le cas de la Tunisie, un pays dépourvu de ressources naturelles exploitées, qui ne génère pas de revenu excédentaire qui peut couvrir leur dépense et qui souffre d'un système archaïque fiscal et de taxation assez lourde et non modernisée qui ne contribue pas à la collecte des recettes de l'Etat.

De plus, la Tunisie n'arrive pas à riposter face à la complexité de l'architecture financière internationale, principalement le manque de solution innovatrice, de financement alternatif et autres mais également un manque en matière de réserve de change qui handicape tout le système de transaction financière internationale et limite les opportunités d'emploi et d'investissement. La Tunisie n'est également pas ancrée sur un système de qualité de vie assez confortable qui ne demande pas le développement d'une infrastructure assez développée et un urbanisme assez moderne. Le pays n'a pas conscience que volontarisme, action communautaire et implication d'acteurs non locaux peut aider à rendre la Tunisie vivable et plaisante. Un sentiment de réticence émotif et une déconnexion relationnelle accompagné par un manque de civisme rendant certaines commodités non accessibles par les citoyens et rendant leur vécu un peu difficile ce qui influence leur productivité. Entre le manque d'engagement des acteurs locaux sur certains besoins d'infrastructures accessibles qui rend le quotidien vivable et procure un sentiment de bien-être social. La Tunisie est actuellement classée à la position selon l'indicateur de viabilité de ce qui ne contredit pas ces constats. Toutes ces caractéristiques et défauts impactent la vie des jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation.

Toutefois, la Tunisie survit et se décroche à l'espoir de résister avec l'optimisme de sa population, leurs sens d'entraide et de soutien respectifs, sa conscience des valeurs du patriotisme national et le comportement civique assez moderne impacté par l'utilisation des nouvelles technologies et des réseaux sociaux. La Tunisie fait force majeure dans le cadre d'un tissu institutionnel fort et robuste appuyé par des cadres administratifs et personnels hautement qualifiés malgré l'existence de limites matérielles, en matière de ressources et personnels supplémentaires. La Tunisie table sur ses acquis humains, ses avantages comparatifs en matière de ressources, son capital social fort, confiant et soudé, ses positions diplomatiques et ses relations nationales et internationales. La Tunisie met en relief à chaque fois son patrimoine culturel et historique musulman principalement et multi-religions qui font de ce pays un point de force en matière d'adaptabilité culturelle, religieuse et sociale malgré la persistance de fléaux qui se sont aggravés depuis la révolution et le printemps arabe de 2011. A savoir le mécontentement populiste et rébellion sous plusieurs formes mais aussi l'apparition d'une révolte masquée au nom de l'islam, résultat de la non acceptation de principes hors normes adoptés par les citoyens et un défaut de comportement agressif et délibéré, mesquin et non respectable selon certains. Certes, la liberté d'expression qui prime d'abord, conjuguée aux droits de l'homme qui ont été l'objet de convoitise juste après la révolution, ont fait plonger la Tunisie dans un silence radicalisé de rupture sociale avec les autres tranches de la société considérées comme rebelles ou gravement modernes selon certains. En outre, l'isolation des citoyens, résultat d'un sentiment de frustration et d'insécurité, dans un cadre assez limité et des obligations difficiles qui le poussent à être influencé par l'impact des médias et réseaux sociaux les redirigeant de personnes actives à des idéalistes religieux de la société et en laissant en statique leurs ambitions économiques et sociales qui ne génèrent pas la suite des difficultés matérielles et engendrent les niveaux de pauvreté. La Tunisie d'aujourd'hui est encore sous la pression de la communauté internationale et fait face à des énormes fléaux comme le populisme occidental ou oriental et le phénomène de rébellion qui touche la tranche d'âge des jeunes des quartiers modestement développés et ayant accès limités aux ressources matérielles et autres. Toutefois, la Tunisie est parfaitement consciente de la situation

et comparativement à d'autres pays, trouve des portes de sortie qui s'avèrent acceptables par les populations cibles à ces situations qui sont jugées graves et difficiles. Son tissu institutionnel et de sécurité ne l'a pas abandonné malgré les changements drastiques et difficiles et son sentiment de faire partie d'un pays moderne dans un sens assez compréhensible qui ne s'attribue pas à une définition commune, les sauvant à chaque fois d'une plongée dans les sentiers battus et difficiles.

D'ailleurs, la situation vulnérable des jeunes et le malaise identitaire qui existe, fait émerger une légère mouvance du radicalisme dans certains quartiers populaires et où les populations sont marginalisées, dont certains jeunes sont récupérés par des mouvements radicaux. La présente étude ne fait pas état d'un échantillon représentatif de jeunes radicalisés. Il est plutôt question de très jeunes ou enfants démunis de l'accès aux droits socio-économiques, pauvres et marginalisés. Toutefois, évoquer le cas des jeunes vulnérables comme résultat des mouvements islamistes radicalisés est le résultat d'un état de frustration de la jeunesse dans des zones périurbaines et qui sont exclus socialement et qui souffrent de cas d'extrémisme violent. La majorité de ces cas sont soit incarcérés ou en conflit avec la loi ou ont quitté le pays pour d'autres destinations. A cet égard, l'assemblée des représentants du peuple a adopté une nouvelle loi en 2015 dite « antiterroriste » afin de lutter et contrecarrer ces cas et fléaux sociaux. Par ailleurs, plusieurs mineurs se retrouvent dans des prisons en Tunisie et font l'objet d'exclusion sociale ou de radicalisations. Selon les chiffres du ministère de la justice tunisienne, il y a un taux élevé d'occupation des surpopulations carcérale, en fonction de périodes bien déterminées, dont les profils sont principalement âgés entre 18 et 30 ans. Selon le haut-commissariat des Nations Unies des droits de l'homme auprès de la DGPR, la moitié des détenus n'a pas fréquenté l'école primaire et 43% le secondaire. Un niveau d'ignorance est la cause majeure de leur délinquance et violence extrême. Selon les statistiques du Ministère de la Justice, près du tiers de la population carcérale est détenu pour consommation ou vente de stupéfiants, non loin derrière 25% pour vol ou port d'arme, 11% pour homicide et seulement 7% pour terrorisme et blanchissement d'argent.

Plus précisément, la question de s'interroger sur les conditions du développement des capacités, impose à tous les intervenants, nationaux et internationaux, dans le secteur de l'éducation en Tunisie de cerner et de surmonter l'ensemble des difficultés empêchant que tous les enfants de 6 à 16 ans puissent être scolarisés. Suite à l'opportunité offerte par l'Initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés (OOSCI), lancée par l'UNICEF et l'Institut de statistique de l'UNESCO, un rapport national des enfants non scolarisés a été rédigé afin de soutenir la réalisation d'une étude sur les enfants non scolarisés en analysant ce phénomène. L'idée était de mieux connaître les profils des enfants non scolarisés grâce à une méthode novatrice, d'établir des liens entre ces profils et les causes responsables de l'exclusion. L'idée est de mettre en place des stratégies et des politiques appropriées efficaces de lutte contre l'exclusion scolaire selon une perspective multisectorielle basée sur une analyse quantitative et qualitative des enfants tunisiens, celle de l'OOSCI, objet de ce rapport. Ce dernier est un document technique prospectif aidant à mettre en place une plateforme commune et à orienter le débat autour du champ de l'éducation en Tunisie. Il est l'objet d'une analyse fine au service d'un positionnement du phénomène de déscolarisation des enfants dans le cadre d'une approche globale articulant des variables multiples et résultat de l'identification des goulets d'étranglements, les causes directes et structurelles et de placer la vulnérabilité sociale et économique au centre des politiques de développement basées sur une approche inégalitaire d'exclusion scolaire en faveur des stratégies de lutte contre l'abandon scolaire.

Par ailleurs, l'étude réalisée par l'UNFPA en 2014 relative aux défis de la jeunesse Tunisienne avance qu'il existe des problèmes relatifs au manque d'encadrement éducatif et socioculturel. Il était question d'insister sur le rôle des institutions de gouvernance et les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales qui selon cette brève analyse ont précisément la responsabilité d'assurer l'inclusion des jeunes dans la société et de les aider à surmonter les obstacles auxquels ils font face. Ce rapport insiste sur les résultats faibles existants relativement à la catégorie des jeunes dans les régions rurales et qui sont confrontés à des phénomènes sociaux tels que l'extrémisme violent relié également aux faits qu'il existe un manque de données disponibles.

Selon le rapport de l'OCDE relatif à l'état de renforcement de l'autonomie et la confiance des jeunes en Tunisie. Ce rapport offre un essai conceptuel de la gouvernance des politiques de la jeunesse et offre une image exhaustive des principales caractéristiques de la jeunesse en Tunisie et les principaux défis auxquels ces jeunes font face dans la transition vers l'âge adulte et souligne les différents défis renforcés dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Ce rapport analyse les défis auxquels font face les jeunes qui continuent à se heurter à des obstacles importants pour contribuer pleinement au développement social et économique du pays y compris les difficultés liées à l'emploi, à l'éducation ou la formation professionnelles, adaptées aux besoins actuels du marché du travail (entraînant une dépendance économique vis-à-vis des générations plus âgées), à des soins de santé de qualité, aux problématiques identitaires et sociétales, à la participation civique et politique, et à un logement abordable. Ce type d'analyse pointe du doigt le dispositif de gouvernance qui est susceptible de faciliter la prise en compte des besoins et attentes en assurant un accès aux services publics essentiel qui s'avère existant et développé mais encore en état précaire par d'autres analyses postérieures relatives à certains aspects. Toutefois, le rapport souligne davantage l'importance de l'accès à l'éducation publique et privée qui ne répond pas parfaitement aux besoins réels du marché. Ce rapport souligne le fait qu'il existe un nombre important de jeunes tunisiens qui ne sont à la fois ni scolarisés, ni employés, ni en formation connue sous l'acronyme NEET. En revanche, beaucoup de jeunes se tournent principalement vers l'économie informelle et met par conséquent en relief le poids de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Contexte international :

Des travaux à l'échelle nationale et internationale ont été développés afin d'analyser l'état des lieux de la jeunesse. Alors que les États membres et les agences des Nations Unies reconnaissent de plus en plus l'importance d'investir dans la jeunesse, il est très difficile de mesurer le succès de leurs interventions. Les programmes et les politiques ne sont pas suffisamment suivis et de nombreuses données existantes ne sont pas ventilées par âge. À sa soixantième session, l'Assemblée générale a adopté une résolution (60/2) sur les politiques et programmes impliquant la jeunesse, demandant que le Secrétariat de l'ONU, en collaboration avec d'autres programmes et organismes compétents des Nations Unies, établisse un large éventail d'indicateurs relatifs à la jeunesse, que les gouvernements et d'autres acteurs peuvent choisir d'utiliser pour suivre la situation des jeunes dans les domaines prioritaires identifiés dans le Programme d'action mondial pour la jeunesse. Certaines conventions ont été également ratifiées par la Tunisie à savoir les droits des enfants qui prévoit des mesures de protection et d'affirmation de droits. En 2008, la Tunisie a levé l'ensemble de ses réserves. Aussi, la Tunisie a ratifié certaines conventions portant sur le travail des enfants telles que les pires formes de travail des enfants ou la convention sur l'âge minimum. Toutefois, la Tunisie a un grand chantier législatif afin d'assurer l'accès au développement des capacités intellectuelles et professionnelles de manière équitable et inclusive, afin d'assurer la prévention des enfants contre toute omission de droits socio-économiques, de protection de son statut dans la société et de favoriser tous types de mesures en faveur de l'environnement de qualité de vie et interactions avec la famille et la société.

Ce rapport est une opportunité de dresser un état des lieux des statistiques disponibles relatives aux jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation. Il s'agit également d'identifier les différents obstacles que les institutions publiques aujourd'hui n'ont pas, ni les capacités et les ressources afin d'y remédier. Ces derniers sont le résultat d'un dosage inapproprié des mesures adoptées au niveau institutionnel, d'une allocation inefficace des capacités et un manque de gestion institutionnelle et organisationnelle administrative et autre alourdissant l'aboutissement à des performances qui font parfois défauts. Dans le cadre de cette revue exhaustive de la littérature qui représente la première étape adoptée afin de saisir la portée et le contenu d'un des projets phare qui a été mise en place en Tunisie en faveur d'une reconstruction d'alternative pour et avec les jeunes en risque de rupture sociale et en voie de radicalisation qui porte un intérêt majeur pour l'association internationale Santé Sud et ses partenaires institutionnels dont principalement le Ministère des Affaires Sociales. Dans le cadre de cette revue exhaustive, il est question de collecter les documents, études, rapports d'analyses disponibles à l'échelle nationale et

internationale afin d'avoir une idée globale et générale mais également une vision exhaustive et claire de l'état des jeunes en Tunisie.

La stratégie nationale de développement dans le cadre du plan national de développement pour la période 2016-2020 inclut les principales priorités que la Tunisie a le souhait de développer d'une part en faveur de la promotion de la jeunesse, principalement selon le volet social, et d'autre part, ceux visant la consolidation des acquis en matière de renforcement de capacités, de partage des informations et statistiques et utilisation des nouvelles technologies de l'information technologique numérisé. En parallèle, il y a lieu également d'adopter une stratégie nationale multisectorielle pour la promotion de la santé des adolescents et des jeunes en Tunisie favorisant la mise en place d'activités et de projet relatifs aux aspects suivants, à savoir : le développement positif, la violence, la SSR y compris la lutte contre le VIH, maladies transmissibles, mode de vie sain, la santé mentale, la consommation de substance et l'autonomisation.

Certes, certains aspects ne s'avèrent pas assez développés, à savoir comment est-ce possible de favoriser un mode de vie sain et comment tabler sur le développement positif à travers des activités de développement personnel intercommunautaire et le développement d'activité de loisir et plus sportive qui favorisent la réduction des maladies mentales et défaillances psychologiques des jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation. Un souci de coordination interinstitutionnelle et avec les acteurs non étatiques : société civile et secteur privé jettent les jalons d'une meilleure diffusion d'un modèle de développement humain centré sur le développement interne des capacités humaines en faveur d'une meilleure productivité et sociétale mais également comment est-ce possible de renforcer l'interaction individuelle avec l'environnement en faveur d'une meilleure inclusion équitable et rentable. D'ailleurs, des faits persistants existent encore en Tunisie à savoir : le tabagisme, la consommation d'alcool et de drogues toucheraient respectivement : 25,1%, 5,8% et 3,8% des jeunes de 15 à 17 ans. De même, 22,3% des A&J ont été impliqués dans des affaires de violence et 25,6% dans des cas de suicide selon une revue des programmes nationaux de santé ciblant les adolescents et les jeunes.

Entre autre, la stratégie nationale de développement durable s'est fixée une série de défis dont principalement de renforcer l'équité sociale et la solidarité nationale basée sur un développement social marqué par des grandes inégalités qui ne peuvent se réaliser qu'à travers une indissociabilité des dimensions économiques et sociales garante d'une vie décente pour toutes les catégories sociales, dans toutes les régions et dans le cadre d'un climat social favorisant tout type de développement durable et bien-être soutenable. D'ailleurs, en 2015 la Tunisie a adopté les ODD pour assurer leur développement et concrétisation, et a adhéré à l'agenda 2030 en signant un programme conjoint avec les Nations Unies pour favoriser un appui à l'intégration, la mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation et de reporting des ODD en Tunisie incluant la lutte contre le chômage, la protection des populations vulnérables et particulièrement les jeunes. La Tunisie est activement intéressée par les enjeux que rencontrent la jeunesse lors du forum politique de haut niveau sur le développement durable en 2019 en insistant sur la promotion de la jeunesse comme l'éducation, l'engagement associatif, le dynamisme de la société civile, l'entrepreneuriat, l'autonomisation sociale, politique et économique de la Tunisie. D'ailleurs, la stratégie des Nations Unies 'jeunesse 2030 a été développée en 2018 afin de donner des outils pour accroître l'efficacité et la portée de l'action menée au niveau mondial, régional et national afin de répondre aux besoins des jeunes, de renforcer leurs capacités d'action, de promouvoir leurs droits tout en respectant leurs diversités. La Tunisie a également parfaitement conscience des déclarations de Lisbonne de 1998 et 2019 sur les politiques et programmes en faveur de la jeunesse.

Par ailleurs, la Tunisie jouit d'une constitution tunisienne du 27 janvier 2014, résultat des revendications sociales, économiques et politiques exprimées par la jeunesse. Plus spécifiquement, l'article 8 garantit l'importance de mettre en place les conditions propices à la pleine participation des jeunes à la vie sociale, économique et politique. En outre, l'article 133 stipule une meilleure participation de la jeunesse dans les conseils élus au niveau local. Toutefois, la Tunisie est encore réticente pour une meilleure inclusion des jeunes y compris les enfants démunis

dans son quartier législatif en tant qu'acteur de changement positif de la société en assurant leurs droits socio-économiques et en diffusant une culture de bien être basée sur un niveau de qualité de vie soutenable et durable.

Par la suite, relativement à la Stratégie Nationale Multisectorielle de Développement de la petite enfance pour la période 2017-2025. D'ailleurs, la convention relative aux droits de l'enfant assure le respect et la protection des droits de l'enfant relatif à un certain nombre de critères à savoir : santé, nutrition, éducation, développement socioéconomique et de la protection, la coopération entre pouvoirs publics et société civile, la focalisation sur les jeunes enfants défavorisés, l'implication des parents et des familles aux côtés des fournisseurs de prestations de DPE, une combinaison des pratiques traditionnelles et l'approche sur la base scientifique, des programmes d'une intensité, d'une durée et d'une qualité suffisante ; selon les principes du Global child development group. Par ailleurs, la Tunisie a mis en place des plans nationaux d'actions qui ont abouti à une amélioration sensible de nombreux indicateurs dans le domaine.

Toutefois, la Tunisie n'a pas de programme de DPE cohérent et soutenable financièrement limité par des entraves institutionnelles, organisationnelles et matérielles entravant la mise en œuvre des instruments ratifiés et des programmes sectoriels engagés. Favoriser les défis suivants résultats de l'agenda des ODD (2015-2030) à savoir l'accès à des services de développement de la petite enfance, de mettre fin à la malnutrition, répondre aux besoins nutritionnels des adolescents, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées et à mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.

Ainsi, un énorme effort est à reconsidérer afin d'offrir des alternatives efficaces et durables en faveur des jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation en Tunisie.

Attentes du projet de développement de statistiques et de la mission de diagnostic des besoins réels et de renforcement de capacités :

Dans le cadre de ce projet, il s'agit de développer un guide d'utilisation des statistiques et bases de données, et de fournir des sessions de renforcement de capacité et d'accompagnement qui visent notamment à : renforcer les compétences et former le personnel du Ministère des Affaires Sociales à la production et l'analyse de statistiques et des rapports notamment par la création d'outils statistiques simples; favoriser la mise en œuvre de statistiques dans le domaine de l'action sociale ; améliorer le pilotage des structures sociales par la collecte de données et la disponibilité de statistiques ; etc.

Face au constat de l'insuffisance des dispositifs alternatifs à l'insertion ou à la réinsertion des jeunes en risque de rupture sociale, le projet « Construire des alternatives pour et avec les jeunes en risque de rupture sociale et/ou en voie de radicalisation Shabab », mené en partenariat avec l'association tunisienne ADO+ vise ainsi à co-construire, avec l'ONG française Santé Sud, un environnement porteur de solutions éducatives, psycho-sociales et culturelles alternatives, sur le territoire du Grand Tunis. Plus spécifiquement, il s'agit d'appuyer les organisations de la société civile tunisiennes à construire, aux côtés des pouvoirs publics, des alternatives pour et avec les jeunes en risque de rupture sociale et / ou en voie de radicalisation. Le projet est concentré sur les quatre zones d'intervention situées dans des quartiers défavorisés du Grand Tunis, définies autour de trois centres d'accueil relevant du Ministère des Affaires Sociales accueillant chacun annuellement 50 à 60 jeunes en risque de rupture sociale et /ou en conflit avec la loi.

Afin de réaliser ces objectifs, le projet s'est fixé quatre principaux résultats à atteindre. Tout d'abord, l'offre de service dédiée aux jeunes en risque de rupture sociale et de radicalisation est renforcée par les OSC à travers des outils d'intervention et d'analyse adaptés au contexte tunisien. Deuxièmement, des jeunes en risque de rupture sociale, accompagnés par des intervenants sociaux des OSC, élaborent et conduisent des projets citoyens et d'insertion sociale et professionnelle. Troisièmement, la capacité organisationnelle et structurelle des centres

d'accueil public et des OSC est renforcée à travers la mise en œuvre d'une démarche qualité. Enfin, le renforcement des capacités organisationnelles et techniques de la DGPS permet d'opérationnaliser son plan stratégique à 3 ans.

Ainsi, il s'agit de former les cadres du Ministère des Affaires Sociales à la production et l'exploitation de statistiques élaborées dans les structures sociales. Plus spécifiquement, il est question de renforcer les compétences et former le personnel du Ministère des Affaires Sociales à la production et l'analyse de statistiques et des rapports (notamment par la création d'outils statistiques simples) ; favoriser la mise en œuvre de statistiques dans le domaine de l'action sociale ; améliorer le pilotage des structures sociales par la collecte de données et la disponibilité de statistiques.

Chapitre 1 : Essai conceptuel des statistiques

1. Essai conceptuel des statistiques :

Dresser une description conceptuelle des statistiques et indicateurs afin de sensibiliser les cadres à une certaine aisance d'utilisation de ces statistiques dans le management de leurs activités quotidiennes et la production de rapport décisionnel concis s'avère important et indispensable aujourd'hui. En effet, la disponibilité et la densité des données est une étape afin d'avoir une vue globale sur la ventilation possible par domaines y compris types d'interventions en faveur des jeunes exclus socialement. Une fois que les indicateurs ont été compréhensible et assimilé par les intéressés, à savoir, leurs caractéristiques, contenus, types, champs d'intervention et étendues, différenciation, impacts et performances, etc., il est plus facile de les enregistrer, développer, traiter et diffuser.

Dans ce cadre, les principales interrogations sont les suivantes : Les statistiques ont-elles un titre et une définition clairement énoncés ? Les statistiques ont-ils un objectif et une justification clairement énoncés ? La méthode de mesure des statistiques est-elle clairement définie, y compris la description du numérateur, du dénominateur et calcul, le cas échéant ? La méthodologie de collecte de données et les outils de collecte de données pour les données de l'indicateur sont-elles clairement indiquées ? La fréquence de collecte des données est-elle clairement définie ? La désagrégation des données pertinentes est-elle clairement définie ? Existe-t-il des directives pour interpréter et utiliser les données de ces statistiques ? Quelles sont les forces et les faiblesses des statistiques et les défis dans son utilisation ? Sont-elles des sources pertinentes d'informations supplémentaires sur les statistiques citées ? Pourquoi les statistiques sont collectées ?

L'idée est de développer un ensemble de statistiques et d'indicateurs adaptés qui permettraient de : Mesurer le développement social des jeunes ; Comparer les progrès dans et entre les centres d'appui social ; Identifier les domaines qui nécessitent une action accrue ; Encourager la collecte de données relatives aux jeunes ; Renforcer les efforts de plaidoyer pour des investissements accrus dans la jeunesse, sur la base des résultats ; Avancer la possibilité de développer un système de suivi régulier des statistiques des jeunes et un benchmarking des résultats achevés.

1. Définition des statistiques :

Les statistiques comprennent des faits et des chiffres. L'étude des statistiques implique des mathématiques et repose sur des calculs de nombres dépendant de la manière dont les chiffres sont choisis et de la manière dont les statistiques sont interprétées.

Box : Définition des Nations- Unies

Bien qu'il n'existe pas de définition universellement acceptée de l'adolescence et de la jeunesse, les Nations Unies comprennent que les adolescents incluent les personnes âgées de 10 à 19 ans et les jeunes comme les personnes âgées de 15 à 24 à des fins statistiques, sans préjudice des autres définitions des États Membres.

La jeunesse est mieux comprise comme une période de transition de la dépendance de l'enfance à l'indépendance de l'âge adulte. C'est pourquoi, en tant que catégorie, la jeunesse est plus fluide que les autres tranches d'âge fixes.

En effet, les organes des Nations Unies ont des définitions quelque peu variées relatives aux statistiques.

Le tableau suivant résume ces différences :

Tableau 3 : Définition des jeunes selon les sources des organisations Internationales :

Sources	Âges
UN Secretariat/UNESCO/ILO	Jeunes : 15-24 ans
UN Habitat (Youth Fund) Agenda21	Jeunesse 15-32
UNICEF/WHO/UNFPA	Adolescent : 10-19, Jeune Personne : 10-24, Jeunes : 15-24
UNICEF /The Convention on Rights of the Child	Enfant jusqu'à 18 ans

Source : United Nations

Malgré la diversité des sources de statistiques fournies, le cas présent fait l'état d'un échantillon de jeunes et enfants entre 12 et maximum 16 ans. Il s'agit d'une classe de jeune en état précaire.

Ainsi, les statistiques servent réellement à expliquer la réalité du terrain et de la pratique existante en Tunisie. Comme données, ils offrent une vue approximative des positionnements des différents domaines d'interventions à l'échelle de la population cible.

De manière générale, la statistique est la science qui consiste à réunir des données chiffrées, à les analyser et à les commenter. Une étude statistique s'effectue sur un ensemble appelé population dont les éléments sont appelés individus et consiste à observer et étudier un même aspect sur chaque individu, appelé caractère.

Les statistiques dans le cadre de ce rapport sont étroitement liées au concept d'exclusion sociale. Ainsi, définir l'exclusion sociale comme l'incapacité à participer dans la société en matière d'égalité des chances ce qui est inhérent à la notion de citoyenneté et la protection de la dignité humaine nécessaires à toutes les interactions sociales. Ainsi, il est important de définir les droits et les capacités d'un enfant ou jeune qui puisse interagir de manière égalitaire. Selon certains auteurs, plusieurs d'entre eux distinguent des types d'intégration et de participation :

Intégration relative au système institutionnel et juridique comme les lois, le système juridique, le traitement des jeunes et principalement des jeunes d'âges précaires ou des enfants, y compris handicapés et autres) ;

Intégration économique principalement liée à l'emploi, l'entrepreneuriat, la formation, l'accompagnement, etc. ;

Intégration sociale liée à l'inclusion dans le filet de la sécurité sociale publique et ses champs d'interventions sociales ;

L'intégration familiale et communautaire relative aux réseaux ou capital social.

Deux aspects importants sont importants à inclure dans la définition des statistiques des jeunes dans le cadre de ce projet :

L'exclusion sociale fait généralement référence à une situation lorsqu'une personne ne participe pas aux activités normales relations et activités accessibles à la majorité des personnes dans la société dans laquelle la personne vit. Cela reflète un manque de connexité qui est de nature multidimensionnelle et façonné par les communautés, l'environnement social et physique dans lequel ils vivent. Cela peut affecter à la fois la qualité de vie des individus et l'équité, ainsi que la cohésion de la société dans son ensemble.

Par ailleurs, l'exclusion sociale est définie par le Département du développement international (DFID) comme "un processus par lequel certains groupes sont systématiquement désavantagés parce qu'ils sont victimes de discrimination sur la base de leur origine ethnique, race, religion, orientation sexuelle, caste, ascendance, sexe, âge, handicap, statut VIH, statut de migrant ou lieu de résidence. La discrimination se produit dans les institutions publiques, telles que le système judiciaire ou les services d'éducation et de santé, ainsi que dans les institutions sociales comme le ménage ».

L'exclusion sociale est un terme abrégé pour ce qui peut arriver lorsque des personnes ou des zones souffrent d'une combinaison de problèmes liés, tels que le chômage, le manque de compétences, les faibles revenus, les logements insalubres, la criminalité élevée, l'environnement, la mauvaise santé et l'éclatement de la famille. (UES, 1997). L'exclusion sociale est un processus qui amène des individus ou des groupes géographiquement résident dans une société, de ne pas participer aux activités normales des citoyens de cette société.

Un individu est socialement exclu s'il réside géographiquement dans une société mais pour des raisons indépendantes de sa volonté, il ne peut pas participer aux activités normales des citoyens de cette société, et (c) il souhaite y participer. Burchardt et al, (2002).

Ainsi, l'inclusion sociale est le développement de la capacité et de l'opportunité de jouer un rôle à part entière, non seulement en termes économiques, mais aussi en termes sociaux, psychologiques et politiques selon la Direction des Affaires Sociales et emplois de l'UE.

L'exclusion sociale est un processus complexe et multidimensionnel. Cela implique le manque ou le déni des ressources, des droits, des biens et des services et l'incapacité de participer à la relation et activités normales, accessibles à la majorité des personnes dans une société, que ce soit dans le domaine économique, social, culturel ou politique. Cela affecte à la fois la qualité de la vie des individus et l'équité et la cohésion de la société dans son ensemble.

En effet, l'exclusion sociale est un concept multidimensionnel qui inclut des dimensions sociales, politiques, culturelles et économiques et opère à différents niveaux sociaux. Elle est dynamique, en ce sens qu'elle touche les gens de diverses manières et à des degrés divers au fil du temps. Et elle est relationnelle du moment qu'il s'agisse

du produit d'interactions sociales, qui se caractérisent par des relations de pouvoir inégal, et elle peut produire des ruptures dans les relations entre les personnes et la société, qui se traduisent par un manque de participation sociale, de protection sociale, d'intégration sociale et de pouvoir.

On constate qu'il existe certaines différences qu'il faut distinguer :

L'inclusion sociale ou l'intégration sociale a été définie comme "le processus de promotion des valeurs, des relations et des institutions qui permettent à tous de participer à la vie sociale, économique et politique sur la base de l'égalité des droits, de l'équité et de la dignité".

Par contre, la justice sociale, selon le Conseil de l'Europe, est la garantie des droits de l'homme, tout en répondant aux besoins humains fondamentaux ; s'efforcer, par des mécanismes de redistribution, de réduire les inégalités ; et assurer collectivement les conditions propices au développement de l'individu et de ses compétences, quel que soient son sexe, ses origines, sa race, ses croyances ou ses convictions.

Entre autres, les obstacles sociaux, selon le rapport de la commission européenne (2012), sont des situations qui causent une obstruction ou un empêchement. Dans le domaine européen de la jeunesse, les obstacles sociaux font référence aux circonstances qui entravent ou empêchent l'accès à certains services (par exemple, le système éducatif, l'apprentissage non formel, le marché du travail). Ces facteurs peuvent inclure un faible capital social, une origine immigrée et d'autres circonstances similaires.

Tableau : Définitions des statistiques relatives aux champs d'interventions :

Statistiques par types d'interventions	Définitions
Statistiques relatives aux interventions	Ce sont les statistiques relatives aux interventions conçues pour résoudre les problèmes des enfants commettant des délits. Cela peut prendre la forme de traitement individualisé comme conseil, formation professionnelle, apprentissage alternatif, l'éducation, la réadaptation ou la réintégration dans les familles.
Statistiques relatives aux conseils d'orientations	Ce sont les statistiques relatives aux aides fournies aux jeunes à découvrir et à développer leurs potentialités éducatives, professionnelles et psychologiques et à atteindre ainsi un niveau optimal de bien être personnel et d'utilité sociale.
Statistiques relatives à l'appui psychologique et de santé	Ce sont les statistiques relatives aux abus des enfants ou jeunes rencontrant toute menace ou interaction violente de nature physique, psychologique ou sexuelle qui peut causer des dommages physiques ou psychologiques à un jeune. Cela comprend la négligence et la rétention de l'aide essentielle, les soins médicaux et l'éducation sexuelle, les abus mentaux et physiques, qui sont tous des formes de violence. Les autres types de maltraitance d'enfants, autres que la violence physique, comprennent l'intimidation ou la violence par les pairs, cyberviolence, violence dans les fréquentations, forcer le sexe consommé et la violence collective. Ça comprend également les statistiques relatives aux indicateurs sur la santé des enfants à savoir : la mortalité infantile, la couverture vaccinale, l'obésité, les fumeurs réguliers, la santé mentale, les causes de décès et de suicide. Ce sont également les statistiques relatives à la nutrition, activité physique, l'abus d'alcool, la santé sexuelle, la santé mentale, etc. ;

Statistiques relatives aux droits de l'homme	Ce sont les statistiques relatives aux droits inhérents à tout être humain, quelle que soit sa nationalité, son lieu de résidence, son sexe, son origine nationale ou ethnique, sa couleur, sa religion, sa langue ou toute autre situation. Ce sont aussi les statistiques relatives aux traités, principes généraux, lois et réformes institutionnelles qui protègent les droits des jeunes. Ça inclut les statistiques relatives aux droits socio-économiques (nutrition, vestimentaire, etc.).
Statistiques relatives à l'éducation formelle	Ce sont les statistiques relatives aux activités éducatives impliquant une forme de communication destinée à favoriser l'apprentissage, à savoir l'acquisition ou la modification individuelle d'informations, de connaissances, de compréhension, d'attitudes, de valeurs, d'aptitudes, de compétences ou de comportements par l'expérience, la pratique, l'étude ou l'instruction. Ce sont les statistiques relatives à l'organisme fournisseur ou personne qui facilite un environnement d'apprentissage et méthode d'instruction par laquelle la communication est organisée ou l'instruction implique généralement un enseignant ou un formateur qui est engagé dans la communication et l'orientation des connaissances et des compétences en vue de favoriser l'apprentissage. Cela inclut également les moyens d'enseignement qui peuvent également être indirects, par le biais de la radio, de la télévision, de logiciel, de film, d'enregistrement, d'Internet ou d'autres technologies de communication.
Statistiques relatives à l'intégration éducative	Ce sont les statistiques relatives à l'apprentissage, formation, et autres dont bénéficient les jeunes au sein des centres et aussi les autres activités connexes reliées.
Statistiques relatives à l'apprentissage informel	Ce sont les statistiques relatives à l'apprentissage non finalisé qui se déroule dans des contextes de la vie quotidienne en famille, au travail, pendant les loisirs et dans la communauté. Ce sont principalement les statistiques pour l'apprenant qui peuvent être à des fins d'éducation, de formation ou d'emploi.
Statistiques relatives à l'insertion professionnelle	Ce sont les statistiques relatives à l'apprentissage sur le tas via des stages de perfectionnement des connaissances techniques, aux opportunités d'emplois existantes et autres possibilités d'insertion professionnelle.
Statistiques relatives à l'accompagnement	Ce sont les statistiques relatives à la protection de l'enfance ou des jeunes ayant un acte de prévention et répondre à la violence, à l'exploitation et à l'abus contre les enfants, y compris commerciaux l'exploitation sexuelle, la traite, le travail des enfants et pratiques traditionnelles néfastes...
Statistiques relatives au mentorat	Ce sont les statistiques relatives aux processus structurés visant à fournir des conseils et un soutien personnel à un jeune, utilisés dans le contexte de l'éducation, formation ou emploi. Ce sont les statistiques aussi relatives aux aides, assistances en matière d'informations, de conseils utiles, des activités de coaching afin d'améliorer les performances, etc. Mentorat utilisé dans les contextes d'éducation, de formation et d'emploi. Ce genre d'activité fait intervenir des mentors agissant comme des amis critiques mais sans jugement, fournissent un modèle et une source d'information et de conseils utiles, et pouvant assumer une tâche de coaching et contribuer à améliorer les performances.
Statistiques relatives à l'employabilité	Ce sont les statistiques qui font référence à l'ensemble des réalisations, des compétences, des compréhensions et des attributs personnels qui rendent les individus plus susceptibles d'obtenir un emploi, de rester dans l'emploi et de réussir dans les professions qu'ils ont choisi. L'employabilité

	des individus dépend des qualités personnelles (y compris l'adéquation des connaissances et des compétences) ; comment ces attributs personnels sont présentés sur le marché du travail ; les contextes environnementaux et sociaux (incitations et opportunités offertes pour mettre à jour et valider leurs connaissances et compétences) et le contexte économique.
Statistiques relatives à la participation économique	Ce sont les statistiques relatives à la participation économique qui fait référence à l'emploi et au travail qui conduisent au développement économique, à l'élimination de la pauvreté et à la construction d'une situation économique stable dans une société.
Statistiques relatives à l'autonomisation économique	Ce sont les statistiques relatives à l'intégration des jeunes dans le marché de l'entrepreneuriat, la création de projets et autres ; ça inclut aussi les statistiques relatives à l'autonomisation qui consiste à aider les gens à s'aider eux-mêmes.
Statistiques relatives à la diversité culturelle et la participation	Ce sont les statistiques relatives aux diversités culturelles qui font référence à des cultures diverses ou différentes qui comprennent les éléments suivants : les connaissances, les croyances, les arts, la morale, les lois, les coutumes et toutes les autres capacités et habitudes acquises par un être humain en tant que membre de la société. Ils incluent les statistiques relatives aux différentes formes d'art et d'expression (arts visuels, musique, cinéma, danse, etc.).
Statistiques relatives à la cohésion sociale	Ce sont les statistiques relatives à la cohésion communautaire qui fait référence au sentiment d'appartenance partagé souhaité et aux visions partagées pour vivre ensemble dans une communauté. La cohésion communautaire est nécessaire pour que différents groupes de personnes s'entendent. Elle est caractérisée par un niveau d'intégration bien déterminé.
Statistiques relatives à la participation des jeunes au numérique	Ce sont les statistiques relatives au travail de jeunesse numérique à savoir l'animation socio-éducative numérique, qui n'est pas une méthode d'animation socio-éducative – l'animation socio-éducative numérique peut être incluse dans n'importe quel cadre d'animation socio-éducative (animation socio-éducative ouverte, information et conseil aux jeunes, clubs de jeunes, animation socio-éducative détachée, etc.). Il inclut le travail de jeunesse numérique qui peut se dérouler dans des situations en face à face ainsi que dans des environnements en ligne ou dans un mélange des deux...
Statistiques relatives à la participation discursive	Ce sont les statistiques qui font référence aux diverses manières dont les individus discutent des questions politiques affectant les communautés locales, nationales et internationales dans lesquelles ils vivent. Ça inclut les statistiques relatives aux comportements de communication délibératifs qui permettent aux citoyens de formuler et de réviser leurs préférences, c'est-à-dire d'apprendre ce qu'ils devraient attendre des décideurs politiques. Et également les statistiques relatives à des particuliers dans des échanges informels et non planifiés ; ceux qui se réunissent à des fins publiques mais le font en dehors des processus normaux des opérations gouvernementales (par exemple, dans les bibliothèques, les écoles, les maisons, les églises et les centres communautaires) et peut se produire à travers une variété de médias, y

	compris les échanges en face à face, les conversations téléphoniques, les échanges de courriels et les forums Internet.
Statistiques relatives à l'activisme	Ce sont les statistiques relatives à l'activisme ayant un impact sur le changement social dont le processus de changement peut être soit mené par un individu ayant la capacité de mobiliser les masses, soit collectivement qui peuvent varier d'une action de désobéissance civile, de protestations, d'occupations, de campagnes, de boycotts et de manifestations à des formes plus conventionnelles telles que des processus de lobbying, la rédaction de lettre, l'activisme sur Internet, des pétitions et la participation à des réunions d'organismes publics.
Statistiques relatives à l'activisme environnemental	Ce sont les statistiques relatives aux activités spécifiques reflétant un engagement envers l'environnement et réalisées à travers des structures institutionnelles. Ces statistiques incluent l'appartenance à un groupe environnemental ; s'engager dans une action politique ; s'impliquer activement dans des organisations environnementales ; ayant le potentiel d'influencer les décisions politiques ou de gestion ou d'adopter des comportements de protection de l'environnement.
Statistiques relatives à l'engagement civique	Ce sont les statistiques relatives à l'engagement civique qui implique de travailler pour faire une différence dans la vie civique de sa communauté et de développer la combinaison de connaissances, de compétences, de valeurs et de motivation pour faire cette différence. Cela signifie promouvoir la qualité de vie dans une communauté, par le biais de processus politiques et non politiques. Ce sont les statistiques relatives à l'engagement civique comprenant à la fois des formes rémunérées et non rémunérées d'activisme politique, d'environnementalisme et de service communautaire et national afin de répondre aux préoccupations des citoyens et promouvoir la qualité de la communauté. Le volontariat est une forme d'engagement civique.
Statistiques relatives aux obstacles géographiques	Ce sont les statistiques relatives aux obstacles géographiques qui sont les obstacles que rencontrent les jeunes des zones reculées, rurales ou vallonnées, les jeunes vivants sur de petites îles ou régions périphériques, les jeunes des zones urbaines à problèmes, les jeunes des zones moins desservies (transports en commun limités, équipements médiocres, villages abandonnés, etc.), auxquels ils sont confrontés.
Statistiques relatives à la vie autonome	Ce sont les statistiques relatives à la vie autonome et comprennent des services disponibles, accessibles à tous et fournis sur la base de l'égalité des chances, du consentement libre et éclairé et permettre aux personnes handicapées une flexibilité dans leur vie quotidienne. La vie autonome exige que l'environnement bâti, les transports et l'information soient accessibles, qu'il y ait disponibilité d'aide technique, accès à une assistance personnelle ou à des services communautaires, ou les deux.
Statistiques relatives aux dialogues culturelles	Ce sont les statistiques relatives aux dialogues interculturels, échange de vue ouvert, des groupes ayant des origines et du patrimoine ethnique, culturels, religieux et linguistiques différentes sur la base de la compréhension et du respect mutuel ; leur donnant une chance de dialoguer et de générer une plus grande solidarité et des opportunités de cohésion sociale au sein des quartiers et des communautés.

Statistiques relatives à la mobilité	Ce sont les statistiques relatives aux jeunes en mobilité physique, ce qui signifie se déplacer dans un autre pays pour des études, un stage, un travail communautaire ou une formation complémentaire dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie. Il y a aussi les statistiques relatives à la mobilité virtuelle, c'est-à-dire l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour développer des partenariats ou des échanges à distance avec des jeunes d'autres pays, qui peut également apporter une contribution significative à la mobilité.
Statistiques relatives au bénévolat	Ce sont les statistiques relatives au bénévolat, à savoir les activités ou à un ensemble d'activités qui se déroulent par le biais d'une organisation à but non lucratif ou communautaire, sans rémunération financière pour le travail effectué par le volontaire. Ce sont les statistiques aussi relatives à l'ensemble d'opportunité d'apprentissage et de développement personnel ou professionnel pour le volontaire, ayant pour objectif de bénéficier à la communauté. Ce sont les statistiques relatives aux activités : cela peut être un professionnel dans le domaine offrant l'expertise et visant à soutenir les individus et avoir un impact sur le développement des communautés, ou peut être impliqué dans des activités sans lien avec leur profession, mais motivé par une motivation et une volonté personnelle d'aider.

Source: Glossary on youth, Council of Europe

La radicalisation est une forme de déviation à la norme en tant qu'excès et exagération en matière de pratiques inhabituelles adoptées par certains hors normes des pratiques sociales adoptés dans la société. Ces fléaux se manifestent dans les pratiques sociales, religieuses et autres et prennent une multitude de formes de manifestation à la norme. Les statistiques des jeunes en exclusion sociale et en voie de radicalisation sont les statistiques définies comme étant les chiffres qui reflètent l'état qui couvrent ce que beaucoup de gens entendent par le terme « désavantage social », qui implique des restrictions de l'accès aux ressources, le manque de participation et opportunités bloquées. Des données sont nécessaires pour comprendre la nature et l'ampleur de l'exclusion sociale, les risques et les voies associées à un tel désavantage, et ses effets sur les personnes concernées, leurs familles et la communauté générale.

Tableau : Définition des statistiques relatives à la radicalisation

Statistiques relatives à la radicalisation	Définition
Les statistiques relatives aux facteurs identitaires et psychologiques	Ce sont les statistiques relatives aux manques de repère, de conflits intergénérationnels, aux pertes de cadre et d'autorité, l'absence de la ligne parentale, de manque de construction identitaires, de transition vulnérable, etc.
Les statistiques économiques et sociales	Ce sont les statistiques relatives des jeunes radicalisés en rupture sociale et perte de contrôle de l'avenir. Cela inclut les statistiques relatives aux niveaux de chômage ou de précarité. Ces statistiques incluent également les extrémistes violents qui sont en situations difficiles.
Les statistiques relatives aux facteurs géopolitiques	Ce sont les statistiques relatives à la radicalisation violente, aux réactions identitaires, à la domination coloniale et au phénomène de populisme excentrique.

Les statistiques relatives aux facteurs idéologiques et religieux	Ce sont les statistiques relatives aux caractéristiques de la radicalisation, et compréhension des textes religieux, au niveau du civisme, aux niveaux de l'intégration sociale, etc.
Les statistiques relatives à la déradicalisation	Ce sont les statistiques relatives à la radicalisation, à savoir le processus d'abandon d'une vision du monde extrémiste et donc de désengagement avec une attitude qui accepte la violence comme moyen de changement social.

1.2. Distinction des différents caractères des statistiques :

On distingue deux types de caractères à savoir les caractères quantitatifs : ce sont les caractères qui prennent des valeurs numériques et les caractères qualitatifs : ce sont les caractères dont les valeurs ne sont pas des nombres.

Box : Différence conceptuelle

Il existe certains types de différence entre concept, variable et indicateur. Ce sont les suivants : les concepts sont les idées abstraites ou les phénomènes qui sont étudiés (par exemple la réussite scolaire). Les variables sont des propriétés ou des caractéristiques du concept (le rendement scolaire), tandis que les indicateurs sont des moyens de mesurer ou de quantifier les variables (les bulletins de note mensuelle).

Source : Nations Unies

Ainsi, un caractère quantitatif peut être discret si les valeurs du caractère sont isolées (par exemple : nombre d'enfants). Les valeurs d'un caractère discret sont appelées les modalités ou encore continues si les valeurs du caractère sont regroupées en intervalles appelées classes. Et la largeur de chaque intervalle s'appelle l'amplitude. Les variables quantitatives sont des variables continues et discrètes dont les caractéristiques sont les suivantes : s'expriment par un nombre et peuvent être exploitées mathématiquement.

Les variables qualitatives peuvent, elles-mêmes, être séparées en trois catégories : nominales, Ordinales, Binaires. Les particularités des variables qualitatives sont qu'elles ne s'expriment pas par une valeur numérique. Elles s'expriment par une qualité. Il est possible de les répartir en classes ou catégories.

Il existe aussi des variables qualitatives nominales, ordinales et binaires : particularités des variables qualitatives nominales est qu'elles ne peuvent pas être hiérarchisées. Aucune valeur n'est supérieure à une autre. Les particularités des variables qualitatives ordinales sont qu'elles peuvent être classées les unes par rapport aux autres. Il existe un gradient qui permet de les classer dans un ordre logique selon une échelle de valeur.

Les variables qualitatives binaires sont qu'elles ne peuvent pas être hiérarchisées.

Elles ne possèdent que deux modalités ou deux classes possibles. Les variables qualitatives sont soit continues ou discrètes. Les particularités des variables quantitatives continues sont qu'elles peuvent prendre n'importe quelle valeur numérique entière ou décimale. Elles peuvent avoir une infinité de décimales.

1.3. Qu'est-ce qu'un indicateur ?

Un indicateur fournit un signe ou un signal que quelque chose existe ou est vrai. Il est utilisé pour indiquer la présence ou l'état d'une situation ou d'une condition. Dans le cadre du suivi et de l'évaluation, un indicateur est une

mesure quantitative qui fournit des informations permettant de surveiller les performances, mesurer les réalisations et déterminer la capacité de rendre compte.

Il est important de noter qu'une métrique quantitative peut être utilisée afin de fournir des données sur la qualité d'une activité, d'un projet ou d'un programme. Les caractéristiques des statistiques sont les suivantes :

Box : Caractéristiques des indicateurs :

Valide : mesure précise d'un comportement, d'une pratique, d'une tâche qui est le résultat ou le résultat attendu de l'intervention.

Fiable : mesurable de manière constante dans le temps, de la même manière par différents observateurs.

Précis : défini sur le plan opérationnel en termes clairs.

Mesurable : quantifiable à l'aide des outils et des méthodes disponibles.

En temps opportun : fournit une mesure à des intervalles de temps pertinents et appropriés en termes d'objectifs et d'activités du programme.

Important sur le plan programmatique : lié au programme ou à la réalisation des objectifs du programme ;

Ainsi, les indicateurs sont aussi une série de statistiques qui respectent des caractéristiques bien déterminées. Ces derniers doivent répondre à des normes qui permettent de les affiner et d'assurer leur lecture.

Box : Les critères AIMS relatifs aux indicateurs

En 2000, la New Economics Foundation a identifié les critères AIMS pour les indicateurs, qui continue d'être un guide utile pour décider si l'indicateur est un bon indicateur :

Axé sur l'action. Les indicateurs doivent conduire à l'action. Si les parties prenantes ne peuvent pas imaginer quoi faire avec les données ou statistiques d'un indicateur, alors il n'est probablement pas un bon indicateur ou une statistique réelle.

Important. Les parties prenantes doivent convenir que l'indicateur et les données qu'il va générer apporteront une contribution pertinente et significative à déterminer comment répondre efficacement à l'exclusion sociale des jeunes.

Mesurable. Non seulement la méthodologie de collecte de données doit être définie, il doit également être possible de collecter les données.

Simple. Plutôt que de poursuivre le parfait indicateur, il vaut mieux identifier de bons indicateurs simples qui fournissent des données exploitables.

1.4. Classification des statistiques :

Il y a deux approches générales pour définir les types d'indicateurs qui sont particulièrement utiles pour le suivi :

La première approche est basée sur les similitudes thématiques entre les indicateurs. Toutefois les statistiques sont classées selon certaines thématiques comme : Réadaptation et travail éducatif ; Intégration au cycle scolaire, orientation vers un établissement de santé, engagement psychologique, etc. En parallèle, ces statistiques ont été présentées selon le type d'intégration familiale y compris : réconciliation avec la famille, dans une famille élargie,

dans le cadre d'une famille d'accueil, etc. Ces statistiques font aussi l'objet d'une différenciation par établissement d'accueil à savoir d'enseignement d'établissement public, d'enseignement professionnel, de centre d'enseignement spécialisé pour des personnes handicapées et autres.

Ensuite, les types d'interventions sont plutôt présentés selon les types approches d'inclusion par exemple l'insertion professionnelle y compris la formation professionnelle ; la formation et apprentissage professionnel, contrat de travail, envoi d'un projet d'apprentissage avec le secteur privé et autres. Ensuite, un tri par type d'aide accordée est aussi relevé comme : fournir une aide en nature, financière, de santé et autres. Il y a aussi le niveau d'intégration dans une institution sociale, notifications du délégué de procès-verbaux au profit de la protection de l'enfance, avis de la section de l'inspection de travail, préparation de rapports pour d'autres parties.

La seconde est basée sur le rôle relatif et/ou effet qu'un indicateur a dans/sur la réponse à une situation, une intervention ou une activité incluse dans le cadre d'un projet. Toutefois malgré la ventilation et le tri exhaustif des statistiques, ces derniers ne reflètent pas un champ plus large et diversifié des interventions qui existent et ne sont pas inclus ; ou encore non inclus mais qui font partie d'un large éventail de statistiques classées à l'échelle internationale. Entre autres, examiner les statistiques selon une approche d'analyse des résultats escomptés n'est pas aussi valorisé dans le contenu des documents. Une présentation des résultats des interventions par des statistiques spécifiques, en adoptant une analyse inputs-outputs peut s'avérer aussi intéressante.

Le point le plus important concernant les types d'indicateurs est de savoir comment il est crucial d'utiliser une gamme de types différents dans un ensemble donné afin d'obtenir une perspective équilibrée. L'utilisation d'un ou deux types d'indicateurs seulement aboutira à un point de vue beaucoup plus étroit, ce qui peut donner une image inexacte de la situation.

La typologie du Registre des indicateurs de l'ONU classe les indicateurs par similitudes thématiques. Le registre identifie cinq types d'indicateurs : résultat comportemental, impact du phénomène, infrastructure, politique et prestation de programmes/services.

Box : Types d'indicateurs :

On distingue quatre types d'indicateurs : input, produit, résultat et impact. Le glossaire MERG des termes de S&E définit chacun de ces types comme suit :

Saisir. Une ressource utilisée dans un programme, y compris financière et humaine des ressources provenant de diverses sources, ainsi que des programmes, du matériel, etc.

Production. Les résultats immédiats des activités du programme. Ce terme se rapporte aux produits ou livrables directs des activités du programme, etc.

Résultat. Les changements intermédiaires qu'un programme effectue sur les publics ou les populations cibles, tels que l'évolution des connaissances, attitudes, croyances, compétences, comportements, accès aux services, politiques et Conditions environnementales.

Impacter. L'effet cumulatif à plus long terme des programmes sur temps sur ce qu'ils visent finalement à changer. Les impacts sont rarement, voire jamais, attribuables à un programme unique, mais un programme peut, avec d'autres programmes, contribuer aux impacts sur une population ;

2. Sources des données des statistiques officielles :

Les statistiques officielles sont basées sur des informations, principalement numériques, des données statistiques que les offices nationaux de statistiques et d'autres producteurs et fournisseurs collectent ou acquièrent de diverses manières. Fondamentalement, les données sont obtenues de plusieurs manières : par enquête directe, sondage auprès des jeunes ou des institutions impliquées, etc. ; par l'acquisition des données administratives du gouvernement, à savoir le Ministère des Affaires Sociales, et d'autres sources administratives, et par l'utilisation d'autres sources de données. La première catégorie concerne des données primaires ou données d'enquêtes obtenues à des fins spécifiques de compilation statistiques. Les données administratives sont collectées par les autorités administratives pour leurs opérations administratives mais mis à la disposition des offices nationaux des statistiques et autres institutions pour des fins statistiques. Les données administratives sont définies comme des données secondaires. La troisième catégorie, les flux de données des entreprises et d'autres sources qui sont également des données tertiaires.

Dans le cadre de ce guide, l'approche adoptée est de se focaliser principalement sur les statistiques administratives principalement les registres et autres informations reliées incluses dans le processus de comptage. Toutefois, un travail d'analyse qualitative a été développé afin de proposer d'autres types de statistiques qui sont le résultat d'enquêtes auprès des jeunes et moins jeunes et d'un focus groupe auprès des cadres du Ministère des Affaires Sociales et des structures reliées. Également une démarche d'harmonisation aux données et aux statistiques internationales a été abordé en fournissant un état exhaustif des statistiques incluses dans des bases de données internationales relatives à plusieurs thématiques. Ainsi, identifier les sources de données des statistiques officielles est une étape importante tout au long d'un processus de développement, enregistrement, compilation, analyse des statistiques.

2.1. Avantages et inconvénients des statistiques administratives :

Les principaux avantages de l'utilisation des données administratives sont la facilité relative et le faible coût de l'acquisition des données, étant donné que les producteurs de ces données officielles sont autorisés à accéder aux données administratives ou recevoir régulièrement des données. Un autre avantage est que les producteurs de statistiques peuvent compiler leurs statistiques à partir des sources administratives rapidement et régulièrement, une fois que les données sont définies, convenues et organisées. Encore un autre avantage est qu'en utilisant des données administratives, les producteurs de statistiques évitent d'avoir à demander des données provenant directement des individus, des ménages, des jeunes, etc. Garantir un taux de réponse effectif à travers les données administratives offre plus de chance d'avoir des données fiables, claires, disponibles et palpables.

En revanche, le principal inconvénient de l'utilisation des données administratives est qu'elles sont collectées à des fins administratives et peuvent ne pas correspondre aux besoins statistiques de problème donné. Ainsi, les variables d'administration peuvent ne pas être suffisantes et doivent être complétées par des enquêtes, des focus groupes, des interviews et autres moyens de collecte de données et de statistiques.

2.2. Entre centralisation et décentralisation dans la production des statistiques officielles :

Selon le rapport des Nations Unies, l'organisation des statistiques officielles varie énormément à plusieurs niveaux et de manière transversale ce qui rend complexe l'exercice de production des statistiques officielles. L'organisation institutionnelle du Ministère et de l'environnement institutionnel national impacte l'état du processus de collecte des statistiques officielles qui sont développées. L'administration nationale choisit de produire des statistiques en se

conformant à certains standards nationaux et internationaux. Certains principes sont importants lors de cet exercice et allocations des activités qui doivent se baser sur des principes de crédibilité des statistiques, impartialité et indépendance relatifs aux producteurs des statistiques officielles.

La séparation organisationnelle entre les statistiques officielles et les tâches administratives est ambiguë dans la mesure où le niveau hiérarchique et le style de leadership organisationnel prône sur le reste. Alors la situation semble plus compliquée pour un producteur de statistiques publiques de niveau inférieur d'un service organisationnel, d'un organisme comme le Ministère des Affaires Sociales dont la fonction principale n'est pas seulement les statistiques. C'est également le cas lorsque le service ou le département statistique a aussi la charge du traitement des données à des fins administratives. Alors l'enregistrement individuel au niveau des centres ne se partage qu'à des fins de comptage de statistiques. L'exercice d'enregistrement, trie, classifie approximation des formules statistiques, l'analyse de l'information n'est pas beaucoup développée au niveau des centres et parfois si c'est le cas, il l'est de manière dispersée.

Ce genre de différence est l'une des caractéristiques majeures d'un système administratif qui opte pour la centralisation officielle des statistiques. Ainsi, plus les statistiques sont produites de manière structurées et appuyées par des outils sophistiqués, plus le nombre de structure interne est impliqué dans la production de statistiques. Chacun de ces producteurs devraient disposer d'un volume suffisant d'opérations statistiques régulières qui respectent des méthodologies bien précises et conformes à des standards nationaux et internationaux. Les complications organisationnelles de séparer les activités de statistiques internes des tâches administratives s'avère l'un des éléments principaux pris en compte afin de fournir des solutions pour réorganiser les tâches, fournir des guides, des supports et fichiers à suivre, des documents informatifs, des outils d'utilisation et autres électroniques et digitalisés. Le chevauchement entre statistiques officielles et autres exige que les nombres produits statistiques publiés par divers organes administratifs sans être des statistiques officielles soient complémentés et diffusés afin d'affiner la compréhension continue des activités mises en place ainsi que de saisir l'impact des projets implémentés.

Un autre argument fréquemment avancé en faveur de la centralisation est que le niveau de coordination est plus facile lorsqu'un grand nombre de domaines relèvent d'un effort concerté entre les fournisseurs de statistiques. La coordination fonctionne bien ou non dans un système qui est décentralisé et rattaché à plusieurs centre et où la qualité des statistiques fournies répond à certains standards, et où les méthodes de collecte sont harmonisées et les procédures de collecte sont communes est répondent à un même souci de rendre les bases variées, diversifiées, contenant le maximum d'information sur les cas des jeunes, introduit dans un système de gestion des statistiques qui est facile à utiliser et dont sa mise à jour se fait au fur et à mesure sans efforts additionnels, facilitant tout exercice d'analyse de l'information, d'identification des besoins des centres en matières de projets et activités ultérieurs et offrant plus de visibilité pour saisir l'impact des interventions. A défaut, l'administration ou l'institution publique serait plutôt susceptible d'entraîner des activités non coordonnées des statistiques officielles, ainsi qu'une interprétation fautive de ces données et informations.

Ainsi, les avantages de coordination des efforts et centralisation des statistiques sont les suivants :

Une plus grande capacité à fournir des services statistiques internes qui soient pertinents et fiables en dehors du système de statistiques nationales mais qui soient conformes aux standards nationaux et internationaux ;

La proximité virtuelle des principaux avantages d'un système statistique décentralisé du ministère et des organes administratives est également important ;

Une plus grande capacité à fournir des données statistiques et services internes en dehors de ceux existant au niveau de l'organisme central et autre structure statistiques sans perdre la conformité et l'accord existant ;

La proximité organisationnelle, physique, intellectuelle des services et unités statistiques du ministère ou organes administratifs similaires au travail de développement et enregistrement des statistiques ;

Réduire la dépendance et donner une plus grande autonomie dans la mise en œuvre de la collecte de données nécessaires à la production de données officielles. Dans le cas où les statistiques au niveau du centre ne sont pas efficacement fournies ou à défaut non développées, il incombe au service statistique ou à la personne en charge au sein du centre de se conformer à un processus de développement des statistiques et a un plus gros potentiel d'agir, en tant que substitut partiel.

Construction et engagement vers une culture commune du personnel en faveur de la participation de manière concertée au développement de statistiques grâce aux renforcements de capacité et formation ;

Assurer une convivialité accrue car davantage de domaines et thématiques qui sont couverts dans la diffusion des statistiques sur une plateforme ou une base électronique ou autres outils allant des domaines de l'appui psychologique, académique, social, professionnel, santé, communautaire, mobilité, familial, hygiène, mode de vie, volontariat, qualité de vie, etc. Autant de thématiques qui évoluent, s'inter dépendent et s'inter changent au fil du temps ;

Répliquer le savoir-faire et la technicité des méthodologies, des approches et des concepts à travers un effort de coordination par les producteurs des statistiques au niveau des centres ;

Relever les gains en matière d'efficacité, en matière de délai, qualité des produits, des supports et des rapports, etc.

Proposer des possibilités de résoudre les problèmes de coordination par des décisions internes concertées et surveiller la mise en œuvre des mécanismes de suivi interne des statistiques à travers un cadre de monitoring approprié ;

Contrôler plus facilement le respect des normes à l'échelle d'un système des traitements des statistiques en particulier de la qualité et le management des statistiques ;

Renforcer une relation plus simple et systématique entre les producteurs au niveau des centres et le ministère ainsi que les autres parties prenantes ;

Fournir une gamme plus large d'ensemble de données pour des méthodes telles que l'intégration et la mise en correspondance des données, leurs interrelations, causalités et corrélations ; à moins qu'il y ait des problèmes de duplication, des manques à remplir, des omissions et mauvaises identifications des domaines d'interventions ;

Renforcer la responsabilité globale des aspects internationaux des statistiques officielles centralisées et décentralisées des officielles ;

Cependant les opportunités de réorganiser systématiquement un système statistique à tous les niveaux ne se produit qu'à la préparation, l'adoption et la mise en œuvre d'un cadre et des outils appropriés principalement en cas de restructuration ou d'une crise imprévue. Ou lorsque la méthodologie de collecte de données pour une activité spécifique de statistiques subit un changement important. Le changement d'organisation et l'attribution des responsabilités impactent également le processus d'identification, le comptage, l'enregistrement et la mise à jour des statistiques qui nécessitent aussi d'évaluer le système afin d'identifier les principales lacunes à combler. Cela nécessite également la ventilation des statistiques de suivi et d'évaluation par type d'activité et d'intervention résultats et produits des interventions mises en place.

Ainsi, raffiner les produits, fichiers et contenus des bases de données revêt une importance cruciale dans l'exercice du traitement développement de statistique d'enregistrement et diffusion. Il ne s'agit pas seulement de réallouer les activités entre producteurs de statistiques mais aussi d'assurer leur cohérence et pertinence, affirmer leurs utilités pour des activités et projets ultérieurs. Entre autres, intégrer des données de diverses sources par opposition à la production traditionnelle qui suppose un effort en matière d'ajout additionnel de nouvelles pratiques et d'exercices de statistiques en adoptant de nouvelles méthodes comme les enquêtes en ligne, l'analyse qualitative des perceptions, le monitoring de la qualité des services, etc. Autant que d'autres approches utilisent à l'échelle internationale sans s'éloigner de l'objectif principal qui est celui de collecter les efforts pour assurer une meilleure inclusion sociale de ces jeunes en misant sur la pratique des statistiques pour relever et positionner les efforts investis tout au long des activités.

Les producteurs de statistiques officielles doivent assurer la production de statistiques de manière régulière des statistiques dans un domaine bien déterminé. Il est également important de renforcer le niveau d'engagement dans les activités fournies par le Ministère de tutelle. Les autres producteurs de statistiques à savoir les entités des ministères de la justice, santé, éducation, intérieur et autres devraient être inclus dans les programmes de travail de statistiques et se conformer aux principes et normes de statistique divulgués par le ministère et les CDIS. Ainsi, faciliter leurs appartenance à un système cohérent et inclusif peut apporter les avantages suivants : renforcer la qualité institutionnelle, soutenir l'amélioration de la qualité et le développement des statistiques, faciliter les échanges professionnels autour de statistiques et le partage des informations, accroître la sensibilisation et l'utilisation d'outils et normes communes en tant qu'élément majeur de partage d'une culture commune de productions de statistiques, fournir et soutenir les efforts en matière d'adoption d'autres méthodes de collecte de statistiques, à savoir enquête ou autre, et garantir l'accès aux données administratives, accorder plus de responsabilité partagé en tant que producteur de statistiques officielle ; permettre l'échange systématisé et règlementé de données individuelles à des fins statistiques ; mieux informer les producteurs des derniers développements internationaux en matière de statistique, etc..

En matière de coopération avec les autres autorités administratives fournisseurs de données, l'utilisation de ces derniers et statistiques administratives pour la production de statistiques officielles créait des relations d'interdépendance entre le Ministère des Affaires Sociales, les CDIS et autres ministères à savoir : la justice, l'intérieur, l'éducation, la santé, etc. A cet égard, le Ministère doit assurer les suivis des changements dans les structures administratives reliées et toute initiative possible d'e-gouvernement. Une coopération entre le ministère, CDIS et autres structures administratives est nécessaire pour assurer les registres administratifs. Les statistiques doivent également être, à long terme, une source de données pour la production de statistiques officielles. Les autorités administratives peuvent bénéficier du savoir-faire et de la technicité en matière de transfert de connaissances en coopération avec d'autres structures dans la collecte, le traitement et l'analyse des données et éventuellement l'amélioration, la mise à jour et l'actualisation ainsi que la couverture des données statistiques. Le ministère peut mettre en place un groupe de travail pour renforcer la collaboration et le dialogue régulier avec les fournisseurs de données administratives. Ces mécanismes de collaboration sont souvent régis par des protocoles d'accords entre institutions. Par exemple, il pourrait prévoir au ministère qui sera informé et consulté à l'avance de tout changement sur la structure, la couverture, l'actualité de l'ensemble des données administratives utilisées à des fins statistiques. Le ministère peut également orienter ses partenaires administratifs en offrant de l'assistance dans la collecte, l'édition des statistiques prédéfinies, le stockage des données en promouvant des normes statistiques et en fournissant des conseils sur les questions de qualité. Cependant la frontière entre producteur de statistiques officielles et les données administratives en ce qui concerne les principes de confidentialité et l'indépendance professionnelle.

3. Réorganiser le processus de production des statistiques

Face à la complexité, aux difficultés du système de production de statistiques, il est important de créer un système plus fonctionnel pour la production statistique. Une étape importante dans ses efforts est basée sur le développement du système générique modèle de processus métier (GSBPM) qui vise à décrire et guider le processus global de production statistique ainsi que les processus de production individuels. L'idée est de mieux organiser la production des statistiques autour des fonctions et que les procédures puissent être utilisées pour les générations de plusieurs statistiques thématiques. Aussi, il est lieu de concevoir et de construire des méthodes et des outils informatiques spécifiques à chaque domaine et pour les différentes fonctions qui peuvent être utilisées dans de nombreux domaines thématiques. Ainsi, l'identification à posteriori des thèmes, cellules, cas, statut, profil des jeunes est une étape à franchir pour ensuite les ventiler avec les domaines d'interventions fournis par les centres.

Spécifier les besoins est considéré comme une phase importante de toute activité statistique, utilisé pour définir la portée des activités de collecte de données et transpose souvent des demandes au plan concret. C'est la phase de planification, identification des besoins des utilisateurs, et des producteurs, établissement des objectifs de recherche, spécification des besoins en information, etc. Il s'agit aussi d'examiner les concepts, la disponibilité des données à savoir dossiers et fiches administratives et les pratiques dans d'autres cas. Cette phase nécessite de collecter la quantité acceptable et identifiée des variables pour ne pas affecter la qualité des résultats et comprend également la planification de tout exercice de collecte de statistiques comme enquête ou autre et la détermination des rôles des données administratives. Ensuite, la validation des statistiques à inclure est de l'exercice de ceux impliqués dans son développement.

Tableau : Les activités du Modèle générique de processus métier statistique

Le processus global					
Précisez les besoins	Conception	Construire	Collecter	Procéder	Évaluer
Identifier les besoins	Conception de sorties ou outputs	Réutiliser ou construire des instruments de collecte	Créer un cadre et sélectionner un échantillon	Intégrer les données	Recueillir les données d'évaluation
Consulter et confirmer les besoins	Conception de la description des variables	Réutiliser ou créer des composants de traitement et d'analyse	Configurer la collecte	Classer et coder	Mener une évaluation
Identifier le concept	Conception du cadre et échantillon	Configurer les flux de travail	Exécuter la collecte	Revoir et valider	Mener une évaluation
Vérifier la disponibilité des données	Conception du processus et analyse	Système de production rapide	Finaliser la collecte	Modifier et imputer	Convenir d'un plan d'action
Préparer et soumettre une analyse de rentabilisation ou business case	Conception du système de production et flux de travail ou workflow	Tester le processus métier statistique		Calculer les poids	
		Finaliser les systèmes de production		Finaliser les Fichiers des données	

Source : the Generic Statistical Business Process Model (GSBPM).

Phase de conception : cette phase décrit les activités de développement et de conception de tout le travail de recherche pratique connexe nécessaire pour définir les produits statistiques, les concepts, les méthodologies, les instruments de collecte et processus opérationnels. Offrir un essai conceptuel et un lexique relatif aux domaines d'interventions est également important. Identifier les cas de jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation et définir leurs profils et cas existants est aussi crucial, ça permet d'avoir une idée sur la situation du jeune et comment y remédier. Il détermine également les méthodes de collecte appropriées et comprend généralement tous les éléments de conception nécessaires pour définir ou affiner les produits et services statistiques (échantillonnage, collecte, diffusion, etc.). Cette phase spécifie toutes les données pertinentes y compris les fiches d'inscription, les registres, les rapports et dossiers des jeunes, administratives et autres, les bases de données, etc.). Les activités de conception font largement appel à des ressources (humaines, physiques, équipements, financières) nationales et internationales afin de réduire les coûts du processus de conception et d'améliorer la comparabilité et utilisation des résultats. La réutilisation et adaptation des éléments de conception de processus existant est aussi important. La phase de conception est une période de coopération inter-structures et interdépartementale intensive où les idées doivent être transformées en phase concrète et des personnes concernées. Il s'agit de concevoir un mécanisme de collaboration qui permet de fusionner les efforts en matière de concepts, d'analyse des termes, de définition ainsi que d'identification des méthodologies de collecte de donnée à adopter qui peuvent fournir des statistiques fiables et permanentes.

Phase de construction : cette phase permet de construire et tester la solution de production jusqu'au point où il est complètement prêt à l'utilisation et l'emploi. Les sorties de la phase précédente sont assemblées pour créer un

environnement opérationnel complet afin d'exécuter le process. Les flux de traitement de statistiques configurés, les routines et les procédures sont ainsi documentées. Les données fournies pilotent la collecte effectuée dans cette phase et la formation des utilisateurs est effectuée. Pour garantir des sorties statistiques produites régulièrement en répondant aux besoins instantanés de la cible, cette phase intervient pour l'itération à la suite d'une révision ou d'un changement de méthodologies adoptés selon les besoins en matière de statistiques et les technologies utilisées.

Phase de collecte : la phase de collecte contient toutes les informations nécessaires qui couvrent également les processus préparatoires qui visent à garantir que les personnes, les jeunes, les processus et la technologie sont prêts à collecter les données requises. Ça comprend la création de la base d'enquête, de comptage, de sondage, d'enregistrement et la sélection de l'échantillon y compris des plus jeunes en phase précaire par exemple, la formation du personnel de collecte, la disponibilité des instruments de collecte, fournissant des informations aux répondants, minimiser les non-réponses et charger les informations collectées dans un environnement adapté au traitement. Selon la zone d'intervention et la technologie utilisée, le traitement, compilation de formule de statistique ou codage des données peut être effectué simultanément avec la collecte des données et des statistiques.

Phase de traitement : la phase process décrit le traitement des données d'entrée et leur préparation à l'analyse. Il est composé de processus qui intègrent, classent, vérifient, nettoient et transforment les données et statistiques disponibles à analyser et à diffuser sous formes de résultats statistiques. Afin d'obtenir des sorties de statistiques produites régulièrement, cette phase se produit pour chaque itération, comptage, enregistrement ou autres. Les processus relatifs à cette phase peuvent s'appliquer aux données provenant des sources statistiques et non statistiques. Les phases de traitement et d'analyse peuvent être itinéraires et parallèles. L'analyse peut révéler une compréhension plus large et exhaustive des données, ce qui montre qu'un traitement supplémentaire est possible en matière d'approximation des corrélations possibles entre interventions pour démontrer leurs interdépendances ; pour analyser les effets de causalité entre aspects afin de justifier quelles sont les difficultés primordiales qui causent l'inclusion sociale et la radication des jeunes à un certain niveau.

Phase d'analyse : Cette phase offre les résultats statistiques qui sont produits et examinés dans les détails et selon les besoins. Cette phase comprend la préparation du contenu statistique y compris les commentaires, les notes techniques, etc. et s'assurer que les résultats soient adaptés à l'objectifs avant leurs diffusions. La préparation d'une typologie des statistiques selon les niveaux d'intervention peut être incluse pour améliorer la valeur du contenu d'analyse et la capacité d'analyse des informations statistiques. Il s'agit de comprendre les données et les statistiques produites. Les résultats de cette phase pourraient également être utilisés comme données d'entrée pour d'autres processus ou sous-processus. Concernant les sorties produites régulièrement à savoir des fichiers, des bases de données, des analyses et des rapports ; cette phase génère un produit analyser les contenus et faisant l'objet des besoins invoqués par les intéressés.

Phase de diffusion : La phase de dissémination gère la publication des produits aux concernés, utilisateurs ou autres. Ça comprend toutes les activités associées à l'assemblage et diffusion des produits statistiques via différents moyens tels que l'enregistrement, le formatage, le chargement des informations dans les systèmes de sorties ou outputs, la préparation des composants du produits statistique à savoir textes explicatifs, tableaux, graphiques, cartes ou typographie, etc.), la promotion et la gestion de l'assistance aux concernés. Ces activités peuvent aider les concernés des cadres des CDIS, ministères et autres à accéder aux produits diffusés et publiés par le département en concertation avec les efforts des centres via leurs produits communiqués et la coordination du processus d'enregistrement des statistiques à travers l'accès à un outil informatisé et électronique, digitalisé commun.

Phase d'évaluation : cette phase gère l'évaluation des statistiques et peut avoir lieu à l'instance du processus de collecte, identification, développement et enregistrement et analyse des statistiques, mais peut se faire de façon continue pendant le processus de production de statistique. Ce genre d'exercice sur les apports recueillis au cours des différentes phases, comprend l'évaluation de niveau de succès, de performance, impact, efficience, efficacité, durabilité et soutenabilité des activités déjà effectué en s'appuyant sur une gamme d'apports quantitatifs et qualitatifs et l'identification et hiérarchisation des améliorations potentiels, des changements possibles et des perspectives de résolution des difficultés.

4. La conformité des statistiques avec les standards Internationaux en matière de gestion de la qualité :

Selon les L'ESCoP relatif à la qualité statistique en matière de gestion de la qualité, le problème est de se conformer aux faits, comment les statistiques doivent être développées, produites et diffusées en conformité avec certains principes statistiques et les meilleures pratiques. Il est également question de garantir la qualité des résultats, des statistiques qui sont développées, produites et diffusées sur la base de normes uniformes et méthodes harmonisées. Par exemple, le code de pratiques de statistiques européennes, offre les critères de qualité suivants : pertinence, exactitude, actualité, ponctualité, accessibilité et clarté, comparabilité, cohérence, etc. D'autres exigences de qualité comme les valeurs cibles et normes minimales pour la production statistique sont aussi à prendre en considération en matière de qualité des données transmises.

Certains principes proposés par des organisations internationales couvrent trois types d'aspects : les aspects de l'environnement institutionnel, les processus statistiques et la production statistique. Ces différents groupes sont liés aux quatre niveaux d'UNNQAF.

L'environnement institutionnel inclut les principes suivants : l'indépendance professionnelle, la coordination et la coopération, le mandat pour la collecte des données et l'accès aux données, l'adéquation des ressources, l'engagement vers la qualité, la confidentialité statistique et protection des données, impartialité et objectivité, etc. Le second volet est celui du processus statistique qui inclut les éléments suivants : méthodologie solide, procédures statistiques appropriées, fardeau non excessif pour les répondants, rentabilité. Quant au dernier groupe de sortie statistique, il inclut les principes suivants : pertinence, précision et fiabilité, respect des délais et ponctualité, cohérence et comparabilité, accessibilité et clarté. Adopter un cadre de garantie de la gestion de la qualité relative aux statistiques et l'incorporer dans le guide.

En outre, selon les manuels des cadres nationaux d'assurance qualité des Nations Unies pour les statistiques officielles, UN NQAF, qui vise à assurer la qualité des statistiques officielles nationales et au niveau du système statistique. À une certaine limite, il s'agit d'assurer au niveau de l'implémentation, d'assurer la qualité des statistiques provenant de plusieurs sources, fournisseurs et producteurs de données.

Il est important de voir du côté de la gestion du système statistique en assurant la coordination du système statistique et la gestion des relations avec toutes les parties prenantes considérée comme une condition préalable à la qualité et l'efficacité de la production de statistiques officielles. Ainsi, garantir l'utilisation des normes statistiques communes dans l'ensemble des systèmes et sous-systèmes des ministères par exemple est un aspect important de cette gestion. A cet égard, certains principes sont à respecter : la coordination du travail des membres du système de statistique, gérer les relations avec les utilisateurs de statistiques, fournisseurs de données et autres parties prenantes. Un autre principe est celui de la gestion des normes statistiques en faisant référence à l'ensemble des concepts statistiques, définitions, classifications et modèles, méthodes et procédures utilisées pour parvenir à un traitement harmonisé au sein et entre les processus.

Un second niveau d'analyse est celui de la gestion de l'environnement institutionnel ou la qualité de l'environnement institutionnel affectant la qualité des processus qu'il englobe et les résultats qu'ils produisent. Parmi ses principaux principes on peut citer celui de garantir l'indépendance professionnelle où il est question de développer, produire et diffuser des statistiques sans aucune ingérence, ni pression d'autres agences gouvernementales, réglementaires, administratives, ministères ou autres. L'indépendance professionnelle et l'absence d'influence inappropriée garantissant la crédibilité des statistiques. Un autre principe est celui de garantir l'impartialité et l'objectivité où les structures fournissant des statistiques devraient élaborer, produire et diffuser des statistiques respectant l'indépendance scientifique et d'une manière professionnelle, dans laquelle tous les utilisateurs sont traités équitablement. Il y a également le principe d'assurer la transparence des politiques et pratique de gestion des offices de statistiques et les modalités selon lesquelles les statistiques sont élaborées, produites, diffusées et le cas échéant révisées ultérieurement, documentées et mise à la disposition des utilisateurs. Un autre principe est celui de garantir la confidentialité des statistiques et la sécurité des données. Il y a aussi le souci de garantir l'engagement vers la qualité où il est question de se consacrer à assurer la qualité du travail et identifier systématiquement et régulièrement les points forts et faiblesses pour améliorer de manière continue le processus et la qualité du produit. Un autre principe est celui d'assurer l'adéquation des ressources ou ressources financières, humaines et technologiques à la disposition des structures fournissant des statistiques qui doivent être en adéquation en qualité et suffisamment pour répondre à leurs besoins en matière de développement, production et diffusion de statistiques.

Un autre niveau est celui de la gestion des processus statistiques ou les normes internationales, lignes directrices et bonnes pratiques sont observées dans les processus statistiques que les structures occupées des statistiques utilisent pour développer et diffuser les statistiques officielles. L'un des principes est d'assurer la solidité méthodologique dans le développement et la production statistique où il est important d'utiliser des méthodologies statistiques solides basées sur des normes, lignes directrices et meilleures pratiques convenues au niveau international. Un autre principe est celui de garantir la rentabilité où les structures produisant des statistiques doivent s'assurer que les ressources utilisées de manière efficace et efficiente et devraient être en mesure d'expliquer dans quelles mesures les objectifs ont été atteints et les résultats ont été réalisés à un coût raisonnable et sont compatibles avec les objectifs principaux des statistiques. Un autre principe est celui d'assurer des procédures statistiques appropriées et efficaces sous-tendent la qualité et doivent être mises en œuvre tout au long de la chaîne de production statistique. Encore un autre principe qui est celui de la gestion du fardeau du répondant ou individu, ou autre qui fournissent les données sur lesquelles sont basées les produits statistiques qui sont les contributeurs fondamentaux à la qualité des produits. L'obligation de collecter des données doit être mise balance avec les coûts de production. Des mécanismes pour entretenir des bonnes relations avec ceux qui fournissent les données et gérer le fardeau du répondant sont essentiels à l'amélioration de la qualité.

Un quatrième niveau est celui de la gestion des produits statistiques où ces statistiques répondent aux besoins du gouvernement et autres acteurs ainsi que la communauté internationale. L'un des principes est celui d'assurer la pertinence où les informations statistiques doivent répondre aux besoins des utilisateurs. Un autre principe est celui de garantir l'exactitude de la fiabilité ou la précision de l'information statistique reflète le degré auquel l'information décrit les phénomènes qui ont été conçu pour mesurer. Encore, un autre principe est celui de garantir l'actualité et la ponctualité où il est question de minimiser les retards dans la mise à disposition des statistiques. Et aussi le principe de garantir l'accessibilité et la clarté où il s'agit d'assurer que les statistiques soient présentées clairement et de manière à pouvoir être comprises, et sont disponibles et accessibles à tous les utilisateurs sur une base impartiale et égale dans divers formats pratiques conformes aux normes des données disponibles. Il y a aussi d'autres principes comme celui d'assurer la cohérence et la comparabilité où il est possible de combiner et d'utiliser conjointement les données connexes, y compris des données provenant de différentes sources. En outre, les statistiques doivent être comparables dans le temps et entre les zones. Un autre principe est celui de la gestion

des métadonnées où il est question de fournir des informations couvrant les concepts-sous-jacents et les définitions des données collectées et des statistiques produites, les variables et classifications utilisées, la méthodologie de collecte des données, et le traitement et des indications sur la qualité de l'information statistique en informations générales permettant à l'utilisateur de comprendre tous les attributs des statistiques, y compris leurs limites.

Ces différents niveaux de conformité et d'assurance qualité en matière de gestion des statistiques, à savoir : la gestion du système statistique, la gestion de l'environnement institutionnel, la gestion des processus statistiques et la gestion des produits statistiques qui sont inculqués aux offices nationales de statistiques de la part des organisations internationales font l'objet aussi des ministères ayant des département d'analyse statistique et ces centres et cellules reliés fournissant et produisant des statistiques. Le respect de ces normes de qualité est important afin d'assurer la crédibilité des statistiques et leurs fiabilités.

4.1. Défis et problèmes liés à la collecte de données administratives :

Les différents problèmes qualités souvent mentionnés, ainsi que les doutes et les attitudes perçus envers la collecte et l'utilisation de données administratives dans la production de statistiques avec quelques solutions utilisées dans la pratique courante. Certains aspects sont énumérés ci-dessous :

La différence dans les unités, les concepts et les définitions des variables : unités, concepts et les définitions des variables utilisées dans les données administratives diffèrent souvent des définitions statistiques. D'ailleurs, les différences et les méthodes de correction possibles doivent être publiées avec les statistiques publiées et parfois des bons proxys peuvent être utilisés.

Les différences de classification où souvent les classifications utilisées dans les sources administratives diffèrent des normes statistiques. Il existe des nomenclatures de statistiques à utiliser où il est possible de suivre les classifications adoptées à l'échelle internationale. Adopter des normes officielles dans la production de données administratives fait éviter des erreurs de codage. Il est également important d'utiliser des tables de lien afin d'ajuster les différences dans les classifications. Dans certains cas, le personnel d'une autorité ou d'une entité publique responsable de données administratives peut ne pas être formé sur certains aspects, où la méthodologie pour l'enregistrement des informations appropriées peut être erronée. Les mesures correctives peuvent comprendre un bon système de contrôle de la qualité et des méthodes de correction des données et statistiques entrants, formation du personnel et discussions sur les questions de qualité avec l'entité administrative concernée.

Le manque de savoir-faire statistique : les entités ou les centres qui fournissent des données administratives n'ont généralement pas les mêmes niveaux de connaissances et de capacité statistiques. Parfois, des données peuvent ne pas être exactes ou incomplètes pour les éléments de l'intérêt et à des fins administratives. Une coopération avec les producteurs de données en question ainsi qu'un accompagnement par des formations peuvent aider.

La nécessité d'une vérification supplémentaire des données : selon les sources, les données administratives qui nécessitent des contrôles de validation complets. Un processus de réconciliation entre différentes sources de données peut également être nécessaire. Cela peut impliquer des efforts et des coûts considérables.

Conclusion :

Ce chapitre explore une série de définitions relatives aux statistiques qui offre une distinction entre certains termes comme indicateurs, statistiques et autres. Il était question aussi de contourner la définition des différentes interventions fournies aux niveaux des CDIS afin d'élargir la ventilation des activités et éviter tous soucis de duplication de comptage. Ce premier chapitre offre aussi un éclairage par rapport à la portée des statistiques administratives qui font l'objet principal de cette analyse et justifie leurs utilisations selon le processus de production de statistiques en conformité avec les standards internationaux de qualité mais également en adoptant l'approche du modèle générique du processus métier statistique qui clarifie certaines étapes à suivre afin de fournir des statistiques fiables et cohérentes à savoir : la précision des besoins, la conception, la construction, la collecte, les procédures de suivi et enfin l'évaluation ; autant d'éléments où l'intéressé se positionne selon ses capacités à un niveau qui lui permet de bien saisir l'état des statistiques.

Chapitre 2 : Formulation et Manipulation Technique des statistiques

1. Les mesures numériques :

Il existe trois types de mesures de tendance centrale (moyenne, médiane, mode) ; les modes de dispersion (étalement, étendue, écart interquartile, variance, écart-type, coefficient de variation, centiles), mesures d'association (coefficient de corrélation).

1.1. Effectifs et fréquences :

Il s'agit d'interpréter le poids de chaque classe avec un pourcentage en divisant l'effectif de chaque caractéristique par le total des effectifs n_i/N ou effectif individuel /effectifs total afin d'obtenir une variation et la multiplier par 100 pour obtenir un pourcentage.

On appelle effectif d'une valeur (respectivement d'une classe, d'une modalité) le nombre d'individus possédant le caractère de cette valeur (respectivement de cette classe, de cette modalité).

Tableau : Effectif et pourcentage des jeunes par sexe au sein d'un CDIS :

Sexe effectifs	Effectif	Pourcentage
Homme	40	60,66% =40/60
Femme	20	33,33% =20/60
Total	60	

Source : tableau récapitulatif (base de données) des CDIS

On appelle fréquence d'une valeur (respectivement d'une classe, d'une modalité) le quotient de l'effectif de cette valeur (respectivement cette classe, cette modalité) par l'effectif total de la population.

Dans le document Excel, il s'agit de dresser un tableau Excel incluant à horizontal l'effectif et verticalement le genre ou sexe et calculer le total. Ainsi le pourcentage est la valeur de l'effectif Homme divisé par l'effectif Total.

Graphique 1 : Calcul du total ou de la somme :

B4 Σ = =(B2+B3)

	A	B
1	Sexe	Effectifs
2	Homme	40
3	femme	20
4	Total	=(B2+B3)

Fréquence = effectif individuel / effectif totale x100

Les fréquences sont des nombres compris entre 0 et 1, souvent exprimés en pourcentage.

Comment construire le tableau résumé pour les variables quantitatives continues.

Afin de mieux se présenter en termes de poids réel de chaque classe, il est judicieux de donner une proportion pour chaque effectif. Dans l'exemple, nous prendrons une proportion exprimée en pourcentage. A ce niveau, Il faut discrétiser les valeurs. Pour cela, il est nécessaire de définir des bornes entre lesquelles se trouvent les valeurs observées ; Par exemple, on peut regrouper les valeurs dans des classes de 5 kg.

Tableau : Valeurs en classes quantitatives continues :

Identifiant	Poids	Âges
N°126785	40	12
N°157689	42	13
N°354678	40	12
N°237689	50	14
N°576899	57	16
N°876543	55	15
N°456789	45	13
N°567894	55	15

Source : tableau récapitulatif (base de données) des CDIS

Il s'agit de compter les jeunes ayant des poids correspondants à ces intervalles, par exemple, il y a trois jeunes ayant un poids entre 40 et inférieur strictement à 45. De même pour le reste.

Tableau : Classe et pourcentage des jeunes inscrits et enregistrés :

Classes de poids	Effectifs	Pourcentages
(40,45[	3	42.85%=3/7
(45,50[	1	14.28%=1/7
(50,55[	1	14.28%=1/7
(55,60[	3	42.85%=3/7
Total	7	100%

Source : tableau récapitulatif (base de données) des CDIS

En utilisant un outil comme Excel, il est possible de suivre les étapes suivantes : sélectionner la première cellule, appuyer sur le bouton formule, sélectionner la formule relative à la fréquence. Saisissez la plage de cellule contenant vos valeurs brutes, saisissez votre critère N°1, saisissez de nouveau la plage de cellule, vous saisissez votre critère N°2, appuyez sur entrée et vous obtiendrez un résultat.

Graphique 1 : calcul des fréquences

A	B	C
Ages	Effectifs	Frequence
(40,45[	3	=(B2:B6)
(45,50[	1	
(50,55[	1	
(55,60[	3	
Total	7	

Les données continues pour une seule variable sont généralement analysées à l'aide de deux types de statistiques descriptives :

Les mesures de tendance centrale, qui résument l'ensemble de données en trouvant le membre moyen, central ou typique - par exemple la moyenne, la médiane et le mode ; et

Les mesures de dispersion, qui résument l'ensemble de données en déterminant dans quelle mesure il est étendu ou dispersé - par exemple, intervalle, intervalle interquartile, variance et écart type.

1.2. Notation de sommation :

De nombreuses formules statistiques impliquent la somme des nombres. Heureusement il y a une notation pratique pour exprimer la sommation. Cette section couvre les bases de cette notation de sommation. Disons que nous avons une variable X qui représente :

La somme = Σ (effectif 1+ effectif 2+)

La formule suivante signifie additionner l'attitude des quatre jeunes :

La lettre grecque Σ indique la sommation. Le "i = 1" en bas indique que

La sommation doit commencer par X1 et le 4 en haut indique que la sommation se terminera par X4.

Graphique : le calcul de la somme dans un document Excel :

	A	B	Fre
1	Ages	Effectifs	
2	(40,45(		3
3	(45,50(		1
4	(50,55(		1
5	(55,60(		3
6	Total	=SUM(B2:B5)	

Il s'agit de sélectionner une cellule verticale à la fin nommée total, ensuite aller au haut de la barre et écrire égale et sélectionner la somme. Ensuite sélectionner la première cellule de l'effectif et la dernière cellule entre parenthèses, ensuite cliquer entrer.

1.4. La moyenne :

La mesure la plus courante de la tendance centrale est la moyenne, également connue sous le nom de moyenne arithmétique, qui est calculée en additionnant toutes les données, puis en divisant par le nombre total de valeurs.

La moyenne de l'échantillon est notée, et pour un échantillon de taille la formule de calcul de la moyenne s'écrit comme suit : $\sum x_i / n$

Par exemple, la moyenne de l'échantillon suivant de dix âges : 19,25,28,28,23,15,28,22,24,21, etc. La moyenne peut être calculée comme suit :

$$X = (19+25+28+28+23+15+28+22+24+21)/10 = 23,3$$

La moyenne est généralement utilisée comme mesure de la tendance centrale pour les données continues, elle peut ne pas être appropriée si l'ensemble de données est très asymétrique, contient des valeurs aberrantes ou si la variable n'est pas entièrement révélée.

Dans ces situations, la médiane est plus appropriée. Il s'agit du point médian de la distribution, qui est calculé pour un échantillon en triant les données de la plus petite à la plus grande, puis en trouvant la valeur médiane (ou la moyenne des deux valeurs médianes s'il y a un nombre pair d'observations).

1.5. Médiane d'une série statistique

La médiane signifie le milieu, est réellement le milieu d'une distribution. Noté, la médiane correspond à la valeur de la distribution qui partage l'effectif total en deux sous-effectifs de même taille de telle sorte que l'on puisse dire que 50 % des individus d'une population sont caractérisés par une valeur supérieure à celle de la médiane et que 50 % des individus de cette même population ont une valeur inférieure à la médiane.

Lors d'une session ou classe d'appui psychotechnique appuyée par un groupe d'élèves à la participation à une activité, les notes sont attribuées comme suit sur 20 : 6, 8, 9, 10, 12, 13, 16, 16, 19. La note médiane est égale à 12. Il y a autant d'élèves qui ont eu 12 ou plus que d'élèves qui ont eu 12 ou moins. Ainsi, la médiane d'une série statistique ordonnée indique le centre de la série.

Ou encore : pour l'exemple précédant, il faut classer les variables ou effectifs de l'ordre du décroissant à croissant et par la suite choisir les valeurs au centre, ainsi la médiane est : $(23+24)/2 = 23,5$

La médiane d'une série statistique est la valeur du caractère qui partage l'effectif total en deux parties égales.

Tableau : Médiane relative aux notes attribuées aux jeunes lors d'une session psychotechnique

Nom des étudiants	Note attribuée	Médiane
A	6	
B	8	
D	9	
C	10	
F	12	12
E	13	
G	16	
K	19	

Source : fiches de participation et de notes (base de données) des CDIS.

Placez-vous dans la cellule où afficher la valeur médiane des valeurs, commencez à saisir la valeur = médiane, ensuite sélectionner la plage de cellules dont vous souhaitez connaître la valeur médiane. Les coordonnées de la place s'ajoutent à la suite de la fonction.

Tableau : classement croissant des notes attribuées :

Noms	Note attribués
K	19
G	16
E	13
F	12
C	10
D	9
B	8
A	6

S'il y a $n=7$ valeurs, un nombre impair, la médiane correspond à la valeur du rang $(n+1):2=(7+1):2=4$ Ainsi la Note médiane est de l'ordre de 12;

Par défaut, si le nombre total est pair, la médiane correspond à la valeur du rang $n : 2$.

Sur un document Excel, il s'agit de cliquer sur la rubrique de la valeur médiane ensuite sélectionner la colonne des effectifs respectifs, par la suite il s'agit de choisir la fonction médiane et cliquer insérer, =MEDIANE(A1:A9).

1.6. Le mode :

Le mode est la valeur où les valeurs la plus fréquente dans l'échantillon. Le mode peut ne pas être nécessairement proche du milieu de l'ensemble de données, et n'est donc pas nécessairement "central", mais il est utile lorsque la valeur la plus courante est intéressante. Par exemple, le mode de notre échantillon de dix âges :

Ainsi, le mode de l'échantillon est la valeur la plus fréquente des données. Un échantillon peut avoir plusieurs modes. Le mode est nécessairement égal à l'une des données. On peut aussi définir le mode comme le point milieu de la classe ayant le plus grand effectif.

Mode= fréquence Max

Noté M_o , il correspond à la valeur qui apparaît le plus souvent dans une distribution, autrement la valeur qui a la fréquence (absolue ou relative) la plus élevée.

S'il s'agit de données non groupées, la valeur modale est clairement identifiable. Par contre, si l'on est en présence de données groupées en classes, le mode se rapportera à la classe comportant le plus grand nombre d'individus : on parlera alors de classe modale.

Ainsi, en ajoutant les statistiques à un document Excel, il est lieu de sélectionner la colonne correspondante et par la suite choisir la fonction Mode et cliquer pour obtenir le mode : $\text{MODE}(A1:A8)$

2. Mesures de dispersion

2.1. La plage :

La mesure la plus simple de la dispersion est la portée ; il s'agit simplement de la différence entre la plus petite et la plus grande valeur de l'échantillon. Bien que la plage soit facile à calculer, elle est généralement d'une utilité limitée car elle ne prend en compte que deux valeurs dans l'ensemble de données.

Par exemple, la plage de notre échantillon de dix âges dans la section précédente est 13 (28-15).

Ou encore **étendue d'une série statistique** :

Nous allons voir maintenant comment prendre en compte la répartition des valeurs.

Pour une série statistique donnée, nous pouvons calculer l'étendue de la série.

L'étendue vaut : $e = \text{Max} - \text{Min}$

Où Max et Min sont deux valeurs extrêmes de la série : Max est la plus grande valeur et Min est la plus petite.

Cependant, l'étendue ne nous donne pas d'indication sur comment sont réparties les valeurs entre ces deux valeurs extrêmes.

En sélectionnant sur un document Excel la colonne correspondante, il est lieu de chercher la fonction correspondante étendue et de la sélectionner et cliquer afin d'obtenir la valeur correspondante :

2.2. Les centiles :

La mesure de la dispersion qui prend en compte plus, sinon toutes, les valeurs d'un ensemble de données est le calcul des centiles. Ceux-ci mesurent la position depuis le début d'un ensemble de données lorsqu'il est trié du plus petit au plus grand et peuvent être utilisés pour mesurer la position relative d'une observation particulière.

Par exemple, déclarer qu'un enfant se situe dans le 97 e centile d'un échantillon pour la taille signifie qu'il est plus grand que les autres dans l'échantillon.

2.3. Les quartiles et Intervalle interquartile :

Ainsi, les quartiles sont les valeurs du caractère qui partage l'effectif total en quatre parties égales.

Le premier quartile Q1 est la plus petite valeur du caractère pour laquelle 25% des valeurs de la série statistique lui sont inférieures ou égales.

Le troisième quartile Q3 est la plus petite valeur du caractère pour laquelle 75% des valeurs de la série statistique lui sont inférieures ou égales.

Il y a donc trois quartiles. Le deuxième quartile correspond à la médiane.

Ainsi, l'intervalle interquartile d'une série statistique est l'intervalle [Q1 - Q3]

L'écart interquartile est le nombre positif Q3 - Q1

Comme autre exemple, notre échantillon d'âges ne contient que dix éléments de données et se prête donc bien au calcul de centiles qui sont des multiples de 10.

Un type spécifique de centiles qui divisent l'échantillon en quarts est les quartiles (comme indiqué sur la boîte à moustaches ci-dessus). Par exemple le :

Le 25e centile est connu comme le premier quartile ou quartile inférieur

Le 50e centile est connu comme la médiane

Le 75e centile est appelé troisième ou quartile supérieur

Une fois que les quartiles sont déterminés, il est lieu de déterminer une autre mesure de dispersion, l'écart interquartile, qui est la différence entre le premier et troisième quartile correspondant 7 dans l'exemple précité.

2.4. L'écart-type :

L'écart type prend en compte toutes les valeurs d'un échantillon et est calculé en trouvant l'écart de chaque valeur par rapport à la moyenne, en mettant le résultat au carré, puis en les additionnant et en divisant par un de moins que la taille de l'échantillon.

Cela donne encore une autre mesure de la dispersion, connue sous le nom de variance, puis en prenant la racine carrée positive de celle-ci, on obtient l'écart type, ce qui est plus approprié car il est mesuré sur l'échelle d'origine des données.

La formule de l'écart type () d'un échantillon de taille n est :

$$s = \sqrt{\frac{\sum (x - \bar{x})^2}{n - 1}}$$

Tableau : variances

Xi effectifs	Différences Xi-x	Carrés
19	-4.3	18.49
25	1.7	2.89
28	4.7	22.09
28	4.7	22.09
23	-0.3	0.09
15	-8.3	68.89
28	4.7	22.09
22	-1.3	1.69
24	0.7	0.49
24	-2.3	5.29
Total		164.1

Maintenant, l'ajout de ces dix valeurs donne un total de 164.1, et la plongée par (c'est-à-dire) donne 18.23. Enfin, en prenant la racine carrée, on obtient l'écart-type de l'échantillon de 4.27.

Par ailleurs, il est possible de comparer les moyennes. En effet, les mesures de tendance centrale et de dispersion peuvent être aussi utilisées pour tester les différences entre différentes catégories de variables. Il est possible de comparer les moyennes entre les groupes.

Âges des jeunes filles= 13,15,14,16,18, l'âge moyen des jeunes filles =

Âges des jeunes hommes = 12,14,13,15,16 ; l'âge moyen des jeunes hommes=

Ainsi, la moyenne des femmes de notre échantillon est (différence) supérieure d'années à la moyenne des hommes.

2.5. Moyenne géométrique d'une série statistique

La moyenne géométrique est un instrument permettant de calculer des taux moyens, notamment des taux moyens annuels. Son utilisation n'a un sens que si les valeurs ont un caractère multiplicatif.

La Moyenne géométrique simple : est la moyenne géométrique de n valeurs positives xi est la racine nième du produit de ces valeurs. Voici la répartition des tailles d'un groupe de 40 lycéens La taille moyenne de ce groupe de lycéens est :

Tableau : taille des jeunes adhérents au CDIS

Taille	Effectifs	Centre de l'intervalle
(1,40 ; 1,50[	10	1,45
(1,50,1, 60[	8	1,55

(1,60.1, 70(	21	1,65
(1,70 ; 1,80(	9	1,75
Total	48	

$$T = (1,45 \times 10 + 1,44 \times 8 + 1,65 \times 21 + 1,75 \times 9) / 48 =$$

2.6. Les tableaux croisés :

Les tableaux croisés ou tableaux de contingence sont utilisés pour étudier les associations entre deux variables catégorielles pour un échantillon. Un tableau croisé contient plusieurs lignes et colonnes, avec les catégories de la variable indépendante dans les lignes et les catégories de la variable dépendante dans les colonnes.

Ainsi, chaque cellule du tableau contient la valeur, la fréquence ou le nombre de sujets qui entrent dans la combinaison des catégories des deux variables, des sous-totaux sont donnés pour chaque colonne et ligne, et un total final est donné dans le coin inférieur droit du tableau.

Par exemple, le tableau croisé suivant affiche des données pour deux variables (sexe et sentiments envers les statistiques), pour un échantillon (fictif) de 300 personnes :

Tableau : tableau croisés relatif aux attitudes des jeunes par genre

		N'aime pas les séances d'appui psychologique	Neutre	Préfère ou aime les séances ou cours d'appui psychologique	Adore ou sont vivement intéressés par les séances d'appui psychologique	Total
Genre	Femme	5	15	25	99	144
	Homme	7	12	29	108	156
	Total	12	27	54	207	300

Les tableaux croisés incluent également souvent des pourcentages de lignes, de colonnes et/ou de totaux, selon le cas. Pour les connaître, cliquez sur les signes plus dans le schéma ci-dessous :

Tableau : tableau croisé des perceptions des jeunes concernant les interventions psychologiques :

		N'aime pas les séances d'appui psychologique	Neutre	Préfère ou aime les séances ou cours d'appui psychologique	Adore ou sont vivement intéressés par les séances d'appui psychologique	Total
Genre	Femme	5	15	25	99	144
	% par sexe	3.5%	10.4%	17.4%	68.8%	100.00%

% dans les statistiques attitudinales	41.7%	55.6%	46.3%	47.8	48.0%
% du total	1.7%	5.0%	8.3%	33.0%	48.0%
Homme	7	12	29	108	156
Par sexe	4.5%	7.7%	18.6%	69.2%	100.00%
% dans les statistiques attitudinales	58.3%	44.4%	53.7%	52.2%	52.0%
% du total	2.3%	4.0%	9.7%	38.0%	52.0%
Total	12	27	54	207	300
	40%	9.0%	18.0%	69.9%	100.00%
	100.00%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%
	4.0%	9.0%	18.0%	69.0%	100.0%

Sources : bases de données CDIS

Les données de deux variables catégorielles peuvent également être affichées dans un graphique à barres groupées ou empilées ; un graphique à barres groupées est idéal pour comparer chaque catégorie d'une variable entre les différentes catégories de l'autre variable, tandis qu'un graphique à barres empilées est préférable pour comparer le total de chacune des catégories pour l'une des variables.

2.7. Coefficient de corrélation :

Soit n observations de deux variables quantitatives (x_i, y_i) avec $i = 1, 2, \dots, n$.

Le coefficient de corrélation de x et y est :

Où :

Si $|r| = 1$ alors il y a corrélation parfaite entre les x_i et les y_i . Les points du diagramme de dispersion sont tous sur une même droite.

Si $r = 0$ alors il n'y a pas de corrélation entre les x_i et les y_i . Les points du diagramme de dispersion sont distribués "au hasard" dans le plan.

Si $-1 < r < 1$ alors il y a corrélation forte, moyenne ou faible entre les x_i et les y_i . La tendance des points du diagramme de dispersion à former une droite dépend de r .

Si $r > 0$ alors les variables x et y varient dans le même sens (corrélation positive). Si $r < 0$ alors les variables x et y varient en sens opposé (corrélation négative)

Le coefficient de corrélation mesure l'association entre deux variables. Les corrélations sont présentées sous forme de valeurs comprises entre -1 et 1, allant de l'absence de corrélation à la corrélation positive. En d'autres termes, il y a moins de corrélation avec un nombre plus proche de -1 et une corrélation plus élevée à mesure que l'on

s'approche de 1. En général, quand une variable augmente, l'autre augmente. C'est la corrélation positive. Ainsi, la corrélation donne une indication sur la force de la relation et répond à la question suivante ; dans quelle mesure l'intervention 1 par exemple explique le taux de diminution des jeunes exclus socialement spécialement les jeunes en cas d'abus, ou au chômage, etc.

Il y a un autre point important à souligner lorsqu'il s'agit d'analyser les tableaux croisés, à savoir la causalité. En fait, la corrélation montre à quel point deux variables sont étroitement liées. La corrélation n'implique pas la causalité. Cependant, le fait que les changements dans une variable soient associés aux changements dans l'autre variable ne signifie pas qu'une variable entraîne en réalité le changement de l'autre. Seulement la mesure numérique de degré d'association entre deux éléments ou variables est appelé coefficient de corrélation. Ce coefficient mesure à la fois la force et la direction de la relation linéaire entre les variables.

En utilisant Excel, il est envisageable de sélectionner la plage de la colonne et la ligne relative aux différents déterminants possibles pour être corrélées, puis cliquer enter afin d'obtenir le coefficient de corrélation : `=COEFFICIENT.CORRELATION(B1:H1;A2:A9)`

Plus la valeur absolue du coefficient est grande, plus la relation est forte :

Les valeurs extrêmes -1 et 1 indiquent une relation linéaire parfaite lorsque tous les points de données tombent sur une ligne.

Un coefficient de 0 n'indique aucune relation linéaire entre les variables.

Les valeurs comprises entre 0 et + 1 / -1 représentent une échelle de relation faible, modérée et forte. À mesure que r se rapproche de -1 ou 1, la force de la relation augmente.

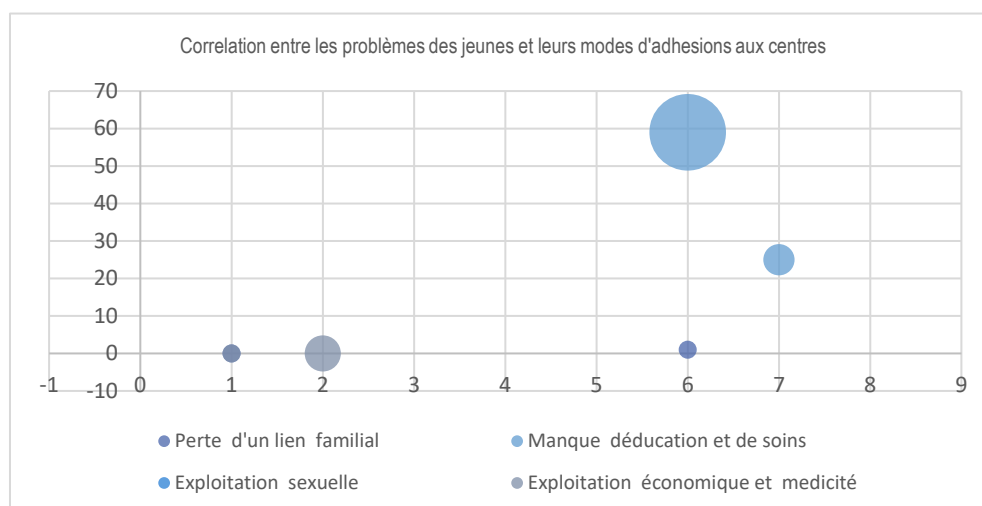
Le signe de coefficient (plus ou moins) indique la direction de la relation.

Les coefficients positifs représentent une corrélation directe et produisent une pente ascendante sur un graphique - à mesure qu'une variable augmente, l'autre augmente, et inversement.

Les coefficients négatifs représentent une corrélation inverse et produisent une pente descendante sur un graphique - à mesure qu'une variable augmente, l'autre variable tend à diminuer.

Ainsi, sur les graphiques fournis, ci-dessous :

Graphique : coefficient de corrélation



Un coefficient de 1 signifie une relation positive parfaite - à mesure qu'une variable augmente, l'autre augmente proportionnellement.

Un coefficient de -1 signifie une relation négative parfaite - à mesure qu'une variable augmente, l'autre diminue proportionnellement.

Un coefficient de 0 signifie qu'il n'y a pas de relation entre deux variables - les points de données sont dispersés sur tout le graphique.

Le coefficient de corrélation permet de déterminer s'il existe une relation linéaire possible entre deux variables mesurées sur le même sujet (ou entité). Lorsque ces deux variables sont de nature continue (il s'agit de mesures telles que le poids, la taille, la longueur, etc.), la mesure de l'association la plus souvent utilisée est le coefficient de corrélation de Pearson.

Cette association peut être exprimée sous forme d'un nombre (le coefficient de corrélation) compris entre -1 et +1. La corrélation de population est généralement exprimée par la lettre (r) et la statistique d'échantillon (coefficient de corrélation) est r .

Corrélation de Pearson

La corrélation de Pearson, dont le nom complet est PPMC (Pearson Product Moment Correlation), est utilisée pour évaluer les relations linéaires entre les données lorsqu'un changement dans une variable est associé à un changement proportionnel dans l'autre variable à savoir les données sont représentées sur une ligne ce qui n'est pas toujours le cas et peuvent faire l'objet d'une courbe.

Afin de faire la corrélation de Pearson dans Excel, en fonction de l'ensemble des statistiques et de l'objectif de l'analyse adoptée. Il s'agit de trouver le coefficient de corrélation de Pearson avec la fonction `COEFFICIENT.CORRELATION` ou `PEARSON`. Il s'agit de créer une matrice de corrélation en effectuant une analyse de données. La fonction `COEFFICIENT.CORRELATION` renvoie le coefficient de corrélation de Pearson pour deux ensembles de valeurs. Sa syntaxe est très simple et facile à utiliser : `COEFFICIENT.CORRELATION (matrice1 ; matrice2)`.

On suppose que nous ayons un ensemble de variables indépendantes (x) dans B2 : B13 et de variables dépendantes (y) dans C2 : C13 comme illustré dans la capture ci-dessous.

Notre formule du coefficient de corrélation va comme suit : `=COEFFICIENT.CORRELATION (B2 : B13 ; C2 : C13)`

Les relations entre les dimensions et domaines de l'exclusion sociale sont complexes. Le processus très interactionnel reconnu dans le projet d'analyse multivariée implique que beaucoup, sinon toutes, de ces dimensions sont à la fois des résultats d'exclusion et des facteurs de causalité pour d'autres dimensions d'exclusion, bien que la force et la direction de la causalité varient. Les conséquences de différentes formes de désavantage, pour différentes durées, à différents moments, sont susceptibles de varier considérablement.

3. Les mesures du changement :

3.1. Le pourcentage de variation :

La variation est définie comme le changement survenu d'une période à une autre qui peut être formulé comme la différence entre la valeur pour une période moins la valeur de la période précédente sur la valeur initiale.

Tableau : Variation des jeunes pour une période

Interventions	Nombre de jeune année 1	Nombre de jeune année 2	Variation	Taux de variation
Réadaptation et travail éducatif	178	156	-22	-12,35%
Intégration au cycle secondaire	47	80	33	41.25%
Orientation vers un établissement de santé	1	7	6	85.71%
Engagement psychologique	257	200	57	28.5%
Total		441		

Source : Fiche récapitulative des CDIS

D'après ce tableau, on peut voir que le nombre de jeune ayant bénéficié des activités de réadaptation et de travail éducatif a régressé de 12.35% de l'année par exemple 2021 à l'année 2022. Cela est dû principalement à la diminution des jeunes qui souhaitent être appuyés en matière de réadaptation et travail éducatif et préfère en revanche s'intégrer au cycle secondaire dont l'effectif des jeunes auprès des CDIS a augmenté de 41.35% dû à leurs profils et leurs précédents cursus comme non interrompue radicalement du cycle éducatif. Entre autres, une part élevée de ces jeunes s'oriente encore via les CDIS et centres d'observation vers les établissements de santé dû à leurs situations psychologiques dont la majorité est délicate. Toutefois, beaucoup préfèrent être appuyés par un engagement psychologique de l'ordre de 28.5% au lieu d'être dirigé vers des cellules de santé qui peuvent aggraver leurs cas. Certes, le diagnostic imputé à ces jeunes ne favorise pas leur réinsertion sociale et peut même aggraver leur cas déplorable, une certaine rigidité dans le diagnostic se manifeste parfois fait défaut auprès des choix entrepris.

Pour calculer le pourcentage de variation entre le nouveau numéro 94 et l'ancien numéro 80. La formule = (nouvelle_valeur-ancienne_valeur) / ancienne valeur peut vous aider à calculer rapidement la variation en pourcentage entre deux nombres. Veuillez faire comme suit.

Sélectionnez une cellule vide pour localiser la variation en pourcentage calculée, puis entrez la formule = (A3-A2) / A2 dans la barre de formule, puis appuyez sur la touche Entrer clé.

Continuez à sélectionner la cellule de résultat, puis cliquez sur le bouton "Style de pourcentage", bouton dans le Numéro groupe sous Home onglet pour mettre en forme la cellule en pourcentage.

3.2. Taux de croissance annuel moyen

En effet, le pourcentage de variation = $(V_a - V_d) / V_d = (1960 - 1705,6) / 1705,6 = 14,9\%$.

Il s'agit de calculer maintenant la croissance qu'il y a eu, en moyenne, chaque année durant cette période.

Le taux de croissance annuel moyen entre 1999 et 2009 a été de 1,4

Le taux de croissance annuel moyen correspond au taux de croissance global mis à la puissance $(1/n)$ avec n = le nombre d'années.

$TCAM = (\text{taux de croissance global}^{1/n} - 1) \times 100$

Le taux de croissance annuel moyen du PIB est de 0,76 %. $TCAM = (1,0311/4 - 1) \times 100 = 0,76$ Le taux de croissance annuel moyen de la période a été de 0,76 % ; donc, en moyenne, le PIB a augmenté chaque année de

0,76 % entre 2009 et 2012. ↘ Ce calcul permet une meilleure vision du phénomène de croissance sur une période ou entre des périodes de durées différentes.

Le taux de croissance annuelle moyen est le suivant :

3.3. Transformation de variables qualitatives en variables quantitatives :

La variable qualitative ordinale « morale des jeunes » propose les cinq modalités suivantes : Très bon, Bon, Moyen, Mauvais et Très mauvais.

L'encodage numérique de la variable doit se faire en respectant son caractère ordinal initial. Ce faisant, on obtient le codage suivant :

5 = Très bon

4 = Bon

3 = Moyen

2 = Mauvais

1 = Très mauvais

La variable qualitative nominale « sexe » propose les deux modalités suivantes Masculin et Féminin.

Dans ce cas, l'encodage numérique n'a aucune hiérarchie à respecter mais doit seulement reproduire la distinction entre modalités. On peut ainsi indifféremment écrire :

1 = Masculin

2 = Féminin

Ou encore

6=Excellent

3=Moyennement satisfaisant

5=Satisfaisant

2=Insatisfaisant

4=Modérément satisfaisant

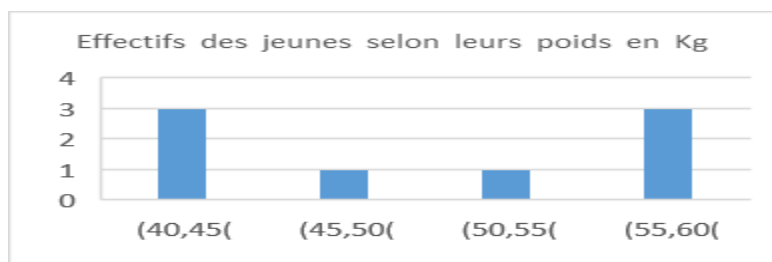
1=Faible

Le codage est le processus d'application de valeurs numériques à des réponses données pour faciliter la collecte de données. Afin de les traiter, le codage peut être effectué dans la phase de conception d'une enquête lorsque les questionnaires sont en cours de préparation. Cela signifie que chaque réponse possible reçoit une valeur numérique prédéfinie par l'administration du questionnaire par exemple. Il peut aussi faire l'objet des fiches d'enregistrement ou d'inscription qui inclut des informations et données qui peuvent être qualitatives comme des réponses à des questions bien précises. Il s'agit d'attribuer des codes aux réponses textuelles selon une classification statistique prédéterminée pour faciliter la capture et le traitement des données et statistiques. Certaines questions ont des catégories de réponses ou administratives de données, et d'autres sont codées après la collecte à l'aide d'un processus ou un processus manuel interactif.

4. Graphique :

4.1. Histogramme :

Un histogramme est une sorte d'histogramme, qui peut représenter approximativement la distribution de données numériques ou catégorielles. Graphique : Histogramme :



Source : tableau Excel des statistiques fournies par les CDIS

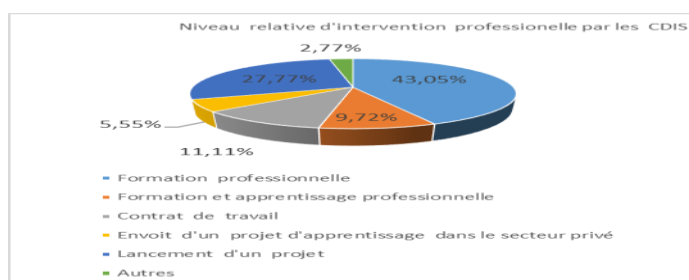
D'après ce graphique, les jeunes se classent selon quatre intervalles relatifs à leurs scores en termes de poids lors de l'identification de leurs profils.

Ce même graphique peut aussi prendre la forme d'un graphique appelé en barreau 100% ou histogramme empilé 100%. Ou encore il est question de tracer le tableau en bâton verticaux.

4.2. Le camembert

Le graphique camembert encore appelé "secteur" ou « pie chart" se présente sous cette forme :

Graphique : Camembert des niveaux relatifs des interventions professionnelles



Source : tableau Excel des statistiques fournies par les CDIS

4.3. Le graphique de fréquences cumulées

Il est également un graphique linéaire, adapté pour représenter des variables quantitatives continue.

Tableau : répartition de fréquences cumulées :

Niveau relatif d'intervention professionnelle par les CDIS	Fréquence	Fréquence cumulée
Formation professionnelle	43,05%	43,05%
Formation et apprentissage professionnelle	9,72%	52,77%
Contrat de travail	11,11%	63,88%

Envoi d'un projet d'apprentissage dans le secteur privé	5,55%	69,43%
Lancement d'un projet	27,77%	97,20%
Autres	2,77%	100,00%

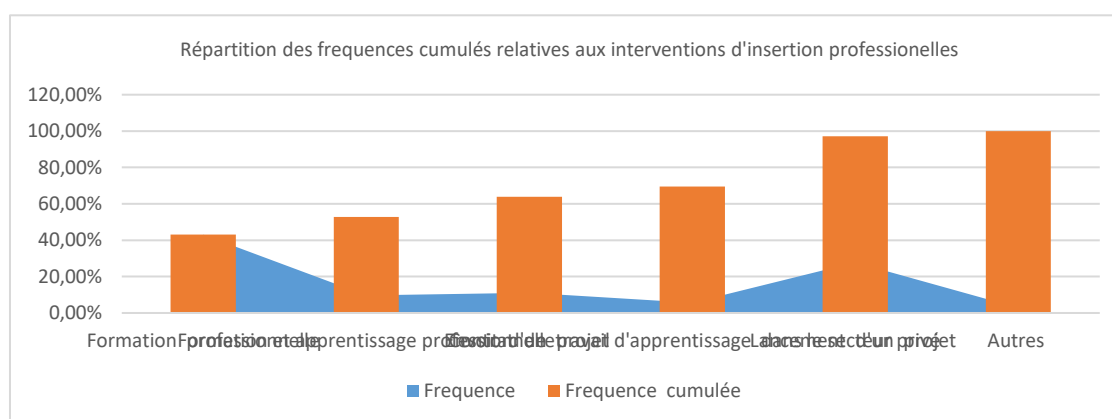
	Représentations judiciaires	Délégué à la protection de l'enfance	Institutions éducatives	Structures sociales	Contact spontané	Cas découverts	Autres	Total
Perte d'un lien familial	0	0	0	1	0	1	0	2
Négligence et itinéraire	1	0	0	0	0	1	0	2
Manque d'éducation et de soins	0	0	0	4	1	59	25	89
Habitude d'abus	0	0	0	0	0	18	3	21
Exploitation sexuelle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exploitation dans le crime organisé	0	0	0	0	0	0	0	0
Exploitation économique et mendicité	0	0	0	0	0	0	0	0
Incapacité à soigner et à éduquer	1	4	0	0	0	0	0	1
Total	1	0	0	4	1	86	29	121

Source : Fiche récapitulative des données statistiques des CDIS

Il s'agit d'expliquer les relations existantes entre les variables et le type de causalité existants.

Tableau : dispersion de l'état des jeunes en fonction des services d'orientation disponible au sein des CDIS :

Graphique : Répartition des fréquences cumulées

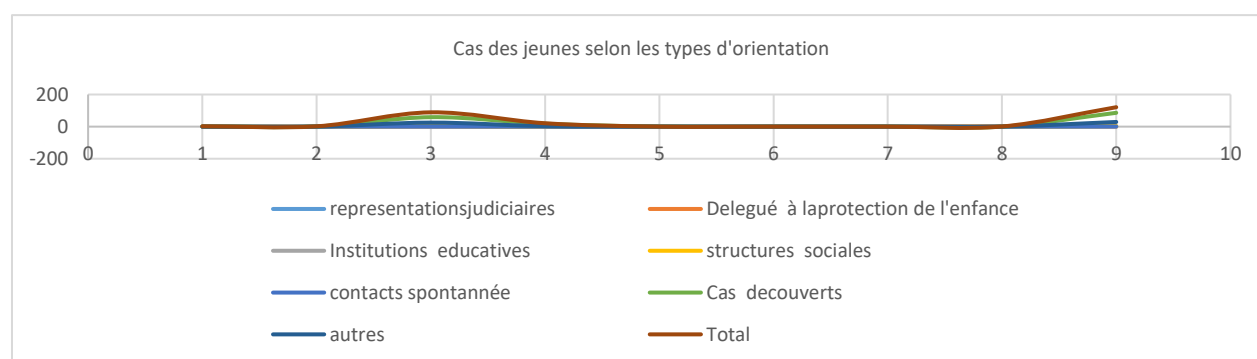


Source : Fiche récapitulative des données statistiques des CDIS

D'après ce graphique, on constate que 43,05% des jeunes suivent des formations professionnelles. Alors que plus que 63,88% s'insèrent professionnellement et seulement 27,7% réussissent à lancer un projet. Plusieurs raisons expliquent ce choix dû au fait que ces jeunes sont en âge précaires et la majorité ont été inclus dans des cycles d'études académiques, des formations professionnelles et autres. D'autres causes surgissent comme le niveau de pauvreté, la mobilité accentuée à l'échelle nationale et internationale accompagnée par le manque d'interaction avec l'environnement institutionnel.

On remarque qu'il existe des relations croisées entre les cas des jeunes (perte de lien familial, négligence et itinéraire, manque d'éducation et de soin, habitude d'abus, exploitation sexuelle, exploitation dans le crime organisé, exploitation économique et mendicité, incapacité à soigner et à éduquer, autres) dont la majorité des cas sont la cause du manque d'éducation et de soin aux alentours de 89. Il y a aussi plus que 21 cas relatifs au manque d'éducation et de soins. Ce sont principalement les cas qui sont adressés aux CDIS ; toutefois il y plus que 59 cas qui sont des cas souffrant de manque de soin et d'appui psychologique, parmi les principaux cas qui sont découverts et existants. En outre, parmi les 21 cas il y a principalement 18 qui sont victimes d'habitude d'abus. Certes, la situation relève certains constats contraires aux principaux arguments avancés à savoir certains problèmes comme les pertes de lien familial qui ne représentent que 1% de l'échantillon de même pour le cas de négligence et itinéraire. Aussi seulement 1% sont les cas d'incapacité à soigner et à éduquer. Le contraste avec la réalité fait surgir d'autres enjeux à savoir l'impact sociétal sur le comportement des jeunes générant des problèmes d'exclusion sociale. Ces cas de jeunes sont dans la majorité des cas découverts qui ne se sont pas adressés individuellement aux CDIS et autres.

Graphique : courbe d'évolution des cas par intervention :



Source : Fiche récapitulative des données statistiques des CDIS

5. Autres méthodes de traitement des statistiques :

5.1. Détection et traitement des valeurs aberrantes :

Une valeur aberrante est une observation ou un sous-ensemble d'observations qui semble incompatible avec le reste du jeu de données ou de statistiques. La détection des valeurs aberrantes est effectuée en analysant l'ensemble de données complètes et en identifiant les valeurs inattendues ou extrêmes, généralement en mesurant les distances relatives au centre des données. Les valeurs aberrantes détectées à l'étape de la vérification du processus de comptage ou d'enquête peuvent être traitées de diverses manières. Dans un système de vérification manuelle, les valeurs aberrantes sont examinées ou suivies et corrigées si elles sont identifiées comme les erreurs.

Dans un système de vérification automatisée, ces valeurs de remplacement des valeurs aberrantes sont souvent imputées. Dans certains cas, aucun traitement spécial des valeurs aberrantes n'est effectué si l'on pense qu'elles ne sont pas influentes.

Ainsi, les approches suivantes peuvent être utilisées pour traiter les valeurs aberrantes y compris : modifier la valeur, modifier le poids, utiliser une estimation robuste.

Il est également entendu que les valeurs extrêmes détectées comme valeurs aberrantes ne sont pas des erreurs. Comme le cas présenté, deux CDIS et un centre d'observation dont les activités sont différenciées.

5.2. Imputation :

L'imputation est un processus ou méthode utilisé pour déterminer et attribuer des valeurs de remplacement afin de résoudre les données invalides ou incohérentes. Cela se fait en modifiant certaines réponses pour s'assurer qu'un enregistrement cohérent en interne est créé. L'imputation est généralement effectuée via un système automatisé conçu qui utilisent les caractéristiques de l'ensemble des données et des statistiques disponibles pour proposer la valeur de remplacement. Les valeurs imputées ou d'origines également des champs d'enregistrement sont retenus afin que le degré et les effets de l'imputation puissent être évalués. Bien que l'imputation puisse améliorer la qualité des données finales, choisir une méthode d'imputation appropriée est important. Puisque certaines méthodes d'imputation ne préservent pas la relation entre les variables. L'adéquation de la méthode choisie dépend du type de statistiques à collecter et l'approche adoptée, registres, enquêtes ou autres, ses objectifs et de la nature de l'erreur qui existe.

5.3. Macro-édition :

L'édition macro, à savoir l'édition sur la base d'un examen de données agrégées (par sexe, zone d'interventions, régions, localisation, etc.) est un ensemble de stratégies qui visent à réduire le nombre de micro-vérifications et de vérifications manuelles qui doivent être effectués. La logique adoptée est de fournir des résultats préliminaires avant la phase d'édition et de vérifier la cohérence des résultats avant de passer à la phase d'édition. L'édition est généralement en effectuant l'analyse de l'ensemble de données et statistiques et en identifiant les limites supérieures et inférieures des statistiques qui nécessitent une vérification et effectuer des vérifications supplémentaires en fonction de l'importance de l'élément au niveau total. L'édition macro réduit et priorise la vérification des données collectées au niveau micro.

5.4. Estimation :

L'estimation est la façon dont le ministère et les CDIS calculent les estimations qui s'appliquent à l'ensemble de la population en fonction des données de l'échantillon. L'estimation consiste à attribuer un poids à la réponse de chaque unité de l'échantillon, où le poids indique le nombre d'unité que l'unité d'échantillonnage qui représente dans la population globale. Le total des poids de sondage correspond à la taille de la population à partir de laquelle l'échantillon a été sélectionné. Il est également possible d'ajouter des données auxiliaires comme « dummies¹ », pour améliorer la fiabilité de l'estimation. Des mesures sommaires de la population telles que les totaux, les moyennes et les proportions sont estimées pour les caractéristiques recueillies auprès des unités d'échantillonnage. Ces caractéristiques recueillies auprès des unités d'échantillonnage qui sont des variables sont soit quantitatives (sexe, poids, âges, revenus etc.) ou qualitatives (perception, niveau de satisfaction auprès des services fournis, attitudinales, etc.).

Ainsi, les directives, méthodologies et approches adoptées de rendre les statistiques aptes pour une relecture selon les besoins sont basés sur l'utilisation des méthodologies de statistiques économiques afin de promouvoir la cohérence, le rapprochement des informations statistiques en appliquant des méthodes de ventilation, trie et compilation intégrés compatibles avec les autres sources et statistiques nationales et internationales.

¹ In statistics and econometrics, particularly in regression analysis, a **dummy variable**^[a] is one that takes only the value 0 or 1 to indicate the absence or presence of some categorical effect that may be expected to shift the outcome.

6. Commentaire des formules, tableaux et graphiques :

Avant de commenter un tableau il est important d'affiner l'analyse de l'information statistique comme suit :

Ajouter des tableaux si c'est possible pour calculer les moyennes des populations cibles (âges, poids, etc.), déterminer le taux de variation annuel, le poids de chaque intervention par rapport aux interventions totales, saisir les relations entre variables, etc.

Adopter une méthodologie de rédaction cohérente de l'aspect général au particulier en relevant les principaux faits.

Ajouter des commentaires en ajoutant des statistiques suivant une lecture horizontale et verticale des tableaux.

Utiliser un jargon technique de rédaction des paragraphes

Justifier les tendances et évolutions par des arguments relatifs à vos rapports internes d'évaluation et de suivi

Fournir des rapports descriptifs cohérents, clairs et brefs.

Voici quelques exemples des analyses et descriptions possibles :

D'après ce tableau, on remarque que le nombre total des jeunes ayant suivis des activités de formation a évolué de l'ordre de 20% à 40% de l'année 2019 à 2020. Cela est dû principalement à un effort déployé de la part des cadres en faveur de l'encouragement des jeunes à adhérer à des programmes de formation. Toutefois, certains constats relevés dans ce même tableau avancent que seulement 8% des jeunes sont motivés à suivre des stages dans une entreprise. Selon les avis partagés des spécialistes des centres, la majorité de ces enfants sont victimes de violence sur les lieux de travail, principalement morale.

D'après ce graphique qui illustre la dispersion des jeunes par types d'intervention, on constate que plus que 40% des jeunes sont motivés à suivre des activités artistiques thérapeutiques et refusent parfois le dosage intensif des sessions de formation et d'appui psychosociologique continu. Alors que, moins de 20% sont moyennement démotivés à améliorer leurs niveaux linguistiques dû au manque et à l'absence d'outils interactifs et d'apprentissage technologiquement avancé.

D'après ce tableau, l'intervalle des moins jeunes entre 12 et 16 ans sont les plus affectés par des problèmes familiaux comparés aux autres. Ces faits sont justifiés également par des éléments comme les revenus parentaux limités, la situation familiale en désaccord, le manque de communication intergénérationnelle. Toutefois, cette tranche d'âge à une vitesse d'adaptation assez rapide aux changements positifs et à la réintégration dans la vie sociale.

D'après les tendances récentes en matière de suivi des curricula professionnels, plus que 45% des jeunes avancent qu'ils sont plutôt intéressés à suivre des formations sur le tas et pratiques dans des lieux de travail. En parallèle, ils sont accompagnés dans des structures professionnelles pour les métiers. Alors que 30% sont mécontents du manque d'encadrement professionnel continu et avancent que leurs droits socio-économiques à savoir revenus, accès à la santé et autres sont abusés.

D'après le graphique suivant, plus que 70% des jeunes réclament l'accès à une infrastructure habitable et durable favorisant l'accès à des activités sportives et de loisirs. D'ailleurs, le niveau de motivation des jeunes diminue parfois suite au temps totalement alloué aux formations et à l'appui académique, social et psychologique.

Dans le cadre de cette analyse de l'état actuel des jeunes qui subissent des problèmes en matière de rupture sociale et de radicalisation, une analyse descriptive des performances ainsi que des tendances chiffrées au cours de l'année 2021 offre une vue exhaustive de l'évolution et les changements survenus au sein des CDIS à travers une série d'activités d'interventions qui vont analyser comme suit.

Spécifiquement, certaines disparités réapparaissent suite à des inégalités existantes par genre qui sont justifiées par le niveau modérément élevé de masculinité rebelle, pauvre et démunie.

Plus précisément, les interventions allouées à ces jeunes sont majoritairement concentrées dans le domaine d'appui psychosociologique au détriment d'autres priorités.

Certains facteurs et causes justifient les tendances réalisées ainsi que les performances chiffrées au cours de l'année 2021 relatives aux nombres de jeunes ayant bénéficiés d'activités d'appui tout au long de leurs cursus au sein des CDIS et après le CDIS.

Ainsi, le guide contient également un ensemble de principes et de valeurs de pratique convenus pour guider le processus de collecte et de développement de statistiques ;

Un ensemble d'informations et de statistiques détaillées sur la prestation de services et la pratique ;

Un outil de ressource pour vous aider à fournir les services relatifs à l'inclusion sociale de manière cohérente ;

Un outil de ressource pour vous aider à atteindre les résultats de service souhaité ; et

Un moyen pour améliorer le niveau de réactivité aux commentaires concernant les modifications apportées aux composantes de prestation de services.

7. Dynamiser les tableaux statistiques :

Il est important d'effectuer une relecture des tableaux à double entrée statistiques en ajoutant des options à savoir un lexique de définition des termes, y compris ceux relatifs aux différentes interventions existantes. Le tableau peut inclure également des icônes relatives aux taux de variations et fréquences respectives.

Le tableau à double entrée sera un tableau compilé incluant des fonctionnalités additionnelles relatives à une description plus ou moins détaillée des caractéristiques de la population cible des jeunes et une différenciation en termes de contenu des interventions fournies par les CDIS.

Tableau : Présentation de la nouvelle version du tableau reflétant la base de données :

Interventions	Types	Effectifs des jeunes	Résultats escomptés et performances
Insertion professionnelle	Formation professionnelle	62	Pourcentage des jeunes en chômage des jeunes, par sexe
			Ratio du taux de chômage jeunes/adultes
			Taux de participation des jeunes au marché du travail, par sexe
			Jeunes non scolarisés et sans emploi, par sexe et zone urbaine ou rurale
			Jeunes travailleurs pauvres, par sexe
			Ratio emploi des jeunes/population de jeune occupant des emplois précaires
	Formation et apprentissage professionnelle	14	

Statistiques relatives à l'insertion professionnelle Ce sont les statistiques relatives à l'apprentissage sur le tas via des stages de perfectionnement des connaissances techniques, aux opportunités d'emplois existantes et autres possibilités d'insertion

Ce sont les statistiques relatives au processus structuré visant à fournir des conseils et un soutien personnel à un jeune, utilisé dans le contexte de l'éducation, formation ou emploi. Ce sont les statistiques aussi relatives aux aides, assistances en matière d'informations, de conseils utiles, des activités de coaching afin

(secteur public ou secteur privé)		Statistiques relatives à l'apprentissage informel Ce sont les statistiques relatives à l'apprentissage non finalisé qui se déroule dans des contextes de la vie quotidienne en famille, au travail, pendant les loisirs et dans la communauté. Ce sont les statistiques pour l'apprenant qui peuvent être à des fins d'éducation, de formation ou d'emploi.
Mentorat		
Accompagnement continue		
Apprentissage informel		
Contrat de travail	16	
Envoi d'un projet d'apprentissage dans le secteur privé	0	Statistiques relatives à l'intégration des jeunes dans le marché de l'entrepreneuriat, la création de projets et autres. Ce sont les statistiques relatives à l'autonomisation qui consistent à aider les gens à
Lancement d'un projet	40	
Autres	0	Pourcentage de jeunes ayant un accès quotidien à un téléphone mobile, par zone urbaine et rurale Pourcentage de jeunes ayant utilisé un ordinateur dans un lieu quelconque au cours de la semaine ou du mois précédent, par zone urbaine ou rurale et par sexe Pourcentage de jeunes ayant utilisé Internet dans un lieu quelconque au cours de la semaine ou du mois précédent, par sexe et par zone urbaine ou rurale Mesures de protection des jeunes contre les dangers auxquels les technologies de l'information et des communications peuvent les exposer Ventilation de l'utilisation d'Internet par les jeunes par lieu d'utilisation et par activité.

8. Importance de l'analyse des statistiques :

L'analyse des données et le processus d'élaboration de réponses à des questions, une fois que les statistiques sont analysées. L'analyse consiste à identifier les problèmes, à déterminer les disponibilités de données et statistiques appropriées, en décidant des méthodes appropriées pour répondre aux questions d'intérêts, appliquer les méthodes d'analyse quantitative et qualitative des statistiques et évaluer, résumer et communiquer les résultats. Une fois que les produits statistiques basés sur les données sont fournis et compilés en utilisant des manipulations Excel qui permettent de refléter l'état de la situation ; il est question d'analyser ces statistiques.

Par exemple, tout au long du processus GSBPM, et principalement la phase d'analyse d'un processus statistiques qui comprend la préparation du contenu statistique y compris les commentaires, les notes techniques, etc. il s'agit

de s'assurer que les résultats sont adaptés à l'objectif avant la diffusion aux utilisateurs. Se conformer à des standards de qualité et adopter une logique d'analyse qui inclut une analyse.

La préparation d'outils statistiques, de produits et continues peut-être inclus pour maximiser la valeur des informations statistiques et la capacité de les analyser. Il faut préparer les fiches de profil, les contenus des rapports d'évaluation, les informations dans les registres, les notes de réunion, les rapports centralisés du ministère et autres. A cet égard, il est important de diffuser des informations statistiques comprenant des données et notes explicatives au profit de leurs utilisateurs. Fournir une quantité d'analyse afin de mieux comprendre la qualité des données et articuler le processus de production de données afin d'assurer un produit statistique qui peut être analysé de manière cohérente, logique et adapté aux besoins. Il s'agit dans ce cadre d'effectuer une relecture des statistiques selon les besoins de chaque projet, commenter les évolutions, justifier les points d'écarts, expliquer les tendances, argumenter les faits et proposer des idées et des solutions sous formes de synthèse et paragraphes. En parallèle, vérifier si ces statistiques collectées et analyses sont conformes aux besoins identifiés des projets et résultats escomptés. Et de voir si ces statistiques ont une meilleure couverture et du contenu des données, des limites, etc. Une meilleure compréhension de l'exactitude et de la fiabilité des données et de leurs limites est aussi recommandée.

En outre, il est aussi judicieux de vérifier le niveau d'exactitude et de conformité avec les statistiques adoptées et ventilées à l'échelle internationale. Ainsi, vérifier le niveau de cohérence entre sources nationales et internationales est aussi important afin d'identifier le processus par lequel ces données sont générées et comment le processus de collecte, enregistrement et développement des statistiques par lequel les statistiques sont pénétrées et comment le processus pourrait être amélioré. Assurer la diffusion des données sous plusieurs formes qui permettent aux intéressés de les utiliser à des fins utiles est aussi important. Parfois, le manque de statistiques administratives et autres, fournies lors des enquêtes ou de sources internationales permet d'identifier l'utilisation d'autres méthodes de collecte de statistiques qui peuvent affiner ou reconfigurer les bases de données à des fins utiles en effectuant des ajustements ou en proposant des d'autres ajouts. Il est aussi primordial qu'important de rédiger les commentaires, les notes explicatives, les analyses qui peuvent accompagner les statistiques lors de leur diffusion et dissémination.

8.1. Le rôle du cadre analytique :

L'ensemble de données et des statistiques contenant des statistiques en valeur, des indicateurs et parfois des constats qualitatifs ; pour un sujet bien déterminé comme les enfants en cas d'abus, les jeunes en situation de trafic des personnes, des jeunes en rupture sociale, des enfants en cas de violence, des types d'interventions offerts par les CDIS à d'autres. Autant de données et de statistiques principalement les entrants et les résultats qui sont produits par différents processus statistiques et qui parfois font défaut. Il est question de vérifier leur cohérence, pour qu'ils soient facilement et techniquement analysables. Ainsi, adopter une logique d'analyse et d'interprétation relative aux statistiques produits en utilisant des normes communes pour la portée, les définitions, les classifications et les unités. Le cadre analytique peut couvrir plusieurs domaines comme : éducation et formation, insertion professionnelle et emploi, autonomisation économique, interaction intergénérationnelle au sein des familles, culture et loisirs, sport, crime et justice criminelle, qualité de vie, relation avec l'environnement et niveau de qualité de vie, santé, intégration communautaire et volontarisme, l'utilisation de technologie et le networking, la mobilité, etc.

Un cadre analytique peut se résumer comme suit :

Il s'agit d'un modèle approprié pour un domaine statistique particulier définissant la portée, les définitions, les classifications, trie et ventilations, unités et relations entre elles, pour chaque domaine permettant de faciliter la compréhension et aider la pensée logique.

Il vise à faciliter la compréhension et à aider systématiquement la pensée logique et les approches adoptées dans chaque projet quant à la mesure de l'impact des interventions, les disparités en matière de zone d'interventions et d'identification des besoins prioritaires, les changements survenus inputs-outputs, etc.

Il s'agit de prioriser et sélectionner les statistiques qui sont les plus importantes et doivent être l'ordre d'un système de suivi régulier, en assurant l'ajout additionnel de nouveaux champs, thème, logique d'interventions, etc.

L'analyse effectuée aide à couvrir les domaines les plus importants tout en réduisant tout problème de duplication, confusion et biais de sélection dans le sens que l'analyse respecte les mêmes standards en termes de définition des concepts, classement, sources, caractéristiques, etc.

Par ailleurs, les statistiques sont le produit d'un processus de développement qui incorporent des méthodes de manipulation de statistiques qui peuvent servir à vérifier des faits en cherchant une logique d'analyse basée sur une interprétation dans un contexte particulier en évitant les interférences dans le cadre des commentaires. Comme résultat, une fraction de cette analyse viendra compléter la diffusion des résultats. Ces derniers doivent faire l'objet d'une analyse de solutions et recommandations basées sur une meilleure nuance des problèmes existants ainsi que les changements survenus sans imposer des conclusions définitives ; en fournissant des ventilations intéressantes, des informations contextuelles, des notes explicatives, des commentaires pour accompagner les données diffusées.

8.2. Analyse des sorties et résultats des activités et interventions :

Les résultats d'analyse statistiques soulignent l'importance des produits statistiques dont les résultats des activités, leurs impacts, leurs niveaux d'efficacité et autres. Saisir les outputs des interventions sans rendre publique les micro-données ou données inférieures sous-jacentes est aussi important. L'analyse joue également un rôle dans l'évaluation de la qualité des statistiques en signalant les problèmes de qualité de ces données. L'analyse peut aussi être un déclencheur d'améliorations futures du processus de production statistique.

L'analyse des statistiques et données consiste à résumer les statistiques en s'assurant qu'elles fournissent des réponses claires aux questions, interventions et activités déjà implémentées et autres susceptible de faire l'objet d'ajouts. Souvent, il s'agit d'analyser les tableaux et de calculer les mesures récapitulatives comme les fréquences, les pourcentages, les moyennes et autres. Il s'agit aussi d'écrire les valeurs enregistrées et les sorties statistiques (tableau, graphiques, corrélation, causalité, changement, etc.). Il s'agit de vérifier l'échantillon qui doit être en adéquation avec l'objet de l'analyse en assurant la stabilité du processus statistique.

Par ailleurs, la question d'effectuer des analyses lors du traitement de données statistiques et de préparer les statistiques à diffuser. L'analyse inclut une analyse exploratoire affinée des statistiques en utilisant des méthodes en résumant les données et valeurs brutes en réduisant tout divergence possible et en assurant un niveau de cohérence appropriée. Il s'agit d'éditer et explorer les statistiques, d'assurer des modifications, des compilation statistiques, évaluation des résultats par rapports aux résultats des périodes précédentes et aux données et statistiques connexes. En parallèle, il est question d'identifier tous types d'erreurs, d'incohérence et manque de clarté et de logique potentielle avant tout traitement de statistiques.

Les données et statistiques disponibles peuvent être regroupées, pondérées ou tabulées avant leurs diffusions en cas de besoin ou utilité de se conformer à certains standards des statistiques internationales. L'ensemble de ces étapes peut faire l'objet ou fournir des résumés d'analyse des principaux constats et conclusions, préparer des notes explicatives fournissant des informations détaillées sur les caractéristiques des statistiques, préparer des graphiques, pour accompagner les publications.

Une série d'approche est adoptée afin de mesurer l'état des jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation des fiches d'inscription et d'adhésion, aux bases de données résultat du comptage des cas disponibles, listes de participation et de présence aux différentes activités y inclus :

Les indicateurs relatifs aux objectifs et aux cibles des objectifs des projets doivent être cohérents avec des indicateurs nationaux et aussi ceux relatifs aux différentes zones d'intervention. Un souci d'harmonisation s'avère important lors de la collecte des données, ce qui offre plus de clarté et de visibilité en matière de relecture de ces statistiques à des fins d'utilisation, d'analyse ou de projection.

Les différents composants de l'indicateur sont les suivantes : les méthodes de collecte des données, les outils de collecte des données, la fréquence de collecte des données, désagrégation des données, les lignes directrices pour interpréter et utiliser des données, forces et faiblesses, défis, sources pertinentes d'information supplémentaires, etc.

Chaque indicateur retenu doit être accompagné de documents justifiant son rapport avec la jeunesse et les politiques, la portée et le champ d'application souhaitable, les concepts, les définitions et les classifications, ainsi que les méthodes de collecte des données et de calcul des indicateurs ; etc.

Indicateurs pour lesquels des données sont disponibles pour la plupart/tous les centres par rapport aux indicateurs pour lesquels des données ne sont pas disponibles pour les autres centres.

Indicateurs pour lesquels des données sont disponibles désagrégées par sexe et par âge par rapport aux indicateurs pour lesquels les données ne sont pas désagrégées.

Indicateurs qui mesurent une situation actuelle et peuvent donc suivre les tendances dans le temps par rapport aux indicateurs qui utilisent des techniques indirectes pour faire des projections sur l'avenir.

Indicateurs mesurant les tendances de développement spécifiques à la population des jeunes par rapport aux indicateurs contextuels mesurant les tendances générales de développement qui influencent également ou de manière disproportionnée la population des jeunes.

Ainsi, les statistiques collectées peuvent inclure les traits suivants : composition de la cible de la population jeune et enfants dans les zones d'interventions, les informations démographiques sur les jeunes, les personnes qui font l'objet de suivi par les centres, leurs caractéristiques socio-économiques (éducation, participation à la vie active, situation familiale, revenu, niveau de pauvreté, logement, etc.), les déficiences et problèmes d'exclusion sociale associés (obstacles sociaux, obstacles économiques, invalidité ou handicap, difficulté scolaire, différences culturelles, problèmes de santé, obstacles géographiques, etc.), les difficultés éprouvées et l'aide ou intervention requise pour des activités comme (engagement psychologique, engagement social, soin de santé, aide juridique, insertion professionnelle, familiale et autre).

Conclusion :

Ce chapitre est une occasion d'expliquer comment il est possible d'effectuer une relecture des statistiques en utilisant des formules numériques et fournissant des graphiques ; mais également en effectuant des tests de corrélation et autres. Ce chapitre offre une méthodologie technique des statistiques qui permet d'orienter l'utilisateur vers une utilisation ciblée et optimale des formules censées faire l'objet d'interprétation. Ces derniers peuvent faire l'objet d'analyse et de rédaction de commentaire et l'écriture de rapport exhaustif. D'ailleurs ce tableau ne reflète pas des connaissances statistiques approfondies mais un survol des statistiques qui répondent aux besoins des utilisateurs à des fins utiles et au moment opportun afin de fournir un document consistant. Dans le cadre de ce chapitre, il était important de voir comment est-ce possible de transformer les statistiques qualitatives et quantitatives. Une étape importante dans l'analyse des statistiques, le positionnement des interventions, le niveau d'interrelations entre activités mises en place et les jeunes cible par profil, la présentation des résultats des activités fournies aux seins des centres, etc. La présentation de techniques de développement et compilation des statistiques ainsi que les tests et les instruments adoptés pour les analyser est l'objet de ce chapitre.

Chapitre 3 : Analyse et diagnostic des statistiques quantitatives et qualitatives

Une fois que le focus groupe a été adressé aux cadres et personnes, une panoplie de nouveaux indicateurs ont été ajoutés y compris : Les principaux thèmes et domaines à ajouter à la liste des statistiques potentiels à ventiler sont les suivants : Le niveau d'interactions avec l'environnement institutionnel ; Le type de violence morale ; Les facteurs intergénérationnelles ; Autres droits socio-économiques ; Etc.

Chaque indicateur retenu doit être accompagné de documents justifiant son rapport avec la jeunesse et les politiques, la portée et le champ d'application souhaitable, les concepts, les définitions et les classifications, ainsi que les méthodes de collecte des données et de calcul des indicateurs ; etc.

Les propositions de statistiques et d'indicateurs dans le cadre de ce projet et principalement dans le cadre de cette mission comprennent à la fois des indicateurs de base et supplémentaires ou additionnelles reflétant les nouveaux besoins des centres et de l'institution principale, les changements survenus afin de mesurer l'état des jeunes exclus socialement, entre autres des déterminants qualitatifs reflétant le niveau de satisfaction, d'attitudes comportementales et attitudinales par rapport à certaines situations vulnérables et à risques confrontés par ces jeunes.

Une série d'approches est adoptée afin de mesurer l'état des jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation des fiches d'inscription et d'adhésion, aux bases de données résultat du comptage des cas disponibles, listes de participation et de présence aux différentes activités, y compris :

Les indicateurs relatifs aux objectifs et aux cibles des objectifs des projets doivent être cohérents avec des indicateurs nationaux et aussi ceux relatifs aux différentes zones d'intervention. Un souci d'harmonisation s'avère important lors de la collecte des données ce qui offre plus de clarté et de visibilité en matière de relecture de ces statistiques à des fins d'utilisation, d'analyse ou de projection.

1. Pyramide des indicateurs :

La pyramide des indicateurs est un concept simple conçu pour montrer que le suivi de la performance des projets - c'est-à-dire des initiatives conçues pour atteindre des objectifs spécifiques avec des ressources spécifiées et des calendriers de mise en œuvre spécifiés – nécessite un plus grand nombre d'indicateurs que le suivi de l'efficacité globale de la réponse au niveau national et mondial.

Cependant, la pyramide souligne également les connexions qui existent entre projet, niveau national et niveau mondial. En fait, les indicateurs de projet fournissent la plupart des données pour les indicateurs nationaux et les indicateurs nationaux fournissent les données pour les indicateurs mondiaux.

La base est essentielle car c'est le fondement de la pyramide. Depuis, les projets et les activités qui en font partie sont à la base de la riposte au problème d'exclusion sociale des jeunes et de radicalisation, il est crucial de suivre leur performance.

Ce lien avec la performance est important car la plupart des indicateurs de ce niveau devrait être très axé sur l'intention particulière et les réalisations du projet.

Pris ensemble, les indicateurs au niveau du projet devraient fournir suffisamment de données pour évaluer la performance d'un projet donné.

1.1. Indicateurs administratifs au niveau du projet :

1.1.1. Le rôle des registres dans l'identification et l'enregistrement des statistiques :

Il s'agit de présenter les contours des fiches d'enregistrements et d'identification des rubriques relatives aux profils des jeunes des sources administratives :

Définitions et spécification des sujets :

- | | |
|---|---|
| 1. Date de survenance | 12. Sexe |
| 2. Date d'inscription | 13. Enfants nés dans le mariage (état matrimonial de la mère au moment de la naissance de l'enfant) |
| 3. Lieu de survenance et enregistrement | 14. Enfants déconnectés de la famille |
| 4. Localité | 15. Date de la dernière présence au sein d'une école |
| 5. Urbain et rural | 16. Nombre de visites parentales |
| 6. Lieu de résidence habituelle | 17. Mois au cours duquel les services d'appui ont commencé ? |
| 7. Durée du séjour, au lieu habituel | 18. L'adhésion au centre a-t-elle été enregistrée ? |
| 8. Lieu de résidence précédente | 19. Enfants vivants de la mère célibataire durant toute sa vie |
| 9. Lieu de naissance. | 20. Les enfants vivants de la mère et la famille reconstruite durant toute sa vie et encore en vie |
| 10. Statut de migrant | |
| 11. Âge et date de naissance | |

21. Morts d'un parent de l'enfant ou jeunes.
22. Ordre de naissance
23. Intervalle depuis la dernière date d'enregistrement de quitter le centre précédent et la date de la dernière réinscription
24. Nombre d'enfants nés vivants du mariage dissous
25. Nombre d'enfants à charge de personnes divorcées
26. Durée du mariage des parents d'un jeune ou enfants.
27. État civil
28. Nombre de mariages antérieurs
29. Mode de dissolution des mariages antérieurs
30. Niveau d'instruction
31. Niveau d'alphabétisation
32. Groupe ethnique/national
33. Citoyenneté
34. Statut d'activité économique
35. Occupation habituelle
36. Statut socio-économique
37. Genre de naissance.
38. Assistance déjà fournies par d'autres institutions
39. Relation avec le système judiciaire
40. Type de rapport avec la police
41. Cause de relation conflictuelle avec la loi
42. Mode de suivis antérieurs de la part d'autres institutions étatiques
43. Si les résultats antérieurs du diagnostic psychologique ont été utilisés
44. Incidents ou cas de violence survenu pendant l'adhésion au centre et avant l'adhésion
45. Type de lieu de l'événement
46. Type de relation avec l'environnement externe
47. Population à risque et cas de violence morale.

Ainsi, ci-dessous la nouvelle fiche d'enregistrement qui pourra faire l'objet d'un enregistrement sur un fichier Excel pour possible changement électronique dans le cadre d'un système de gestion des statistiques possible.

Tableau : fiche d'enregistrement et de suivis :

Fiche d'enregistrement de l'enfant ou jeunes et de suivi	
Date	
Profil	
Identifiant	
Nom et prénom	
Lieu et date de naissance	
Poids	
Taille	
Adresse	
Gouvernorat	
Pays	
Zone d'intervention	
Enregistrement	
Date d'entrée au centre	
Lieu d'entrée au centre	
Numéro du dossier judiciaire	

L'institution judiciaire	
Date de sortie	
Caractéristique	
Niveau scolaire	
Niveau éducatif	
Niveau d'apprentissage	
Expérience en matière de travail	
Travail informel	
Participation civique	
Appartenance à une association	
Activités de volontariat	
Autres activités culturelles	
Activités artistiques	
Activités sportives	
Adhérence aux clubs et maisons de jeunes	
Types de négligence	
Négligence en matière de nourriture	
Négligence vestimentaire	
Désavantage en matière d'hygiène de vie	
Manque de soutien familial matériel	
Famille du jeune	
Père	
Nom prénom	
Situation sociale	
Situation familiale	
Pays d'origine	
Emploi	
Projet	
Lieu du travail	
Situation éducative et scolaire	
Mère	
Nom prénom	
Situation sociale	
Situation familiale	
Pays d'origine	
Emploi	
Projet	
Lieu du travail	
Situation éducative et scolaire	
Sœurs et frères	
Nombre	
Noms et prénoms	
Résidence	
Avec la famille	
Types de relation familiale de résidence	
Lieu de résidence	
Situation de l'enfant ou du jeune	
Précédent judiciaire	
Précédent judiciaire du père	
Date	
Les décisions prises en son compte	
Type de l'acte commis	

Précédent judiciaire de la mère	
Date	
Type de l'acte commis	
Les décisions prises en son compte	
L'acte commis par le jeune ou l'enfant	
L'acte commis	
La position de l'enfant vis-à-vis de l'acte	
Lieu de l'incident en cas de commis d'acte	
Les causes qui ont poussé le jeune ou l'enfant pour la déviation	
Les compétences en matière d'employabilité de l'enfant	
Compétences en tant qu'apprenti professionnelle	
Compétences en matière de travail	
Capacités et expériences précédentes en matière d'apprentissage professionnel	
Le secteur d'activité concerné	
La durée	
L'institution publique	
L'entreprise privée	
La nature des compétences acquises	
Les avantages disponibles en matière de connexion avec les acteurs locaux pour favoriser l'emploi	
Le diplôme ou le certificat déjà obtenu	
Relations de l'enfant avec la famille	
Le type de relation avec le père	
La relation avec la mère	
La relation avec ses frères et sœurs	
La disponibilité pour l'enfant d'un cadre de référence	
La représentativité par rapport à l'acte	
Les intérêts du jeunes et préférences	
Activités sportives	
Activités culturelles et sociales	
Les actes revendiqués lors de la période d'observation	
Vols	
Cas de violence	
Cas de perturbation	
Autres	
Les connaissances religieuses de l'enfant	
Cas de radicalisation	
Cas d'extrémisme violent	
Cas de retour des zones à risques	
Cas de rébellion religieuse	

Source : fiches d'enregistrement des CDIS et autres ajouts additionnels de la littérature existante

Une liste exhaustive doit être fournie sous forme de registre qui peut être sous forme de papier ou digitalisé afin de collecter le maximum d'information possible relative aux statistiques des jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation. Si le système de comptage administratif ou d'enregistrement est décentralisé auprès de plusieurs structures et assuré ou chapoté par l'institution mère, le besoin de coordination reste le même. La coordination se fait à plusieurs niveaux des procédures de collecte des statistiques, de la fourniture de document d'approvisionnement en données et fichiers reliés aux renforcements de capacité et enfin évaluation. Toutefois, le système est encore lourd administrativement et est démuné d'outil technologique. La fonction de gestion et d'enregistrement des statistiques inclut non seulement la collecte, le comptage, mais aussi un souci de digitalisation de la documentation se manifeste. Le souci de coordination se fait sentir au moment de relier les données précédentes avec l'effort possible en matière de collecte de données. L'allocation également du personnel pour ce genre d'activité pour collecter les données à utiliser pour le comptage et l'enregistrement est aussi importante

d'un taux de rotation élevé, la duplication des tâches, etc. Un autre élément important est celui du niveau de coordination entre les institutions qui peut rendre leur fonctionnement plus efficace. Il est important non seulement d'uniformiser les formulaires et fichiers à utiliser mais également d'effectuer une mise à jour relative à leurs contenus en matière de thème d'identification et rubrique, ce qui facilitera tout exercice postérieur d'analyse de l'information et aidera à la prise de décision.

Box : les fiches administratives

Titre. Un titre bref qui capture l'objet de l'indicateur.

Définition. Une description claire et concise de l'indicateur.

But. La raison pour laquelle l'indicateur existe ; c'est à dire à quoi ça sert.

Raisonnement. Le(s) principe(s) sous-jacent(s) qui justifie(nt) le développement et déploiement de l'indicateur ; c'est-à-dire pourquoi l'indicateur est nécessaire et utile.

Méthode de mesure. La séquence logique et spécifique des opérations utilisées pour mesurer l'indicateur ; par exemple. Outils de collecte de données, cadre d'échantillonnage et assurance qualité.

Numérateur. Le nombre supérieur d'une fraction commune, qui indique le nombre de parties du tout qui sont incluses dans le calcul.

Dénominateur. Le nombre inférieur d'une fraction commune, qui indique le nombre de parties dans l'ensemble

Calcul. Les étapes spécifiques du processus pour déterminer la valeur de l'indicateur.

Méthode de collecte des données. Les approches générales (par exemple, enquêtes, enregistrements, modèles, estimations) utilisés pour collecter les données.

Outils de collecte de données. Les outils spécifiques utilisés pour collecter des données.

Fréquence de collecte des données. Les intervalles auxquels les données sont collectées ; par exemple. Trimestrielle, annuelle, semestrielle. Il est important que la fréquence soit conforme à la méthodologie de collecte des données.

Désagrégation des données. Les sous-groupes pertinents qui ont collecté les données peut être séparé en afin de comprendre plus précisément et analyser les conclusions. Les sous-groupes communs incluent le sexe, l'âge et le risqué population.

Lignes directrices pour interpréter et utiliser les données. Recommandations sur la manière préférable d'évaluer et d'appliquer les résultats ; par exemple. Décivant ce que cela signifie si l'indicateur montre une augmentation ou une diminution d'une mesure particulière.

Forces et faiblesses. Un bref résumé de ce que l'indicateur fait bien et moins bien.

Défis. Obstacles ou problèmes potentiels pouvant avoir un impact sur l'utilisation d'un indicateur ou sur l'exactitude/la validité de ses résultats

Sources pertinentes d'informations supplémentaires. Références aux informations/documents relatifs à l'indicateur, y compris le contexte des informations sur l'évolution de l'indicateur, des comparaisons avec versions précédentes de l'indicateur et enseignements tirés de l'utilisation de l'indicateur ou d'indicateurs similaires dans divers réglages.

Par ailleurs, il existe les facteurs de risques sociaux qui doivent être inclus dans la fiche d'enregistrement et identifiés également, à savoir plusieurs phases d'évolution : les informatiques basiques à savoir les caractéristiques socio-démographiques, les caractéristiques de négligence sociale et enfin les limites en matière de risque social.

Caractéristiques de désavantage social	Caractéristiques socio-démographiques	Caractéristiques de risques sociales
Éducation	Genre	Classe sociale
Statut de l'activité principale	Age	Appartenance religieuse
Santé	Origine ethnique	Certains événements critiques de la vie tels que les décès, les mariages et les divorces.
Bien être psychosocial	Mandat	
La dépression	Type de ménage et type de famille	
Fournir des soins non rémunérés		
Revenu du ménage		
L'utilisation du transport en commun		
Activité physique		

Source : Barnes et al (2006)

Ainsi, l'utilisation d'un formulaire unique électronique permet de mieux contourner la fiabilité des statistiques et leurs portées dans le cadre des projets, activités et interventions mises en place. Les unités concernées par les statistiques peuvent avoir besoin de connaître les modifications apportées au fur et à mesure et de manière instantanée aux statistiques datant d'une période précise. La coordination de ces intérêts différents et flexible doit être assurée régulièrement. Trouver des outils adéquats et fiables pour rendre l'exercice de développement de statistiques non pas une simple étape de comptage mais tout un effort concerté des parties concernées afin de garantir un processus d'actualisation instantanée et une opportunité de faire collaborer les efforts ensemble.

La coordination est également possible avec d'autres organismes extérieurs à savoir par exemple : l'autorité nationale de prévention de la traite, le ministère de l'intérieur, le ministère de la justice, le ministère de l'éducation, le ministère de la santé et autres. La coordination avec les principaux fournisseurs de statistiques est importante afin d'assurer la coordination avec les différents producteurs de données dans le système d'enregistrement. D'ailleurs certaines statistiques qui sont fournies au-delà des CDIS à savoir les statistiques relatives aux systèmes judiciaires et autres sont communiquées sur des tableaux ou par courriers et ne font pas l'objet d'un effort concerté uniforme d'enregistrement en ligne. Un comité inter-institutions chargé de coordonner les éléments de données, les définitions, la collecte, la surveillance, les critères de recevabilité, etc. pour accéder aux données est important. En outre, le comité peut importer sa vocation et ses modalités d'intervention périodique ou non, ça peut se refléter en groupe de travail en site ou virtuel pour développer et assurer un enregistrement et analyse fiable des statistiques.

1.1.2 Les statistiques disponibles relatives aux projets :

La plupart des indicateurs au niveau du projet ne s'appliqueront qu'au projet, mais concernant les données, un sous-ensemble d'entre eux peut souvent être agrégé pour une utilisation d'ordre supérieur au niveau infranational, régional ou national.

La liste des statistiques existantes fournies par les CDIS est la suivante :

Caractéristique des jeunes :

Profil d'un jeune (nom, prénom, âge, sexe, adresse, composition familiale, etc)

Caractéristique d'un jeune (âge à savoir moins de 18 ans ou plus de 18 ans, nombre de cas désagrégé par genre et sexe, type de nationalité tunisien ou étrangers, situation familiale à savoir sans accompagnement ou dans le cadre d'une famille)

Cas des jeunes (Perte de lien familial, Échec évident dans l'éducation et les soins, Incapacité à soigner et à éduquer, Enfant violent, etc)

Situation de la victime en cas d'abus (Exploitation sexuelle, Négligence et itinérance, Exploitation économique et mendicité, Exploitation dans le crime organisé, Bébé en position de route, etc)

Cas des jeunes victimes de violence (combinaison normale avec un tuteur y compris : famille d'accueil et de parrainage, famille élargie, famille détenue, famille migrante, famille célibataire, etc ; relation avec l'agresseur y compris : mari, voisin, divorcé ou parents divorcé, relations professionnelles, autres ; niveau d'instruction de la victime y compris : illettré, primaire, secondaire, université, etc).

Cas ou types de familles (une famille en conflit parental ou conjugal, une famille d'un prisonnier ou une prisonnière, une famille ayant des difficultés matérielles et financières, une famille séparée à cause de séparation, les parents et autres, les parents, une famille renouvelant sa composition, etc).

Types d'enfants (enfants des rues, enfants vivants ou subissant des difficultés d'ententes familiales, enfants en décrochage scolaire, enfants en rupture sociale).

Types de violence (violence physique, violence psychique, violence sexuelles, violence économique, violence politique, etc).

Redondant de violence (travail forcé ou service forcé, asservissement, pratiques esclavagistes, avertissement, exploitation sexuelles, groupe criminel organisé, accords, criminalité transnationale, crime organisé, autres situations)

Types de difficultés (difficultés relationnelles, difficultés matérielles, difficultés psychologiques, etc)

Cas des jeunes adressés (les jeunes libérés des prisons, les mères célibataires, les cas des jeunes consommant de l'alcool et des drogues, les cas des jeunes vivant en conflit familial, etc)

Types de services disponibles :

Types de services (les services d'orientation, les services d'engagement psychologiques, les services d'engagement sociales, les services de soins et de santé, les aides à la justice, les aides à l'insertion professionnelles, les aides à l'insertion familiales, etc).

Types de services fournis (engagement psychologique, réconciliation avec la famille, réinsertion scolaire, etc)

Type d'orientation et de conseils (assistance temporaire, insertion professionnelle, aide en nature, montage pour un compte pour l'emploi avec formation, refuge à l'institution de protection de l'enfance de l'association, etc).

Services techniques fournis par les professionnels (avis des délégués à la protection de l'enfance, préparation des rapports pour le délégué à la protection de l'enfance, préparation des rapports pour la justice, autres services)

Services enfants (date du premier rendez-vous, escortes, types de violence)

Types de services (Engagement psychologique, Engagement social, Soins de santé, aide juridique, insertion professionnelle/ Familiale, etc)

Types des mesures d'interventions (des mesures d'assistance et d'orientations, des mesures de réconciliation familiale, des mesures d'aides à l'intégration scolaire des enfants, développement de rapports en faveur du système judiciaire, développement de rapports pour d'autres parties)

Liste des interventions (des mesures d'assistances et d'orientations, des mesures d'appui psychologique, des mesures de réconciliation familiale, des mesures d'aide à l'intégration professionnelle du parent, des mesures d'aide à l'intégration scolaire des enfant, développement de rapports en faveur du système judiciaire, développement de rapports pour d'autres parties, etc).

Types d'interventions ou mesures (mesures d'aides financières, mesures d'assistance techniques, mesures d'aides à la santé, autres).

Les sources et acteurs impliqués :

Les sources de routage (l'autorité nationale de prévention de la traite, les intérêts du ministère de l'intérieur, le ministère de la justice, autres organes à mentionner, etc)

Les sources de références (les structures du ministère de la justice, les structures du ministère de l'intérieur, les structures du ministère de l'éducation, les structures des affaires sociales, autres structures)

Ci-dessous un tableau récapitulatif de l'état des interventions fournies auprès des CDIS pour l'année (2021) :

Tableau : chronologie des interventions

Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 6	Phase 7
Des mesures d'identification des cas et types de difficultés	Des mesures d'assistance et d'appui	Des mesures d'intégration familiale	Des mesures d'intégration sociale	Des mesures à l'intégration scolaire des enfants	Des mesures d'intégration socio-professionnelles	Des mesures de suivi
6	8	6	5	5	6	5
Des mesures d'orientation	Des mesures d'appui psychologique	Des mesures de réconciliation avec la famille	Des mesures d'aide à la santé	Des mesures d'accompagnement pour la réinsertion scolaire au sein des institutions publiques	Des mesures d'intégration dans l'emploi et l'apprentissage	Développent de rapport en faveur du système judiciaire
6	8	5	4	6	4	6
Des mesures d'aide juridique		Des mesures d'aide à l'intégration	Des mesures d'aide financière	Des mesures d'accompagnement et d'encadrement continu	Des mesures d'intégration dans l'autonomie économique	Développement de rapports pour d'autres parties
8		5	4	4	7	5

Des mesures de prise en charge par les centres			Des mesures d'aide et assistance technique	Des mesures d'intégration dans les centres de formation professionnelle	Des mesures de réseautage avec les acteurs	Des mesures d'analyse et évaluation des activités
7			6	7	4	4

Sources : fichiers CDIS et scoring

D'après ce tableau, certaines interventions nécessitent davantage d'attention, d'implication de plusieurs acteurs et des parties prenantes à savoir : celles relatives à la réconciliation et à l'intégration familiale, soin de santé, aide financière, accompagnement et encadrement continu, intégration dans le marché de l'emploi et l'apprentissage, des mesures de réseautage avec les acteurs, des mesures de suivi et des mesures d'évaluations des activités des centres.

1.1.3. Tri des statistiques selon les types de problèmes :

Tableau : La liste des statistiques actualisées selon les types de problèmes

Les obstacles	Classification des participants
Obstacles sociaux	Nombre des jeunes victimes de discrimination en raison de leur sexe, de leur origine ethnique, de leur religion, de leur sexe orientation, handicap, etc.
	Effectif des jeunes ayant des compétences sociales limitées ou des comportements sexuels antisociaux ou à risque
	Pourcentage des jeunes en situation précaire
	Pourcentage des délinquants, toxicomanes ou alcooliques
	Nombres de jeunes issus de familles brisées
Obstacles économiques	Pourcentage de jeunes à faible niveau de vie, à faible revenu, dépendants de l'aide sociale, du système, etc
	Nombre de jeunes en chômage de longue durée ou en situation de pauvreté
	Pourcentage des jeunes sans-abris, les jeunes en difficulté financière
Invalidité ou handicap	Nombre de jeune invalide mental
	Pourcentage des jeunes ayant un handicap physique, sensoriel
	Autres handicaps
Difficultés scolaires	Nombre de jeunes ayant des difficultés d'apprentissage
	Effectifs des décrocheurs et les décrocheurs scolaires
	Pourcentage personnes avec des qualifications moins formelles
	Pourcentage de jeunes avec de mauvais résultats scolaires
Les différences culturelles	Nombre de jeunes immigrés ou réfugiés ou descendants de familles immigrées ou réfugiées

	Effectifs des jeunes appartenant à une minorité nationale ou ethnique
	Pourcentage de jeunes ayant des problèmes d'adaptation linguistique et d'inclusion culturelle
Problèmes de santé	Nombre de jeunes souffrant de problèmes de santé chronique, de maladie grave ou de trouble psychiatrique
	Effectifs des jeunes ayant des problèmes de santé mentale
Obstacles géographiques	Nombre de jeunes des régions éloignées ou rurales
	Pourcentage de jeunes vivants sur de petites îles ou des régions périphériques
	Effectifs des jeunes provenant de zones urbaines à problèmes
	Pourcentage de jeunes des quartiers moins desservis (transports en commun limités, équipements médiocres, abandon communes)

Source : compilation de données extraites du rapport

2. Tri des statistiques selon les attentes et besoins des jeunes : visite d'observation

Ci-dessous la liste des statistiques selon les services disponibles adaptés aux jeunes :

- | | |
|--|--|
| 1) L'emplacement est pratique | 10) Le personnel accorde suffisamment de temps pour l'interaction entre les jeunes et les adultes |
| 2) Des horaires adaptés aux jeunes | 11) Les jeunes perçoivent qu'ils sont suffisamment impliqués dans les décisions concernant eux-mêmes |
| 3) Espace adéquat et intimité suffisante | 12) Les jeunes sentent qu'ils peuvent faire confiance au personnel du service |
| 4) Un environnement confortable pour les jeunes | 13) Des discussions de groupe de jeunes sont disponibles |
| 5) Le coût du service est abordable | 14) Les jeunes perçoivent qu'ils sont les bienvenus, peu importe leur âge et état civil |
| 6) Le personnel a été spécialement formé pour travailler avec ou pour fournir des services à la jeunesse | 15) Les jeunes perçoivent que le personnel sera attentif à leurs besoins |
| 7) Le personnel traite les jeunes avec respect | 16) Les jeunes sont conscients de la disponibilité des services pour leurs besoins et leurs droits |
| 8) Le personnel respecte la vie privée des jeunes | |
| 9) Le personnel respecte la confidentialité des jeunes | |

Ainsi, un test d'observation a été effectué lors des visites des CDIS et centres d'observations. Ainsi, une série de questions a été adressée auxquelles un ensemble de réponses a été fourni afin d'identifier les besoins des jeunes qui peuvent être inclus dans la liste des statistiques. En effet, la nature des réponses est qualitative mais inclut une liste de données variées et multiples.

3. Focus groupe :

Ainsi, le focus groupe est un exercice qualitatif qui permet d'identifier les statistiques importantes et assurer leur actualisation. Il s'agit également de s'interroger sur les différentes difficultés en matière d'enregistrement de statistiques, de compréhension de leurs domaines, de classification des thèmes, de développement de base de données, d'analyse de l'information, de lecture de l'information et de sa diffusion.

Tableau : scoring des réponses du Focus group

Indices et scores relatifs à l'analyse qualitative auprès des cadres des CDIS	
Niveau de satisfaction d'un jeune récidiviste ayant suivi diverses interventions	4
Poids relatif et priorisation des interventions auprès des jeunes	7
Changement positif survenu avant et après CDIS	8
Niveau d'interaction d'un jeune avec l'environnement institutionnel	7
Niveau de capital social en dehors des CDIS	5
Degré de perception positif en matière d'engagement auprès des jeunes	8
Degré de démotivation des professionnels auprès des jeunes	5
Niveau de perception relatif au comportement des jeunes	4
Qualité des interventions de réintégration familiale et intergénérationnelle	5
Attitudes vis-à-vis de la violence morale rencontrée par les jeunes	3
Niveau de satisfaction par rapport aux droits socio-économiques des jeunes	4
Degré de motivation et d'implication des professionnels en matière d'évaluation des jeunes	8
Niveau de perception de la qualité de la collaboration interprofessionnelle et interinstitutionnelle	6
Qualité du niveau de collaboration en matière de fourniture d'avis partagé et d'évaluation des jeunes au niveau des centres	8
Niveau d'engagement des professionnels dans le développement de programme d'appui	7
Attitudes quant à l'implication des autres acteurs dans la promotion de l'inclusion sociale	4
Perception du niveau de collaboration interacteurs pour le financement du développement	4
Niveau d'engagement et intérêts des cadres dans le processus de collecte de données	7
Niveau de motivation des cadres en matière de comptage et enregistrement des statistiques	4
Attitudes des cadres en matière de communication interministérielle relative à la fourniture et développement de statistique	4
Avis relatif aux rapports, données et analyses fournies au sein des CDIS sur les statistiques	4
Niveau d'appréhension quant au développement d'un guide de développement de statistique	7
Niveau de motivation quant à l'implication des cadres dans un processus de renforcement de capacités relatives aux statistiques	7
Niveau d'implication des cadres en matière de développement et fourniture de solutions innovatrices de collecte et gestion de statistiques	8
Degré de motivation en matière de compréhension du contenu des statistiques	4
Attitudes relatives à l'incapacité en matière de ressources pour actualiser et gérer les statistiques	4
Avis relatif à l'actualisation des statistiques et difficultés de les rendre conforme aux standards internationaux	5
Niveau de motivation et connaissance des cadres des CDIS à réinventer les statistiques et les modifier	6
Degré de perception positive quant à la création d'outils sophistiqué d'enregistrement et développement de statistiques au sein des structures	8

Attitudes et avis partagé quant au financement des solutions électroniques et système de gestion de l'information et des statistiques	5
Niveau de satisfaction quant à la division des tâches et procédures de travail de collecte et enregistrement et analyse des statistiques	4
Attentes et motivation afin d'assurer la pérennité et la durabilité de la mise à jour, enregistrement et développement de statistiques	7

Source : résultats d'analyse des réponses du focus group

L'analyse du tableau selon une échelle de score allant de 0 jusqu'à 10 fait ressortir une ventilation et classification des priorités en matière de mise à jour et modernisation du processus de développement de statistiques. Cette série d'attribution offre une image claire de l'état actuel et évalue la situation réelle que les CDIS et le ministère rencontrent actuellement afin de saisir les cas, niveau d'intervention, niveau d'impact, etc. des jeunes exclus socialement et en voie de radicalisation. La non-homogénéité de l'échantillon malgré le commun principe de protection et prévention sociale, inclus CDIS et centre d'observation toutefois malgré l'hétérogénéité des institutions impliquées, la population est aussi subdivisée en très jeunes et enfants qui représentent la majorité de la population cible alors les adolescents sont moins représentés. Les cas précaires sont la cible de cette analyse dû au fait qu'ils souffrent d'énormes difficultés d'exclusion sociale et difficultés d'accompagnement et de réinsertion dans la vie sociétale et professionnelle. Les graphiques ci-dessous offrent une vue exhaustive d'une évolution à double sens reflétant l'état réel de la situation et avançant que des éléments comme le manque d'outil de coordination interinstitutionnelle, le manque de communication inter-cadres, l'absence d'un système de gestion des statistiques, la lourdeur d'actualiser les connaissances et le manque de supervision transversale et organisationnelle ainsi que l'état difficile en matière de ressources, moyens et infrastructures technologiques ainsi que d'autres éléments font parfois défauts. Malgré les efforts déployés par le ministère, le niveau d'engagement continu des cadres et la présence d'outils permettant d'évaluer les jeunes ainsi que les activités mises en place accompagnées d'une forte implication individuelle et un effort personnel dans le processus de développement des statistiques, beaucoup d'enjeux sont encore à la traine et sont importants à ressaisir et à redéployer.

Graphique : Analyse des performances qualitatives relatives aux jeunes



3.1. L'importance du développement d'un tableau de bord des statistiques relatif aux jeunes :

Un tableau de bord de données est un affichage visuel des informations relatives aux statistiques les plus importantes nécessaire pour atteindre un ou plusieurs objectifs des activités, interventions ou projets mis en place. Dans ce cadre, les données étant consolidées et organisées sur un seul écran ou document afin que les informations puissent être surveillées ou relues en un coup d'œil. Ce tableau est un outil de visualisations incluant des graphiques et d'autres représentations visuelles des données, ainsi qu'un texte minimal pour décrire les indicateurs et statistiques affichés sur cet outil. En sachant ces visualisations sur un seul écran, l'utilisateur peut ainsi directement comparer et tirer des conclusions à partir des données qui ne sont pas réparties sur plusieurs écrans ou pages. En effet, les tableaux de bord de statistiques sont de plus en plus utilisés dans le secteur social pour surveiller les performances des projets, des programmes, des équipes et des organisations. En parallèle, une analyse transversale des indicateurs et systémique allant du cadre micro aux macros statistiques disponibles. Ces statistiques sont conçues et exécutées de manière appropriée, les tableaux de bord permettent un suivi efficace des performances de manière engageante et soutiennent des interventions en temps opportun. Les tableaux de bord sont également couramment utilisés dans la collaboration inter-agence ou d'initiative d'impact collectif pour suivre les mesures de changement partagé. Contrairement aux infographies où les informations affichées sont généralement statistiques, les tableaux de bord de données sont dynamiques où les informations étant régulièrement actualisées et mises à jour, souvent en temps réel à chaque fois où il y a des nouvelles informations qui sont disponibles.

Les principales caractéristiques des tableaux de bord sont les suivantes :

Toutes les visualisations tiennent sur un seul écran ;

Il s'agit d'afficher les indicateurs les plus importants à surveiller dans le temps ;

Il est question d'effectuer une mise à jour régulière des données et des statistiques automatiquement et facile à comprendre ;

Peut être compris et utilisé par toute personnes ayant accès ;

Comprend souvent des fonctions de filtrage et d'exploration qui permettent aux utilisateurs d'afficher les données qui les intéressent le plus à savoir par lieu ou zone d'intervention, âge, sexe ou autres.

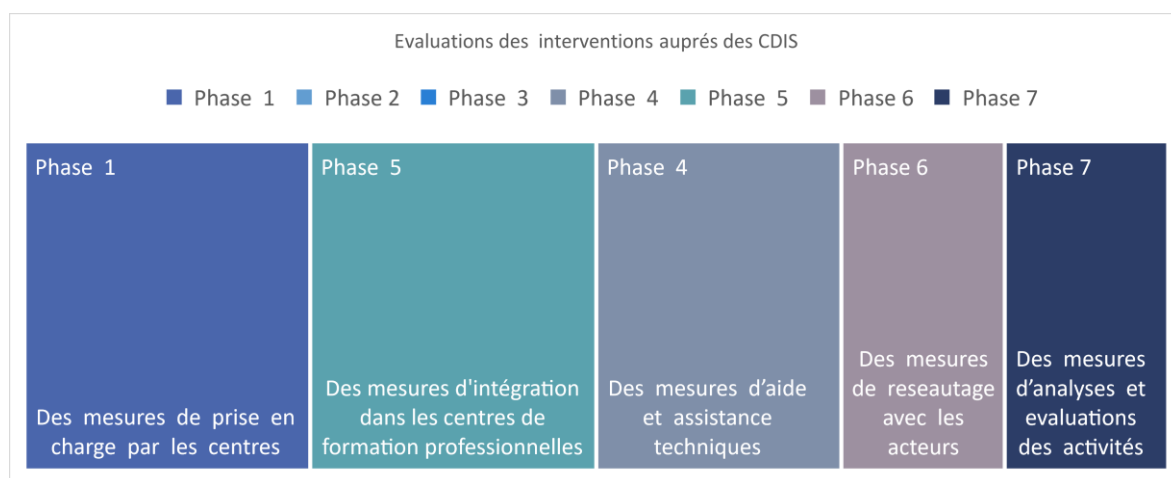
Les visualisations sont ensuite mises à jour pour n'afficher que les données qui répondent aux caractéristiques choisies. Ces tableaux de bord lorsqu'ils sont bien conçus permettent de transformer les référentiels de données en information consommable. Les visualisations facilitent l'identification des tendances et des modèles et des informations présentées dans un tableau de bord qui sont utilisés pour guider la prise de décision et l'action.

Le tableau de bord est aussi conçu à des fins différentes, y compris un outil de communication pour interagir avec différents publics d'une institution ou centre publique en interne ou en externe. Il s'agit d'un outil de gestion pour suivre et évaluer régulièrement l'avancement d'un projet, d'une activité, d'une intervention, d'un programme, d'une équipe ou d'une organisation étatique. Les tableaux de bord sont destinés à soutenir le suivi, la mise à jour, l'apprentissage et l'amélioration en fournissant des mises à jour régulières sur les changements survenus, les progrès réalisés et les informations relatives aux statistiques qui peuvent être régulièrement examinées et utilisées pour éclairer tout changement nécessaire à la conception ou à la mise en œuvre.

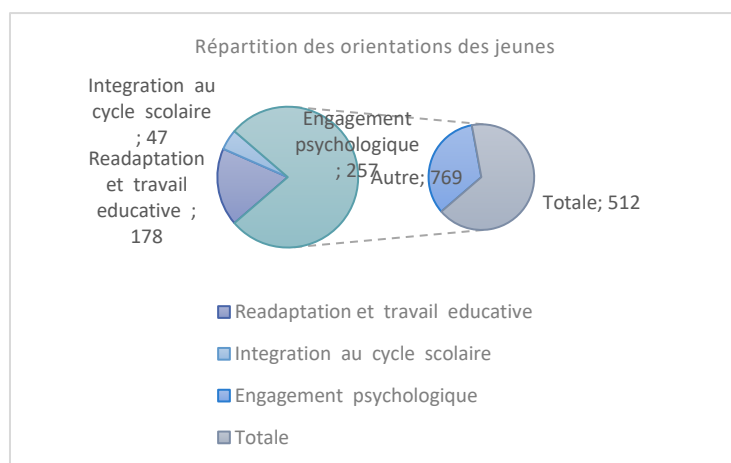
Cependant, l'une des limites des tableaux de bord est qu'ils ne fournissent pas suffisamment d'espace pour une explication narrative ou une réflexion qui peut être essentielle à la compréhension des statistiques présentées. Une stratégie pour atténuer cela consiste à créer à la fois un tableau de bord, un écran unique de métriques visualisées et un rapport de tableau de bord, un document qui contient les récits explicatifs des visualisations.

Graphique : Tableau de bord (Fiche CDIS)

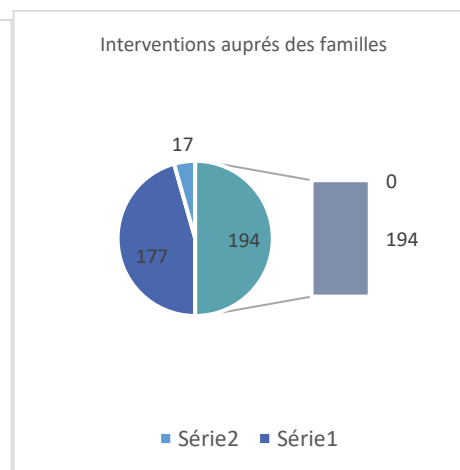
État des interventions auprès des CDIS

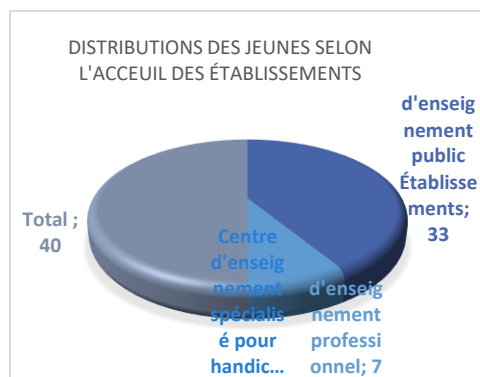


Graphique : distributions des interventions



Graphique : Intégration familiale



Graphique : distributions des jeunes selon les lieux d'affectations**Graphique :** insertion professionnelle

Source : fiches CDIS

3.2.1 Statistiques administratives au niveau de l'institution publique

D'après les données disponibles au sein du Ministère des Affaires Sociales (2014), on constate l'évolution et les tendances suivantes :

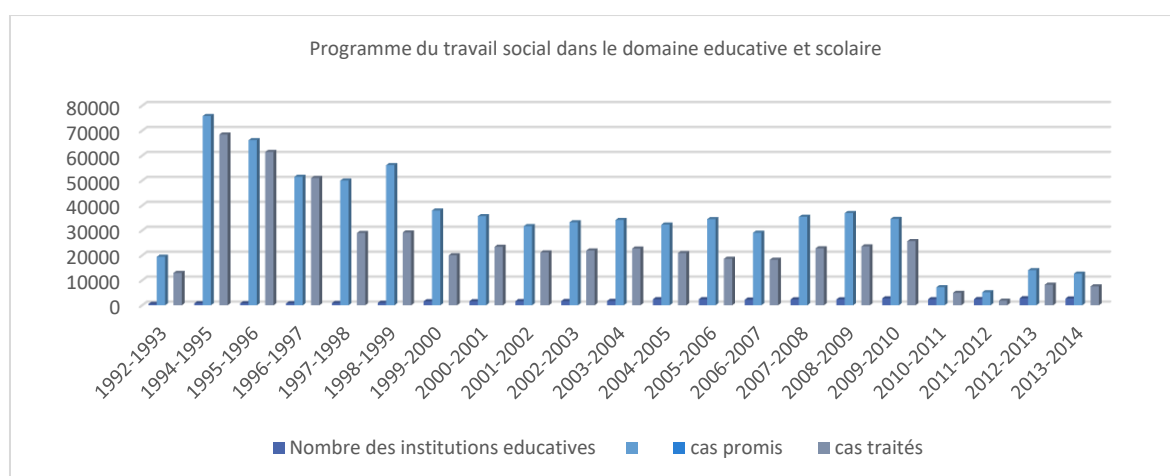
Tableau : distributions et évolutions des institutions éducatives et des cas traités

Période	Nombre des institutions éducatives	Cas promis	Cas traités	Pourcentage des cas traités
1992-1993	558	19462	12980	66,70%
1994-1995	778	75839	68468	90,30%
1995-1996	780	66167	61453	92,90%
1996-1997	780	51521	51015	99%
1997-1998	909	50000	29000	58%
1998-1999	978	56180	29197	52%
1999-2000	1589	37977	20040	52,70%
2000-2001	1626	35744	23454	65,60%
2001-2002	1645	31731	21191	66,80%
2002-2003	1702	33271	21970	66%
2003-2004	1758	34193	22739	66,50%
2004-2005	2425	32337	20923	64,70%
2005-2006	2446	34544	18626	61%
2006-2007	2260	29085	18262	62,80%
2007-2008	2371	35476	22833	64,40%
2008-2009	2384	36976	23589	64,30%
2009-2010	2774	34642	25707	66,45
2010-2011	2444	7245	4994	69%
2011-2012	2466	5224	1866	57%

2012-2013	2797	14051	8260	58,78%
2013-2014	2727	12697	7578	59,75%

D'après ce graphique, on remarque une tendance à la baisse des cas traités selon une évolution chronologique, ce qui se justifie par l'amélioration des tendances sociales éducatives en Tunisie.

Graphique : programme de travail social dans le domaine éducatif et scolaire



Source : Ministère des Affaires Sociales en Tunisie

En outre, il est important d'assurer le suivi du nombre ou effectif des services, interventions et activités fournies par les centres ainsi que le nombre total des cas traités d'enfants et jeunes.

Tableau : Dispersion des cas traités des jeunes et services fournies par centre

	Nombre de cas traités	Nombre de services fournies
CDIS Fouchana	355	770
CDIS Douar hicher	435	846
Centre d'observation Manouba	171	528

Source : Rapport du ministère des affaires sociales (2014)

3.3. Indicateurs administratifs au niveau national :

Dans la pyramide, la désignation des indicateurs au niveau national inclut des indicateurs infranationaux ; par exemple, relatifs à une zone d'intervention, région ou étatique comme ceux relatifs à Douar Hicher, Manouba ou Fouchana. Bien qu'il existe des variations entre les niveaux nationaux et par zone, elles sont compensées par les similitudes et cela dans une logique de les regrouper sous la rubrique nationale.

Indicateurs aux niveaux nationaux et par zones données agrégées au niveau du projet pour donner un aperçu de la réponse d'un pays. Comme pour les indicateurs au niveau des projets, il existe des indicateurs au niveau national

qui ne sont pas utiles et/ou applicables au niveau mondial. Cependant, cela ne diminue pas leur valeur dans le suivi et l'évaluation au niveau national.

Les statistiques des jeunes disponibles dans les sources nationales sont principalement extraites des rapports périodiques fournis par l'administration productrice de statistique principale à savoir l'Institut Nationale de statistique qui comprend : la démographie, le taux de chômage, l'éducation, l'emploi, justice, santé, TIC, justice, etc. Ces différents domaines incluent des statistiques fournies par sexe et tranche d'âge, région et autre. Ces statistiques incluent principalement :

Un souci d'imputation, de prévision, d'extrapolation linéaires et pondération relatives spécifiques aux cas des jeunes méritent d'être relevé afin de rendre le travail plus exhaustif.

Éducation

Tableau : Taux net de fréquentation

Région	Éducation de la petite enfance	Taux de participant à l'apprentissage formel	Primaire	Secondaire 1 ^{er} cycle	Secondaire 2 ^{ème} cycle
National	50,6	90,3	96,9	82,0	59,3
District Tunis	57,7	92,6	97,4	90,5	74,8

Source : INS

D'après le tableau ci-dessus, le taux net de fréquentation de l'Éducation à la petite enfance (EPE) est de 51 %. Ce taux est plus élevé en milieu urbain (63 %) qu'en milieu rural (28 %), il est de 71 % pour les enfants des ménages les plus riches contre 17 % pour ceux qui vivent dans les ménages les plus pauvres.

Tableau : Données par Région pour les Taux d'Achèvement

Région			Primaire	Secondaire 1 ^{er} cycle	Secondaire 2 ^{ème} cycle
National			95,0	74,2	61,9
District Tunis			97,9	87,2	47,3

Source : INS

Le taux d'achèvement de l'enseignement primaire est de 95 %. Le taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire est de 74 %, il est plus élevé chez les filles (80 %) que chez les garçons (68 %) et il est également plus élevé en zone urbaine (82%) qu'en zone rurale (59 %).

95% est le taux d'achèvement de l'enseignement primaire.

80% est le taux d'achèvement du premier cycle chez les garçons.

82% est le taux d'achèvement dans les zones urbaines.

74% est le taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement.

68% est le taux d'achèvement du premier cycle pour les garçons.

59% est le taux d'achèvement dans les zones rurales.

49% est le taux d'achèvement du deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

90, 3% est le taux net de fréquentation de participation à l'apprentissage formel.

15 % de garçons sont au premier cycle du secondaire mais risquent d'abandonner leurs études contre 9% de filles.

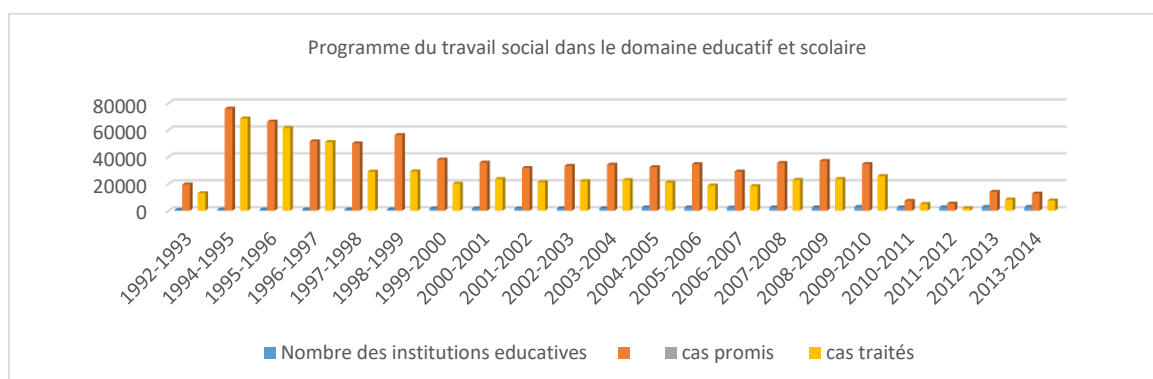
97% est le taux net de fréquentation scolaire. Il est plus élevé au primaire mais diminue à 82% dans le premier cycle du secondaire et à 60% dans le deuxième cycle du secondaire.

Les disparités au niveau du taux net de fréquentation, du milieu de résidence et chez les plus pauvres et les plus riches, ainsi que chez les garçons et les filles, se creusent davantage en passant du primaire au premier cycle du secondaire, puis au deuxième cycle du secondaire.

Evolution des performances relatives aux programmes du travail social et interventions dans le domaine éducative et scolaire :

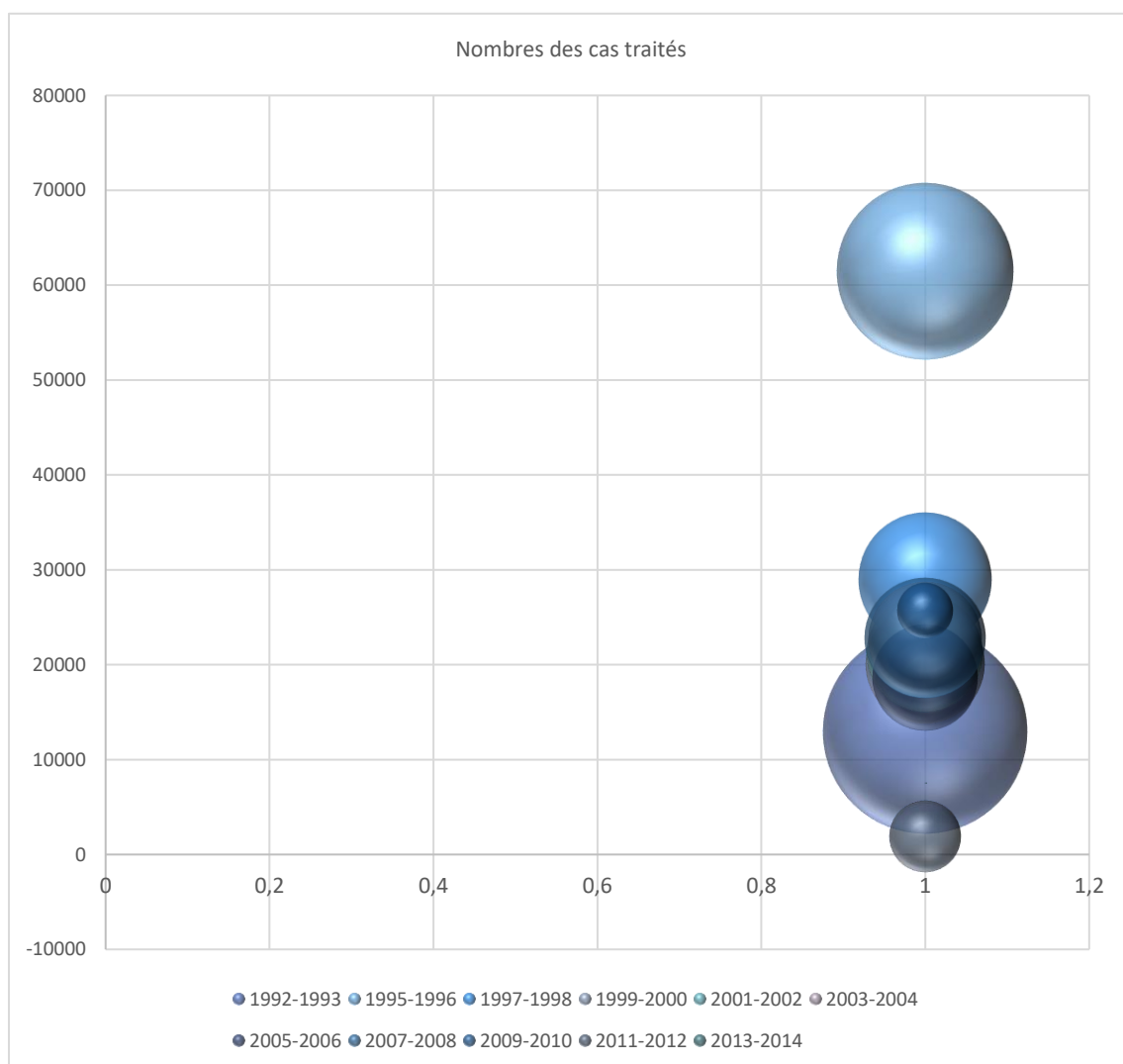
On constate une nette diminution des activités de travail sociale en matière d'inclusion éducative et sociale d'une année à une autre selon le tableau ci-dessous. Une nette diminution est réalisée de l'année 1993 à la période 1994 passant de 778 à 558 ; en parallèle le taux des cas traités est passé de 90, 3% à 66 ,7%.

Tableau : performances de interventions du travail social dans le domaine éducatif et scolaire



Source : rapport du Ministère des Affaires Sociales en Tunisie (annuaire)

Tableau : Nombre de cas traités :



Source : Annuaire ministère des affaires sociale en Tunisie

D'après ce tableau, le nombre des cas traités a évolué dans un intervalle bien déterminé entre 10000 et 25000 ce qui confirme une certaine stabilité des tendances et traits généraux des cas traités afin de favoriser tous types d'intervention ou activité sociale en faveur de l'intégration éducative et scolaire. Alors qu'une certaine diminution se manifeste durant les dernières périodes, due aux changements dans les politiques éducatives qui ne nécessitent pas autant d'activités d'inclusion sociale dans le domaine scolaire.

Emploi et chômage :

Le taux de chômage des jeunes âgés entre 15 et 24 ans a augmenté, au cours du troisième trimestre 2021, pour atteindre 42,8% contre 41,7% au cours du deuxième trimestre. Ce taux est estimé à 42,8% chez les hommes et 41,7% chez les femmes.

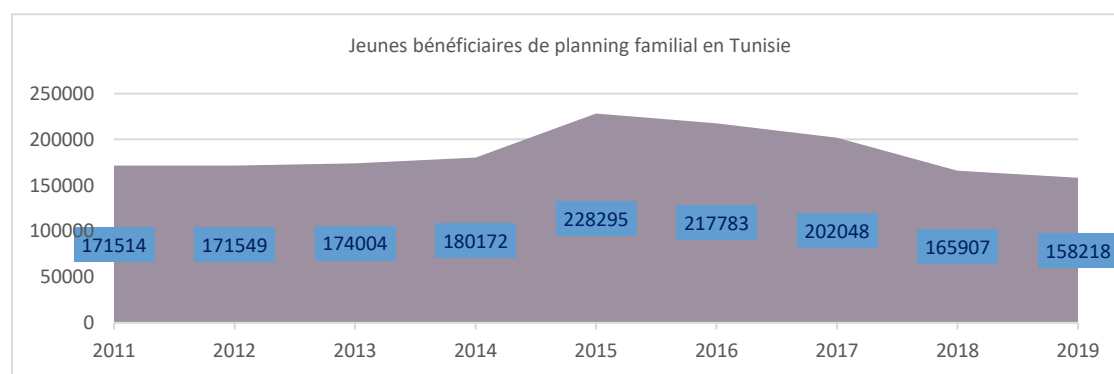
Tableau : évolution du taux de chômage des jeunes 15-24 ans (%) selon le sexe (2019-2021)

	2019		2020		
	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3
Hommes	34,3	33,4	33,7	36,0	35,4
Femmes	35,5	34,3	35,2	37,3	36,2
Ensemble	34,7	33,8	34,2	36,5	35,7

Source : INS

Santé :

Tableau : Nombre de bénéficiaire du planning familial en Tunisie



Source : INS

D'après le graphique ci-dessus, plus que 158 218 de jeunes bénéficient du planning familial en 2019 alors que le nombre était aux alentours de 165 907 en 2018 connaissant une diminution remarquable.

Pauvreté :

Le taux de pauvreté en Tunisie évolue de 20.5% en 2010 à 15.2% en 2015.

Tableau : taux de pauvreté par milieu de résidence

	2000	2005	2010	2015
Taux de pauvreté© (en %)	25.4	23.1	20.5	15.2
Milieu communal	16.6	14.8	12.6	10.1
Milieu non communal	40.4	38.8	36.0	26.0

Situation en matière de confort :

	2006	2007	2008	2009	2010	###	2014
Nombre des ménages en milliers	2291.0	2344.0	2407.2	2474.6	2539.1	2605.6	2713.0
Nombre moyens de personnes par ménage	4.4	4.4	4.3	4.2	4.2	4.1	--
Part des ménages ayant une voiture en %	20.0	21.3	22.7	22.6	19.0	--	--
pourcentage des ménages ayant un téléphone fixe en %	32.1	30.7	27.4	26.1	26.0	23.4	--
Pourcentage des ménages ayant un téléviseur en %	92.7	94.4	95.4	96.7	97.1	97.6	--

Source : INS

D'après ce graphique, on constate qu'il existe une stagnation par rapport au nombre de ménages ayant un certain type de confort et peuvent répondre à leurs besoins secondaires à savoir : une voiture, un téléphone, un téléviseur. Ces constats se justifient par la stabilité de la situation respectivement énumérée comme suit : 4,1% ; 23,4% et 97, 5% respectivement aux types de confort ou de biens acquis disponibles au sein d'un foyer ou d'une famille par ménage. D'ailleurs, la classe moyenne tunisienne se réaffirme dans sa position et justifie une stratification assez inégalitaire dans certains lieux d'interventions non pas à cause des moyens ni des ressources disponibles mais plutôt une inadéquation entre les perceptions individuelles face aux engagements, efforts alloués et emplois occupés. Toutefois, la pauvreté persiste encore dans ces zones, et les jeunes n'ont pas suffisamment de moyens pour contrecarrer certains besoins qui leurs permet de vivre tranquille et de bénéficier d'une certaine aisance sociale. La situation est quasiment contradictoire à certains égards vus que les problèmes d'exclusion sociale réapparaissent à chaque fois pour refaire surface et ne se résolvent pas de manière continue, concertée et réfléchie.

Tableau : Nombre de ménages par logements

	###	1989	1994	1999	2004	2009	###
Nombre de logements (en milliers)	1313.1	1512.3	1868.5	2204.3	2550.8	2886.8	3289.9
Nombre moyen de ménages par logement occupés	1.1	1.1	1.1	1.1	1.0	1.0	--
nombre moyen de personnes par logement occupés	6.0	5.8	5.5	5.1	4.7	4.3	--

Source : INS

D'après ce tableau, on constate que le nombre de personnes par logement occupé est aussi stable et n'est pas flagrant, résultat de la politique tunisienne en matière d'enfantement et d'un comportement civique assez moderne conscient des moyens assez modérés des ménages et de l'importance du développement d'une famille pas nombreuse. Toutefois, certaines zones font défaut et le nombre des enfants est encore élevé au sein d'une famille

ce qui rend la tâche de leurs éducation, encadrement et supervision assez délicats et difficile et les pousse à l'exclusion sociale.

Bien être et qualité de vie : la pollution locale

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Gasoline vehicles	446872	467726	494081	519762	544931	574316
Diesel vehicles	493278	517367	546886	573557	605050	636831
Other vehicles	313	311	347	1733	2711	3107

Source : INS

D'après ce tableau, on constate que la pollution atmosphérique est le produit de consommation de produits chimiques polluants des voitures et véhicules en circulation qui sont en nette augmentation d'une année à une autre et peuvent porter atteinte à la santé des jeunes mais également impacter l'état psychologique de ces personnes.

Température moyenne :

	↓ 2010	↓ 2011	↓ 2012	→ 2013	→ ###	→ 2015	↑ 2016	↑ 2017	↑ 2018
Tunis Carthage	20.0	19.9	20.5	20.0	20.7	20.1	20.3	19.8	20.1

Source : INS

On remarque que la température moyenne en Tunisie est de l'ordre de 20 degrés ce qui est quasiment modéré mais parfois des accentuations de froids existent et dans certaines zones le peu de moyen peut provoquer des dommages physiques et autres.

Tableau : le niveau de pluviométrie en millimètre :

	↓ 2010	↓ 2011	↓ 2012	→ 2013	→ 2014	→ 2015	↑ 2016	↑ 2017	↑ 2018
Tunis Carthage	491.3	580.2	421.5	458.9	414.7	499.5	494.0	315.1	582.8

Source : INS

D'après ce tableau, la pluviométrie en millimètre est en nette augmentation d'une année à une autre allant de 315, 0 582,8 suite aux changements climatiques provoquant l'érosion des sols et peut provoquer la destruction des domiciles et infrastructures publiques et rendre la vie des jeunes nocturne et difficile.

Culture :

Tableau : Nombre totale de librairie publique et mobile :

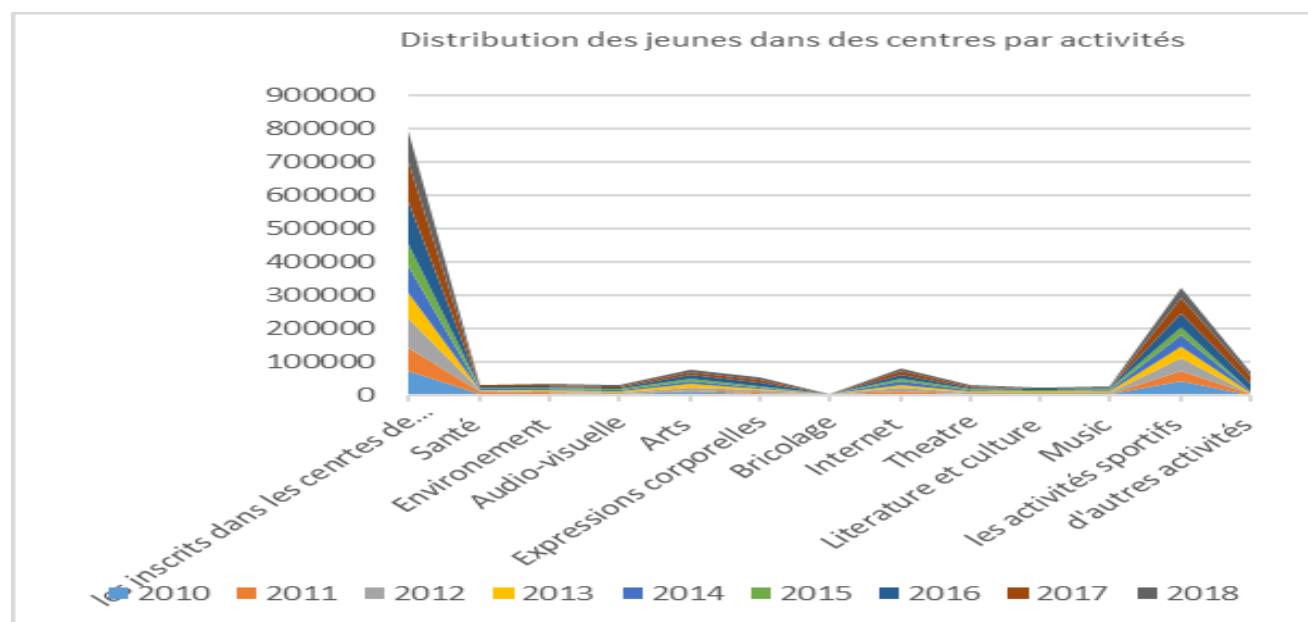
	↑ 2008	↑ 2009	↑ 2010	↑ 2011	↑ 2012	↑ 2013	↑ 2014	↑ 2015	↑ 2016
Public libraries for adults, young and childs	↓ 348	↓ 350	↓ 350	↓ 351	↓ 352	↓ 355	↓ 359	↓ 366	↓ 371
Mobile libraries (Bibliocars)	↓ 30	↓ 31	↓ 31	↓ 31	↓ 32	↓ 31	↓ 31	↓ 33	↓ 32

Source : INS

D'après ce tableau, on remarque que les lieux publics et infrastructures reliés en matière culturel à savoir principalement les librairies sont existants en Tunisie, nettement aux librairies mobiles qui confirme certaines préférences pour la lecture et l'éducation. Toutefois, l'obligation du système éducatif national oblige les jeunes à

s'adresser à ces centres d'approvisionnement de livres ou fournitures scolaires mais ne confirme pas leurs préférences à la lecture. Beaucoup de jeunes n'ont pas encore accès à l'achat de bouquin, livre ou autre document faute de moyens mais aussi de motivation qui peuvent les développer positivement. Inculquer un comportement civique généralisé pour l'accès aux ressources dans les lieux publics mais aussi mobile revêt une grande importance afin d'améliorer leurs niveaux de connaissances et leurs compétences.

Graphique : Distribution des jeunes par centre selon les activités



Source : INS

D'après ce graphique, on remarque que la majorité des jeunes sont intéressés par la majorité des activités sauf quelques différences et connaissent ces dernières années une évolution remarquable principalement au cours de l'année 2017 et aussi 2018. D'après le tableau ci-dessous, la majorité des jeunes préfèrent les activités sportives et l'internet suite aux niveaux d'interactions sociales existants en Tunisie inter-jeunes et les préférences affirmées d'interagir en groupe de manière conviviale. Certes, ces jeunes sont conscients des secteurs d'art populaire et créatif qui peuvent être sources de revenus et peuvent commencer au sein de ces centres. Le manque de motivation, de sentiments de conscience et d'implication dans des processus d'apprentissage en groupe et dans un cadre de centre public restent encore à la traine. Alors que l'automatisation manuelle, le bricolage sont moins intéressants pour les jeunes. Toutefois, il n'y a plus que 3574 jeunes qui sont impliqués et intéressés dans des activités liées à la protection de l'environnement et pratiquement plus que 3550 jeunes dans la littérature et la culture. Il n'y a aussi plus que 3690 dans des activités de musique et environ 4831 dans le domaine de la musique enregistrée au cours de l'année 2018. Entre autres, il n'existe plus que 7571 jeunes exerçant des activités d'expressions corporelles. Beaucoup de jeunes optent plus pour les loisirs et le divertissement que d'autres activités. Même si, l'art, la littérature, et autres sont caractéristiques d'un certain niveau de civisme et peuvent contribuer à la réduction de l'exclusion sociale. Ces mêmes activités font l'objet également de sessions organisées dans les CDIS avec les jeunes, et les préférences ne sont pratiquement pas éloignées de ça. Tout de même, allouer plus d'efforts et de ressources afin de renforcer leurs compétences dans les domaines culturels est important afin de réduire l'exclusion sociale à plusieurs niveaux.

Tableau : distribution des jeunes par activités dans les centres

	↓ 2010	↓ 2011	↓ 2012	↓ 2013	↓ 2014	↓ 2015	↓ 2016	↓ 2017	↓ 2018
les inscrits dans les centres de jeunesse	→ 71422	→ 71180	↑ 85294	→ 79158	→ 80229	→ 66490	↑ 124676	↑ 119463	↑ 93849
Santé	↓ 3391	↓ 6562	↓ 2731	↓ 2849	↓ 2243	↓ 2829	↓ 3859	↓ 3574	↓ 2388
Environnement	↓ 2828	↓ 2621	↓ 4006	↓ 3943	↓ 3497	↓ 3484	↓ 4822	↓ 4433	↓ 3574
Audio-visuelle	↓ 2241	↓ 2484	↓ 3651	↓ 3107	↓ 2997	↓ 2613	↓ 4437	↓ 3992	↓ 3726
Arts	↓ 8856	↓ 6085	↓ 8482	↓ 9963	↓ 8339	↓ 7170	↓ 12069	↓ 7028	↓ 7169
Expressions corporelles	↓ 3775	↓ 4015	↓ 4887	↓ 4692	↓ 5487	↓ 5124	↓ 8581	↓ 7356	↓ 7571
Bricolage	↓ 2112	--	--	--	--	--	--	--	--
Internet	--	↓ 9604	↓ 11697	↓ 7735	↓ 11735	↓ 6769	↓ 13340	↓ 9509	↓ 7820
Theatre	↓ 1869	↓ 2339	↓ 3060	↓ 3347	↓ 3005	↓ 3499	↓ 5112	↓ 4518	↓ 4831
Literature et culture	↓ 1761	↓ 2198	↓ 3163	↓ 3097	↓ 1758	↓ 1964	↓ 3176	↓ 2872	↓ 3550
Music	↓ 2063	↓ 2456	↓ 4145	↓ 2786	↓ 2615	↓ 2466	↓ 3983	↓ 3231	↓ 3690
les activités sportifs	→ 42526	↓ 30298	↓ 37356	↓ 34856	↓ 34029	↓ 25165	↓ 40258	→ 45253	↓ 31871
d'autres activités	--	↓ 2518	↓ 2116	↓ 2783	↓ 1461	↓ 3593	↓ 20641	↓ 24171	↓ 12316

Source : INS

4. Indicateurs au niveau mondial :

Les indicateurs au niveau mondial offrent une perspective stratégique sur la réponse. Essentiellement, l'agrégation des données du niveau national des indicateurs utilisés dans plusieurs pays fournissent les données pour indicateurs au niveau mondial. Cependant, il est important de comprendre que les données collectées pour les indicateurs au niveau mondial dépendent non seulement des indicateurs au niveau national mais aussi sur des indicateurs au niveau des projets. Tandis que seul un petit pourcentage des données au niveau du projet est utile au niveau mondial, il existe des flux de données qui sont utiles au niveau mondial, national et les niveaux de projet dans la pyramide des indicateurs. Les données agrégées associées aux indicateurs de niveau mondial peuvent fournir des informations indispensables sur les performances des indicateurs eux-mêmes. En outre, des informations sur les données et les tendances mondiales peuvent être appliquées aux indicateurs nationaux et au niveau du projet pour améliorer les performances à ces niveaux.

Un aspect important est que la coopération internationale dans le domaine des statistiques officielles est à la fois ancienne et étendue. La coopération statistique internationale a plusieurs objectifs, dont on peut dire que les principaux sont les suivants :

Assurer la production adéquate de statistiques officielles à usage national et international ;

Harmoniser les statistiques officielles entre les pays ;

Développer des méthodes, des normes et des systèmes ;

Améliorer la clarté et la qualité des statistiques officielles ;

Diffuser les statistiques nationales au niveau international ;

Le renforcement des capacités pour la compilation, la fourniture et l'utilisation des statistiques

Les différents thèmes relatifs au tri des statistiques selon les standards internationaux sont les suivants : éducation, emploi, énergie, démographie, santé, pauvreté, technologie de l'information et de la communication, délinquance juvénile, etc.

Les informations fournies dans cette section ont été mises à disposition avec le soutien de nos partenaires : UNDESA, UNAIDS, UNAOC, UNCDF, UNDP, UNEP, UNESCO, UNFCCC, UNFPA, UNICEF, UNIDO, UN-HABITAT, UNHCR, UN Millennium Campaign, OCHA, ONUDC, ONU FEMMES, OMT, FAO, OIT, OIM, UIT, PAM, OMS, Bureau du RSSG sur la violence contre les enfants et Bureau d'appui à la consolidation de la paix des Nations Unies.

Tableau : ventilation des thèmes selon les différentes sources Internationales :

Domaines	Thème	Déterminants relatifs aux statistiques
 Education	Éducation	Éducation en dehors de l'école, taux d'inscription, alphabétisation, aide à l'éducation, femmes et jeunes filles, enseignement, éducation en conflit, etc.
 Juvenile Justice	Justice juvénile	Violence, homicide, système judiciaire, etc.
 Health	Santé	Santé des adolescents, santé reproductive, maladies, etc.

 Armed Conflict	Conflits armés	Accès à l'éducation, conflits interpersonnels, violences sexuelles, etc.
 Hunger & Poverty	Faim et pauvreté	L'alphabétisation, la nutrition, etc.
 Employment	L'emploi	Chômage, transition de l'éducation à l'emploi, secteur informel, chômage et troubles sociaux, femmes, etc.
 Environment & Climate Change	Environnement et changement climatique	Faim et pauvreté, conditions météorologiques extrêmes, etc.
 HIV/AIDS	VIH/SIDA	Femme, la prévention

 Entrepreneurship & Financial Inclusion	Entrepreneuriat et inclusion financière	Inclusion financière, entrepreneuriat
 Leisure Time Activities	Activités de loisirs	Sports, arts, etc.

Tableau : ventilation des statistiques relatives aux jeunes reconnus par les sources internationales :

Indicateurs	Statistiques
Thème 1 : Éducation	Taux d'alphabétisation des jeunes, par sexe
	Taux de passage du primaire au secondaire, par sexe
	Taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire, par sexe
	Taux de scolarisation des jeunes
	Taux brut de diplômés du second cycle de l'enseignement secondaire, par sexe
	Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur par sexe
	Compétences de base en lecture, mathématique et science, par sexe
	Niveau d'instruction de la population âgée de 15 à 24 ans
Thème 2 : Emploi	Taux de chômage des jeunes, par sexe
	Ratio du taux de chômage jeunes/adultes
	Taux de participation des jeunes au marché du travail, par sexe
	Jeunes non scolarisés et sans emploi, par sexe et zone urbaine ou rurale
	Jeunes travailleurs pauvres, par sexe
	Ratio emploi des jeunes/population de jeunes occupants des emplois précaires

Thème 3 : pauvreté et fin	Pourcentage de jeunes vivants dans une pauvreté extrême ou en dessous du seuil de pauvreté national Pourcentage de jeunes mal logés, par sexe Pourcentage de jeunes qui n'ont pas accès à des équipements sanitaires, par zone urbaine ou zone rurale Pourcentage de jeunes qui n'ont pas accès à une source améliorée d'eau potable, par zone urbaine ou zone rurale Accès à l'électricité Accès aux transports
Thème 4 : santé	Mortalité des jeunes due aux accidents de la route, à des causes violentes (liées à des homicides ou des conflits) et à l'automutilation (suicide), par sexe Taux de mortalité maternelle, pour toutes les femmes de 15-49 ans Taux de naissances chez les adolescentes Proportion des naissances chez les mères âgées de 15 à 24 ans assistées par du personnel de santé qualifié, par zone urbaine ou rurale Utilisation de moyens de contraception modernes chez les jeunes sexuellement actifs entre 15 et 24 ans Pourcentage de jeunes qui ont abusé de l'alcool une ou plusieurs fois dans leur vie, par sexe Pourcentage de jeunes qui ont fumé une ou plusieurs cigarettes au cours des 30 derniers jours, par sexe Pourcentage de jeunes considérés en surpoids par sexe Pourcentage de femmes de 15-24 ans, mariées ou vivant en concubinage, qui ont satisfait leurs besoins en matière de planification familiale Pourcentage de jeunes considérés en sous-poids (> 1 écart type en dessous de la moyenne par âge et par sexe, conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la Santé) Pourcentage de jeunes qui déclarent avoir eu au moins 60 minutes d'activité physique par jour, au cours des 7 derniers jours Pourcentage de jeunes qui ont déclaré avoir été gravement blessés (accidents de la route, violence) au cours des 12 derniers mois Pourcentage de jeunes de 15-24 ans qui ont eu recours aux services de santé au moins une fois au cours des 12 derniers mois
Thème 5 : toxicomanie et délinquance juvénile	Prévalence annuelle de la consommation de drogues illicites et de la toxicomanie chez les jeunes, par type de drogue et par sexe Nombre de jeunes placés en détention par les autorités civiles pour des infractions liées à la drogue (chiffre annuel), par sexe Nombre de jeunes de 15-24 ans détenus en tant que mineurs, par sexe Pourcentage des jeunes qui déclarent avoir consommés du cannabis au moins une fois au cours des mois précédents
Thème 6 : mondialisation	Jeunes migrants (nombre et pourcentage du nombre total de jeunes), par sexe

	Taux de mobilité des étudiants dans l'enseignement supérieur, par sexe
Thème 7 : technologie de l'information et de la communication	Pourcentage de jeunes ayant un accès quotidien à un téléphone mobile, par zone urbaine et rurale Pourcentage de jeunes ayant utilisé un ordinateur dans un lieu quelconque au cours de la semaine ou du mois précédent, par zone urbaine ou rurale et par sexe Pourcentage de jeunes ayant utilisé Internet dans un lieu quelconque au cours de la semaine ou du mois précédent, par sexe et par zone urbaine ou rurale Mesures de protection des jeunes contre les dangers auxquels les technologies de l'information et des communications peuvent les exposer Ventilation de l'utilisation d'Internet par les jeunes par lieu d'utilisation et par activité.
Thème 8 : VIH/sida	Taux de prévalence du VIH parmi les jeunes, par sexe Pourcentage de jeunes ayant des connaissances exactes et complètes sur le VIH/sida, par sexe Pourcentage de jeunes ayant utilisé un préservatif lors du plus récent rapport sexuel à haut risque Pourcentage des jeunes sexuellement actifs et bénéficiant de service de conseil et de dépistage volontaire du VIH/Sida et connaissant les résultats des tests de dépistages ;

Sources: UN youth database and statistics 2021

D'autres sources de données comme celles fournies par Eurostat, relatives à la population et condition sociale qui inclut pratiquement les mêmes thèmes qui sont les suivants : population et démographie, migration et asile, santé, éducation et formation, marché de l'emploi, revenu et conditions de vie, la protection sociale, les budgets familiaux, culture, sport, crime et justice criminelle, qualité de vie, égalité y compris âge, genre et désabilité, connaissances, jeune etc. Dans ce contexte, les jeunes sont définis comme ayant entre 15 et 29 ans alors que dans le cadre de l'analyse, c'est un échantillon relatif aux plus jeunes ou jeunes d'âges précaires. Pour certains indicateurs, les données sont disponibles par groupe d'âge et pour d'autres par âge individuel.

Et les sujets abordés relatifs aux jeunes sont les suivants :

Population : le nombre d'enfants et de jeunes, de jeunes immigrés ;

Éducation et formation : le taux de participation à l'éducation et à la formation, jeunes en décrochage scolaire

Emploi : le taux d'emploi et de chômage, emploi temporaire et à temps partiel ;

Santé : indice de masse corporelle, détresse psychologique, état de santé autoévalué ;

Inclusion sociale : le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, privation de logement ;

Culture et créativité : la fréquence d'aller au cinéma ou à des concerts ;

Participation : la fréquence des rencontres avec la famille et les amis ;

Bénévolat : le taux de participation à des activités bénévoles informelles ;

L'analyse relative aux jeunes en risque de pauvreté et d'exclusion sociale inclut les statistiques et indicateurs suivants à savoir : le taux de risque de pauvreté, le taux de privation matérielle et sociale sévère et la part des ménages à faible intensité de travail ou ceux vivant dans des ménages à très faible intensité de travail. Mais aussi des informations permettant de distinguer si les jeunes vivent ou non avec leurs parents.

Selon le rapport des welfare practice Handbook (2011), il existe plusieurs formes de maltraitance des enfants et de négligence y compris : négligence physique, négligence médicale, itinéraire et négligence, encadrement inadéquat, négligence émotionnelle, négligence éducative, nouveau néo-toxicomanes ou exposés à la drogue.

Tableau : ventilation des différents types de négligence :

Négligence Physique	Négligence Médicale	Itinérance et négligence	Supervision inadéquate	Exposition aux dangers	Soignants inappropriés	Négligence émotionnelle	Négligence éducative	Nouveaux toxicomanes ou exposés à la drogue
Négligence vestimentaire	Refus de soin de santé	Logement	Manque de supervision appropriée	Dangers pour la sécurité	Défaut de protection	Nourriture ou affection inadéquate	Absentéisme scolaire chronique autorisé	
Négligence nutritionnelle	Retard dans les soins de santé			Tabagisme	Parents célibataires et manque de services de garde	Exposition à la violence domestique chronique et ou extrême	Défaut de s'inscrire ou autre absentéisme	
Autre négligence physique				Armes à feu et autres armes		Autorisation d'abus de drogue ou d'alcool	Inattention aux besoins éducatifs spéciaux	
Abandon				Conditions domestiques insalubres		Autre comportement inadéquat autorisé		
Expulsion				Absence de dispositifs de retenue pour enfants		Isolement		

Les différents types de négligences ont été classifiés comme suit et incluent les éléments suivants :

Tableau : les différents types de négligences :

Différents types de négligence	Différentes formes de négligence
La négligence physique	Abandon : l'abandon d'un enfant sans prendre de dispositions pour sa ou ses soins ou sa supervision raisonnable à des fins de non-récupération. Expulsion : le refus flagrant d'un parent/tuteur d'autoriser un l'accès permanent de l'enfant à son domicile sans faire en sorte qu'il soit pris en charge par d'autres ou le refus d'accepter la garde d'une fugue de retour.

	Négligence nutritionnelle : lorsqu'un enfant est sous-alimenté ou à faim pendant de longues périodes, ce qui peut parfois se manifester par une faible croissance. Négligence vestimentaire : lorsqu'un enfant manque de vêtements appropriés, comme avoir des vêtements ou des chaussures suffisamment chaudes en hiver. Autre négligence physique : qui comprend une hygiène inadéquate et des formes de mépris de la sécurité et du bien-être de l'enfant.
Négligence médicale	Refus de soins de santé : le défaut de fournir ou d'autoriser les soins nécessaires tels que recommandé par un professionnel de santé compétent pour un examen physique blessure, maladie, condition médicale ou déficience. Retard dans les soins de santé : le défaut de rechercher en temps opportun et de manière appropriée des soins médicaux pour un problème de santé grave que toute personne raisonnable aurait reconnu avoir besoin de soins médicaux professionnels.
Itinérance et négligence	Logement est le résultat d'une mauvaise gestion de leurs finances et il existe des preuves que l'argent ait été dépensé non pas pour le loyer mais pour les drogues ou l'alcool, ou la famille avait été engagée dans des activités antisociales, comportements menant à l'expulsion.
Supervision inadéquate	Manque de supervision appropriée : Il n'y a pas de durée définie pour les enfants d'âges différents sans surveillance et les lignes directrices pour ces âges et ces heures varient. En outre, tous les enfants sont différents, donc le degré de supervision nécessaire peut varier selon l'âge, le développement ou la situation de l'enfant. Il est important d'évaluer la maturité de l'enfant, l'accessibilité d'autres adultes, la durée et fréquence du temps sans surveillance, et le voisinage ou l'environnement pour déterminer s'il est acceptable de laisser un enfant sans surveillance.
Exposition aux dangers	Dangers pour la sécurité : poison, petits objets, fils électriques, escaliers et médicaments. Tabagisme : fumée secondaire, en particulier pour les enfants asthmatiques ou d'autres problèmes pulmonaires. Armes à feu et autres armes : armes à feu qui sont gardées dans la maison et ne sont pas enfermées. Conditions domestiques insalubres : aliments pourris, humains ou animaux excréments, infestation d'insectes ou manque d'eau courante ou propre. Absence de dispositifs de retenue pour enfants.
Soignants inappropriés	Un autre comportement qui peut relever du « défaut de protection » est de laisser un enfant dans les soins d'une personne à qui on ne peut pas ou ne devrait pas faire confiance pour s'occuper d'un enfant. Des exemples de soignants inappropriés comprennent un jeune enfant, un agresseur d'enfants connu ou quelqu'un ayant un problème de toxicomanie. Un autre exemple courant, mais complexe, est celui des parents célibataires qui travaillent et qui vont avoir des difficultés à trouver des services de garde d'appoint appropriés lorsque leur les services de garde d'enfants ne sont pas disponibles. Par exemple, une mère peut laisser son enfant seul à la maison lorsque le fournisseur de services de garde ne se présente pas. Si la mère ne va pas aller travailler, elle peut perdre son emploi et ne pourra pas s'occuper de l'enfant. Cependant, si elle laisse l'enfant seul, elle peut être coupable de négligence. Il est important que les parents dans des situations similaires à celle-ci reçoivent un soutien adéquat afin qu'ils ne soient pas obligés de prendre ces décisions difficiles.

Négligence émotionnelle	Nourriture ou affection inadéquate ; l'inattention persistante et marquée aux besoins d'affection, de soutien affectif ou d'attention de l'enfant. Exposition à la violence domestique chronique et/ou extrême. Autorisation d'abus de drogue ou d'alcool ; l'encouragement ou la permission par le soignant de la consommation de drogue ou d'alcool par l'enfant. Autre comportement inadapté autorisé ; l'encouragement ou l'autorisation d'un comportement inadapté (ex. délinquance chronique, voies de fait) dans des circonstances où le parent ou le tuteur a des raisons d'être conscient de l'existence et de la gravité du problème, mais ne peut pas intervenir. Isolement - priver un enfant de la capacité d'interagir ou de communiquer avec des pairs ou des adultes à l'extérieur ou à l'intérieur de la maison.
Négligence éducative	Absentéisme scolaire chronique autorisé ; permettant l'absentéisme habituel l'école en moyenne au moins 5 jours par mois si le parent ou le tuteur est informé du problème et ne tente pas d'intervenir Défaut de s'inscrire ou autre absentéisme ; ne pas aller à l'école à la maison, ne pas s'inscrire ou pour inscrire un enfant d'âge scolaire obligatoire, faisant manquer à l'enfant au moins un mois d'école sans motif valable. Inattention aux besoins éducatifs spéciaux ; refus de permettre ou échec pour obtenir les services de rattrapage scolaire recommandés, ou en négligeant d'obtenir ou suivre un traitement pour l'apprentissage diagnostiqué d'un enfant trouble ou autre besoin d'éducation spéciale sans motif raisonnable.
Nouveau-nés toxicomanes ou exposés à la drogue	Nouveau-nés toxicomanes ou exposés à la drogue. Les femmes qui consomment des drogues ou de l'alcool pendant la grossesse peuvent mettre leur enfant à naître enfant à risque de handicap mental et physique. Une fois la recommandation reçue d'autres services appropriés identifiant un enfant né comme étant atteint d'abus de substances illégales ou symptômes de sevrage, résultant de la consommation de drogues prénatales, exposition, un plan de sécurité doit être élaboré pour le bébé. Une évaluation immédiate des risques et de la sécurité doit être effectué après l'invite enquête sur une telle saisine

Ainsi, les différents niveaux de négligence ont été ventilé en fonction des indicateurs de performance et défaillances qui sont classés de 1 à la valeur 10 et qui font état de l'état de négligence des jeunes au sein des CDIS. En effets, les principaux résultats confirment que la cible de la population est victime de négligence physique, médicale, émotionnelle, etc. Les relations dans la famille et inter-ménages sont également importants et jouent un rôle important dans le développement d'un jeune que ce soit éducatif, psychologique, d'intégration sociale ou autres. Ces scores ou indices statistiques ont été ventilés selon les domaines de négligence et classés sous chaque rubrique sous la forme d'une moyenne arithmétique qui est présentée dans le Monitor social de l'inclusion et la non-négligence.

Tableau : ventilation des indicateurs relatifs à la négligence :

Domaines	Indicateurs statistiques	Statistiques
Indicateurs de négligence chez l'enfant	Porte des vêtements souillés ou nettement trop petits ou trop grands	4
	Semble insuffisamment habillé pour la météo	4
	Semble toujours avoir faim, amasse, vole ou mendie de la nourriture, effectuée des allers / retours à l'école avec peu ou pas de nourriture	3
	Semble souvent apathique et fatigué, avec peu d'énergie	5
	Semble fréquemment s'occuper de frères et sœurs plus jeunes	5

	Fait preuves d'une mauvaise hygiène, sent l'urine ou les matières fécales, a des dents cariées	3
	Semble émacié ou l'estomac distendu	4
	A des problèmes médicaux ou dentaires sans surveillance, comme les plaies infectées	3
	Faisant preuve d'apathie, ne répondant pas à l'affection	6
	Déclare qu'il n'y a personne à la maison pour prodiguer des soins	4
	Présente des accidents fréquents et ou des blessures mineurs	5
	Croissance hors de la fourchette attendue	6
	Signe de retards de développement, manque d'attention et de concentration, manque de confiance en soi ou mauvaise estime en soi, faible réussite scolaire compris fréquentation irrégulière ou non scolaire	4
	Signes comportementaux, hyperactivité, agression, mauvaise capacité d'adaptation, comportement impulsif, amitié aveugle, renfermé, mauvaise sociabilité, développement des compétences, pipi au lit, salissure ou comportement destructeur, toxicomanie, fugue, promiscuité sexuelle, automutilation, comportement offensant.	
Négligence dans le comportement parental	Semble être indifférent à l'enfant	4
	Semble apathique ou déprimé	4
	Se comporte de manière irrationnelle ou bizarre	5
	Abus de l'alcool et de la drogue	5
	Nie l'existence ou blâme de l'enfant pour les problèmes de l'enfant à l'école ou à la maison	6
	Considère l'enfant comme totalement mauvais, sans valeur ou pénible	5
	Se tourne vers l'enfant principalement pour les soins, l'attention ou la satisfaction de besoins émotionnels	4
Indicateurs de négligence dans le milieu familial et à la maison	Insalubre et sale	4
	Dangereux	4
	Odeur environnementale	3
	Literie ou mobilier inadéquats	4
	Alimentation inadéquate	4
	Un espace de couchage insuffisant	6
	Une ventilation ou chauffage inadéquat	5
	Soin inadéquat des animaux de compagnie	6
Indicateurs de négligence chez les enfants plus âgés (émotions, problèmes psychologiques, comportementaux)	Montrant une incapacité à contrôler ses émotions ou ses impulsions caractérisées par des explosions fréquentes	4
	Être calme et soumis	5
	Avoir de la difficulté à apprendre à l'école et à s'entendre avec ses frères et sœurs	3
	Avoir des comportements alimentaires ou de sommeil inhabituels	4
	Tenter de provoquer des bagarres ou de solliciter des interactions sexuelles	5
	Agir socialement ou émotionnellement de façon inappropriée pour leur âge	5
	Être insensible à l'affection	6
	Faire preuve d'apathie	6

	Être moins flexible, préservant et enthousiaste que les enfants non négligés	6
	Faire preuve d'impuissance face au stress	7
	Ayant moins d'interactions avec leurs pairs que les enfants non négligés	5
	Afficher de faible capacité d'adaptation	7
	Agir en grande dépendance	4
	Agissant léthargique et terne	7
	Afficher un comportement d'auto-abus, tentative de suicide par eux même	5
	Présentant des troubles paniques ou dissociatifs, déficits de l'attention, hyperactivité trouble de stress ou post-traumatique	3
	Souffrant de dépression, d'anxiété ou d'une faible estime de soi	7
	Avoir un comportement délinquant juvénile ou se livrer à des activités criminelles pour les activités d'adultes	3
	S'abonner à des activités sexuelles menant à une grossesse ou à la paternité chez les adolescents	6
	Avoir de faibles résultats scolaires	3
	Abus d'alcool et de drogues	7



Le profil de la Tunisie (2020-2021)

Pourcentage des jeunes : 24,5

Population : 12, 046,656

Population, total : 11 818 618

Croissance de la population (% annuel) : 1,1

Indice du capital humain (échelle comprise entre 0 et 1) : 0,5

PIB par habitant (\$ US courants) : 3521,6

Croissance du PIB (% annuel) : -9,2

Chômage, total (% de la population) (estimation modélisée OIT) : 16,8

État du progrès social en Tunisie

Nutrition et soins médicaux de base 94,77

Eau et assainissement 94, 39

Logement et abri 86, 08

Droits personnels 83, 94

Accès à l'information et à la communication 79,93

Inclusivité 50,28

Qualité environnementale 55,97

Accès à l'enseignement supérieur 58,14

Liberté personnelle et choix 68,39

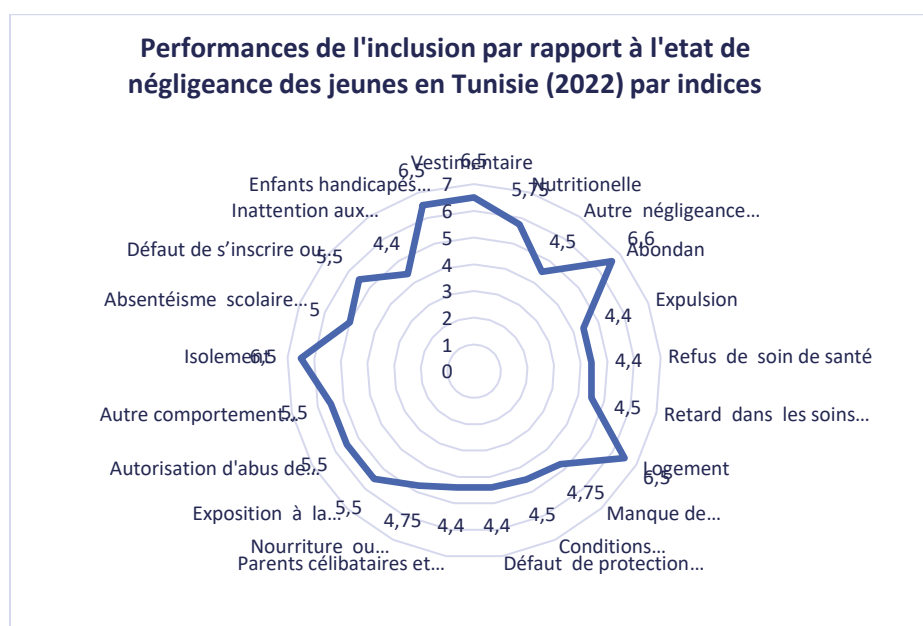
Santé et bien-être 69, 75

Performance des négligences sociales des jeunes

Performances	Indice	Performances	Indice
Négligence physique		Soignants inappropriés	
Vestimentaire	6.5	Défaut de protection d'enfant laissé pour autre	4
Nutritionnelle	5.75	Parents célibataires et manque de service de garde	4
Autre négligence physique	4.5	Négligence émotionnelle	
Abandon	6	Nourriture ou affection inadéquate	4.75
Expulsion	4	Exposition à la violence domestique	5
Négligence médicale		Autorisation d'abus de drogue ou d'alcool	5.5
Refus de soin de santé	4	Autre comportement inadapté autorisé	5
Retard dans les soins de santé	4.5	Isolement	6.5
Itinérance et négligence		Négligence éducative	
Logement	6.5	Absentéisme scolaire chronique autorisé	4
Supervision inadéquate		Défaut de s'inscrire ou autre absentéisme	5

Manque de supervision appropriée	4.75	Inattention aux besoins éducatifs spéciaux	4
Exposition aux dangers		Toxicomanies des nouveaux nés ou exposés à la drogue	
Conditions domestiques insalubres	4.5	Enfants handicapés suite à l'abus d'alcool et de drogue des mères	6.5

Positionnement des performances de l'inclusion sociale :



Classement des performances Internationales de l'inclusion sociale en Tunisie :

Performances des indices des performances des jeunes en Tunisie	Valeur
Éducation	
Enseignement primaire	
Taux brut d'accès en première année de l'enseignement primaire (%)	105.5
Taux de survie en dernière année du primaire (%)	94,17
Taux d'accès à la dernière année de l'enseignement primaire (%)	106
Enseignement secondaire	
Taux de transition effective de l'enseignement primaire au premier cycle de l'enseignement secondaire général	97,7
Effectifs scolarisés dans l'enseignement et formation technique et professionnelle (EFTP) en % des effectifs totaux au secondaire	9,61
Emplois	
Share of youth not in employment, education or training (NEET)%	25,22
Percentage of children (aged 5-17) engaged in child labor (economic activities and household chores (child protection)	2.3
Adjusted net attendance rate for children primary school age %	96,9
Adjusted net attendance rate for adolescents of lower secondary school age %	82
Adjusted net attendance rate for youth of upper secondary school age %	59,3
Rate for children or young people aged 3-5 years above the intended age for the last grade of primary education who have completed primary education %	59
Percentage of children of upper secondary school age attending upper secondary school or higher	95
Nutrition	
Early initiation of breastfeeding%	31,6
Exclusive breastfeeding (0-5months)%	13,5

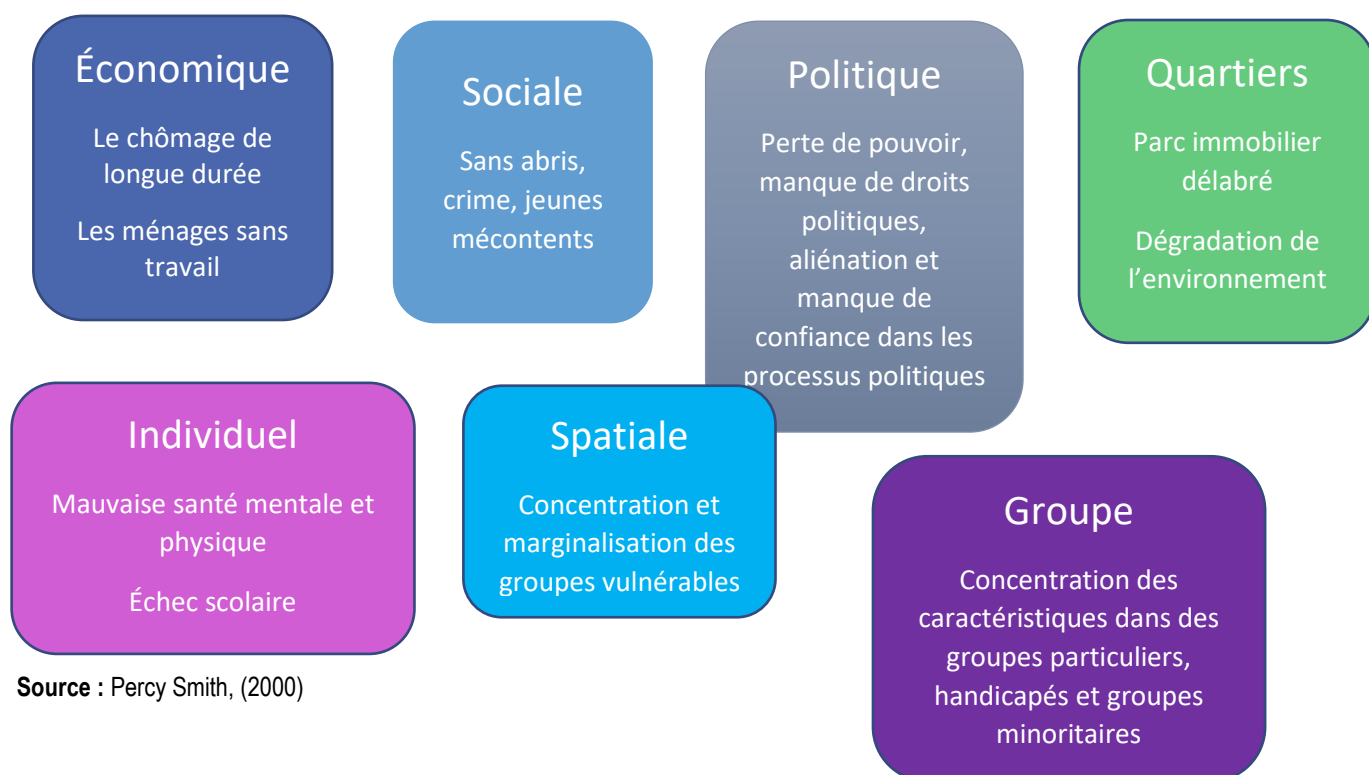
Qualité de vie

Santé et bien être
Environnement de vie
Crime préjudice et
criminalisation

Sources : Bristol Social Exclusion Matrix

On constate que pour le cas de la Tunisie, le niveau de participation est relativement modéré en matière d'inclusion sociale principalement la participation économique et en matière de compétence. Entre autres, la qualité de vie est quasiment stable mais n'est pas favorable à une meilleure inclusion sociale en matière de bien-être mais aussi par rapport à l'environnement de vie.

Il existe sept dimensions de l'exclusion sociale et même plus :



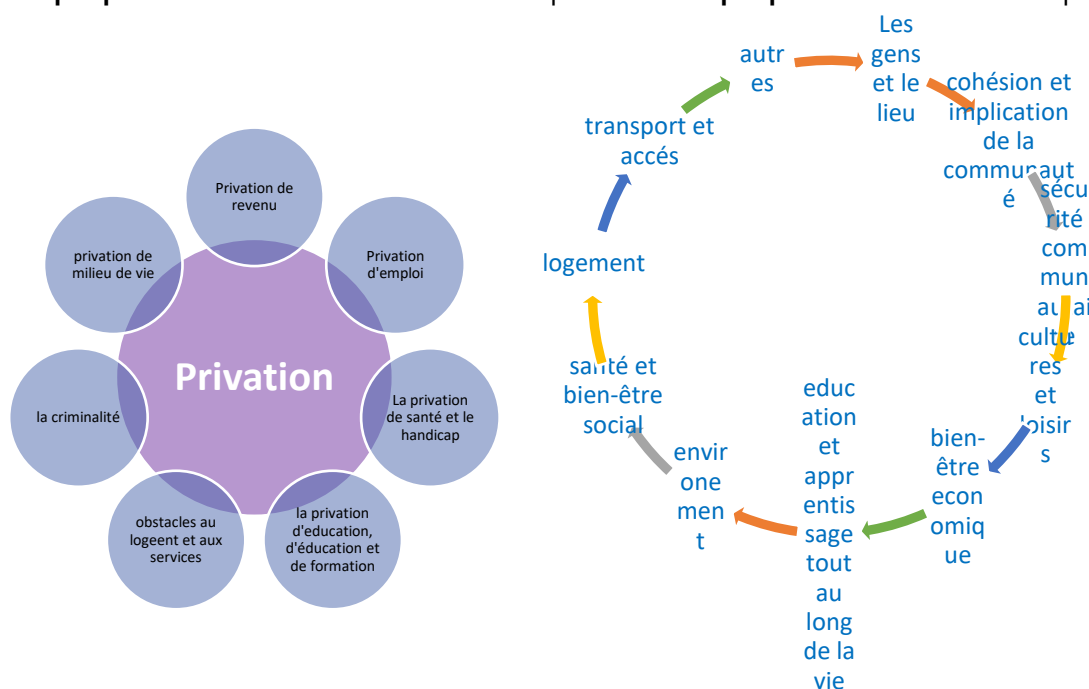
Source : Percy Smith, (2000)

La Tunisie aujourd'hui se positionne selon une série de critères relatifs à l'inclusion sociale ou certains déterminants reflétant un certain classement des zones d'interventions à travers les éléments suivants :

économique, sociale, politique, quartier, individuel, spatiale et groupe. On constate à partir de la réalité du terrain que le grand Tunis et surtout les zones d'interventions sont principalement au niveau de l'individu (mauvaise santé mentale et physique et échec scolaire), groupe (concentration des caractéristiques dans des groupes particuliers), quartier (dégradation de l'environnement), spatiale (marginalisation des groupes vulnérables), etc.

En matière de privation, on constate qu'il existe une série de types de privation qui peuvent être relevé et dont les différentes zones d'interventions ont des statistiques relatives à ces différents déterminants.

Graphique : les déterminants du niveau de privation **Graphique : Indicateurs de la qualité de vie**



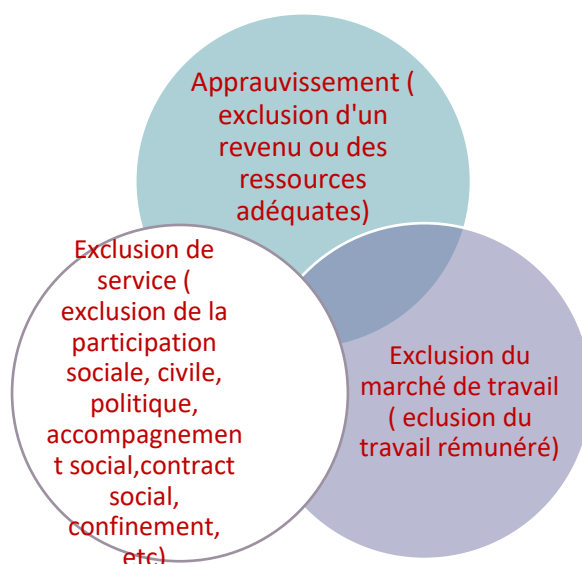
Source : indice de privation, IMD Source : Commission d'audit

Par ailleurs, il existe une série de domaines à partir desquelles, il est possible d'identifier la qualité de vie.

La situation dans les zones d'intervention fait valoir que la qualité de vie est résultat d'un certain confort en matière de cohésion et implication de la communauté, culture et loisirs, bien-être économique, apprentissage tout au long de la vie, environnement, bien-être social, etc.

Il y a également d'autres dimensions de l'exclusion sociale qui sont caractérisées comme suit :

Graphique : dimensions de l'exclusion sociale



Source : Approche PSE

Selon l'état des statistiques disponibles, dans les zones d'intervention, les principaux éléments freinant l'inclusion sociale est l'état d'appauvrissement et l'exclusion du marché du travail qui nécessitent une meilleure appropriation des services d'inclusion sociale. En effet, la disponibilité des services locaux est importante dans le cadre de l'analyse des causes de l'exclusion sociale incluant : la bibliothèque, l'installation ou infrastructures sportives publiques, musées et galeries, salles publique communautaires, hôpital avec service d'urgence, docteur, dentiste, opticien, bureau de poste, lieux de culte, services d'autobus, gare et station de métro, stations-services, chimistes, boutique de coin, accès aux supermarchés de moyens à grande taille, accès aux banques et aux sociétés de crédit immobilier, pub, cinéma et théâtres , installations permettant aux enfants de jouer en toute sécurité à proximité, repas scolaire, clubs de jeunesse, clubs parascolaires, transports publics à l'école, crèches , groupes de jeux , disponibilité d'aides à domicile, la disponibilité de popote roulante, transport spécial pour les personnes à mobilité réduite, etc.

Ainsi, d'après le tableau présenté ci-dessous, on remarque que les désavantages en matière d'emplois, d'aides financières, d'environnement local sont les principales causes qui existent dans les zones d'interventions et caractérisent l'échantillon social en Tunisie. Ces désavantages sont expliqués par la situation financière, propriété des biens durables, qualité du logement, perception du quartier, relations sociales personnelles, santé physique, bien être psychologique). Par ailleurs, les relations sociales comme les contacts et l'intensité des relations avec les enfants, jeunes et leurs familles et amis sont important à reconsidérer. Les activités culturelles et de loisirs comme aller au cinéma et au théâtre sont aussi importants. Les activités civiques comme l'adhésion à un groupe d'intérêt local, travail bénévole et vote. Il y a aussi les services de base qui doivent être disponibles comme les services de santé. Il y a aussi le voisinage comme la sécurité, convivialité des habitants. Les produits financiers comme compte bancaire et pension sont aussi des acquis essentiels. Les biens matériels comme les biens de consommation durables, le chauffage central et autre commodité sont aussi important. Autant d'éléments

et de facteurs qu'il est important d'intégrer dans l'analyse des causalités entre déterminants de l'exclusion sociale et niveau d'inclusion. D'ailleurs, la population cible aussi doit inclure les éléments suivants aussi à savoir : âges, types de famille (vivant seul, avec enfants), santé (mauvaise santé mentale ou physique), mobilité (pas d'accès à la voiture privée et n'utilise pas de transports commun, mode d'occupation du logement, revenu (faible revenu, prestation), téléphone, etc.

Tableau : Ventilation des déterminants de désavantage sociale

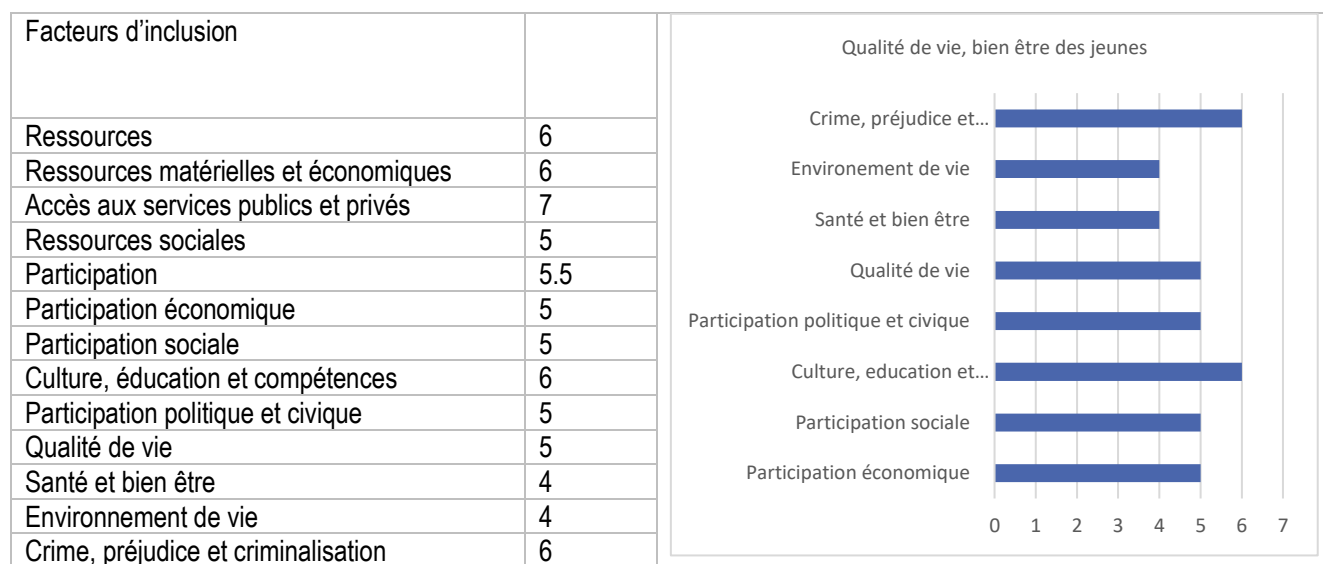
Désavantage d'emploi	Désavantage d'éducation	Désavantage d'hébergement	Désavantage par la santé	Désavantage d'isolement social	Désavantage matériel difficultés financières	Indicateurs et environnementaux locaux
Sans emploi, ne travaille pas actuellement et doit chercher du travail dans les prochaines périodes	N'a aucune qualification	Vit dans un logement social	La santé limite la capacité de monter les escaliers	N'a personne qui écouterait	N'a pas accès à une voiture	Le logement souffre de problèmes liés aux voisins bruyants
Ménages sans travail vivant dans un ménage dont aucun membre ne travaille actuellement		Le nombre de personnes par chambre	La santé limite la capacité de marcher pendant au moins 10 minutes	N'a personne pour les aider en cas de crise	N'a pas accès à une télévision couleur	Le logement souffre de problèmes liés à une rue bruyante
		Le logement souffre de manque de lumière	La santé limite la quantité de tâches ménagères possibles	Vit seul	N'a pas accès à un magnétoscope	Le logement souffre de problèmes liés à la pollution
		Le logement souffre d'un chauffage insuffisant	La santé limite le type ou la quantité de travail possible	Le nombre d'organisations actives	N'a pas accès à une machine à laver	Le logement souffre de problèmes liés au vandalisme ou à la criminalité
		Le logement souffre de condensation	Fumeur, si la personne fume actuellement		N'a pas accès à un lave-vaisselle	
		Le logement souffre d'un toit qui coule	La détresse et santé mentale		N'a pas accès à un four à micro-ondes	
		Le logement souffre d'humidité			N'a pas accès à un PC à la maison	
		Le logement souffre de pourriture			N'a pas accès à un lecteur de CD	
					A des problèmes pour faire face aux frais de logement	
					A eu plus de deux mois d'arriérés de loyer/hypothèque	
					Ne peut pas se permettre de garder leur maison au chaud	
					Ne peut pas se permettre des	

	vacances annuelles loin de chez lui
	Ne peut pas se permettre de remplacer les meubles usés
	Ne peut pas se permettre d'acheter de nouveaux vêtements
	Ne peut pas se permettre de manger de la viande un jour sur deux
	Ne peut pas se permettre de nourrir les visiteurs au moins une fois par mois

Source : Burchardt (2000), Barne (2006)

Ainsi, l'exclusion en matière des dimensions de désavantages peut entraîner des conséquences sur la qualité de vie, le bien-être et les chances de vie futures :

Tableau : facteurs et dimensions de qualité de vie, bien être et chances de vie futures



Conclusion :

Il s'agit de collecter les statistiques non actualisées et d'élargir les champs d'intervention des activités en fournissant une liste plus complète des statistiques relatives aux jeunes. D'ailleurs, une analyse des performances ainsi que des tests qualitatifs comme les visites d'interventions auprès des jeunes et un focus groupe adressé aux cadres du Ministère et des cadres des CDIS et autres. L'idée est d'interroger sur les différents niveaux de négligence subis par les jeunes résultats d'interventions, mais aussi de saisir la difficulté de mesurer ces constats par des chiffres. Le focus groupe est une manière réflexive de contourner le processus de développement des statistiques selon une approche de résolution des problèmes existants et persistants. Une série de réponses a été fournie et transformée en valeurs et indices qui permettent de positionner l'état des jeunes en exclusion sociale et en voie de radicalisation en Tunisie et principalement dans les zones d'interventions du grand Tunis. Il est aussi important de voir comment il est possible que des statistiques puissent être développées non seulement sur la base d'un registre, une fiche d'inscription et de comptage mais par des enquêtes, des focus groupe, des visites d'observation et autres. Il est aussi question de voir quels sont les domaines omniprésents de l'agenda du Ministère et qui doivent être inclus. Ce chapitre malgré sa touche de ventilation de statistique chiffrable et dense explique le positionnement actuel et l'état des statistiques disponibles en Tunisie.

Chapitre 4 : Méthodologie et approches pour développer des statistiques

1. Plan de collecte des statistiques :

Une série d'activités a été saisie afin de développer des statistiques fiables et cohérentes, compréhensibles et conformes aux normes qui sont les suivantes :

Identifier les potentiels ou **sources de données** disponibles

Développement de **bases de données** sous forme Excel

Faciliter l'identification **des critères et le comptage** si possible numérique des bases de données

Générer des **listes de collecte de données appropriées** et identifier les possibilités de collecte de données résultat des comptages des informations relatives aux fiches d'inscription, fiche d'évaluation des activités et dossiers de ventilation des données relatives à chaque candidat ;

Décider des données et statistiques appropriées et **des possibilités de collecte existantes** et en cours de développement

Sélectionner et développer **des outils de collecte de données**

Fournir **des guides statistiques et des documents supports** relatifs à la méthodologie de collecte des statistiques

Développer des **bases de données incluant des fichiers** structurés et ordonnés ;

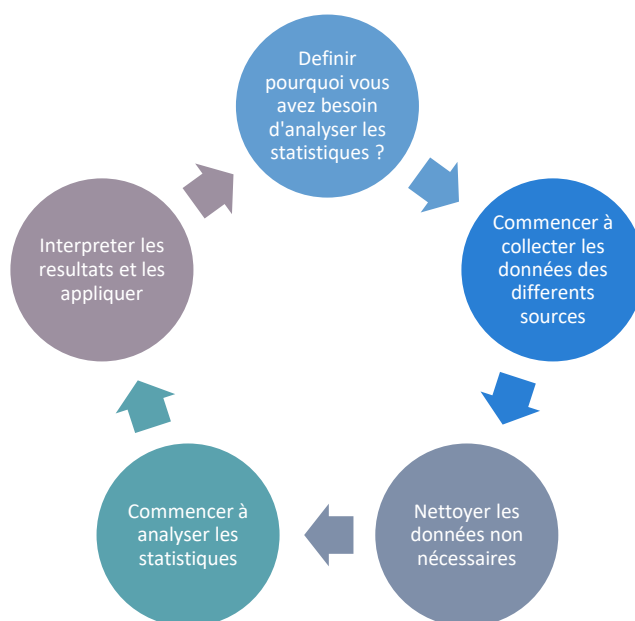
Développer et mettre en œuvre **un système de gestion de l'information** et des statistiques capable de collecter des données de manière continue.

Implémenter **un système de suivi** périodique qui assure la continuité d'enregistrement numérique des statistiques relatives aux jeunes

Fournir des éléments **méthodologiques techniques** afin de reformuler les statistiques à travers des formules statistiques, des compilations économétriques, etc. ;

Fournir des **documents standards d'analyses descriptives** des résultats des statistiques relatives à ces jeunes ; etc.

Graphique : Analyse des données



Sources : les étapes d'analyse des données

2. Les facteurs en jeu dans les collectes de données :

Parmi les dizaines de facteurs en jeu dans la collecte de données pour les indicateurs, il y en a au moins trois qui doivent toujours être pris en compte en raison de leur impact sur la crédibilité des données :

Validité : la mesure dans laquelle une mesure ou un test mesure ce qui est destiné à être mesuré.

Fiabilité : La cohérence des données lorsqu'elles sont collectées à plusieurs reprises selon les mêmes procédures et dans les mêmes conditions.

Biais : Tout effet lors de la collecte ou de l'interprétation des informations qui conduit à une erreur systématique dans une direction

Un fait important mais souvent négligé concernant les indicateurs est qu'ils ne font qu'indiquer.

Ils ne saisissent ni **ne traduisent les multiples dimensions** d'une situation et/ou d'une activité donnée.

Ils **sont directionnels** : ils fournissent des informations de base sur le passé, le présent et le futur possible déroulement d'une activité, d'un programme et/ou d'un comportement.

Ils sont aussi **très spécifiques au contexte** : des valeurs supérieures ou inférieures peuvent être soit bonnes ou mauvaises, selon la situation. C'est-à-dire une augmentation ou une diminution est généralement déterminée lorsque l'indicateur est sélectionné avant le début de la collecte des données.

Les indicateurs sont un moyen très efficace de collecter et d'analyser des données, en particulier les données sur les tendances qui sont si précieuses pour le suivi à long terme. Comme ceux relatifs à l'inclusion sociale ou par type d'intervention.

Cependant, **les indicateurs ne sont pas toujours la meilleure méthodologie de collecte d'informations pour l'évaluation**.

Par exemple, ils peuvent être très gourmands en ressources, nécessitant plus de temps, d'argent et de personnel à mettre en œuvre que les alternatives. Aussi, ils ne sont pas bien adaptés à la collecte d'informations dans des environnements très complexes, où de multiples facteurs (par exemple politiques, économiques, sociaux et culturels) et plusieurs populations sont impliquées ;

2.1. Mise à jour des informations relatives aux bénéficiaires :

Il est important d'actualiser les principaux aspects de l'exclusion sociale qui peuvent être résumés comme suit :

Tableau :

Raisons de l'exclusion sociale	Caractéristiques
Mauvaise condition de vie	Ceux qui connaissent de mauvaises conditions de vie (en termes de logement, d'alimentation, d'habillement, de sécurité physique) ; ou encore en manque de confort de vie et qui font face à des soucis en matière de qualité de vie au sein de la famille et à l'extérieur ; ceux incapables d'interagir avec leur environnement de manière volontaire ou autre ; ceux qui refusent d'accepter le niveau faible d'environnement et d'infrastructure résiliente, durable et soutenable, etc.
Incapacité à participer à la vie sociale et politique	Ceux qui ne peuvent pas participer à la vie sociale et politique de leur communauté (non par choix mais en tant que résultat des obstacles rencontrés) ; ceux qui font face à des soucis de violence physique, morale, psychologique et matérielle ; ceux qui n'affirment pas leurs droits socio-économiques dans le cadre hostile à la ségrégation et disparités de langue, tradition, ethniques et religieuses, etc.
Incapacité à profiter des activités culturelles et récréatives	Ceux qui ne peuvent pas profiter des activités culturelles et récréatives (en raison des obstacles rencontrés) ; ceux qui n'ont pas accès à des services de loisirs et de divertissements, de santé et d'appuis socio- psychologiques continues, ceux qui souffrent d'isolement mental et dépressif, ceux qui sont incapables d'affirmer leurs positions sociétales et n'ont pas les capacités pour faire passer leurs messages ; etc.
Problèmes de santé	Ceux qui souffrent de problèmes de santé découlant d'un niveau de vie médiocre et rencontrent des obstacles à accéder aux soins de santé et aux services sociaux au besoin ; Ceux qui ne bénéficient pas de garantie sociale pour faire valoir leurs besoins en matière de santé et qui souffrent du manque de pratiques d'hygiène pour améliorer leurs quotidiens, etc.
Souffrance de sentiment émotionnel et psychologique	Ceux qui souffrent d'un sentiment émotionnel et psychologique d'exclusion et d'isolement de la communauté et/ou de la société dans son ensemble (aggravation du bien-être) suite à la perception de la société à leurs égards ; ceux qui sont

d'exclusion d'isolement	et	marginalisés et dépourvus de moyens suite à leurs conditions matérielles et leurs ignorance accentuée d'un quotidien complexe et compliqué ; etc.
Dépendance consommation drogues, alcools et tabacs	de de et	Ceux qui ont des soucis de dépendance de consommation de drogues, alcools et tabac et n'arrivent pas à guérir et gérer leurs modes de vies; ceux qui trouvent dans la dépendance un échappatoire face à la pauvreté, la délinquance et l'extrême violence, ou ceux qui trouvent dans le radicalisme une sortie d'un commun pratique modernisé et matérialisé ; ceux qui s'influencent par les dogmes médiatiques et essaient d'influencer suite à un processus de contamination lourd psychologiquement et socialement; ceux qui connaissent une rupture avec le mode de vie moderne et le comportement civique commun au nom d'une rébellion déguisée et accentuée; ceux qui refusent les standards et optent pour l'idéalisme; ceux qui veulent aider via des actions de charité et volontaires mais sont refusés par les modernistes, ceux qui sont l'exception à la règle.
Problèmes d'incompatibilité intergénérationnelle		Ceux qui souffrent de problèmes d'incompatibilités intergénérationnelles et culturelles et font face à un freinage culturel, en matière de mentalité, comportement et idéologie, etc; ceux qui souffrent et représentent des stéréotypes sociétaux difficiles et complexes; ceux qui souffrent de complexe et choc psychologique résultat de mobilité et transition brusque d'un mode de vie à un autre; ceux qui portent des jugements et adoptent des comportements jugés parfois irrationnels; ceux qui n'ont pas eu la chance, ni le droit d'être inclus et qui n'ont pas compris comment s'inclure avec délicatesse et en souplesse; ceux qui sont à la fois victimes et rebelles, radicalisés ou révoltés, populistes ou sociétales, pauvres ou marginalisés, non civilisés et manquent de comportement civique, ceux qui endommagent et qui sont endommagés, ceux qui contaminent et se contaminent, ceux qui n'ont pas la voix pour faire valoir leurs droits.

2. Actualisation des interventions disponibles et leur contenu :

Un autre constat important est celui de la présentation, analyse et ventilation des services de protection des jeunes et moins jeunes non pas seulement selon les niveaux d'interventions mais selon les éléments suivants : dérivation, protection, restauration, transition et permanence, pratique tenant compte des traumatismes et troubles socio-psychologiques, etc.

Ainsi, la série des services de protection sont expliqués ainsi :

Tableau : Redesign and reconfiguration des champs interventions :

Volets	Activités
Dérivation	Dérivation englobe la série des activités suivantes à savoir : le fait de connecter les enfants et les jeunes avec les bons services au bon moment pour les soutenir et suite à un pré-test d'évaluation de l'état et un diagnostic de ses compétences; détourner les jeunes de la garde à vue et faciliter leur accompagnement afin de garantir leurs retours à la vie normale; soutenir les familles pour les aider à se sentir forts, entourés et en sécurité; faciliter l'encadrement des jeunes sans mandats de justice afin de les déconnecter de la punition judiciaire et leur éviter de rencontrer des problèmes avec la justice, etc.
Protection	Le volet protection inclut une autre série d'intervention à savoir: le fait de protéger les enfants et les jeunes des dangers existants et tous types de violence possibles et crimes illicites ou autres

	dégâts; soutenir et encourager les jeunes à ne pas nuire en cultivant leurs mentalités en faveur de la paix et la stabilité sociale; évaluer et enquêter sur les signalements de préoccupations concernant les enfants en facilitant le développement d'enquête auprès des parties concernées afin d'éviter toute confusion en matière d'identité et autres et avoir une vue exhaustive de l'état et du profil du jeune; offrir un environnement de garde sécuritaire favorisant un seuil minimum préventif de protection et de paix sociale ; etc.
Restauration	Le volet restauration inclut également une série d'interventions à savoir : aider les enfants et les jeunes à être réunifiés avec leurs familles et réintégrés dans leurs foyer via l'organisation de session d'appui psychologique et d'organisation de possibilité de rencontre et d'organisation d'évènements de rapprochement des membres de la famille; aider les familles à soutenir une restauration en douceur et réussite, et éviter toute dislocation intergénérationnelle et disconnexion idéologico-culturelle; offrir des programmes de réadaptation et de soutien pour empêcher les jeunes de récidiver en diversifiant les activités fournies vers plus de prise de conscience des besoins identitaires et physio psychologiques et les conditions matérielles de ces jeunes et valoriser tous types de connections et de partenariats avec les autres acteurs afin de leurs éviter toute évasion récidive brusque et difficile, etc.
Transition	Le volet de transition et permanence qui comprend les éléments suivants à savoir : aider les jeunes à réussir leurs transition vers une vie d'adulte indépendant en leurs garantissant un glissement à la douce vers un cursus professionnel adéquat qui leurs garantit un minimum de confort de vie et la garantie d'un revenu stable ; préparer les enfants, les jeunes et leurs réseaux de soutien à la transition de la prise en charge et faciliter toute adhésion à un réseau collaboratif visant à aider jeunes à s'inclure socialement que ce soit formel ou informel et faciliter tout réseautage avec des acteurs comme le tissu associatif en impliquant les jeunes dans des activités d'apprentissage, de loisirs et autres, faciliter l'appui en matière de ressources et capacités afin de leurs fournir plus de commodités vitales; travailler avec des familles d'accueil et des proches aidants pour offrir aux enfants et aux jeunes une vie normale en favorisant tout possible soutien à ces familles pour les accompagner et leurs fournir les commodités vitales nécessaires; soutenir les adoptions en cas d'absence de soutien familial afin de lui garantir l'appartenance à une famille, etc.
Informatives	Un autre volet est celui d'être informé sur les traumatismes en fournissant les activités suivantes : assurer l'évaluation thérapeutique de tout enfant et adolescent qui nous sont codifiés en assurant la fourniture d'un rapport d'évaluation déjà existant mais doit être davantage affiné et actualisé; fournir un soutien adapté à la culture et tenant compte des traumatismes et difficultés mentales et psychologiques dont les jeunes souffrent et la prise en considération du rôle que la culture, le civisme et le comportement civique a une influence sur le comportement d'un jeune; prévenir l'escalade des comportements antisociaux ou offensants en sensibilisant les jeunes à la gestion des conflits et problèmes communautaires et les éduquer à développer des attitudes non agressives et rationnelles et en fournissant des activités sportives afin d'équilibrer les capacités physiques de ces derniers; contrebalancer les inquiétudes concernant la sécurité et le bien-être des enfants et des jeunes relatif à tout type de violence survenue que ce soit psychologique à savoir l'exposition à la violence familiale, l'abus sexuel, la négligence, etc mais il est opportun d'apprendre davantage sur le signalement des mauvais traitements et de la négligence envers les enfants, etc.

En outre, les programmes axés sur le développement total des jeunes défavorisés et en rupture sociale et en voie de radicalisation sur le plan physique, psychologique, émotionnel, social, spirituel, culturel et économique. Ces programmes doivent inclure les priorités nationales et les besoins existants dans les zones d'intervention de manière différenciée et selon l'identification de leurs disparités. L'un des objectifs majeurs est de promouvoir le développement des jeunes non scolarisés et d'autres jeunes défavorisés pour qu'ils deviennent des citoyens autonomes, économiquement productifs, socialement responsables et capables de contribuer au développement de leur famille et de leur communauté. Atteindre cet objectif est une cible que les centres travaillent afin de pallier à la non-inclusion d'une tranche d'âge de jeunes qui souffrent du manque d'appui via par exemple des centres d'accompagnement qui sont quasi-absents et la difficulté d'assurer la transition du cycle primaire éducatif avec la rupture définitive de l'éducation.

3. Analyse des interventions par rapport aux résultats escomptés :

Les interventions des services sociaux auprès des CDIS et autres centres sont une série d'actions et d'activités que les professionnels et les cadres mettent en exécution afin d'assister et d'appuyer les jeunes pour sortir des problèmes d'exclusion sociale. Il s'agit d'un ensemble d'effort et de travail social incluant des services psychologiques, éducatifs, sociaux et thérapeutiques, etc conçus pour fournir une éducation sociale inclusive et soutenable. Ces différents services peuvent également inclure des services concrets calqués sur des expériences et des pratiques déjà mises en place à l'échelle internationale et qui comprennent principalement des services concrets y compris: le soutien de revenu, indemnité ou aide matérielle, le placement institutionnel et autres incluant des activités touristiques, de loisirs et sportives avec l'appui des autres acteurs, les services de santé mentale auprès des institutions de santé, les services de santé à domicile, la supervision, l'éducation et la formation continue, les services d'accompagnement professionnel ponctuel, le transport, le logement, les services juridiques, l'aide et assistance à domicile, la socialisation et réseautage, la nutrition, les soins continus et les services d'hygiène, etc autant d'interventions qui revêtent un caractère flexible et dynamique caractérisés par une certaine agilité de s'adapter aux enjeux changeants des jeunes. Il y a également les interventions des services sociaux qui peuvent consister en service thérapeutique conçu pour fournir une éducation parentale, des conseils aux enfants et aux familles et un soutien familial. Certes, ces derniers sont généralement dépendants de leurs natures en tant que services différenciés mais également en fonction des ressources disponibles dans la communauté, la zone d'intervention qui dépend du niveau d'interactions et de collaboration inter-acteurs mais aussi de la mesure dans laquelle les jeunes peuvent accéder à ces services disponibles et leurs habilités à les suivre.

Bien que des interventions de traitement et de prévention de la maltraitance des enfants et des jeunes, de la violence domestique, morale et autres se sont appuyées sur une série de principes internationaux qui sont parfois non respectés contraignants et mitigés par les intérêts des différents acteurs sur la scène. L'exclusion sociale avec tous ses volets revêt une attention particulière quant à l'identification de nouveaux champs d'interventions qui peuvent répondre aux nouveaux impératifs qui surgissent soudainement faute de moyens, de technicité, de connaissance et d'application. Les liens entre les interventions et le domaine exploratoire des champs d'intervention sont souvent incertains et ambigus. Leur développement et application a impliqué des expériences d'essai et d'erreur mais également et à la fois des cas de réussite et des modèles à suivre qui peuvent en inspirer d'autres. En outre, les interventions se sont concrétisées sur différents niveaux : l'individu, le jeune ou l'enfant, sa famille, le quartier ou l'environnement, l'institution à laquelle il adhère, etc.

D'ailleurs, le contour de l'impact des interventions a été compliqué suite à la présence de plusieurs facteurs : les variations dans les programmes et activités mis en place et considérées comme une seule intervention, les différences dans les populations entre enfants et jeunes bénéficiant de ces services, etc. Autant d'éléments qui entrent en jeu tels que l'intensité ou la portée des services ou les types de problèmes rencontrés par les jeunes.

La panoplie des interventions s'avère large et diversifiée incluant des actions multiples allant des services d'orientation, les services d'engagement psychologiques, les services d'engagement sociaux, les services de soins et de santé, les aides à la justice, les aides à l'insertion professionnelle, les aides à l'insertion familiale, etc autant de services d'intervention qui visent des domaines et secteurs variés et qui nécessitent une mise à jour continue et une actualisation de leurs actions tout au long du changement qui sert dans les programmes et sophistications des interventions.

Le tableau ci-dessous est une proposition des traits généraux et tendances en matière des types d'interventions possibles diagnostiqués pour les activités des CDIS :

Tableau : liste des interventions existantes et résultats escomptés :

Types de services	Nombre de cas pour l'année 2019	Nature de l'intervention	Résultats escomptés des interventions
Réadaptation et travail éducatif	178	Formation et travail éducatif Appui psycho-social pour la réadaptation	Jeunes et enfants réadaptés et éduqués
Intégration au cycle scolaire	47	Formation académique pour les réintégrer au cycle scolaire	Jeunes et enfants réintégrés au cycle scolaire et éducatif
	1	Diagnostic et appui médical pour réorientation vers les établissements de santé	Jeunes orientés vers un établissement de santé
Engagement psychologique	257	Appui psychologique en faveur des jeunes et enfants par des session de formation, suivi par les professionnels, adoption de pratique de réinsertion sociale psychotechnique, etc.	Jeunes et enfants ayant suivis un appui psychologique
Total	512		
Intégration familiale			
Réconciliation avec la famille	177	Appui psycho-social en faveur du rapprochement de l'enfant avec les parents Organisation d'événements pour faciliter l'interaction intra-famille Formation des parents et enfants quant à l'importance de l'inclusion familiale	Des jeunes et enfants reconciliées avec leurs familles Des parents formés et éduqués aux valeurs familiales et l'importance du comportement civique et responsable au sein d'une famille
Dans une famille élargie etc	17	Appui technique auprès des familles reconstruites et élargies Sensibilisation auprès des familles élargies	Nombre de jeunes et enfants réintégrés dans une famille élargie ou reconstruite
Dans le cadre d'une famille d'accueil	0	Conseil et orientation des enfants orphelins et rejetés par leurs familles auprès des familles d'accueils	Effectifs des enfants et jeunes sans familles
	194		
Accueil des établissements			

D'enseignement public	33	Fourniture de formation académique et fondamentale pour faciliter leur apprentissage éducatif Appui en matière de coordination avec les établissements d'enseignement public pour les réintégrer	Nombre de jeunes formés et éduqués Nombre d'enfants et jeunes réintégrés au sein des établissements d'enseignements publics.
D'enseignement professionnel	7	Appui technique et de conseil pour les réinsérer dans les établissements d'enseignement professionnel	Nombre d'enfants et jeunes intégrés et adhérents aux établissements d'enseignement professionnels
Centre d'enseignement spécialisé pour handicapés	0	Appui social et technique pour faciliter l'adhésion des jeunes aux centres spécialisés pour handicapés Fourniture de services de santé en collaboration avec d'autres structures	Effectif des jeunes handicapés adhérents aux centres d'enseignement spécialisé pour handicapés
Total	40		
Insertion professionnelle			
Formation professionnelle	62	Formation académique des jeunes pour faciliter leur adhésion à des opportunités de formation professionnelle Fourniture de services de coordination auprès des acteurs dans la formation professionnelle et apprentissage sur le tas.	Nombre de jeunes formés et éduqués Nombres de jeunes ayant suivis des formations professionnelles en collaboration avec d'autres acteurs et structures
Formation et apprentissage professionnel (secteur public ou secteur privé)	14	Préparation académique afin de faciliter la réintégration et l'insertion dans les cursus de formation professionnelle Envoi et coordination avec les structures de formation professionnelles	Nombre ou effectif des jeunes ayant adhérents à des structures de formation professionnelle publique Nombre de jeunes ayant réussi leurs cursus de formation professionnelle
Contrat de travail	16	Fourniture de services d'assistance et de recherche d'opportunité d'emplois pour les jeunes Organisation d'événements afin de faciliter la réintégration des jeunes et la recherche d'emploi Fourniture de services d'assistance auprès des entreprises privées pour assurer des contrats de travail pour les jeunes	Nombre et effectif des jeunes et enfants ayant réussi à obtenir un contrat de travail Nombre de services alloués pour obtenir un contrat de travail pour un jeune
Envoi d'un projet d'apprentissage dans le secteur privé	0	Services d'assistance des jeunes à travers des formations pour décrocher des stages dans des entreprises Des services de conseils et d'orientation pour être sélectionné dans le cadre d'un projet d'apprentissage dans le secteur privé	Nombres de jeunes ayant réussi à obtenir un projet d'apprentissage dans le secteur privé Effectif des jeunes non rémunérés travaillant en tant qu'apprenti dans le secteur privé Nombres d'abus et de violence rencontrés par un jeune au cours d'un projet d'apprentissage

Lancement d'un projet	40	Appui administratif, logistique et de coordination auprès des structures de financement de projets Formation et sensibilisation des jeunes à l'importance de la culture entrepreneuriale Organisation de rencontres et réunions avec les acteurs d'appui aux financements	Effectif des jeunes ayant suivis des formations pour le développement de business plan, éducation financière, réseautage etc. Effectif des jeunes ayant réussi à collecter des fonds d'auto-financement auprès du tissu associatif et des sources de financement informel caritatif Effectifs des jeunes ayant réussi à bénéficier d'un crédit ou un financement alternatif Effectif des jeunes entrepreneurs Effectifs des jeunes ayant réussi à maintenir leurs projets
Autres	0	Services additionnels d'appui et réseautage avec des structures privées pour assurer la recherche d'emploi Accompagnement additionnel cas par cas pour les aider à travailler	Effectif des jeunes en recherche d'emploi affectés selon une intervention basée sur des relations amicales et sociales ;
Disponibilité des aides			
Fournir une aide en nature	130	Assistance fournie pour les jeunes en nature collectée auprès du tissu associatif, des structures caritatives religieuses ou autres, des entreprises privées sous forme de ressources, équipements, nourriture, vêtements, etc. Activité de réseautage des jeunes avec les associations pour les approvisionner en aide en nature	Nombres de jeunes bénéficiant d'appui et aides en nature Effectif des jeunes satisfaits des aides en nature fournies Nombre de jeunes impliqués bénévolement dans la collecte des aides en nature Nombres de jeunes volontaires occupant des tâches de collecte des aides en nature
Fournir une aide financière	0	Assistance et coordination avec les structures financières, associations et secteurs privés pour appuyer financièrement les jeunes Organisation d'événement caritatif pour collecter des ressources financières pour les jeunes Activités de networking en site et virtuel avec les autres acteurs pour notifications des besoins en matière de ressources financières	Nombres de jeunes bénéficiant d'aide financière ponctuelle pour assurer leurs suivis Effectifs des jeunes participant à des activités de plaidoyer, communication et sensibilisation pour collecter des fonds et aides financières de survie Nombre de jeunes bénéficiant d'indemnité fournies par les secteurs privés sous forme de réallocation de la taxation et fiscale
Fournir de l'aide en matière de santé	2	Coordination et diagnostic préliminaire des cas des jeunes malades Assistance et orientation vers les spécialistes pour fournir des aides en matière de santé	Nombre de jeunes ayant bénéficié d'un diagnostic médical gratuit Effectif des jeunes ayant bénéficié de médicaments gratuits fournis auprès des hôpitaux

		Coordination et collaboration avec les institutions publiques de santé publique et privé	Nombre de jeunes ayant bénéficié d'une couverture maladie Nombre de jeune ayant adhéré à des programmes de réhabilitation de santé
Autres		Assistance technique en matière de connections auprès des acteurs Assistance en matière de formation pour le déploiement des jeunes dans la collecte des financements en utilisant les nouvelles technologies de l'information Développement des programmes d'échange avec d'autres structures afin de faciliter l'apprentissage des bonnes pratiques Fournitures des activités de sensibilisation aux activités caritatives, caritatives et associatives	Nombres de jeunes ayant été connecté avec les structures de financement, le secteur privé et le milieu associatif Nombre de jeunes formés en plaidoyer digitale pour attirer des aides Nombres de jeunes bénéficiant de téléphone, tablette, ordinateur pour appuyer les activités des aides Nombres de jeunes ayant participé aux activités de sensibilisations de collecte des ressources.
Total	132		
Intégration dans une institution sociale		Appui technique, enregistrement et ouverture d'un dossier administratif pour le jeune objet de l'intégration dans le CDIS remplissage des informations dans un registre.	Nombre de jeunes qui sont différenciés selon les sources de provenance à savoir : maison de correction, établissement scolaire, institution sociale, enfants de la rue, point de vue du centre, familles, partenaires sociaux, sujet des quotas. Nombre de jeunes et enfants ayant été cas de travail forcé, asservissement, pratiques abusives, exploitation sexuelle, faisant partie de groupes criminel organisés, accord, criminalité transnationale, autres situations. Nombre d'enfants, en cas de perte de lien familial, échec évident dans l'éducation et soin, incapacité à soigner et à éduquer, enfant violent, habitude d'abus, exploitation sexuelle, négligence et itinérance, exploitation économique et mendicité, exploitation dans le crime organisé, etc.
Notification du délégué à la protection de l'enfance		Coordination avec les cellules étatiques reliées et notification du délégué de la protection de l'enfance	Nombre de jeunes selon les sources de provenance autre que : délégations judiciaires, structures sociales, prisons et réforme, structures de sécurité, communication automatique, cas découverts, autres structures. Nombre de jeunes en cours de préjugement, ou démobilisés des centres de réforme de l'éducation, suivi en famille par le délégué à la protection de l'enfance.

Etablissement de procès-verbaux au profit du délégué à la protection de l'enfance		Supervision de procès-verbaux au profit du délégué à la protection de l'enfance	
Avis de la section de l'inspection du travail		Communication et coordination avec l'avis de la section de l'inspection du travail et préparation de leurs part d'un avis.	Nombre de jeunes ayant été objet d'avis pour la section de l'inspection de travail
Préparation des rapports pour la section de l'inspection du travail		Développement de rapports pour l'inspection de travail ;	
Préparation des rapports au profit d'autres parties		Développement d'autres rapports en collaboration avec les cadres du centre et les professionnels.	

Source : Fiche récapitulative des interventions Excel du Ministère des affaires sociale en Tunisie

D'après les documents fournis par le Ministère des Affaires Sociales aux CDIS et centres d'observations, on constate qu'il existe 8 tableaux généraux et 14 tableaux spécifiques qui ne reflètent pas une spécification des activités et dont les résultats et performances ne sont pas signalés ni mentionnés. Ainsi, dans un souci de présenter des tableaux plus concis qui incluent une ventilation des activités par CDIS et centre d'observations et qui reflètent l'état des progrès réalisés en matière d'activités mises en place, un nouveau modèle de tableau a été proposé par l'équipe des cadres du Ministère afin d'affiner la portée des activités et saisir les résultats réalisés.

Le tableau ci-dessous est le produit d'échange lors d'un exercice de groupe dynamique et d'échanges relatifs aux activités disponibles et qui sont actuellement effectuées et mise en place au sein des CDIS concernés.

Tableau : liste des interventions existantes et résultats escomptés

Types de services	Nombre de cas pour l'année 2019	Nature de l'intervention	Résultats escomptés des interventions
Réadaptation et travail éducatif	178	Formation et travail éducatif Appui psycho-social pour la réadaptions	Jeunes et enfants réadaptés et éduqués
Intégration au cycle scolaire	47	Réintégration scolaire à nouveaux Prise en charge par les structures régionales éducatifs Entretien individuelle pour justifier la demande réelle de retour à l'éducation	Effectif ou nombre des jeunes en rupture scolaires Nombre d'enfants scolarisés Nombre de sessions de dynamique de groupes

	1	Diagnostic et appui médical pour réorientation vers les établissements de santé	Jeunes orientés vers un établissement de santé
Engagement et prise en charge psychologique	257	Appui psychologique en faveur des jeunes et enfants par les professionnels,	Nombre de sessions d'accompagnement psychologiques
		La prise en charge psycho-sociale des enfants et de leurs familles	Nombre de jeunes ayant dépassés les difficultés psychologiques
Totale	512		
Intégration familiale			
Réconciliation avec la famille	177	Appui psycho-social en faveur du rapprochement de l'enfant avec les parents	Des jeunes et enfants réconciliés avec leurs familles
		La mise en œuvre des sessions de dynamiques de groupes enfants-familles	Taux de fugue de la famille Nombre de plaintes ou réclamations de l'enfant contre sa famille
		Journée de sensibilisation porte ouverte	Nombre de participants aux journées de sensibilisation
		Séances de renforcement des compétences parentales	Nombre ou effectifs des parents dont les capacités et compétences ont été renforcées
Intégration intergénérationnelle dans le cadre d'une famille élargie	17	Sessions de réconciliations intergénérationnelles	Le nombre de famille solidaire
		Organisation de rencontres entre les membres d'une famille en matière de communication	Nombre de jeunes ayant coopérés et participés aux entretiens
Dans le cadre d'une famille d'accueil ou famille de substitution	0	Organisations d'entretiens avec les familles d'accueils	Effectifs des enfants ayant un comportement non imputable
		Collaboration avec les centres d'accompagnement des enfants	
		Sensibilisation et formation des familles d'accueil	Nombre de famille d'accueil
	194		
Accueil des établissements			
Accueil des établissements d'enseignement public	33	Des services d'orientations	Nombre d'enfants orientés vers les établissements scolaires
		La mise en œuvre d'activité de réhabilitation et mise à niveau des cellules scolaires	Nombre d'enfants existants et orientés avec les cellules scolaires

D'enseignement professionnel	7	Identification des besoins et de la volonté des enfants pour la réhabilitation Travail psycho-sociale	Diagnostic des projets de vie pour chaque enfants et jeunes pour l'insertion scolaire et professionnelle Nombre de projets de vie pour chaque enfants
Centre d'enseignement spécialisé pour handicapés	0	Organisations des sessions éducatives	Nombre d'enfants handicapés ayant bénéficié de cycle de réorientation
		Diagnostic psychologiques des enfants et jeunes handicapés et collaboration avec les centres éducatifs spécialisés	Nombres d'enfants et de jeunes handicapés Orientés vers les centres éducatifs spécialisés
Total	40		
Insertion professionnelle			
Formation professionnelle	62		
		Organisation des ateliers de pré-formation professionnelles	Effectifs ou nombres de jeunes ayant suivis les ateliers de formation professionnelles
		Organisations d'ateliers pour la réhabilitation professionnelle	Effectifs des jeunes ayant suivis les ateliers de réhabilitation professionnelles
Formation et apprentissage professionnel (secteur public ou secteur privé) pour jeune âgés de 15 ans et plus	14	Organisation d'ateliers d'apprentissage professionnels	Pourcentage ou nombres d'enfants ayant participé ou suivi les ateliers d'apprentissage professionnelles
		Fourniture de services d'orientation et de guidance vers les centres de formation professionnelles	Nombres de jeunes orientés vers les structures de formation professionnelles
		Coordination avec les structures étatiques concernés par la formation professionnelle	Nombres de coups de téléphones, fax et courriers électroniques adressés aux structures concernés
Contrat d'apprentissage des enfants moins de 15 ans et de travail plus de 16 ans	16	Orientation vers les structures et entreprises d'apprentissage Coordination et activités administratives	Nombre de certificat d'apprentissage Nombre de contrat d'apprentissage
Lancement d'un projet	40	Collaboration avec les associations afin d'insérer les jeunes en matière de renforcement de capacité et appui.	Nombre de dossiers préparés pour la création d'un projet
		Collaboration avec les ministères (emplois et autres)	Sélection des jeunes qualifiés pour le lancement d'un projet

		Collaboration avec les DPS, en termes de préparation des dossiers	Nombres de jeunes ayant établis un projet
		Services d'appuis et accompagnement des jeunes pour assurer la durabilité des projets créés	Nombres de projets créés par les jeunes
Disponibilité des aides			
Fournir une aide en nature	130	Coordination avec les DPS, UTSS et ONG	
		Fourniture d'un quota de nourriture pour les jeunes	
		Organisation de journées d'aide en nature ou autre évènement	Pourcentage des jeunes ayant bénéficié des aides en nature ainsi que leurs familles
		Aides octroyés dans le cadre d'un projet	Nombre de jeunes satisfaits des aides en nature octroyées (vêtements, nourriture, etc.)
		Aides en nature en matière de produits et fournitures indispensables pour les ateliers organisés (artistiques et autres)	Nombres de jeunes ayant bénéficié de produits afin de participer à une séance ou un atelier
Fournir une aide financière	0	Collaboration avec l'union tunisienne de la coopération sociale	Pourcentages des jeunes ayant bénéficié des aides financières ainsi que leurs familles
		Identification des cas nouveaux et des phénomènes	
		Coordination avec UTSS et associations pour les cas des familles nécessiteuses	
		Développement des études et des recherches afin d'identifier les spécificités des zones d'interventions	Identifications et évaluations de l'impact des aides
		Développement des travaux de recherche de l'action	
		Organisation d'évènement ou de soirée pour la collecte d'aides pour les jeunes	
Fournir de l'aide en matière de santé	2	Services d'appuis et d'orientation avec un docteur	Nombres de consultations d'enfants
		Organisation de journée de sensibilisation pour les jeunes en cas d'abus de consommation de tabac, drogues et autres substances	Pourcentage de participations aux activités de sensibilisation Nombres d'enfants ayant arrêtés de consommer des drogues
		Coordination et envoi de lettre de liaison pour le cas des jeunes qui ne bénéficient pas de couverture sociale	Nombres de jeunes ayant reçus des soins médicaux

			Nombres de jeunes ayant accès à la couverture sociale
		Envoi d'un docteur spécialiste ou psychiatre suite à la présence d'une convention avec le ministère concerné et le CDIS	
		Séances de sensibilisation dans le cadre de la pandémie covid-19, et accompagnement parents-enfants	Nombres de jeunes ayant suivis des séances de sensibilisation Nombres d'enfants ayant accès à la vaccination
		Evaluation bureautique via des fiches de suivis et visite auprès des familles	
		Services d'orientations vers d'autres structures	
Autres		Développement de la culture du travail volontaire et la promotion de la participation civique	
		La participation avec les entités locales pour la préservation et la protection durable de la zone d'intervention	
Total	132		
Intégration dans une institution sociale		Services d'orientations vers les CDIS ou d'autre structures ou à travers un délégué	Nombres d'enfants intégrés dans une institution
		Envoi d'équipe de travail pour les enfants de la rue	Nombres d'enfants qui ont été orientés vers d'autres structures
		Activation du travail sociale dans la rue	Nombre d'enfants qui refuse l'écoles et l'institutions
Notification du délégué à la protection de l'enfance		La prise en charge d'un enfant en cas de violence	Nombres de notifications envoyés à la protection de l'enfance
		Le développement de rapports et envoi de notification à travers le délégué	
		La prise en charge éducative	
Établissement de procès-verbaux au profit du délégué à la protection de l'enfance		La prise en charge précaire avec le délégué de l'enfance	Nombres d'enfants dépassant les situations de menaces et d'harcèlement
		Etablissements de rapports de procès-verbaux avec le délégué et le juge de famille et enfants	Sortie ou produits des procès-verbaux avec les délégués de la protection de l'enfance

		Etablissements de rapports de procès-verbaux	
Avis de la section de l'inspection du travail		Coordination avec l'inspection du travail concernant l'emploi des enfants et l'exploitation économique	Nombre de jeunes ayant subi l'exploitation au sein du milieu de travail Nombres d'enfants ayant bénéficiés de mesures équitables
Préparation des rapports pour la section de l'inspection du travail		Etude des cas de situation d'enfants en cas d'harcèlement au travail	Nombre d'avis et de rapports adressés à l'inspection de travail
Préparation des rapports aux profits d'autres parties		Préparations de Rapports au profit de la justice pour la prise en charge des enfants en rupture sociale	Nombres d'avis et de rapports adressés à l'inspection e travail Nombres de procès envoyés
		Préparation de Rapports éducatifs, sociales, psychologiques au profit des jeunes	
		Organisation de comité de conseils pour l'étude des cas difficiles	Niveau de coordination avec les autres ministères emplois et éducations Nombres de réunions effectués

Source : Fiche récapitulative des interventions Excel du Ministère des Affaires Sociales en Tunisie

Quant au centre d'observation, il a des vocations et fonctions légèrement différentes des CDIS, à savoir : l'accueil, l'orientation, l'entretien et l'offre de services de prises en charge. Ainsi, à ce niveau, un diagnostic au niveau du centre d'observation a été effectué suite à un échange avec les cadres et les professionnels qui ont proposé le tableau suivant :

Tableau : les activités du centre d'observation par type de prise en charge ou appui :

Interventions	Activités	Résultats
Prise en charge sociale	Enquêtes sociales Visites sur terrain Entretien et réunion avec la famille Organisation de réunions de réconciliation Coordination avec les parties et autres acteurs institutionnels Les services sociaux fournis par le centre Coordination avec les CDIS, écoles et lycées, institutions éducatifs, structures de la justice) Rédaction de rapports reliés à l'état social et avancement des activités	Nombres de rencontres avec les familles effectuées Nombre ou fréquence des visites sur terrain ou site Nombre de coup de téléphone ou fax envoyés auprès des structures étatiques
Prise en charge psychologique	Des réunions avec l'enfant et sa famille Médiation et guidance familiale Coordination avec les psychologues Visite sur terrain	Nombre de réunions effectués entre l'enfant et sa famille Nombre de visite sur terrain

	Relation et coordination avec les structures de la justice Services d'orientation vers les hôpitaux psychiatriques Fourniture des rapports d'évaluation basés sur des fiches d'évaluations du niveau de délinquance, état de dépression, etc ; Coordination avec d'autres institutions pour assurer la mise en place d'autres activités sportives, de loisirs et artistiques pour les jeunes	Nombre de documents administratifs envoyés par mails ou fax pour assurer la coordination auprès d'autres structures
Prise en charge éducative	Organisation et développement des activités éducatives, de loisirs, sportives, culturelles et autres Organisations d'activités et ateliers de sensibilisation de l'importance de l'éducation Organisation d'activités Coordination avec les associations pour partenariat et organisation des ateliers et autres événements ainsi que l'appui en matière de ressources.	Nombre d'enfants et de jeunes participants aux activités éducatives Taux de réussite de l'interaction d'un jeune avec les activités Taux de participation d'un jeune aux activités culturelles, sportives et artistiques
Prise en charge en matière de santé	Offre de services de santé au sein du centre auprès du médecin du centre Fourniture de services de soins et offre de ressources en tant que produit et médicament Coordination avec les autres institutions de santé étatiques Assurer l'orientation vers des médecins privés pour certains cas de violence, handicap ou autres	Nombre de jeunes qui ont subi un contrôle médical Fréquence des visites auprès des médecins au sein des hôpitaux

Source : Centre d'observation

A ce niveau, il est également important de proposer une ventilation des domaines d'interventions détaillés selon les niveaux d'impact sur les bénéficiaires jeunes des activités mises en place. Il s'agit dans ce cadre de saisir l'impact réel des interventions sur la population cible.

Tableau : Identification et analyse d'impact des mesures d'interventions :

Domaines	Types de services	Nombre de cas pour l'année 2019	Niveau d'impact des bénéficiaires
Insertion scolaire et éducative	Établissements d'enseignement public	33	Pourcentage de jeunes ou effectif faisant le passage du primaire au secondaire, par sexe Nombre de jeunes en phase de scolarisation dans l'enseignement secondaire, par sexe

			Taux brut de diplômé du second cycle de l'enseignement secondaire, par sexe Compétences de base en lecture, mathématiques et sciences, par sexe Niveau d'instruction des jeunes âgées de 12 à 24 ans
	D'enseignement professionnel	7	
	Centre d'enseignement spécialisé pour handicapés	0	
	Total	40	
Insertion professionnelle	Formation professionnelle	62	Pourcentage de jeunes au chômage, par sexe
	Formation et apprentissage professionnel (secteur public ou secteur privé)	14	Ratio du taux de chômage jeunes/adultes
	Contrat de travail	16	Taux de participation des jeunes au marché du travail, par sexe
	Envoi d'un projet d'apprentissage dans le secteur privé	0	Jeunes non scolarisés et sans emploi, par sexe et zone urbaine ou rurale
	Lancement d'un projet	40	Jeunes travailleurs pauvres, par sexe
	Autres	0	Ratio emploi des jeunes/population de jeunes occupant des emplois précaires
			Pourcentage de jeunes ayant un accès quotidien à un téléphone mobile, par zone urbaine et rurale Pourcentage de jeunes ayant utilisé un ordinateur dans un lieu quelconque au cours de la semaine ou du mois précédent, par zone urbaine ou rurale et par sexe Pourcentage de jeunes ayant utilisé Internet dans un lieu quelconque au cours de la semaine ou du mois précédent, par sexe et par zone urbaine ou rurale

			Mesures de protection des jeunes contre les dangers auxquels les technologies de l'information et des communications peuvent les exposer Ventilation de l'utilisation d'internet et par les jeunes par lieu d'utilisation et par activité.
			Jeunes migrants (nombre et pourcentage du nombre total de jeunes), par sexe Taux de mobilité des étudiants dans l'enseignement supérieur, par sexe
Appui financier et matériel	Services dans le domaine de l'appui matériel et financier	130	Pourcentage de jeune vivant dans une pauvreté extrême ou en dessous du seuil de pauvreté national
	Fournir une aide financière	0	Pourcentage de jeunes mal logés, par sexe Pourcentage de jeunes qui n'ont pas accès à des équipements sanitaires, par zone urbaine ou zone rurale Pourcentage de jeunes qui n'ont pas accès à une source améliorée d'eau potable, par zone urbaine ou zone rurale Accès à l'électricité Accès aux transports
Appui dans le domaine de Santé	Fournir de l'aide en matière de santé	2	Conflit et automutilation (suicide), par sexe Taux de mortalité maternelle, pour toutes les femmes de 15-49 ans Naissance chez les adolescentes Proportion des naissances chez les mères âgées de 15 à 24 ans assistées par du personnel de santé qualifié, par zone urbaine ou rurale

		Utilisation de moyens de contraception modernes chez les jeunes sexuellement actifs entre 15 et 24 ans Pourcentage de jeunes qui ont abusé de l'alcool une ou plusieurs fois dans leur vie, par sexe Pourcentage de jeunes qui ont fumé une ou plusieurs cigarettes au cours des 30 derniers jours, par sexe Pourcentage de jeunes considérés en surpoids par sexe Pourcentage de femmes de 15-24 ans, mariées ou vivant en concubinage, qui ont satisfait leurs besoins en matière de planification familiale Pourcentage de jeunes considérés en sous-poids (> 1 écart type en dessous de la moyenne par âge et par sexe, conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la Santé) Pourcentage de jeunes qui déclarent avoir eu au moins 60 minutes d'activité physique par jour, au cours des 7 derniers jours Pourcentage de jeunes qui ont déclaré avoir été gravement blessés (accidents de la route, violence) au cours des 12 derniers mois Pourcentage de jeunes de 15-24 ans qui ont eu recours aux services de santé au moins une fois au cours des 12 derniers mois
	Autres	Taux de prévalence du VIH parmi les jeunes, par sexe Pourcentage de jeunes ayant des connaissances exactes et complètes sur le VIH/sida, par sexe Pourcentage de jeunes ayant utilisé un préservatif lors du plus récent rapport sexuel à haut risque

			Pourcentage des jeunes sexuellement actifs et bénéficiant de service de conseil et de dépistage volontaire du VIH/Sida et connaissant les résultats des tests de dépistages ;
	Total	132	
	Intégration dans une institution sociale		Prévalence annuelle de la consommation de drogues illicites et de la toxicomanie chez les jeunes, par type de drogue et par sexe
	Notification du délégué à la protection de l'enfance		Nombre de jeunes placés en détention par les autorités
	Établissement de procès-verbaux au profit du délégué à la protection de l'enfance		Civiles pour des infractions liées à la drogue (chiffre annuel), par sexe
	Avis de la section de l'inspection du travail		Nombre de jeunes de 15-24 ans détenus en tant que mineurs, par sexe
	Préparation des rapports pour la section de l'inspection du travail		Pourcentage des jeunes qui déclarent avoir consommé du cannabis au moins une fois au cours des mois précédents
	Préparation des rapports aux profits d'autres parties		

4. Contours des différents programmes et réinvention

Il est important d'actualiser les principaux aspects de l'exclusion sociale qui peuvent être résumés comme suit :

Ceux qui connaissent de mauvaises conditions de vie (en termes de logement, d'alimentation, d'habillement, de sécurité physique) ; ou encore en manque de confort de vie et qui font face à des soucis en matière de qualité de vie au sein de la famille et à l'extérieur ; ceux incapables d'interagir avec leurs environnements de manière volontaires ou autres ; ceux qui refusent d'accepter le niveau faible d'environnement et d'infrastructure résiliente, durable et soutenable, etc.

Ceux qui ne peuvent pas participer à la vie sociale et politique de leur communauté (non par choix mais en tant que résultat des obstacles rencontrés) ; ceux qui font face à des soucis de violence physique, morale, psychologique et matérielle ; ceux qui n'affirment pas leurs droits socio-économiques dans le cadre hostile à la ségrégation et disparités de langue, tradition, ethniques et religieuses, etc.

Ceux qui ne peuvent pas profiter des activités culturelles et récréatives (en raison des obstacles rencontrés) ; ceux qui n'ont pas accès à des services de loisirs et de divertissement, de santé et d'appui socio-psychologique continu

Ceux qui souffrent d'isolement mental et dépressif, ceux qui sont incapables d'affirmer leurs positions sociétales et n'ont pas les capacités pour faire passer leurs messages ; etc.

Ceux souffrant de problèmes de santé découlant d'un niveau de vie médiocre et rencontrant des obstacles à accéder aux soins de santé et aux services sociaux au besoin ; Ceux qui ne bénéficient pas de garantie sociale pour faire valoir leurs besoins en matière de santé et qui souffrent de manque de pratiques d'hygiènes pour améliorer leurs quotidiens, etc.

Ceux qui souffrent d'un sentiment émotionnel et psychologique d'exclusion et d'isolement de la communauté et/ou de la société dans son ensemble (aggravation du bien-être) suite à la perception de la société à leur égard ; ceux qui sont marginalisés et dépourvus de moyens suite à leurs conditions matérielles et leurs ignorance accentuée d'un quotidien complexe et compliqué ; etc.

Ceux qui ont des problèmes de dépendance de consommation de drogues, alcools et tabac et n'arrivent pas à guérir et gérer leurs modes de vies; ceux qui trouvent dans la dépendance un échappatoire face à la pauvreté, la délinquance et l'extrême violence, ou ceux qui trouvent dans le radicalisme une sortie d'un commun pratique modernisé et matérialisé ; ceux qui s'influent par les dogmes médiatiques et essaient d'influencer suite à un processus de contamination lourd psychologiquement et socialement; ceux qui connaissent une rupture avec le mode de vie moderne et le comportement civique commun au nom d'une rébellion déguisée et accentuée; ceux qui refusent le standards et portent l'idéalisme; ceux qui veulent aider via des actions caritatives et volontaires mais sont refusés par les modernistes, ceux qui représentent l'exception à la règle.

Ceux qui souffrent de problèmes d'incompatibilité intergénérationnelle et culturelle et font face à un freinage culturel, en matière de mentalité, comportement et idéologie, etc ; ceux qui souffrent et représentent des stéréotypes sociétaux difficiles et complexes; ceux qui souffrent de complexe et chocs psychologiques, résultat de mobilité et transition brusque d'un mode de vie à un autre; ceux qui portent des jugements et adoptent des comportements jugés parfois irrationnels; ceux qui n'ont pas eu la chance, ni le droit d'être inclus et qui n'ont pas compris comment s'inclure avec délicatesse et souplesse; ceux qui sont à la fois victimes et rebelles, radicalisés ou révoltés, populistes ou sociétaux, pauvres ou marginalisés, non civilisés et manquent de comportement civique, ceux qui endommagent et qui sont endommagés, ceux qui contaminent et se contaminent, ceux qui n'ont pas la voix pour faire valoir leurs droits.

Un autre constat important est celui de la présentation, analyse et ventilation des services de protection des jeunes et moins jeunes non pas seulement selon les niveaux d'intervention mais selon les éléments suivants : dérivation, protection, restauration, transition et permanence, pratique tenant compte des traumatismes et troubles socio-psychologiques, etc.

La série des services de protection est expliquée ainsi :

Dérivation englobe la série des activités suivantes à savoir : le fait de connecter les enfants et les jeunes avec les bons services au bon moment pour les soutenir et suite à un pré-test d'évaluation de l'état et un diagnostic de compétences; détourner les jeunes de la garde à vue et faciliter leurs accompagnements afin de garantir leurs retours à la vie normale; soutenir les familles pour les aider à se sentir forts, entourés et en sécurité; faciliter l'encadrement des jeunes sans mandat de justice afin de les déconnecter de la punition judiciaire et leur éviter des problèmes avec la justice, etc.

Le volet protection inclut une autre série d'intervention à savoir: le fait de protéger les enfants et les jeunes des dangers existants et tous types de violence possible et crimes illicites ou autres dégâts; soutenir et encourager les jeunes à ne pas nuire en cultivant leurs mentalités en faveur de la paix et la stabilité sociale; évaluer et enquêter sur les signalements de préoccupations concernant les enfants en facilitant le développement d'enquête auprès

des parties concernées afin d'éviter toute confusion en matière d'identités et autres et avoir une vue exhaustive de l'état et du profil du jeune; offrir un environnement de garde sécuritaire favorisant un seuil minimum préventif de protection et de paix sociale ; etc.

Le volet restauration inclut également une série d'interventions à savoir : aider les enfants et les jeunes à être réunifiés avec leurs familles et réintégrés dans leurs foyer via l'organisation de session d'appui psychologique et d'organisation de possibilité de rencontre et d'organisation d'évènements de rapprochement des membres de la famille; aider les familles à soutenir une restauration en douceur et réussite, et éviter toute séparation intergénérationnelle et déconnexion idéologico-culturelle; offrir des programmes de réadaptation et de soutien pour empêcher les jeunes de récidiver en diversifiant les activités fournies vers plus de prise de conscience des besoins identitaires et physio psychologiques et les conditions matérielles de ces jeunes et valoriser tout type de connexion et de partenariat avec les autres acteurs afin de leurs éviter tout évasion récidives brusque et difficile, etc.

Le volet de transition et permanence qui comprend les éléments suivants à savoir : aider les jeunes à réussir leurs transitions vers une vie d'adulte indépendant en leurs garantissant un glissement à la douce vers un cursus professionnel adéquat qui leurs garantit un minimum de confort de vie et un revenu stable ; préparer les enfants , les jeunes et leurs réseaux de soutien à la transition de la prise en charge et faciliter toute adhésion à un réseau collaboratif visant à aider les jeunes à s'inclure socialement que ce soit formel ou informel et faciliter tout réseautage avec des acteurs comme le tissu associatif en impliquant les jeunes dans des activités d'apprentissage, de loisirs et autres, faciliter l'appui en matière de ressource et capacité afin de leurs fournir plus de commodités vitales; travailler avec des familles d'accueil et des proches aidants pour offrir aux enfants et aux jeunes une vie normale en favorisant tout possible soutien à ces familles pour les accompagner et leurs fournir les commodités vitales nécessaires; soutenir les adoptions en cas d'absence de soutien familial afin de lui garantir l'appartenance à une famille, etc.

Un autre volet est celui d'être informé sur les traumatismes en fournissant les activités suivantes : assurer l'évaluation thérapeutique de tous enfants et adolescents qui nous sont codifiés en assurant la fourniture d'un rapport d'évaluation déjà existant mais doit être davantage affiné et actualisé; fournir un soutien adapté à la culture et tenant compte des traumatismes et difficultés mentales et psychologiques dont les jeunes souffrent et la prise en considération du rôle que la culture, le civisme et le comportement civique a une influence sur le comportement d'un jeune; prévenir l'escalade des comportements antisociaux ou offensants en sensibilisant les jeunes à la gestion des conflits et problèmes communautaires et les éduquer à développer des attitudes non agressives et rationnelles et en fournissant des activités sportives afin d'équilibrer les capacités physiques de ces derniers; contrebalancer les inquiétudes concernant la sécurité et le bien-être des enfants et des jeunes relatif à tous types de violence survenues, qu'elles soient psychologiques à savoir l'exposition à la violence familiale, l'abus sexuel, la négligence, etc mais il est opportun d'apprendre davantage sur le signalement des mauvais traitements et de la négligence envers les enfants, etc.

En outre, les programmes axés sur le développement total des jeunes défavorisés en rupture sociale et en voie de radicalisation sur le plan physique, psychologique, émotionnel, social, spirituel, culturel et économique. Ces programmes doivent inclure les priorités nationales et les besoins existants dans les zones d'intervention de manière différenciée et selon l'identification de leurs disparités. L'un des objectifs majeurs est de promouvoir le développement des jeunes non scolarisés et d'autres jeunes défavorisés pour qu'ils deviennent des citoyens autonomes, économiquement productifs, socialement responsables et capables de contribuer au développement de leur famille et de leur communauté. Atteindre cet objectif est une cible dont les centres travaillent afin de pallier à la non inclusion d'une tranche d'âge de jeunes qui souffrent de manque d'appui via par exemple des centres d'accompagnement qui sont quasi-absents et la difficulté d'assurer la transition du cycle primaire éducatif avec la rupture définitive de l'éducation.

D'ailleurs, la diversité des programmes fait encore défaut malgré les efforts déployés au sein du ministère et du centre et qui sont actuellement identifiés en matière d'intervention y compris :

Les différents programmes peuvent suivre les faits, tendances et cas pratiques appliqués dans d'autres pays qui comprennent une série de volets assez variés y compris : la productivité économique, amélioration de la personnalité et promotion d'un mode de vie positif, formation en leadership et responsabilité sociale, enrichissement de la responsabilité sociale, service communautaire bénévole, programme de stage du gouvernement, services de soutien aux jeunes par les pairs, etc.

Le premier aspect est celui de la promotion de la productivité économique afin d'atteindre la productivité économique et l'autonomie des membres. Il s'agit d'aider à l'emploi indépendant en assistant par le capital sans garantie et sans intérêts, servant à la restauration d'un groupe individuel physiquement apte à entreprendre et à gérer un projet. Certes, actuellement la difficile architecture financière caractérisée par sa rigidité en matière d'auto financement de projets non disponibles de ces jeunes marginalisés et le manque de réseautage avec les acteurs non formels d'appui au financement au développement et l'absence d'un tissu caritatif associatif qui manque de solutions innovatrices pour appuyer les activités des centres. Certes, ces derniers n'ont pas pour vocation de collecter de l'argent afin d'appuyer les jeunes, mais ils manquent tout de même de réseautage local et international et de stratégies de networking.

Il y a aussi le semi-volet de service de pré-emploi où les groupes de jeunes intéressés par l'emploi ouvert ou indépendant sont tenus d'assister au séminaire et événements de pré-emploi ainsi qu'aux workshops pour les sensibiliser à l'adhésion à la vie professionnelle. Ces activités visent à renforcer la négociabilité de l'emploi de ceux qui préfèrent l'emploi ouvert et à renforcer la capacité entrepreneuriale des jeunes axés sur les affaires et certains secteurs porteurs de valeur ajoutée et rémunérateurs. Toutefois, ces jeunes souffrent encore du manque d'orientation et d'appui pour les allouer dans des entreprises, assez jeunes et démunis de ressources matérielles. Aussi la législation actuelle ne permet pas de les protéger ni d'allouer des indemnités à leurs encontre. L'appui des autres acteurs exploitant les forces de travail démotivent ces jeunes à travailler. Autant de contraintes qui rendent l'insertion dans le cursus de l'emploi assez difficile et mal orienté.

Le second volet et qui peut faire l'objet d'un programme est celui de l'amélioration de la personnalité et promotion d'un mode de vie positif qui vise les jeunes et moins jeunes dans une transition critique de l'enfance à l'âge adulte pour acquérir des connaissances, des compétences, des attitudes et des valeurs. Les membres des CDIS et professionnels peuvent suivre des formations sur différentes capacités et activités de renforcement telles que : la sensibilisation à la population habitable et inclusive et orientation à la vie familiale où les jeunes sont orientés sur les concepts d'environnement habitable et durable, de croissance et de développement humain, d'interaction avec l'environnement extérieur, de vie familiale et le rôle des conflits intergénérationnels, de parentalité responsable, de planification de la vie et de prise de décision.

Il y également beaucoup d'attention orientée en faveur de la promotion d'un mode de vie positif et hygiéniquement respectable. Le mode de vie d'une personne, les habitudes d'une personne se forment pendant l'adolescence et le début de l'âge adulte, la consommation de substances dangereuses et le tabagisme, la nourriture non équilibrée et en manque de vitamines, les solutions alimentaires contre le stress et la dépression, les pratiques hygiéniques quotidiennes au sein du foyer, en famille et en dehors de la famille, l'initiative sexuelle et d'autres comportements à risques peuvent survenir à ce stade, etc. Accompagner un jeune enfant, l'éduquer à des bonnes pratiques, l'orienter afin d'adopter un mode de vie sain, équilibré et stable peut l'aider à sortir des sentiers battus des déceptions, dépressions, vulgarités et marginalisation. Il y a également le développement socio-culturel, spirituel et physique où les jeunes sont encouragés à initier ou à participer à des activités culturelles et sociales visant à renforcer le statu quo des jeunes avec un sentiment d'appartenance culturelle berbère, andalou, arabe, musulman, etc. Renforcer l'aspect culturel selon des approches modernes d'inclusion sociale aide les jeunes à se rétablir et

retourner à leurs états de tranquillité et garantit une certaine paix sociale à travers la participation à des événements culturels, sportifs, des activités touristiques ou autres.

Un autre aspect est celui de la promotion de la Formation en leadership et responsabilité sociale afin d'optimiser le potentiel de leadership des jeunes. Ils reçoivent une formation de base telle que le conseil par les pairs pour promouvoir un mode de vie positif, la gestion de projet et la gestion de la préparation aux catastrophes ou encore la gestion des conflits communautaires, le rôle du leadership d'impact et d'influence, etc. Il est également important de faciliter l'enrichissement de la responsabilité sociale alors que l'enfant est préoccupé par l'affection et l'approbation de la famille, les jeunes. D'autres part, ils sont motivés à gagner le respect et l'approbation de leurs pairs. A cet égard, il est important d'appuyer les centres par des activités de renforcement, sensibilisation et financement orientés vers la promotion de la responsabilité sociale et durable. Faire participer les jeunes à des volets de plaidoyer, sensibilisation et communication relative à la responsabilité sociale est important et peut les influencer à devenir des acteurs de changement.

Un autre aspect est celui relatif à la promotion des services communautaires bénévoles qui incluent les services à la communauté qui sont rendus par les jeunes à travers les types d'implication suivants : programme de sensibilisation à l'immersion en partenariat avec le secteur public et privé où les jeunes volontaires sont affectés à des institutions publiques ou privées autres que les CDIS pour participer à des activités de protection de l'environnement, l'animation d'activité touristique, la participation à des activités relatives à la prévention sanitaire et de santé, etc afin d'aider à l'organisation et la conduite d'activité par les jeunes. Les weekend, des jeunes brigades ou camps, scouts et autres par exemple entreprennent des projets de construction communautaire à savoir la plantation d'arbres, d'herbes pour les terrains sportifs, la plantation de fleurs et autres plantes aromatisées sur les lieux pour rendre l'environnement agréable au sein des centres avec l'appui de la société civile et l'assistance technique, la production de légumes, la collecte des ordures, le nettoyage des rues et autres, et d'autres activités de protection et de conservation de l'environnement qui peuvent joindre de la valeur ajoutée à ces jeunes. Il est question de rendre le volontariat formel et ayant un aspect rémunérateur avec l'appui d'autres acteurs afin d'aider les jeunes à récolter de l'argent et à les motiver à apprendre à travailler. Un volet de sponsors est également important de la part des entreprises privées qui peuvent les aider et leurs fournir les ressources et le matériel nécessaires.

Un autre aspect également est celui d'assurer des programmes de stage du gouvernement via la fourniture d'opportunités aux jeunes scolarisés ou aux étudiants d'être formés aux opérations gouvernementales pendant l'été ou les vacances. Ces stages doivent être valorisés via la préparation d'un programme technique et pédagogique qui aide le jeune et l'enfant à s'améliorer autant qu'une rémunération acceptable allouée et un minimum de respect moral et sur les lieux de travail pour éviter tout type de violence possible. Le volet apprentissage par la pratique est essentiel afin de lui garantir un travail respectable.

Un aspect aussi important est celui des services de soutien aux jeunes par les pairs où l'action communautaire des jeunes peut également impliquer des actions de collecte qui défendent les droits et garantissent la protection de l'enfant, une implication dans la vie civique et politique, la protection des consommateurs, la protection et la conservation de l'environnement et d'autres activités communautaires et problèmes de jeunesse. Faire participer les jeunes à travers des activités sectorielles qui protègent leurs droits socio-économiques renforce leurs caractères et booste leurs personnalités. Faire impliquer ces jeunes et enfants démunis des centres dans le processus de réforme législative revêt un poids important afin de faire le changement désiré à plusieurs niveaux. Faire participer ces jeunes dans des comités interinstitutionnels peut changer la donne en les motivants par des avantages subtiles et symboliques.

Il y a également les services de suivi, destiné aux toxicomanes, alcooliques récupérés, aux détenus libérés, aux personnes non infectés, aux victimes, aux patients mentaux qui ont besoin d'une motivation et d'assistance pour l'école ou le placement. Des thérapies de groupes sont parfois recommandées pour effectuer la rupture avec le

processus de dépendance, l'offre de médicaments gratuits afin de les aider à se rétablir, etc. Ou encore il est question de retravailler les programmes d'appui fournis au sein des centres en incluant l'utilisation des moyens interactifs et technologiques par exemple, ou en appuyant les jeunes à travers l'ajout d'un calendrier varié intégrant de nouvelles méthodes d'interventions par les professionnels.

Il y a également les services après-vente qui offrent des opportunités qui permettront aux jeunes des institutions de réintégrer le courant dominant de la vie communautaire et de participer à des activités communautaires productives. Appuyer les jeunes par des formations dans des domaines de la commercialisation, le marketing et la force de vente peut leur garantir un emploi et les aider à se réinsérer professionnellement. En parallèle, leur offrir les moyens d'utiliser les technologies et les former à la promotion sur les réseaux sociaux peut également valoriser leurs acquis. Il y a aussi les services d'aiguillage qui sont d'autres services fournis par des organismes concernés en réponse aux besoins des clients et bénéficiaires dépendant du secteur cible et la nature de l'activité. Aider les jeunes à apprendre sur le tas revêt d'une importance cruciale car ce n'est qu'à travers l'apprentissage par la pratique qu'un jeune peut évoluer. Il est important également de les équiper avec des outils et équipements technologiques comme les téléphones, tablettes et ordinateurs en cas de besoin avec l'appui d'autres acteurs comme le secteur privé ou la société civile.

Encore d'autres aspects qui peuvent être inclus dans le paquet des solutions interventionnistes qui peuvent contrecarrer les risques de rupture sociale et de la radicalisation en Tunisie.

Une série de problèmes identifiés surgissent tout au long du cursus du jeune et sont relativement dus aux problèmes de mise en œuvre des programmes mis en place où des problèmes possibles suggérés et qui sont les plus fréquemment cités, à savoir : le non-respect d'un manuel, guide ou d'un protocole de programme incomplet ou une activité reliant ces programmes comme celle de la collecte des données. Il y a également les prestations des services incohérents et la faible participation des participants.

En analysant les systèmes actuels de statistique et d'analyse de l'information. Si déjà un système de suivi de la mise en œuvre est existant, est-il possible d'examiner s'ils fournissent des informations et des statistiques dont ils ont réellement besoin pour identifier les problèmes concrets et réels. Une série d'interrogations surgissent à ce niveau : êtes-vous capable de :

Mesurer le niveau de participation aux programmes et activités par la collecte des statistiques, le comptage et l'analyse des dossiers administratifs et leurs enregistrements sur des espaces électroniques fiables et accessibles pour tout utilisateur en comprenant une ventilation des catégories respectant les standards internationaux ;

Surveiller le respect des contenus des cours d'appui social, psychologique, santé, et autres ou les conseils de programmes en vérifiant les listes de contrôle et en adoptant un système de scoring appropriés, est-ce possible d'identifier les points auxquels votre programme diffère ? Quel est son apport par rapport aux autres ? Quels sont les possibles modifications à apporter afin de pallier à toute lacune d'implémentation et de non satisfaction des participants.

Identifier les modèles, solutions et domaines d'amélioration possible et alternative ? Examiner les données statistiques de manière transversale afin d'aider à l'identification des causes et les lieux possibles d'intervention et assurer leurs affinages. La question est jusqu'à quelle étendue ces interventions ont permis d'améliorer le niveau socio-psychologique et a facilité la réintégration d'un jeune dans la société en générale, et dans le cursus académique, de formation professionnelle et la réinsertion dans le milieu de travail ? Qu'en-est-il de l'impact réel des interventions quant aux performances réalisées par chaque centre ? Comment est-ce possible de rendre les CDIS pourvoyeurs de soutien continu et coordonné avec d'autres agences étatiques pour assurer la pérennité des activités.

Evaluer la qualité des prestations de services avec l'observation et des enquêtes auprès des participants afin de saisir le degré de leurs interactions avec l'environnement institutionnel, leurs niveaux de perception vis-à-vis des services fournis et le niveau d'implications des professionnels ainsi que la nature des activités fournies.

Ainsi, plusieurs éléments doivent faire l'objet d'une reconsidération des priorités à savoir :

Les normes de fidélité qui ouvrent une série de questions : est-ce que votre programme a spécifié les seuils et niveaux acceptables de mise en œuvre ? Comment vous jugez le niveau acceptable, quels critères vous incluez et comment est-ce possible de les approximer en score pour repositionner vos activités ? Quelles parties d'un programme sont essentielles pour être achevées ? Comment est-ce possible de les prioriser selon les objectifs et plan d'actions des centres ainsi que la nature de la population cible ? Quelle est la fréquence et durée d'une prestation considérée comme complète à la mise en œuvre ? Qu'en est-il de la nature de l'intervention ? Respecte-t-elle la logique d'atteinte de planification par objectifs ? Le poids relatif de chaque intervention est-il saisissable dans un souci comparatif des performances ?

La capacité organisationnelle est-elle saisissable régulièrement et selon les besoins. Est-ce que vous disposez de moyens permettant de surveiller systématiquement le processus de mise en œuvre ou que votre système actuel ne capture pas les éléments critiques de performance de programmes et activités reliées ? Par défaut, est-ce possible où vous avez la capacité à introduire un nouveau système organisationnel ou affiner un existant ? À quel niveau les défaillances organisationnelles surgissent ? Plus encore, comment est-ce possible de pallier des difficultés de gouvernance organisationnelle ? Entre collaboration et compromis qui prime d'abord ? Comment est-ce possible de diminuer les fardeaux organisationnels (administratif, procédurale, éthique, etc.) ? Quelles démarches vous proposez pour contrecarrer ces problèmes ? Avez-vous les outils organisationnels adaptés pour révolutionner vos systèmes de collecte de statistiques et de modernisation de l'administration publique ? Jusqu'à quel point êtes-vous satisfaits de vos compétences administratives et votre niveau d'implication organisationnelle avec vos collaborateurs ? Si vous souhaitez affiner le système organisationnel actuel, quelles sont vos priorités qui peuvent coexister avec l'exercice de collecte, développement et enregistrement ainsi que l'actualisation des statistiques ?

Le leadership organisationnel, sa nature, son objectif et ses champs d'intervention. Est-ce que la direction de l'organisation soutient suffisamment et engage à intégrer le suivi du processus dans le flux de travail ? Est-ce que la division et allocation des tâches de travail permet une certaine flexibilité pour ré inclure toute tâche jugée importante ? Est-ce votre flux de travail se reflète concrètement en chiffres et statistiques ? Comment est-ce possible de réorganiser les processus de travail afin que les cadres soient capables de fournir des rapports, documents et feedbacks cohérents et harmonieux ? Est-ce un taux de rotation flexible et un mode de leadership transitionnel et rigide qui fait défaut quant au développement des activités ou est-ce que la culture éthique des leaders qui impacte la structure organisationnelle et démotivent leurs rendements.

Certaines perspectives ouvrent la voie au développement d'un plan d'action en fonction des résultats des analyses, études et évaluation effectuées.

Il est important d'envisager d'ajouter des éléments aux systèmes de suivi de la mise en œuvre qui peuvent être utiles, comme des repères pour des niveaux de mise en œuvre acceptables basés sur les performances passées du programme. Le comparatif pré et post programme ou activité reflète le changement réalisé et analyse sa nature. Une prise de conscience envers le repérage d'un niveau acceptable est attribuée à une série d'éléments et de standards qui changent au fil du temps et nécessite une prise de conscience de la part des cadres qui les utilisent comme instruments de compréhension, d'analyse et d'évaluation des performances.

Il est également utile de se servir de l'amélioration continue de la qualité ou des boucles de rétroaction pour incorporer ce que vous apprenez dans la formation, et les programmes des professionnels de manière opérationnelle. Au-delà des mises à jour et des réunions de travail de mise au point des calendriers et des programmes adaptés, une reconsidération de l'inclusion de pratique innovatrice s'avère essentielle.

Il est également important de veiller à ce que les professionnels, cadres et personnels aient une formation adéquate et bénéficient d'un soutien continu pour qu'ils comprennent l'importance de respecter les programmes, les lignes directrices et disposent d'outils pour améliorer la qualité des services fournis.

Conclusion :

Ce chapitre est une façon d'approcher les statistiques selon un angle bien déterminé : celui d'actualiser et d'effectuer une mise à jour des domaines d'intervention, une ventilation des problèmes existants, une description des différents volets d'intervention selon une matrice d'inputs-outputs qui saisit les changements survenus selon les champs d'intervention. Il était aussi question de décrire les différentes interventions en matière de services fournis et performances réalisables ; ce qui justifie en quelque sorte l'impact des projets et activités mises en place et donne aux données un rôle exploratoire en matière de fourniture d'analyse et d'évaluation des réalisations. Ce chapitre offre aussi une meilleure compréhension de la nouvelle réinvention et redesign des volets de l'exclusion sociale suite à des recommandations qui offrent plusieurs solutions afin d'harmoniser le travail et de le rendre plus cohérent à plusieurs niveaux.

Conclusion générale :

Ce guide est une opportunité pour ses utilisateurs de bien comprendre les concepts reliés aux statistiques et principalement ceux relatifs aux jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation. Ce document dresse un état des définitions reliées aux principaux concepts utilisés. Ce rapport analyse la signification statistique de données collectées et décrit l'état des statistiques ventilées selon une série de formules et de graphiques. Ce guide présente aussi les principales recommandations pour analyser et traiter l'information. Ce document présente un diagnostic actualisé selon des méthodes qualitatives des principales statistiques à collecter afin d'assurer leurs mises à jour et permet d'expliquer les difficultés existantes quant à leur développement et diffusion. Ce document sert aussi à dresser des classifications des statistiques selon des domaines nouveaux et permet d'harmoniser le travail du ministère avec celui des organisations internationales. Ce guide est un moyen et un outil de restructurer tout le processus de développement statistique à l'échelle d'un ministère et les agences étatiques reliés selon une approche concertée, transparente, inclusive et durable.

Bibliographie :

Tableau 1 : Revue de la littérature nationale relative à l'état de la jeunesse en Tunisie en rupture sociale et en voie de radicalisation

Titre du document	Source	Années
Tableaux récapitulatifs des CDIS pour ventilation des statistiques et base de données relatives aux CDIS relatives aux : Cas de récidives jeunes délinquants, cas des jeunes	Ministère des Affaires Sociales	2019
Fiches d'inscription des jeunes	CDIS	2019
Fiches d'inscription des enfants en rupture sociale	CDIS	2019

Les registres des inscrits dans les services et sessions d'appuis fournies par les centres et développées par le staff des centres	CDIS	2022
Les listes des personnes intéressées aux activités du centre communiquant par téléphone ou par visite sur l'état des lieux.	CDIS	2022
Dossier d'évaluation technique, sociale et psychologique de l'état des jeunes en rupture sociale et en voie de radicalisation	CDIS	2019
Fiches de présence aux sessions d'appui et accompagnement social, psychologique et professionnel	CDIS	2019
Grille d'évaluation des compétences et d'assiduité des participants aux différentes activités des centres	CDIS	2022
Rapports et notes de discussion interne résultats des réunions hebdomadaires entre les professionnelles et cadres du centre relatif aux cas des jeunes	CDIS	2022
Rapports d'analyses des activités effectuées au niveau du centre en partenariats avec des partenaires potentielles : société civile, secteur privées, etc ;	CDIS	2022
Rapports trimestriels de l'état d'avancement des activités de chaque centre et de l'état des types d'interventions	CDIS	2019
Rapports et fiche informatives fournies par les acteurs institutionnels publiques partenaires à savoir : le ministère de la justice, ministère de l'intérieur, etc.	Ministère de la justice Ministère de l'intérieur	2019
Fiches préliminaires en Excel incluant le listing des informations globales des candidats	CDIS	2021
Les bases de données provisoires fournies dans les maaping et outils digitales, applications et autres provisoirement développées en internes par les cadres des centres listant des statistiques relatives aux CDIS	CDIS	2021
Fiches développées en interne produit d'une compilation des statistiques des jeunes sous forme d'un rapport descriptives par candidats listant caractéristiques et attributions reliées	CDIS	2021
Autres documents et rapports :		
Etude sur		
Les rapports et bulletin statistiques de l'INS relative à la population, ménage, zones rurales ou autres, etc	INS	2021
L'enquête auprès des ménages sur la jeunesse tunisienne dans les Zones Urbaines (THSYUA)	Essect Tunisie	2012
Rapport des statistiques chiffrées non officielles relative aux Suicide et tentatives de suicide en Tunisie-2014	Observatoire social et économique Tunisien	2014

Tableau 2 : Revue de la littérature internationale relative au projet « Shabbab » :

Titre du document	Source	Années
World Programme of Action for Youth to the Year 2000 and Beyond	United Nations resolution documents	1996
Rapport des Commission du développement social relatives aux Indicateurs proposés aux fins du Programme d'action mondial pour la jeunesse	Nations Unies conseil d'analyse économique et sociale	2013
PYD Measurement toolkits	USAID Youth power.	
Tunisia: Breaking the Barriers to Youth Inclusion	World bank report	
Rapport national des enfants non scolarisés	UNICEF	2014

Moyen-Orient et Afrique du nord initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés		
Les enquêtes sur les Jeunes en Transition de l'OIT	OIT	2013
Les enquêtes de la Banque Mondiale sur la jeunesse en Tunisie	Banque Mondiale	2012
Défis de la jeunesse en Tunisie	UNFPA	
Etude en Tunisie, surmonter les obstacles à l'inclusion des jeunes ».	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement Groupe Banque mondiale	2014
Suivi de la situation des enfants et des femmes : Enquête par grappes à indicateurs multiples	UNICEF	2011-2012
Mediterranean School Survey Project on Alcohol and other Drugs (MedSPAD),	Ministère de la santé et centre Pompidou	2014
Rapport sur le renforcement de l'autonomie et la confiance des jeunes en Tunisie	OCDE	
Report of the valuation of contribution of the United Nations development system to strengthening national capacities for statistical analysis and data collection to support the achievement of the millennium development goals (MDGs) and other internationally agreed development goals.	Unedited United Nation report	
Handbook on qualitative indicators	USAID Report, department of democracy and democracy, technical publication serie	2005
Handbook on governance statistics, draft for global consultation	the Praia Group on Governance Statistics, by the UN Statistical Commission	2015
Revue des programmes nationaux de santé ciblant les adolescents et les jeunes	UNFPA	2017
Rapport sur le renforcement de l'autonomie et la confiance des jeunes en Tunisie, examen sur la gouvernance publique	OCDE	
Arab Barometer Tunisia Country Report,	Arab Barometer	2019
A Voice for Change, Arab Youth Survey,	Arab youth survey	2020
Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes	Banque Mondiale	2014
Youth not in employment, education or training (NEET), International Labour Organization,	International Labour Organization	2020
Institut National de la Statistique (2020), Population : Indicateurs démographiques,	Institut National de la Statistique	2020
Stratégie Opérationnelle du Secteur de la Jeunesse : Diagnostic, Orientations, Actions.	Ministère des affaires de la jeunesse et des sports	2017
Youth and COVID-19: Response, Recovery and Resilience,	OCDE	2020
Investing in Youth: Tunisia: Strengthening the Employability of Youth during the Transition to a Green Economy, Investing in Youth, OECD Publishing, Paris,	OCDE Publishing Paris	2015
Governance for Youth, Trust and Intergenerational Justice: Fit for All Generations	OCDE Public governance reviews	2020
Statistiques Tunisie et Banque Mondiale (2020), Carte de la pauvreté en Tunisie,	Institut National de la statistique	2020
Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la jeunesse 2014-2021,	UNESCO Digital library	2014
Analyse de la situation des enfants en Tunisie, UNICEF,	UNICEF	2020

UNICEF et Ministère de l'Éducation nationale (2014), Tunisie : Rapport national sur les enfants non-scolarisés	https://www.unicef.org.tn/download/rapport-national-sur-les-enfants-non-scolarisés/?wpdmdl=3396	
La Stratégie Nationale Multisectorielle de Développement de la petite enfance pour la période 2017-2025.	Ministère de la femme et de la famille Tunisie	2017
Youth worker 2.0 Social inclusion international youth project : a guide	Salto youth documents, INEX-SDA cso	2017
Promoting social inclusion of excluded youth groups through volunteering	United Nations Development Programme	2017
New policies to promote youth inclusion accommodation of diversity in the Nordic Welfare states	Nordic Council of Ministers	2014
Youth development strategy 2020-2025	iSdb	2019
Manuel des cadres nationaux d'assurance de la qualité des Nations Unies officielle recommandations, cades et directives de mise en œuvre	United Nations, statistical division	2021

Annexe : Définition des Termes

Statistique des enfants : ce sont les statistiques relatives aux enfants, à une personne âgée de moins de 18 ans ou plus mais incapable de prendre pleinement soin d'elle-même ou de se protéger des abus, de la négligence, de la cruauté, l'exploitation ou la discrimination en raison d'un handicap ou condition physique ou mentale.

La réadaptation est définie comme « un ensemble d'interventions conçues pour optimiser le fonctionnement et réduire le handicap des personnes souffrant de problèmes de santé lorsqu'elles interagissent avec leur environnement ». En termes simples, la réadaptation aide un enfant, un adulte ou une personne âgée à être aussi indépendante que possible dans les activités quotidiennes et lui permet de pouvoir étudier, travailler, avoir des loisirs et assurer des rôles importants dans la vie, comme s'occuper de sa famille. Pour ce faire, la réadaptation s'attaque aux problèmes sous-jacents comme la douleur et améliore la manière dont un individu fonctionne dans

la vie quotidienne, en l'aidant à surmonter ses difficultés à penser, voir, entendre, communiquer, manger ou se déplacer.

Une activité d'intégration est une activité d'apprentissage dans laquelle l'élève est appelé à mobiliser ses acquis de façon conjointe. Ce sont les apprentissages intégrateurs les plus importants.

Statistique relative aux abus des enfants ou jeunes : ce sont les statistiques relatives aux enfants rencontrant toute menace ou interaction violente de nature physique, psychologique ou sexuelle qui peut causer des dommages physiques ou psychologiques à un enfant. Cela comprend la négligence et la rétention de l'aide essentielle, les soins médicaux et l'éducation sexuelle, les abus mentaux et physiques sont des formes de violence. Les autres types de maltraitance d'enfants, autres que la violence physique, comprennent cyberviolence, violence dans les fréquentations, le sexe consommé forcé et la violence collective.

Les statistiques relatives aux enfants ou jeunes à risque : ce sont les statistiques des enfants qui sont vulnérables ou à risque de se comporter d'une manière qui peut entraîner de se blesser ou blesser les autres, ou qui sont vulnérables et à risque d'être bousculés et exploités pour entrer en conflit avec droit pour des raisons personnelles, familiales et sociales.

Les statistiques relatives aux jeunes et enfants en conflit avec la loi : ce sont les statistiques relatives aux personnes de moins de 18 ans qui sont présumées, accusées, ou jugées coupables d'avoir commis une infraction aux lois existantes.

Les statistiques relatives à la protection de l'enfance ou des jeunes : ce sont les statistiques relatives aux jeunes ayant un acte de prévention et qui permet de répondre à la violence, à l'exploitation et à l'abus contre les enfants, y compris commercial, l'exploitation sexuelle, la traite, le travail des enfants et pratiques traditionnelles néfastes telles que mutilations/excisions génitales et mariage d'enfants.

Intervention : une série d'activités conçue pour résoudre les problèmes qui poussent les enfants à commettre des délits. Cela peut prendre la forme de traitement individualisé comme conseil, formation professionnelle, apprentissage alternatif, l'éducation, la réadaptation ou la réintégration dans les familles.

Statistiques relatives aux jeunes reliés au système de justice et de protection pour les mineurs : ce sont les statistiques relatives aux jeunes qui sont inclus dans un système de prise en charge des enfants à risque et les enfants en conflit avec la loi, qui propose des procédures adaptées aux enfants, y compris les programmes et services de prévention, déjudiciarisation, réadaptation, réintégration et suivi, pour assurer la croissance normale de l'enfant et développement.

Statistiques des jeunes en infraction : ce sont les statistiques des jeunes subissant tout acte ou omission punissable en vertu des lois spéciales ou de la loi révisée Code pénal, telle que modifié.

Statistiques parentales : processus de promotion et de soutien physique, émotionnel, social, développement financier et intellectuel d'un enfant de la petite enfance à l'âge adulte. Aussi connu sous le nom d'enfant élevage, il fait référence aux aspects de l'éducation d'un enfant, ainsi que toutes les responsabilités et activités impliquées dans celle-ci.

Statistiques relatives à la sécurité personnelle : ce sont les statistiques relatives aux soutiens conçus pour protéger les enfants de toute forme de manipulation, y compris l'intimidation et l'abus, notamment les abus sexuels. Ce sont les statistiques relatives aux programmes de prévention qui responsabilise les enfants pour participer à leurs protections en donnant informations et compétences au sein de leur culture et la religion.

La discipline positive : une discipline non violente approche de la parentalité ou de l'enseignement qui éduque les enfants et guide leur comportement tout en respectant leurs droits à un développement sain, protection contre la violence et participation à leur apprentissage.

La parentalité positive : méthode de parentalité pour les parents qui veulent discipliner leurs enfants sans briser leur esprit. C'est une méthode qui met l'accent sur le développement d'une relation profondément engagée entre les parents et les enfants avec communication et respect mutuel comme fondement.

La réadaptation : c'est le processus de modifier le comportement ou attitude négative d'un enfant et lui permettre de transformer un tel comportement en quelque chose de positif et d'acceptable au sein de sa famille et communauté.

La réintégration : c'est le processus de facilitation, acceptation d'un jeune dans sa famille ou communauté ou la victime et la communauté dont les blessures sont guéries et les relations restaurées.

La violence contre les enfants : est définie comme « la maltraitance physique, la violence psychologique, abus sexuel, négligence ou traitement négligent, ou commercial et autres formes d'exploitation, entraînant un préjudice réel ou potentiel pour l'enfant la santé, la survie, le développement ou la dignité dans le contexte d'une relation de responsabilité, de confiance, ou le pouvoir ».

Education des compétences de la vie : une méthode utilisée pour les enfants et les jeunes pour promouvoir leur développement personnel et social, construire leur capacité à prendre des décisions quotidiennes, prévenir la santé ou les problèmes sociaux, et les protéger contre d'éventuels abus, violences ou blessures.

Lexique des indicateurs relatifs aux statistiques :

Indicateurs relatifs à l'éducation :

Taux d'alphabétisation des jeunes

Le pourcentage de jeunes alphabétisés indique leur niveau d'éducation et donc le besoin d'investissement dans l'éducation. Cet indicateur fait partie des Objectifs du Millénaire pour le Développement (indicateur numéro 8). Selon la définition de l'UNESCO de 1958, l'alphabétisation est mesurée par la capacité d'un individu à lire et écrire, avec compréhension, une simple déclaration courte liée à sa vie quotidienne. Les données actuellement collectées par l'ISU proviennent d'enquêtes auprès des ménages, de recensements ou d'enquêtes internationales auprès des ménages qui utilisent une « question directe » dans le cadre de leur méthodologie pour évaluer l'alphabétisation. La définition exacte de l'alphabétisation varie d'un pays à l'autre.

Taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire

Le taux brut de scolarisation fait référence au nombre total d'inscriptions dans l'enseignement secondaire, quel que soit l'âge, exprimé en pourcentage de la population d'âge scolaire théorique au cours d'une année scolaire donnée. Cet indicateur est largement utilisé pour montrer le niveau général de participation à l'enseignement secondaire. Il indique la capacité du système éducatif à inscrire des élèves d'un groupe d'âge particulier. Il peut être un indicateur complémentaire au taux net de scolarisation en indiquant l'étendue de la scolarisation trop âgée et trop jeune. Le taux brut de scolarisation peut dépasser 100 % en raison d'une entrée précoce ou tardive et/ou d'un redoublement. Les données recueillies par l'ISU pour cet indicateur de l'éducation et les suivants sont communiqués par les ministères de l'Éducation.

Taux net de scolarisation au secondaire

Le taux net de scolarisation fait référence au groupe d'âge théorique pour l'enseignement secondaire exprimé en pourcentage de la population correspondante. L'objectif est de montrer l'étendue de la participation à l'enseignement secondaire des jeunes appartenant au groupe d'âge officiel correspondant à ce niveau d'enseignement. Les taux nets d'inscription peuvent dépasser 100, en raison d'incohérences entre les données sur la population et les inscriptions. Dans ce cas, l'indicateur est ajusté à l'aide d'un facteur de plafonnement afin que l'indice de parité entre les sexes du nouvel ensemble de valeurs reste le même que pour les valeurs d'origine.

Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur

Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur est mesuré par le nombre total d'inscriptions dans l'enseignement supérieur, quel que soit l'âge, exprimé en pourcentage de la population dans le groupe d'âge officiel correspondant à l'enseignement supérieur. Pour le tertiaire, la population retenue est celle du groupe d'âge quinquennal suivant l'âge de fin d'études secondaires. Le taux brut de scolarisation peut dépasser 100 % en raison d'une entrée précoce ou tardive et/ou d'un redoublement.

Taux de transition vers l'enseignement secondaire général

Un taux de transition mesure le degré d'accès à un niveau d'enseignement donné par rapport au niveau d'enseignement précédent. Du point de vue du niveau d'enseignement dont sort un étudiant, il est considéré comme un indicateur de sortie, et du point de vue du niveau d'enseignement auquel un étudiant accède, il s'agit d'un indicateur d'accès. Elle peut également aider à évaluer la sélectivité relative d'un système éducatif, qui peut être dû à des exigences pédagogiques ou financières.

Indicateurs relatifs à l'emploi :

Taux de chômage des jeunes

Le taux de chômage est défini comme le nombre de chômeurs dans un groupe d'âge divisé par la population active de ce groupe. Cet indicateur a été sélectionné pour mesurer les progrès vers la cible 16 de l'objectif 8 du Millénaire pour le développement. Considéré avec les indicateurs complémentaires de l'emploi énumérés ci-dessous, le taux de chômage des jeunes peut servir d'indicateur utile de la santé de la situation du marché du travail auquel ce groupe est confronté.

Rapport entre le taux de chômage des jeunes et celui des adultes

Cet indicateur donne une image beaucoup plus précise que le taux de chômage de la situation des jeunes sur les marchés du travail par rapport aux adultes. Par exemple, dans un pays où le taux de chômage des jeunes est élevé et où le rapport entre le taux de chômage des jeunes et le taux de chômage des adultes est proche d'un, on peut conclure que le problème du chômage n'est pas spécifique aux jeunes, mais est national. Lorsque les résultats pour les deux indicateurs sont élevés, les jeunes éprouvent plus de difficultés à trouver un emploi que les adultes.

Ratio emploi-population des jeunes

Le ratio emploi/population fournit des informations sur la capacité d'une économie à créer des emplois ; pour de nombreux pays, l'indicateur est souvent plus révélateur que le taux de chômage. Il est fortement conseillé d'examiner cet indicateur conjointement avec d'autres indicateurs du marché du travail et des indicateurs connexes. Le ratio pourrait être élevé pour des raisons qui ne sont pas nécessairement positives ; par exemple, lorsque les options d'éducation sont limitées, de sorte que les jeunes acceptent n'importe quel travail disponible plutôt que de rester à l'école pour développer leur capital humain. Les ratios emploi-population présentent un intérêt particulier

lorsqu'ils sont ventilés par sexe, car les ratios pour les hommes et les femmes peuvent fournir des informations sur les différences entre les sexes dans l'activité sur le marché du travail dans un pays donné.

Taux de participation des jeunes à la population active

Le taux de participation à la population active est une mesure de la proportion de la population en âge de travailler d'un pays qui s'engage activement sur le marché du travail, soit en travaillant, soit en cherchant du travail ; il donne une indication de la taille relative de l'offre de main-d'œuvre disponible pour s'engager dans la production de biens et de services. La répartition de la population active par sexe et par groupe d'âge donne un profil de la répartition de la population économiquement active au sein d'un pays. Il est instructif d'examiner les taux d'activité des hommes et des femmes par groupe d'âge. L'activité sur le marché du travail chez les jeunes (15 à 19 ans et 20 à 24 ans) reflète la disponibilité des établissements d'enseignement ainsi que la mesure dans laquelle les jeunes travailleurs sont découragés de rejoindre la population active.

Indicateurs relatifs à l'environnement :

Pourcentage de jeunes gravement privés d'eau

On est gravement privé d'eau lorsqu'on a accès qu'à l'eau de surface (ex. rivières, étangs) pour boire ou vivre dans des ménages où la source d'eau la plus proche est à plus de 15 minutes – 30 min aller-retour (ex. indicateurs de privation sévère de la qualité ou de la quantité de l'eau).

Pourcentage de jeunes gravement privés d'assainissement

Une personne est gravement privée d'assainissement lorsqu'elle n'a pas accès à des toilettes d'aucune sorte à proximité de son logement, par ex. pas de toilettes ou de latrines privées ou communes.

Pourcentage de jeunes gravement privés de logement

On est sévèrement privé d'abri lorsqu'on vit dans des habitations de 4 personnes ou plus par pièce (forte surpopulation), ou dans une maison sans revêtement de sol (par exemple un sol en terre battue).

Les indicateurs suivants sont suggérés aux gouvernements et aux décideurs pour les intégrer dans les politiques et programmes sur la jeunesse et l'environnement dans leurs pays. Actuellement, il n'existe pas de données comparatives disponibles au niveau international :

Accès à l'énergie

Mesure dans laquelle l'éducation environnementale a été intégrée dans les programmes scolaires

Nombre de rapports/processus sur l'état de l'environnement par les jeunes — aux niveaux local, provincial et national

Mise en place de campagnes environnementales pour les jeunes (plantation d'arbres, reboisement, efficacité énergétique, projets jeunesse et consommation durable, etc.)

Développement de réseaux nationaux, sous régionaux, régionaux et mondiaux et de mécanismes consultatifs permettant aux jeunes de partager leurs expériences et d'en apprendre davantage sur l'environnement

Mesure dans laquelle les jeunes leaders sont impliqués dans les consultations environnementales nationales, régionales et mondiales ou les processus de prise de décision

Habitat d'urgence et service de soutien pour les jeunes

Espace public disponible pour le rassemblement

Espace public disponible pour les sports et les loisirs.

Indicateurs relatifs aux informations démographiques générales :

Population totale des jeunes de 15 à 24 ans

Le nombre de jeunes par pays est nécessaire comme référence pour les autres indicateurs qui feront référence à des pourcentages ou des chiffres par sous-population.

Jeunes en pourcentage de la population totale

Cet indicateur indique la part de la population totale composée de jeunes. Il peut être utilisé pour déterminer le besoin d'investissements politiques, par ex. comme une comparaison avec les investissements réels dans l'enseignement secondaire et supérieur, les prestations de santé, etc. Il peut également être utilisé comme une indication du nombre de personnes entrant sur le marché du travail.

La jeunesse est considérée comme l'étape de la vie entre la dépendance dans l'enfance et l'indépendance à l'âge adulte. Terminer ses études, trouver un emploi, vivre de façon autonome et fonder une famille font partie de cette étape. Cet indicateur renseigne sur la structure familiale des jeunes. La comparaison dans le temps donne un aperçu de la tendance actuelle souvent discutée de retarder le mariage.

Indicateurs relatifs à la santé :

Fécondité des adolescentes en pourcentage de la fécondité totale

La maternité à un très jeune âge menace souvent la santé physique et le bien-être social des mères et des enfants. Le plus grand risque pour la santé concerne les femmes de moins de 17 ans, mais les effets sociaux et économiques négatifs des grossesses précoces affectent les jeunes mères du groupe d'âge 15-19 ans. Une formulation alternative de cet indicateur serait le taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 19 ans. Un inconvénient de cet indicateur est qu'il n'est pas intuitivement clair quant à ce qui constitue un taux élevé et comment il devrait l'être. De plus, en considérant la fécondité des adolescentes comme une proportion de la fécondité totale, on ne regarde pas seulement le niveau de fécondité, mais aussi le fardeau disproportionné des grossesses précoces au niveau national. Les taux de fécondité sont mesurés par le nombre de naissances vivantes et n'incluent donc pas les grossesses aboutissant à des avortements spontanés ou provoqués.

Pourcentage de jeunes femmes mariées ou en union utilisant actuellement une contraception moderne

L'utilisation de la contraception contribue à la santé reproductive et au contrôle des jeunes sur leur vie. La grossesse et l'accouchement au cours des premières années de l'adolescence peuvent avoir des conséquences négatives sur la poursuite d'études supérieures et sur la stabilité économique avant de fonder une famille. En termes de santé, outre les conséquences négatives qui surviennent lorsque la grossesse commence à moins de 17 ans, l'utilisation du préservatif chez les jeunes hommes et femmes sexuellement actifs aide à prévenir l'infection par le VIH.

Taux de mortalité maternelle

Dans de nombreux pays en développement, les complications de la grossesse et de l'accouchement sont les principales causes de décès chez les femmes en âge de procréer. Le taux de mortalité maternelle est une mesure du risque de décès une fois qu'une femme est tombée enceinte. Bien que cet indicateur ne soit pas ventilé par âge, les jeunes sont en âge de procréer. Avec la fécondité des adolescentes en pourcentage de la fécondité totale,

cet indicateur donne une indication du risque encouru pendant la grossesse. Cet indicateur est un indicateur de l'objectif numéro 5 des Objectifs du Millénaire pour le Développement « Améliorer la santé maternelle ».

Les principaux décès déclarés par cause chez les jeunes

Cet indicateur donne un aperçu des risques spécifiques pour la santé des jeunes dans différents pays. (Détails à venir)

Probabilité, pour un jeune de 15 ans, de décéder avant 25 ans

Cet indicateur renseigne sur le risque qu'a un jeune de ne pas survivre à sa jeunesse.

Décès par accident de la route

Les accidents et les blessures sont les principales causes de morbidité, de mortalité et d'incapacité chez les jeunes. Selon une publication de l'OMS (The Global Burden of Disease project, 2002), après le VIH/SIDA, les accidents de la route sont la deuxième cause de décès dans le monde chez les jeunes âgés de 15 à 29 ans. Selon la disponibilité de données ventilées par âge par pays, cet indicateur pourrait être inclus comme indicateur de base.

Pourcentage de jeunes qui consomment du tabac

La plupart des gens commencent à fumer lorsqu'ils sont jeunes. Le tabagisme peut entraîner de graves problèmes de santé et une mort prématurée. Comme on pense qu'aucune donnée n'est collectée sur la consommation de tabac qui soit globalement comparable pour la population des jeunes (15-24 ans), l'indicateur n'est pas suggéré comme indicateur de base.

L'enquête mondiale sur le tabagisme chez les jeunes (GYTS), élaborée par l'OMS et les Centers for Disease Control and Prevention, est disponible. Cependant, cette enquête en milieu scolaire se concentre sur les élèves âgés de 13 à 15 ans. Certaines enquêtes ne sont menées que dans une ou plusieurs villes.

Pourcentage de jeunes buvant de l'alcool

Un autre facteur de risque souvent associé à la jeunesse est la consommation d'alcool. Comme on pense qu'aucune donnée comparable à l'échelle mondiale n'est collectée sur la consommation d'alcool, l'indicateur n'est pas proposé comme indicateur de base.

Indicateurs relatifs aux Sida HIV :

Taux de prévalence du VIH chez les jeunes

À l'échelle mondiale, près d'un quart des personnes vivant avec le VIH ont moins de 25 ans. À l'échelle mondiale, le sida est la principale cause de décès chez les jeunes. Les jeunes peuvent être plus susceptibles que leurs aînés d'adopter des comportements à risque, ce qui les rend plus vulnérables au risque d'infection. Les raisons vont du manque d'information, de la pression des pairs, de l'incapacité à calculer le risque, de l'altération du jugement en raison de l'intoxication, de l'incapacité de refuser des rapports sexuels non protégés et de la disponibilité ou de l'accès limité aux préservatifs. Un tiers des femmes vivant avec le VIH ont entre 15 et 24 ans. Le taux de nouvelles infections est plus élevé chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes. Les différences hommes-femmes reflètent la vulnérabilité physiologique et sociale à la maladie et sont affectées par les différences d'âge entre les partenaires sexuels.

Pourcentage de jeunes ayant une connaissance complète et correcte du VIH/SIDA

Prévalence du VIH chez les jeunes femmes enceintes

Cet indicateur fait partie des Objectifs du Millénaire pour le Développement, objectif numéro 6, indicateur 18 ; cependant, aucune donnée n'est disponible. Des données sont disponibles sur le taux de prévalence du VIH/SIDA chez les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans qui fréquentent les centres de soins prénatals dans les capitales. Il est mesuré par le pourcentage d'échantillons de sang prélevés sur des femmes testées positives pour le VIH lors de la surveillance sentinelle de routine dans des cliniques prénatales sélectionnées. Les données sont tirées des rapports de surveillance nationaux et des bases de données des bureaux de recensement, et reflètent les valeurs médianes de toutes les cliniques prénatales (CPN) dans les villes spécifiées.

Comme aucune donnée n'est disponible, à l'exception des données pour les capitales, il est suggéré de ne pas inclure cet indicateur en tant qu'indicateur de base.

Indicateurs relatifs à la faim et la pauvreté :

Pourcentage de jeunes présentant une insuffisance pondérale sévère

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) classe les adultes en six groupes en fonction de leur indice de masse corporelle (IMC) (voir tableau 1). L'IMC est mesuré en poids en kilogrammes divisé par la taille en mètres carrés (kg/m^2).

Pourcentage de jeunes souffrant d'insuffisance pondérale

Cet indicateur est lié au précédent, mais mesure le pourcentage de jeunes souffrant d'insuffisance pondérale. En fonction des résultats pour les deux indicateurs, une décision peut être prise s'il est utile d'inclure les deux indicateurs ou de choisir celui qui est le plus révélateur.

Pourcentage de jeunes vivant dans la pauvreté absolue

La seule définition de la pauvreté absolue qui ait été acceptée par la majorité des gouvernements du monde est la suivante : "la pauvreté absolue est une condition caractérisée par une grave privation des besoins humains fondamentaux, y compris la nourriture, l'eau potable, les installations sanitaires, la santé, le logement, l'éducation et l'information. Cela dépend non seulement des revenus mais aussi de l'accès aux services. (Sommet mondial sur le développement social à Copenhague en 1995)

La privation peut être conceptualisée comme un continuum allant de l'absence de privation à une privation extrême, la privation légère, modérée et sévère reliant les extrémités de l'échelle.

Afin de mesurer la pauvreté absolue chez les jeunes, il est nécessaire de définir les seuils de privation sévère des besoins humains fondamentaux en matière d'alimentation, d'eau potable, d'installations sanitaires, de santé, de logement, d'éducation, d'information et d'accès aux services.

Pourcentage de jeunes vivant dans la pauvreté

Le seuil de pauvreté est égal à deux ou plusieurs privations d'un besoin humain fondamental. Les définitions opérationnelles proposées de la privation des besoins humains fondamentaux pour les jeunes sont :

Privation alimentaire : indice de masse corporelle de 18,5 ou moins (insuffisance pondérale).

Privation d'eau : accès uniquement à une source non améliorée telle que des puits à ciel ouvert, des sources à ciel ouvert ou des eaux de surface ou devoir marcher plus de 15 minutes jusqu'à leur point d'eau (30 minutes aller-retour).

Privation d'installations sanitaires : accès uniquement à des installations sanitaires non améliorées, par ex. : latrines à chasse d'eau ; les latrines à fosse couvertes ; les latrines à ciel ouvert ; et des seaux ou pas d'accès à des toilettes d'aucune sorte.

Privation de santé : femmes qui n'ont pas reçu de traitement pour une maladie grave récente ou qui n'ont pas reçu la norme minimale de soins prénatals d'une personne formée à la profession de sage-femme ou qui ne savent pas qu'une personne en bonne santé peut transmettre le VIH/SIDA ou qui ne savent pas que l'utilisation d'un préservatif pendant les rapports sexuels peut prévenir la transmission du VIH/SIDA.

Hommes qui n'ont pas reçu de traitement pour une maladie grave récente ou qui ne savent pas qu'une personne en bonne santé peut transmettre le VIH/SIDA ou que l'utilisation d'un préservatif pendant les rapports sexuels peut prévenir la transmission du VIH/SIDA.

Privation de logement : vivre dans des logements de 3 personnes ou plus par pièce (surpeuplement) ou dans une maison sans revêtement de sol (par exemple, un sol en terre battue) ou une toiture inadéquate (par exemple, des matériaux de toiture naturels)

Privation d'éducation : jeunes qui n'ont pas terminé l'école primaire ou qui sont analphabètes

Privation d'information : pas d'accès à la radio ou à la télévision (c'est-à-dire aux médias audiovisuels) à la maison.

Indicateurs relatifs aux technologies de l'information et de la communication

Proportion de jeunes ayant utilisé un ordinateur au cours des 12 derniers mois

Cet indicateur fait référence à l'utilisation d'ordinateur au cours des 12 derniers mois par les personnes visées. Cette utilisation peut se faire depuis n'importe quel endroit, y compris au travail. Comme dans de nombreuses régions du monde, les jeunes utilisent fréquemment l'ordinateur, un meilleur indicateur pourrait être l'utilisation par semaine ou par mois ; malheureusement, ces données ne sont pas disponibles.

Proportion de jeunes ayant utilisé Internet au cours des 12 derniers mois

Cet indicateur fait référence aux activités entreprises sur Internet par les individus du champ de l'enquête au cours des 12 derniers mois, à partir de n'importe quel endroit, y compris le travail. À l'avenir, on s'attend à ce que des données comparables soient disponibles sur l'endroit à partir duquel les jeunes utilisent Internet et sur le type d'activités entreprises par les jeunes sur Internet.

Âge médian de la population

Avant le milieu de ce siècle, les personnes âgées et les jeunes constitueront une part à peu près égale de la population mondiale. La proportion des personnes âgées de 60 ans et plus devrait doubler, passant de 10 à 21 % entre 2000 et 2050, et la proportion des moins de 14 ans diminuera d'un tiers, passant de 30 à 20 %. La population des jeunes passera de 18 à 14 % de la population totale. Ce vieillissement de la société est déjà apparent dans les pays développés. Cependant, le processus se déroule à un rythme beaucoup plus élevé dans les pays en développement et, dans de nombreux cas, l'infrastructure et les politiques nécessaires ne seront pas en place pour gérer les développements qui en résultent. Par conséquent, le développement des jeunes deviendra de plus en plus une condition préalable pour répondre aux demandes croissantes de soins des personnes âgées et une condition pour le développement de la société dans son ensemble. L'âge médian de la population est un indicateur contextuel qui indique le niveau de vieillissement d'un pays.

Indicateurs relatifs à la délinquance juvénile :

Taux d'enfants condamnés admis dans des institutions fermées

Cet indicateur mesure la réponse des systèmes de justice pénale aux comportements illégaux, plutôt qu'à la délinquance juvénile. Les données ne concernent que les enfants reconnus coupables d'avoir commis une infraction et condamnés à la détention ; pas ceux qui sont en garde à vue ou en détention provisoire, ni ceux qui sont condamnés à une peine autre que la détention.

Les réponses rapportées présentent de nettes différences entre les pays selon différents comportements considérés comme illégaux dans différents pays ; différents âges de responsabilité pénale (les enquêtes se réfèrent à des mineurs qui sont alors définis différemment dans chaque pays) ; les différents niveaux de volonté et de capacité des systèmes de justice pénale à traiter les enfants en conflit avec la loi ; et systèmes juridiques différents.

Les données ne sont pas disponibles pour la population des jeunes, mais uniquement pour les enfants de moins de 18 ans. La plupart des pays considèrent les jeunes de plus de 18 ans comme des adultes, soumis au système pénal ordinaire.

Âge auquel les personnes sont tenues pour responsables en tant qu'adultes en cas de transgression de la loi

Cet indicateur indique l'âge auquel les personnes sont tenues responsables de leurs actes en tant qu'adultes. Dans la plupart des pays, les enfants qui agissent contre la loi sont protégés jusqu'à un certain âge par un système de justice pour mineurs spécifique.

Nombre d'enfants en détention pour 100 000 enfants

Cet indicateur fournit des informations sur le nombre d'enfants en détention par rapport à la population totale d'enfants. Cela comprend les enfants détenus à la fois avant la condamnation (dans de nombreux pays, ces chiffres représentent plus de 50 % des enfants en détention, dans certains jusqu'à 90 %) et après la condamnation.

Les enfants en détention sont particulièrement vulnérables à ses influences négatives, y compris la perte de liberté et la séparation de l'environnement social habituel. Les normes internationales stipulent clairement que la détention des enfants ne doit être utilisée qu'en dernier ressort. La mesure de la proportion d'enfants en détention aide à suivre les progrès vers la réduction du recours à la privation de liberté. En outre, les pays peuvent obtenir d'autres informations utiles sur l'utilisation appropriée de la détention en analysant quelle infraction (le cas échéant) ces enfants ont commise. Enfin, la collecte d'informations sur le nombre d'enfants en détention est importante pour l'allocation des ressources et à des fins administratives.

Actuellement, les données pour cet indicateur ne sont pas disponibles au niveau mondial. En fonction de la disponibilité de données ventilées par âge à l'avenir, cet indicateur pourrait être inclus en tant qu'indicateur de base à un stade ultérieur.

Les jeunes en tant que victimes d'actes criminels

Les jeunes ne doivent pas être présentés uniquement comme des auteurs de crimes. Les personnes les plus susceptibles de subir des violences ont entre 16 et 19 ans. Une écrasante majorité de ceux qui participent à la violence contre les jeunes dans les pays développés ont à peu près le même âge et le même sexe que leurs victimes. Dans la plupart des cas, les agresseurs sont des hommes agissant en groupe. Les dossiers de la police indiquent que les taux de criminalité des délinquants juvéniles et jeunes adultes de sexe masculin sont plus du double de ceux des délinquantes et que les taux de condamnation sont six ou sept fois plus élevés.

Actuellement, les données pour cet indicateur ne sont pas disponibles au niveau mondial. En fonction de la disponibilité de données ventilées par âge à l'avenir, cet indicateur pourrait être inclus en tant qu'indicateur de base à un stade ultérieur.

Manuel de mesure des indicateurs de justice juvénile

Des indicateurs supplémentaires sont suggérés dans le Manuel de mesure des indicateurs de justice pour mineurs, élaboré par l'ONUDDC, notamment :

Nombre d'enfants en détention provisoire pour 100 000 enfants

Pourcentage d'enfants condamnés à une peine privative de liberté

Pourcentage d'enfants déjudiciarisés ou condamnés qui entrent dans un programme de déjudiciarisation ;

Existence d'un système de justice pour mineurs spécialisé

Indicateurs relatifs aux loisirs :

Les activités de loisirs constituent une partie importante du développement social et cognitif d'un enfant. L'interaction avec les pairs et la famille dans un cadre en dehors de l'école ou du travail est de la plus haute importance. On reconnaît de plus en plus que les activités de loisirs peuvent contribuer au développement – aux chances d'une bonne éducation et d'un emploi – d'un jeune. En partie à cause de l'évolution constante des technologies de l'information et de la communication (TIC), la façon dont les jeunes passent leur temps libre change avec le temps. Alors que l'ordinateur peut être utilisé dans le contexte de l'éducation et de l'emploi, pour de nombreux jeunes, il offre également un moyen de passer leur temps libre. Les jeux informatiques sont une forme de divertissement de plus en plus populaire dans de nombreuses sociétés et une incidence plus élevée de socialisation se produit désormais via la messagerie texte (téléphones portables) et les réunions en ligne.

Les indicateurs suivants pour les loisirs doivent être revus les uns par rapport aux autres. Malheureusement, aucun de ces indicateurs ne dispose de données comparables au niveau mondial.

Heures passées à regarder la télévision / écouter la radio par semaine

Heures passées à lire un livre/journal/magazine par semaine

Heures passées devant l'ordinateur par semaine

Heures passées à faire du sport par semaine

Heures passées à socialiser avec des pairs par semaine

Heures passées à participer à un événement culturel ou religieux par semaine (y compris une visite au théâtre, au musée, au cinéma, à un concert, à un club de loisirs ou à une église)

Âge de vote

La façon la plus fondamentale de participer à une démocratie est d'exercer son droit de vote. L'âge auquel les personnes sont autorisées à voter diffère selon les pays du monde, mais se situe généralement entre 16 et 21 ans. Idéalement, cet indicateur serait accompagné d'informations sur les niveaux de participation des jeunes aux élections.

Âge minimum légal du mariage sans consentement parental

Cet indicateur fournit des informations sur le niveau auquel les personnes sont considérées comme suffisamment matures pour assumer la responsabilité de leur propre vie. Bien que le consentement nécessaire des parents pour se marier puisse offrir une protection, il peut également limiter la capacité des personnes à prendre leur vie en main.

Existence d'un Conseil National de la Jeunesse

Dans de nombreux pays, les conseils de jeunesse nationaux, régionaux et locaux sont les débouchés d'une importante participation politique et civique des jeunes. Les conseils et forums de jeunesse, dont la structure et le mandat peuvent varier, ont été les canaux traditionnels de coopération et d'échange d'informations avec le gouvernement national et d'autres décideurs. S'il serait intéressant de mesurer la présence de conseils locaux de jeunes et d'autres organisations de jeunesse, cette information est difficile à obtenir. On s'attend à ce que pour la plupart des pays, il soit possible d'identifier la présence d'un conseil national de la jeunesse. Bien évidemment, cet indicateur ne renseigne pas sur la qualité de fonctionnement du conseil des jeunes.

Les indicateurs suivants sont suggérés aux gouvernements et aux décideurs pour qu'ils les utilisent lors de l'évaluation du niveau de participation des jeunes dans leurs pays. Actuellement, il n'existe pas de données comparatives disponibles au niveau international pour ces indicateurs :

Le niveau de participation des jeunes à la prise de décision locale

Le nombre ou le pourcentage de jeunes qui votent aux élections nationales et locales

Le niveau de participation à la gouvernance scolaire

La mise à la disposition des jeunes de programmes et de services éducatifs et d'information sur les droits de l'homme, la participation et la gouvernance de la société

Le droit et le niveau de liberté d'association pour les jeunes.

Indicateurs relatifs aux Conflits armés

La paix et la sécurité sont des conditions préalables à la réalisation des objectifs du Programme d'action mondial pour la jeunesse. La protection des jeunes vulnérables dans les situations de conflit armé est une préoccupation immédiate. La dernière décennie a vu une augmentation sans précédent de l'implication des jeunes, à la fois en tant que victimes et en tant qu'auteurs, dans les conflits armés. Malheureusement, aucune donnée ventilée par âge n'est disponible, et il n'y a pas non plus d'accord sur la façon de définir un pays en conflit.

Estimation du nombre de jeunes réfugiés par pays d'origine

Cet indicateur donne un aperçu du nombre de jeunes réfugiés par pays d'origine. Étant donné que le nombre de réfugiés n'est actuellement pas collecté de manière désagrégée pour la population des jeunes, une tentative pourrait être faite pour mesurer le pourcentage de la population des jeunes du pays d'origine par rapport à la population totale de réfugiés de ce pays. Étant donné que ce chiffre suppose que la population jeune est également représentée dans la population réfugiée, il ne peut être considéré que comme un nombre indicatif ou estimé.

Les indicateurs supplémentaires suggérés, pour lesquels aucune donnée n'est actuellement disponible, sont les suivants :

Existence d'un conflit armé dans le pays

Nombre de jeunes vivants dans des situations de conflit armé

Nombre de jeunes déplacés internes

Nombre d'enfants soldats (< 18 ans)

Participation des jeunes aux activités de consolidation de la paix

Indicateurs relatifs à la globalisation :

Ratio jeunes migrants internationaux/migrants adultes

L'impact de la mondialisation sur les jeunes est difficile à mesurer. La migration est l'une des conséquences de la mondialisation et il est supposé que les jeunes soient fortement représentés parmi les migrants du monde. Comme les données sur la migration ne sont pas facilement disponibles, il est difficile de vérifier cette hypothèse. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) disposera de données désagrégées par âge à partir de juin 2006. Cette analyse ne couvrira que la migration vers les États membres de l'OCDE. Cependant, ces données sont considérées comme pertinentes car une grande partie de la migration internationale se fait vers les pays développés.

Étudiants en mobilité internationale dans l'enseignement supérieur par pays d'accueil

Les jeunes choisissent de plus en plus d'étudier à l'étranger. Dans de nombreuses régions du monde, les étudiants de niveau supérieur sont inscrits dans des programmes dans des pays où ils ne sont pas des résidents permanents. Cet indicateur mesure les étudiants en mobilité internationale dans l'enseignement supérieur pour les pays comptant plus de 400 étudiants étrangers.

Annexe 4 : tableau de réponse du Focus Groupe

Questions	Réponses	Performances
Question 1 : Êtes-vous satisfait de l'état psychologique, éducatif et d'inclusion sociale d'un jeune récidiviste ayant été accompagné tout au long d'un processus d'inclusion sociale au sein de vos centres ? Si oui, quelles sont les interventions qui ont plus d'impact sur le rendement d'un jeune souffrant d'inclusion sociale ou en voie de radicalisation ?	Dans la majorité des cas, il s'agit d'enfants marginalisés et défavorisés qui manquent d'encadrement familial, jugé fragile, et dont le niveau scolaire est assez faible. Ils sont le résultat des dégâts du système éducatif qui représente des défaillances en matière d'appui psychologique et manque d'orientation scolaire. Une prise de conscience et une volonté étatique est souhaitable et également recommandée afin de réfléchir à pallier certaines contraintes socio-systémiques. Le souci majeur qui se présente est le manque de collaboration entre les CDIS et centres d'observation et autres institutions reliées malgré l'implication en matière d'intervention. Toutefois, il est important de se donner des objectifs préfixés avant toute intervention. En avançant qu'ils n'ont pas de moyens d'aller au-delà de leurs capacités. Il y a une volonté d'une meilleure implication de la société civile, dès le démarrage d'un cycle d'interventions. En parallèle, il est important d'adopter une approche de proximité pour renforcer les relations et réseaux interacteurs en faveur des CDIS et centres d'observation. Il y a une incompréhension relative à la définition du soutien social inclusif. Relativement aux interventions qui ont le plus d'impacts, il est possible de citer le cas des interventions en matière de formation et d'encadrement professionnels à une certaine limite. Par contre les mesures d'intervention en faveur de la protection et prévention dans le domaine de santé, il existe encore des soucis relatifs à un processus de son activation auprès des différents ministères. Également le souci de protection secondaire. La question relative à toute intervention est qu'il est difficile d'établir des relations de confiance avec les jeunes dans le cas des centres d'observation comme c'est le cas des centres de correction. La	Moyennement Faible : 6 Modérée : 7 Favorablement positive : 8

Comment sont possibles les changements avant et après intégration dans un CDIS ?	commission supérieure de l'enfance est en faveur de l'éducation, formation et autres activités reliées aux CDIS qui permettent une réintégration facile dans la société, le marché de l'emploi, etc. Le statut des jeunes majeurs (18-20) pour faciliter l'intégration socio-professionnelle. Un autre élément important à relever est qu'un centre fermé n'est pas une solution ultime pour contrecarrer les limites en matière d'impacts relatifs aux interventions. Éducation et formation au sein d'une entreprise peuvent être une éventualité qui est en dépit des volontés des jeunes à cause des violences causées sur les lieux de travail et manque de rémunérations octroyées. Ces derniers ne bénéficient pas de salaires et avantages respectables à cause de leurs âges mineurs, situation sociale et statut de provenance des CDIS ; etc. D'ailleurs, le problème majeur est qu'il n'existe pas d'interventions radicales en faveur de ces jeunes. Le taux de retour auprès des CDIS est encore alarmant une fois qu'ils quittent définitivement le centre soit de manière brusque ou après avoir suivis les cycles d'encadrement et d'appui. Le manque de continuité et d'appui afin d les appuyer dans le but de s'insérer dans le domaine professionnel ou de créer un projet. Un jeune récidiviste ou autre trouve des difficultés de maintenir le même rythme de comportement une fois qu'il est à l'extérieur d'un CDIS, faute de moyens, encadrement familial, refus sociétales, environnement livrable faibles, violences supportées par la société, etc. Toutefois, il existe beaucoup de jeunes en risque de rupture sociale et en voie de radicalisation, qui ont réussi à s'intégrer socialement via la reprise du cursus éducatif, formation professionnelle et allant jusqu'à créer des projets rentables. La panoplie des interventions fait parfois défaut dans le cas d'un jeune souffrant de traumatisme psychologique accentué et gravement pauvre. Le manque de responsabilité des autorités impliquées fait défaut, endommage l'état des jeunes et rend le process de réintégration difficile et rigide.	
Question 2 : Jusqu'à quelle étendue un jeune est capable d'interagir avec son environnement institutionnel d'inclusion socialement ? Comment mesurez-vous le niveau de confiance et respect entre jeunes des CDIS et la société une fois qu'ils sont à l'extérieur des CDIS ?	La nature de la relation de prise en charge est assez ambiguë à un certain niveau. Le manque d'information fournies relatives aux jeunes laisse une certaine difficulté à saisir son état exact et ne permet pas d'évaluer son niveau d'évolution. Par contre, il existe une forte relation de confiance qui s'est instaurée entre un jeune et le CDIS. L'engagement des cadres des CDIS en faveur des jeunes parfois personnels, comme activité supplémentaire, a beaucoup aidé ces jeunes à se réintégrer dans le domaine professionnel. La question qui se pose est de savoir ce qu'un centre peut offrir comme avantage pour un jeune en rupture sociale et en voie de radicalisation. Une revendication des droits socio-économiques des jeunes se manifeste indirectement dans leurs comportements et leurs interactions avec l'environnement institutionnel d'Inclusion sociale. Il y a une volonté exprimée de la part des cadres des CDIS en faveur de la restructuration et réorganisation de la stratégie sociale intégrée. Il existe des relations de confiance et un sentiment d'appartenance à un groupe, à une discipline d'appui intense et continue. Un investissement tout au long du cursus d'appui renforce le type de relation que peut générer des jeunes qui peuvent intégrer la société et réussir professionnellement sans aucun attachement aux pré-acquis de rébellion, violence et révolte contre les principes sociétaux. Étudier les dossiers des jeunes adhérents aux différents centres et assurer un suivi continue, ce qui est le cas et qui s'effectue de manière périodique à travers l'organisation de réunions entre les professionnels du centre et aussi via l'adoption de grille d'évaluation du degré d'inclusion sociale tout au long du cursus adressé aux jeunes. Toutefois, l'information n'est pas comptabilisée électroniquement ce qui rend parfois la tâche lourde administrativement.	Moyennement modéré : 6 Faible : 5

Question 3 : Veuillez exprimer votre attitude quant à votre engagement en faveur de ces jeunes selon les volets d'appui technique, psychologique, social et professionnel ? Si à défaut, veuillez relever les facteurs qui vous démotivent quand vous accompagnez un jeune ?	Un mécontentement est omni existant en matière d'appui et nature d'intervention de la part des cadres des différents centres. D'ailleurs des avancées ont été exprimées en faveur par exemple de la création de centres de formation et d'entraînements spécifiques pour ces jeunes qui peuvent inclure une série d'activités diverses benchmarké sur les pratiques internationales. En parallèle, une revendication s'est manifestée en faveur d'une modernisation des types d'intervention au sein des CDIS. Un autre souci est celui de la nature des relations avec d'autres institutions qui sont parfois complexes, disconnectées et qui manquent de volonté politique. Il est important selon les cadres des CDIS, centres d'observation et autres institutions qu'il faut unifier les efforts de tous en faveur des enfants et jeunes. Également, il est question d'harmoniser les approches, au niveau sectoriel qui est encore inefficace. L'idée est de mettre en place des interventions et mesures radicales, de manière concertée, pour ces jeunes. L'un des principaux éléments qui démotivent les professionnels et cadres des CDIS est le statut des jeunes adhérents à savoir la délicatesse de leur état psychologique, la fragilité de l'état social, etc qui parfait des cas de fausse identité fait surface et nécessite le démarrage d'une enquête auprès des autorités concernées. Il y a également le manque d'implication des autres acteurs à savoir la société civile et le secteur privé pour appuyer les activités des différents centres qui manquent de ressources personnelles et capacités pour assurer la pérennité de leurs activités. L'idée n'est pas seulement de former mais également de les appuyer auprès d'autres structures afin qu'ils quittent le sentier d'exclusion sociale. La vocation des différents centres est limitée selon des prérogatives bien déterminées et ne dépasse l'ensemble des interventions des professionnels ce qui va à l'encontre de la durabilité des activités parfois.	Fortement satisfait : 8 Moyennement acceptable : 6
Question 4 : Comment jugez-vous le niveau et la qualité des difficultés comportementales d'un jeune en rupture sociale ou en voie de radicalisation (relationnelles, psychologiques ou matérielles) Quelles sont les facteurs intergénérationnels et dans le cadre d'une famille qui font défaut ? Veuillez énumérer s'il y en a d'autres ? qu'en-est-il du type de violence morale ?	Généralement ces jeunes souffrent de rupture familiale et de difficulté relationnelle au sein de la famille qui se manifeste dans le nombre des plaintes adressées contre l'enfant et la fréquence des services d'appui, nombres de visites effectuées par les familles des jeunes. Ces derniers sont généralement peu fréquents dans certains centres suite à leur refus et mécontentement en matière de comportement violent de ces enfants et jeunes. Relativement dans les CDIS, contrairement au centre d'observation, ces jeunes sont plutôt disciplinés et organisés, caractérisés par une aptitude de communication assez motivante, avec un esprit de travail en groupe. Des relations fractionnelles et parfois en voie de rupture entre jeune et leurs familles délivrées dans les rapports des institutions judiciaires reliées et absence de présence familiale mais également auprès des professionnels psychologiques au sein des CDIS qui évaluent périodiquement l'état des jeunes adhérents et suivants une série de cycles et d'activités d'appui afin de faciliter leur inclusion sociale. En outre, l'existence d'une culture d'isolement de l'enfant de sa famille malgré les efforts déployés par les CDIS et centres d'observation en termes d'activités de rapprochement familial. Par ailleurs d'encadrement familial suite à la situation difficile matérielle et les occupations de travail des membres de familles pour garantir un minimum de substance familiale et un revenu suite à la non-disponibilité au cours des journées pour accompagner ces jeunes enfants dans leurs vies quotidiennes. La violence morale est gravement présente dans la société tunisienne prédit avancé par les cadres des CDIS et du ministère. Leurs insatisfactions quant aux comportements civiques quant aux jeunes récidivistes et exclus socialement est révélateurs d'une certaine stratification de la société tunisienne post-révolution suite à la présence d'idéologies erronées.	Niveau comportementale faible : 4 Faible et désintégré : 5 Faible et discriminatoire : 3

A votre avis, pourquoi un jeune souffre de violations en matière d'abus de ses droits socio-économiques (emploi, stage, formation) ?	Mesurer la violence morale est problématique à un moment où le statut socio-économique et judiciaire de ces enfants représente un réel handicap pour faciliter leur insertion professionnelle. Le réel handicap que fait surgir ce type de violence est la perception de l'enfant par rapport à l'institution et comment la famille est la cause majeure. En outre, le jeune en situation vulnérable est jugé agresseur de l'institution et représente un danger social. Par exemple, le comportement d'un handicapé affectant l'institution. Il y a également la présence d'une attitude de réticence suite à la présence de cercles vicieux d'agressions simultanées. Il est important de bien analyser selon leurs revendications suite à l'interrogation relative à comment les jeunes voient l'institution, à savoir existe-il un comportement de respect ou autres. Par exemple, certains fléaux réapparaissent juste après la révolution à un moment de la refonte de l'économie en Tunisie ou le volet sécuritaire ne rime pas avec les perceptions des jeunes délinquants ou rebelles. Les propos et les faits des enfants sont également en écart avec un comportement civique respectable. La Tunisie n'est pas loin de la réconciliation, en perte d'une identité nationale. Un sentiment perplexe se manifeste à chaque fois qu'un jeune rejoint le centre, qu'est-ce qu'ils attendent de nous les enfants ? Avancé par les directeurs des CDIS. Il est question de revoir et de réviser le système d'inclusion sociale. La question qui se pose est de savoir ce qu'on est capable de fournir au niveau des centres mais aussi des institutions de protection de l'enfance et de la santé. Est-il question de méthodes ou d'approches de travail. L'ouverture d'esprit fait parfois défaut de la part des cadres, accompagnée d'un écart d'évolution par rapport aux pratiques internationales jugées parfois dépassées. Toutefois, un engagement personnel et volontaire additionnel de la part des cadres des CDIS est existant afin de garantir les droits socio-économiques de ces jeunes enfants en rupture sociale et en rupture avec la société. Des connexions relationnelles se sont établies, interacteurs, parfois informelles afin de faciliter l'insertion de ces jeunes professionnellement. Le manque ou la faible culture de réseautage est l'une des raisons qui ralentit l'adoption des principes des droits socio-économiques. Le principe d'acceptation des droits à la différence est aussi à la traine. Il y a un grand besoin pour des institutions résilientes qui offrent des avantages, pour que ces jeunes soient réintégrés afin de leur assurer une meilleure durabilité de leurs processus d'inclusion sociale et leur garantir de bénéficier de leurs droits socio-économiques.	Insatisfaits : 4
Question 5 : quel est votre position ou opinion par rapport aux rapports fournis et avis des professionnels intervenant tout au long du processus d'appui, accompagnement et réinsertion inclusive des jeunes ? Jusqu'à quel niveau vos jugements sont-ils	Dans le cadre de certains avis des professionnels, malgré leur motivation, ils sont parfois perplexes face à certains comportements des jeunes qui selon eux souffrent d'isolement et d'absence de communication au sein d'une famille. La présence de disparités familiales comportementales au sein d'une famille, accompagnée de situations de vulnérabilité et seuil de pauvreté assez élevés. L'environnement externe influence également le comportement d'un jeune de la radicalisation et la rébellion excentrique. Les professionnels avancent que les programmes ne sont parfois pas bien définis et mal adaptés aux nouveaux cas imprévus, au contexte du pays et à la situation socio-économique des jeunes. De nouvelles techniques sont à déployer comme les thérapies socio-cognitives, les activités de formation pour le développement personnel positif, les activités artistiques thérapeutiques, les activités sportives réduisant les défaillances psychologiques, etc. Certes, parfois le manque de collaboration avec d'autres ministères comme la culture, la santé, etc ou autres fait défaut, comme avancés par les cadres du Ministère et qu'il serait important de les quantifier afin d'adopter des plans d'actions par objectif	Favorable et Modérément satisfaisant : 6 Favorable : 8

participatifs et collaboratifs, veuillez expliquer ? Sinon, comment est-ce possible d'arrêter un programme d'accompagnement adapté aux besoins des cas avec les professionnels de manière interactive et en collaboration avec l'institution centrale ?	L'optique adoptée est de favoriser tout échange qui aboutit à améliorer la qualité des services adoptés. Un exercice d'une métrique d'évaluation a été adopté par certains professionnels lors des séances fournies afin d'évaluer l'état d'évolution des jeunes ou encore d'identifier leurs niveaux de motivation et d'implication. Des fiches de scoring sont développées et à remplir afin d'assurer le suivi des activités. Tous ces chiffres ne sont pas enregistrés dans un système ce qui alourdit un peu le processus d'évaluation. Malgré l'implication des professionnels à plusieurs niveaux suite à la participation à des réunions concertées fréquentes et la fourniture de rapports d'évaluation qui n'est reflétée que partiellement dans la base de données et qui nécessitent un suivi permanent et un ajustement des statistiques et indicateurs à ajouter. L'exécution des programmes centraux est freinée par un manqué de communication entre les cadres de manière vertical accompagné par l'absence de système d'information adopté à des fins d'utilisations quotidiennes. Un effort considérable est fourni afin de renforcer le niveau d'implication des professionnels. Toutefois, le niveau de motivation et de perception de collaborer avec l'unité centrale reste à la traine. Toute échange de communication est encore lourd administrativement avec une réactivité électronique assez faible impactant l'attitude des professionnels des CDIS. Des outils fiables ne sont pas disponibles comme des groupes en lignes sur les réseaux sociaux, des forums interactifs instantanés avec des notifications sont quasiment absents, des plateformes collaboratives afin de partager les données, les fiches, les compte rendus sont encore non développés. Malgré l'implication des cadres des CDIS de manière volontaire et indépendante dans le développement de base de données additionnelles et la création d'applications numériques offrant une typologie des services fournies aux seins des centres. Le manque d'outils numérique de gouvernance électronique accompagné par des chartes de procédures adoptées et guides d'utilisation fait défaut. Un comité de conseil incluant un groupe de travail Assurant une collaboration effective n'est encore pas dans l'ordre du jour. La culture du travail collaboratif et l'éthique du respect des obligations de rendre un document informatif et de répondre aux requêtes aux niveaux des centres vis-à-vis du ministère est légèrement lourde.	Satisfaisant : 7
Question 6 : Comment les autres acteurs vous appuient dans vos activités afin de changer un jeune exclu socialement en un agent de changement positif ? Pourquoi le niveau de collaboration s'avère parfois difficile en matière d'appui financier ?	Selon les professionnels, une attitude négative règne encore dans un climat dépourvu de motivation une fois qu'un jeune quitte brusquement le centre ou une fois qu'il a quitté le centre après avoir suivis les cycles de formation et d'accompagnement suite à sa situation difficile au départ face au système judiciaire et sécuritaire et un état familial drastique. Toutefois, il existe beaucoup de jeunes qui ont réussi à assurer un décollage socio-professionnel et sortis des sentiers battus de la détresse. Leurs degrés d'intégration dans un groupe de travail, leurs partages des avis et expériences et le rôle joué par les éducateurs a pu les disloquer des situations difficiles et complexes. Absence de réactivité combinée à un budget qui n'est pas flexible parfois faute d'implication d'acteurs mobilisant des financements pour le développement. En outre, l'allocation budgétaire ne coïncide pas avec les anticipations réelles préfixées à la suite d'imprévus dans l'agenda du ministère. L'assouplissement budgétaire foire également suite l'absence en matière de connaissances des sources de financement alternatives, les cadres sont quasiment démotivés quant aux rôles que jouent ces sources afin d'appuyer les activités du Ministère et principalement les CDIS et le centre d'observation. Le manque d'éducation financière en matière de développement de nouveaux outils de collecte de fonds suite à la présence d'une législation assez rigide dans ce domaine dé motive la majorité des	Faible et insatisfait : 4 Défavorable : 4

	cadres. Additionnement, le réseautage interacteurs rend certains progrès non réalisables. La culture de donations et caritative adoptées par des ONG est quasiment absente. L'absence d'indicateurs financiers est aussi un autre souci et ne reflète pas les réels besoins en matière d'interventions.	
Question 7 : vos opinions entant que cadres et professionnelles se reflètent-ils en statistiques et indicateurs ? quel est votre champ d'intervention en matière de collecte de statistique ? Qu'est-ce qui vous alourdit la tâche de collecte, identification, comptage et enregistrement des statistiques ?	D'après les cadres des CDIS, il est question de compter manuellement des chiffres abstraits et il n'y a pas de solutions possibles afin d'enregistrer des statistiques. Également, il n'y a pas de personnel alloué spécifiquement à la collecte et l'enregistrement des données. Au fur et à mesure avec d'autres activités, les professionnels et les cadres remplissent un tableau récapitulatif de manière périodique à fournir au Ministère. Malgré l'adoption de plusieurs fiches relatives aux jeunes adhérents aux centres qui reflètent : le statut du jeune ou enfant, sa situation familiale, son niveau d'éducation, la nature du préjudice ou crime causé, ses capacités mentales et de santé, son état psychologique et traumatique, le type de violence rencontrée est ventilé selon le type d'intervention et appui fournis, le type de relation avec l'environnement institutionnel et le type des autres institutions impliquées (judiciaires, santé, éducation, etc), autant de déterminants qui offrent une vision assez exhaustive relatives aux déroulement des activités au sein des centres et du ministère. La majorité des statistiques sont chiffrables en valeurs, un manque en matière de fourniture de formules mathématiques simples recommandées par les cadres du Ministère. La perception de ces cadres s'avère favorable à une appréhension plus sophistiquée des indicateurs de jeunes exclus socialement. Par contre au niveau des CDIS, il s'avère qu'un autre souci existe relatif au fait que certains ne maîtrisent même l'utilisation de certaines fonctionnalités de Word, ce qui alourdit l'expansion des fichiers vers un niveau interprétables et saisissable facilement. Disparités en matière d'identification des besoins entre le ministère et les centres justifient leur faible niveau de collaboration. Également en matière de traitement des fichiers, ils sont plutôt un produit secondaire et non pas générateurs de fichiers primaires incluant le statut des jeunes, leurs situations, etc. Dresser les statistiques selon une approche horizontale du ministère au centre souffre d'un problème de non-cohérence et non harmonisation parfois à la logique adoptée à l'échelle internationale.	Modérément favorable : 7 Défavorable : 4
Question 8 : êtes-vous satisfait du processus interinstitutionnel en matière de communication des bases de données et formulation des statistiques ainsi que leurs interprétations ? Sinon, comment vous évaluer la qualité de vos outputs statistiques, chiffres, rapports périodiques ou autres ? veuillez expliquer	L'attitude des cadres des CDIS envers la procédure de collecte de données est légèrement négative suite aux manques de moyens logistiques pour certains et d'outils d'enregistrement adaptés. Le manque de connaissance en matière de continue des fiches d'enregistrement et de suivi non conforme aux informations disponibles parfois et avec omission de certains standards internationaux. Des organisations institutionnelles, non définition des tâches, absence d'outils de gestion de travail interactif freine la livraison de données plus vastes et riches. Le manque de formulation d'indicateurs résultats des entrants et sorties de chaque intervention ne permet d'assurer le suivi et d'évaluer l'état du progrès réalisé même si un effort considérable est effectué au niveau central et tout une unité de recherche et d'analyse qui fournit des rapports périodiques riches d'informations. Certes, au niveau des CDIS, une template digitale de rapports d'analyse ou le personnel ne peut que le remplir est quasiment absent. Le manque de compétences en matière de rédaction de rapports justifie parfois l'attitude réticente de certains cadres. Les cadres fournissent des bases de données sous formes de fichiers électroniques Excel qui sont plutôt récapitulatif mais jugés exhaustifs et conformes aux standards adoptés à l'échelle internationale. Le souci est que ces fichiers ne sont pas utiles pour être insérés dans une base de données digitale ou plateforme, souffrant de soucis de duplication	Faiblement favorable : 4 Insatisfaits : 4 Favorable : 7

Est-ce qu'un guide peut vous faciliter l'application d'une approche plus adaptée et cohérente de manière transversale institutionnellement ?	d'enregistrement lors d'une même action ou activité. Encore plus certaines rubriques sont absentes malgré l'existence d'interventions supplémentaires qui sont considérées comme importantes. Un autre souci est celui que certains déterminants non spécifiés ne sont pas expliqués juste mentionnés comme autre et non pas subdivisés en sous rubriques. Les rapports périodiques sont fournis de manière centralisée et non pas au niveau des CDIS juste ou un bref résumé est fourni qui manquent de technicité et méthodologie de rédaction. Un guide de définitions des statistiques, incluant un essai conceptuel de certains concepts, expliquant les méthodologies adoptées dans la collecte des données, présentant les meilleures pratiques adoptées et les tests et formules les plus utilisées dans d'autres rapports. Il est également question de présenter une ventilation des indicateurs utilisés à l'échelle internationale selon certains standards et d'identifier les sources. Ces derniers faciliteront l'appréhension des utilisateurs aux listes de statistiques disponibles ailleurs par soucis de conformité. Également, un certain panel de statistiques qualitatives rejoindra la liste des indicateurs pour refléter l'état exact des interventions. Ce guide est utile pour assurer une actualisation des connaissances et apportera un éclairage pour ses utilisateurs.	
Question 9 : quel est votre niveau de perception quant à l'adhésion à un processus de renforcement des capacités continues pour assurer la manipulation effective des données ? Si oui, veuillez proposer des solutions effectives	Le niveau des cadres des CDIS et au sein du ministère paraît satisfaisant en matière de connaissances des enjeux en matière de collecte de statistiques et d'indicateurs. Toutefois, la perception des cadres est réticente et manque de clarification des objectifs d'identifications des statistiques selon les champs d'interventions et d'évaluation des pratiques adoptées. Certes, un effort considérable est fourni afin de pallier certaines difficultés en matière d'analyse statistiques et de trie des statistiques. Les anticipations des cadres sont en faveur de solutions effectives et fiables pour faciliter l'organisation administrative et réduire les tensions en matière de coordination et communications. Le manque de développement d'un système de management des informations est proclamé par les cadres du ministère et des CDIS. Cependant le manque de matériel et d'équipement est revendiqué par le centre d'observation. En parallèle, les outils et supports Excel d'identification des indicateurs ne sont pas assez développés et qui peuvent freiner le développement d'outils électroniques et le développement de bases de données digitales ultérieurement. L'approche adoptée est encore archaïque.	Favorable : 7 Favorable : 8
Question 10 : à quel niveau, vous faites face à des niveaux d'appréhension des statistiques difficilement ? Veuillez expliquer les causes ?	Les cadres jugent que les statistiques sont compréhensibles et reflètent la réalité du terrain, sauf qu'elles ne sont pas clarifiées dans une base de données incluant des fichiers qui peuvent être collectés ultérieurement pour aboutir à une base récapitulative et exhaustive ce qui n'est pas le cas. Traiter cas par cas, s'avère difficilement réalisable sauf dans des documents non encore enregistrés électroniquement. Le manque de capacité en matière de personnel statisticien spécialiste, manqué de ressources allouées à l'infrastructure digitale et d'e-gouvernance ainsi que le manque de charte de procédure de travail et guide d'utilisation des statistiques font défauts. Les cadres avancent le travail avec des moyens traditionnels et on adopte des approches classiques qui fournissent des données traditionnelles jugées par certains.	Insatisfait : 4 Défavorable : 4
Question 10 : à votre avis, quels sont les indicateurs ou statistiques qui sont quasiment absents de l'agenda des CDIS, centre d'observation et Ministère des Affaires Sociales ou	Selon les cadres il y a des statistiques qui sont absentes du tableau malgré le fait qu'elles sont identifiables, par exemple celles relatives aux enfants handicapés, femmes en cas de violence, etc. Toutefois certains domaines surgissent dans le nouvel agenda des praticiens internationaux y compris des domaines comme : La mobilité ou les cas des jeunes délocalisés de leurs résidence d'origines ou autres centres, qualité de vie à savoir le niveau d'interaction du jeune	Modérément satisfaisant : 6

difficilement quantifiables ? (Mobilité, qualité de vie, accessibilité à la technologie, confiance et capital social, etc) Expliquer comment est-ce possible de les inventer ou réinventer ?	avec son environnement institutionnel et extérieur à savoir l'état d'urbanisme résilient existant par exemple, l'état de sécurité, etc) Accessibilité aux biens publics à savoir les avantages octroyés aux jeunes sous certains régimes étatiques afin de les soutenir et faciliter leur inclusion. L'utilisation de la technologie et l'accessibilité à certaines commodités comme l'internet, les téléphones, les ordinateurs, etc La nature du capital social existant à savoir résultant de relations de confiances, les habitudes culturelles et religieuses ainsi que les pratiques adoptées. Les indicateurs seront classés selon leur niveau d'intervention : au niveau attitudinal du jeune, relatif à l'environnement influençant le jeune et également au niveau relationnel.	
Expliquer comment est-ce possible de les inventer ou réinventer ?	Selon les cadres, il est important d'ajouter certains déterminants qu'on est en train d'utiliser pour évaluer et mettre en place nos activités. Toujours est-il est encore difficile de vérifier l'état d'harmonisation avec les standards internationaux en matière de bases de données qui sont plutôt plus vastes en matière de champs, plus spécifiques et plus actualisés. La volonté de réinventer des bases et sources de données est revendiquée. Ainsi que l'adoption de méthodologie claires et durables assurant le suivi continue de ces statistiques et indicateurs.	Favorable : 6
Question 11 : quel est votre opinion par rapport à la création ou le développement d'un outil de gestion de données électroniques ou digitalisées ? Si favorable, quelles sont les solutions innovatrices que vous proposez et comment est-ce possible de la financer à votre avis ?	Les cadres ont également revendiqué leurs insatisfactions du processus de collecte et développement de statistiques actuellement disponibles. Ils ont avancé que des outils et équipement sophistiqués est nécessaire pour assurer le suivi des activités. Un système de gestion de données statistiques est utilitaire à défaut d'utilisation archaïque et parfois dupliqué. Le pré diagnostique des besoins pour le développement et l'implémentation d'une base exhaustive électronique nécessite des supports informatifs d'appui, la préparation de fichiers cohérents et la formation des cadres concernés. Les cadres ont déjà développé des applications numériques à un stade initial pour offrir une typologie des interventions et localisations des interventions. Toutefois, l'implémentation et le développement d'une plateforme ou utilisation d'un logiciel afin de recenser toutes les informations existantes sont encore non existantes. Même un groupe de travail en ligne pour faciliter les collaborateurs dans la collecte des informations n'existe pas. Une base électronique est un outil qui peut être utilitaire. Une plateforme ou encore un système de gestion électronique accessible pour les cadres est aussi une solution adéquate.	Fortement favorable : 8 Modérément favorable : 5
Question 12 : Quelles sont vos attentes futures en termes de réorganisation des tâches de développement statistiques en cas de création d'un outil innovant ?	La non-satisfaction des cadres quant au processus de collecte et d'enregistrement des statistiques se justifie entre autres par un souci de manque de personnel ou surbouchage de leurs occupations quotidiennes. En fait leur perception vis à vis de l'aspect statistique est démotivant malgré leurs habilités à collecter des informations. Les cadres sont également réticents quant à l'analyse de l'information manque de méthodologie de rédaction à adopter mais également de connaissance en matière d'analyse de l'information. Le développement d'outils d'enregistrement innovant peut aider à pallier certaines difficultés malgré le fait qu'ils sont en train de les enregistrer dans certains centres, ces derniers ne sont pas fournis pour être traités.	Faiblement satisfait : 4
Question 13 : avez-vous d'autres recommandations afin d'assurer la pérennité et le succès d'une meilleure utilisation des statistiques ?	Les cadres du ministère, des CDIS et autres institutions avancent la nécessité d'harmoniser les efforts afin d'aboutir à des résultats concrets qui baignent dans un environnement incertain et en perplexe évolution. La non-clarté des visions stratégiques claires et le manque d'appui de la part d'autres ministères limitent son succès. La non-adoption d'une logique organisationnelle, institutionnelle et procédurale commune justifie certaines défaillances. La non-adoption d'outils innovateurs pose un autre souci. Le	Favorable : 6

manque de collaboration inter acteurs ralenti la pérennité des interventions et influence le taux de retours des jeunes. Le manque d'efforts collaboratifs entre acteurs qui dépasse les prérogatives des centres n'engendrent pas suffisamment de retour et résultats efficaces.

Fiche 1 : fiche d'enregistrement

Fiche d'enregistrement de l'enfant ou du jeune et de suivi	
Date	
Profil	
Identifiant	
Nom et prénom	
Lieu et date de naissance	
Genre ou sexe	
Poids	
Taille	
Adresse	
Gouvernorat	
Pays	
Zone d'intervention	
Citoyenneté	
Etat civil	
Groupe ethnique	
Enregistrement	
Date d'entrée au centre	
Lieu d'entrée au centre	
Numéro du dossier judiciaire	
L'institution judiciaire	
Date de sortie	
Caractéristiques	
Niveau d'alphabétisation	
Niveau scolaire	
Niveau éducatif	
Niveau d'instruction	
Niveau d'apprentissage	
Statut d'activité économique	
Occupation habituelle	
Expérience en matière de travail	
Statut socio-économique	
Travail informel	
Participation civique	
Appartenance à une association	
Activités de volontariat	
Autres activités culturelles	
Activités artistiques	
Activités sportives	
Adhérence aux clubs et maisons de jeunes	
Types de négligence	
Négligence en matière de nourriture	
Négligence vestimentaire	
Désavantages en matière d'hygiène de vie	
Manque de soutien familial matériel	

Famille du jeune	
Père	
Nom prénom	
Situation sociale	
Situation familiale	
Pays d'origine	
Emploi	
Projet	
Lieu du travail	
Situation éducative et scolaire	
Mère	
Nom prénom	
Situation sociale	
Situation familiale	
Pays d'origine	
Emploi	
Projet	
Lieu du travail	
Situation éducative et scolaire	
Sœurs et frères	
Nombre	
Noms et prénoms	
Résidence	
Avec la famille	
Types de relation familiale de résidence	
Lieu de résidence	
Situations de l'enfant ou du jeune	
Précédents judiciaires	
Précédents judiciaires du père	
Date	
Les décisions prises en son compte	
Type de l'acte commis	
Précédents judiciaires de la mère	
Date	
Type de l'acte commis	
Les décisions prises en son compte	
L'acte commis par le jeune ou enfant	
L'acte commis	
La position de l'enfant vis-à-vis de l'acte	
Lieu de l'incident en cas de commis d'acte	
Les causes qui ont poussé le jeune ou l'enfant pour la déviation	
Les compétences en matière d'employabilité de l'enfant	
Compétences en tant qu'apprenti professionnel	
Compétences en matière de travail	
Capacités et expériences précédentes en matière d'apprentissage professionnel	
Le secteur d'activité concerné	
La durée	
L'institution publique	
L'entreprise privée	
La nature des compétences acquises	
Les avantages disponibles en matière de connexion avec les acteurs locaux pour favoriser l'emploi	
Le diplôme ou le certificat déjà obtenu	

Relation de l'enfant avec la famille	
Le type de relation avec le père	
La relation avec la mère	
La relation avec ses frères et sœurs	
La disponibilité pour l'enfant d'un cadre de référence	
La représentativité par rapport à l'acte	
Les intérêts du jeune et préférences	
Activités sportives	
Activités culturelles et sociales	
Les actes revendiqués lors de la période d'observation	
Vols	
Cas de violence	
Cas de perturbation	
Autres	
Les connaissances religieuses de l'enfant	
Cas de radicalisation	
Cas d'extrémisme violent	
Cas de retour des zones à risques	
Cas de rébellion religieuse	

Fiche 2 : Support de définition des statistiques

Titre. Un titre bref qui capture l'objet de l'indicateur.

Définition. Une description claire et concise de l'indicateur.

But. La raison pour laquelle l'indicateur existe ; c'est à dire à quoi ça sert.

Raisonnement. Le(s) principe(s) sous-jacent(s) qui justifie(nt) le développement et déploiement de l'indicateur ; c'est-à-dire pourquoi l'indicateur est nécessaire et utile.

Méthode de mesure. La séquence logique et spécifique des opérations utilisées pour mesurer l'indicateur ; par exemple : outils de collecte de données, cadre d'échantillonnage et assurance qualité.

Numérateur. Le nombre supérieur d'une fraction commune, qui indique le nombre de parties du tout qui sont incluses dans le calcul.

Dénominateur. Le nombre inférieur d'une fraction commune, qui indique le nombre de parties dans l'ensemble

Calcul. Les étapes spécifiques du processus pour déterminer la valeur de l'indicateur.

Méthode de collecte des données. Les approches générales (par exemple, enquêtes, enregistrements, modèles, estimations) utilisés pour collecter les données.

Outils de collecte de données. Les outils spécifiques utilisés pour collecter des données.

Fréquence de collecte des données. Les intervalles auxquelles les données sont collectées. Par exemple : trimestrielle, annuelle, semestrielle. Il est important que la fréquence soit conforme à la méthodologie de collecte des données.

Désagrégation des données. Les sous-groupes pertinents qui ont collecté les données peuvent être séparés en afin de comprendre plus précisément et analyser les conclusions. Les sous-groupes communs incluent le sexe, l'âge et le risque population.

Lignes directrices pour interpréter et utiliser les données. Recommandations sur la manière préférable d'évaluer et d'appliquer les résultats. Par exemple : décrivant ce que cela signifie si l'indicateur montre une augmentation ou une diminution d'une mesure particulière.

Forces et faiblesses. Un bref résumé de ce que l'indicateur fait bien et moins bien.

Défis. Obstacles ou problèmes potentiels pouvant avoir un impact sur l'utilisation d'un indicateur ou sur l'exactitude/la validité de ses résultats

Sources pertinentes d'informations supplémentaires. Références aux informations/documents relatifs à l'indicateur, y compris le contexte des informations sur l'évolution de l'indicateur, des comparaisons avec versions précédentes de l'indicateur et enseignements tirés de l'utilisation de l'indicateur ou d'indicateurs similaires dans divers réglages.

Fiche 3 : Aide à la définition des statistiques des tableaux

Tableau : définitions des statistiques par interventions et activités implémentées

Statistiques par type d'intervention	Définition
Statistiques relatives aux interventions	Ce sont les statistiques relatives aux interventions qui sont conçues pour résoudre les problèmes entraînant les enfants à commettre des délits. Cela peut prendre la forme de traitement individualisé comme conseil, formation professionnelle, apprentissage alternatif, éducation, réadaptation ou réintégration dans les familles.
Statistiques relatives aux conseils d'orientation	Ce sont les statistiques relatives aux aides fournies aux jeunes à découvrir et à développer leurs potentialités éducatives, professionnelles et psychologiques et à atteindre ainsi un niveau optimal de bonheur personnel et d'utilité sociale.
Statistiques relatives à l'appui psychologique et de santé	Ce sont les statistiques relatives aux abus des enfants ou jeunes rencontrant toute menace ou interaction violente de nature physique, psychologique ou sexuelle qui peut causer des dommages physiques ou psychologiques à un jeune. Cela comprend la négligence et la rétention de l'aide essentielle, les soins médicaux et l'éducation sexuelle, les abus mentaux et physiques sont des formes de violence. Les autres types de maltraitance d'enfants, autres que la violence physique, comprennent l'intimidation ou la violence chez les pairs, cyberviolence, violence dans les fréquentations, forcer le sexe consommé et la violence collective. Ça comprend également les statistiques relatives aux indicateurs sur la santé des enfants à savoir : la mortalité infantile, la couverture vaccinale, l'obésité, les fumeurs réguliers, la santé mentale, les causes de décès et de suicide. Ce sont les statistiques relatives aussi à la nutrition, activité physique, l'abus d'alcool, la santé sexuelle, la santé mentale, etc.
Statistiques relatives aux droits de l'homme	Ce sont les statistiques relatives aux droits inhérents à tout être humain, quel que soit sa nationalité, son lieu de résidence, son sexe, son origine nationale ou ethnique, sa couleur, sa religion, sa langue ou toute autre situation. Ce sont aussi les statistiques relatives aux traités, principes généraux, lois et réformes institutionnelles qui protègent les droits des jeunes. Ça inclut les statistiques relatives aux droits socio-économiques (nutrition, vestimentaire, etc).
Statistiques relatives à	Ce sont les statistiques relatives aux activités éducatives impliquant une forme de communication destinée à favoriser l'apprentissage à savoir l'acquisition ou la

l'éducation formelle	modification individuelle d'informations, de connaissances, de compréhension, d'attitudes, de valeurs, d'aptitudes, de compétences ou de comportements par l'expérience, la pratique, l'étude ou l'instruction. Ce sont les statistiques relatives aux organismes fournisseurs ou personnes qui facilitent un environnement d'apprentissage et méthodes d'instruction par laquelle la communication est organisée ou l'instruction implique généralement un enseignant ou un formateur qui est engagé dans la communication et l'orientation des connaissances et des compétences en vue de favoriser l'apprentissage. Ça inclut également les moyens d'enseignement qui peut également être indirect, par le biais de la radio, de la télévision, de logiciels, de films, d'enregistrements, d'Internet ou d'autres technologies de communication.
Statistiques relatives à l'intégration éducative	Ce sont les statistiques relatives à l'apprentissage, formation, et autres dont bénéficient les jeunes au sein des centres et aussi les autres activités connexes reliées.
Statistiques relatives à l'apprentissage informelle	Ce sont les statistiques relatives à l'apprentissage non finalisé qui se déroule dans des contextes de la vie quotidienne en famille, au travail, pendant les loisirs et dans la communauté. Ce sont principalement les statistiques pour l'apprenant qui peuvent être à des fins d'éducation, de formation ou d'emploi.
Statistiques relatives à l'insertion professionnelle	Ce sont les statistiques relatives à l'apprentissage sur le tas via des stages de perfectionnement des connaissances techniques, aux opportunités d'emploi existantes et autres possibilités d'insertion professionnelle.
Statistiques relatives à l'accompagnement	Ce sont les statistiques relatives à la protection de l'enfance ou des jeunes comprenant un acte de prévention et permettant de répondre à la violence, à l'exploitation et à l'abus contre les enfants, y compris commercial, l'exploitation sexuelle, la traite, le travail des enfants et pratiques traditionnelles néfastes.
Statistiques relatives au mentorat	Ce sont les statistiques relatives aux processus structurés visant à fournir des conseils et un soutien personnel à un jeune, utilisés dans le contexte de l'éducation, formation ou emploi. Ce sont les statistiques aussi relatives aux aides, assistances en matière d'informations, de conseils utiles, des activités de coaching afin d'améliorer les performances, etc. Mentorat utilisé dans les contextes d'éducation, de formation et d'emploi. Ce genre d'activité fait intervenir des mentors agissant comme des amis critiques mais sans jugement, fournissant un modèle et une source d'informations et de conseils utiles, et pouvant assumer une tâche de coaching et contribuer à améliorer les performances.
Statistiques relatives à l'employabilité	Ce sont les statistiques qui font référence à l'ensemble des réalisations, des compétences, des compréhensions et des attributs personnels qui rendent les individus plus susceptibles d'obtenir un emploi, de rester dans l'emploi et de réussir dans les professions qu'ils ont choisies. L'employabilité des individus qui dépend des qualités personnelles (y compris l'adéquation des connaissances et des compétences) ; comment ces attributs personnels sont présentés sur le marché du travail ; les contextes environnementaux et sociaux (incitations et opportunités offertes pour mettre à jour et valider leurs connaissances et compétences) et le contexte économique.
Statistiques relatives à la participation économique	Ce sont les statistiques relatives à la participation économique qui fait référence à l'emploi et au travail qui conduisent au développement économique, à l'élimination de la pauvreté et à la construction d'une situation économique stable dans une société.

Statistiques relatives à l'autonomisation économique	Ce sont les statistiques relatives à l'intégration des jeunes dans le marché de l'entrepreneuriat, la création de projets et autres. L'autonomisation consiste à aider les gens à s'aider eux-mêmes.
Statistiques relatives à la diversité culturelle et la participation	Ce sont les statistiques relatives aux diversités culturelles qui font référence à des cultures diverses ou différentes, comprenant les éléments suivants : les connaissances, les croyances, les arts, la morale, les lois, les coutumes et toutes les autres capacités et habitudes acquises par un être humain en tant que membre de la société. Ils incluent les statistiques relatives aux différentes formes d'art et d'expression (arts visuels, musique, cinéma, danse, etc.).
Statistiques relatives à la cohésion sociale	Ce sont les statistiques relatives à la cohésion communautaire qui fait référence au sentiment d'appartenance partagé souhaité et aux visions partagées pour vivre ensemble dans une communauté. La cohésion communautaire est nécessaire pour que différents groupes de personnes qui s'entendent bien, et caractérisé par un niveau d'intégration bien déterminé.
Statistiques relatives à la participation des jeunes au numérique	Ce sont les statistiques relatives au travail de jeunesse numérique, à savoir que l'animation socio-éducative numérique n'est pas une méthode d'animation socio-éducative – l'animation socio-éducative numérique peut être incluse dans n'importe quel cadre d'animation socio-éducative (animation socio-éducative ouverte, information et conseil aux jeunes, clubs de jeunes, animation socio-éducative détachée, etc.). Il inclut le travail de la jeunesse numérique qui peut se dérouler dans des situations en face à face ainsi que dans des environnements en ligne ou dans un mélange des deux.
Statistiques relatives à la participation discursive	Ce sont les statistiques qui font référence aux diverses manières dont les individus discutent des questions politiques affectant les communautés locales, nationales et internationales dans lesquelles ils vivent. Ça inclut les statistiques relatives aux comportements de communication délibérative qui permettent aux citoyens de formuler et de réviser leurs préférences, c'est-à-dire d'apprendre ce qu'ils devraient attendre des décideurs politiques. Et également les statistiques relatives à la communication des particuliers dans des échanges informels et non planifiés ; ceux qui se réunissent à des fins publiques mais le font en dehors des processus normaux des opérations gouvernementales (par exemple, dans les bibliothèques, les écoles, les maisons, les églises et les centres communautaires) et cela peut se produire à travers une variété de médias, y compris les échanges en face à face, les conversations téléphoniques, les échanges de courriels et les forums Internet.
Statistiques relatives à l'activisme	Ce sont les statistiques relatives à l'activisme ayant un impact sur le changement social dont le processus de changement peut être soit mené par un individu ayant la capacité de mobiliser les masses, soit collectivement qui peuvent varier d'une action de désobéissance civile, de protestations, d'occupations, de campagnes, de boycotts et de manifestations à des formes plus conventionnelles telles que des processus de lobbying, la rédaction de lettres, l'activisme sur Internet, des pétitions et la participation à des réunions d'organismes publics.
Statistiques relatives à	Ce sont les statistiques relatives aux activités spécifiques reflétant un engagement envers l'environnement et réalisées à travers des structures institutionnelles. Ces statistiques incluent l'appartenance à un groupe environnemental ; s'engager dans une

l'activisme environnemental	action politique ; s'impliquer activement dans des organisations environnementales ; ayant le potentiel d'influencer les décisions politiques ou de gestion ou d'adopter des comportements de protection de l'environnement.
Statistiques relatives à l'engagement civique	Ce sont les statistiques relatives à l'engagement civique qui implique de travailler pour faire une différence dans la vie civique de sa communauté et de développer la combinaison de connaissances, de compétences, de valeurs et de motivation pour faire cette différence. Cela signifie promouvoir la qualité de vie dans une communauté, par le biais de processus politiques et non politiques. Ce sont les statistiques relatives à l'engagement civique comprenant à la fois des formes rémunérées et non rémunérées d'activisme politique, d'environnementalisme et de service communautaire et national afin de répondre aux préoccupations des citoyens et promouvoir la qualité de la communauté. Le volontariat est une forme d'engagement civique.
Statistiques relatives aux obstacles géographiques	Ce sont les statistiques relatives aux obstacles géographiques qui sont les obstacles que rencontrent les jeunes des zones reculées, rurales ou vallonnées, les jeunes vivant sur de petites îles ou régions périphériques, les jeunes des zones urbaines à problèmes, les jeunes des zones moins desservies (transports en commun limités, équipements médiocres, villages abandonnés, etc.), auxquelles ils sont confrontés.
Statistiques relatives à la vie autonome	Ce sont les statistiques relatives à la vie autonome comprenant des services disponibles, accessibles à tous et fournis sur la base de l'égalité des chances, du consentement libre et éclairé et permettre aux personnes handicapées une flexibilité dans leur vie quotidienne. La vie autonome exige que l'environnement bâti, les transports et l'information soient accessibles, qu'il y ait disponibilité d'aides techniques, accès à une assistance personnelle ou à des services communautaires, ou les deux.
Statistiques relatives au dialogue culturel	Ce sont les statistiques relatives au dialogue interculturel, un échange de point de vue ouvert et respectueux entre des individus, des groupes ayant des origines et des patrimoines ethniques, culturels, religieux et linguistiques différentes sur la base de la compréhension et du respect mutuel. Ce sont les statistiques relatives au travail de jeunesse et des organisations de jeunesse. De telles structures réussissent souvent à atteindre et à donner une voix et une opportunité aux jeunes qui sont souvent marginalisés, leur donnant une chance de dialoguer et de générer une plus grande solidarité et des opportunités de cohésion sociale au sein des quartiers et des communautés.
Statistiques relatives à la mobilité	Ce sont les statistiques relatives aux jeunes en mobilité physique, ce qui signifie se déplacer dans un autre pays pour des études, un stage, un travail communautaire ou une formation complémentaire dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie. Il y a aussi la mobilité virtuelle, c'est-à-dire l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour développer des partenariats ou des échanges à distance avec des jeunes d'autres pays, qui peut également apporter une contribution significative à la mobilité.
Statistiques relatives aux bénévoles	Ce sont les statistiques relatives à faire du bénévolat à savoir les activités ou à un ensemble d'activités qui se déroulent par le biais d'une organisation à but non lucratif ou communautaire, sans rémunération financière pour le travail effectué par le volontaire. Ce sont les statistiques aussi relatives à l'ensemble d'opportunités d'apprentissage et de développement personnel ou professionnel pour le volontaire, ayant pour objectif de bénéficier à la communauté. Ce sont les statistiques relatives aux activités, cela peut être un professionnel dans le domaine offrant l'expertise et visant à soutenir les individus et avoir un impact sur le développement des communautés, ou peut être impliqué dans

	des activités sans lien avec leur profession, mais motivé par une motivation et une volonté personnelle d'aider.
--	--

Fiche 4 : fiche des interventions par activités et performances réalisées

Types de services	Nombre de cas pour l'année 2019	Nature de l'intervention	Résultats escomptés des interventions
Réadaptation et travail éducatif	178	Formation et travail éducatif Appui psycho-social pour la réadaptions	Jeunes et enfants réadaptés et éduqués
Intégration au cycle scolaire	47	Réintégration scolaire à nouveau Prise en charge par les structures régionales éducatives Entretien individuelle pour justifier la demande réelle de retour à l'éducation	Effectif ou nombre des jeunes en rupture scolaires Nombre d'enfants scolarisés Nombre de sessions de dynamique de groupes.
Engagement et prise en charge psychologique	257	Appui psychologique en faveur des jeunes et enfants par les professionnels, La prise en charge psycho-sociale des enfants et de leurs familles	Nombre de sessions d'accompagnement psychologiques Nombre de jeunes ayant dépassés les difficultés psychologiques
Totale	512		
Intégration familiale			
Réconciliation avec la famille	177	Appui psycho-social en faveur du rapprochement de l'enfant avec les parents	Des jeunes et enfants réconciliés avec leurs familles
		La mise en œuvre des sessions de dynamique de groupes enfants-familles	Taux de fugue de la famille Nombre de plaintes ou réclamations de l'enfant contre sa famille
		Journée de sensibilisation porte ouverte	Nombre de participants aux journées de sensibilisation
		Séances de renforcement des compétences parentales	Nombre ou effectifs des parents dont les capacités et compétences ont été renforcées
Intégration intergénérationnelle dans le cadre d'une famille élargie	17	Sessions de réconciliations intergénérationnelles	Le nombre de familles solidaires
		Organisation de rencontres entre les membres d'une famille en matière de communication	Nombre de jeunes ayant coopéré et participé aux entretiens
Dans le cadre d'une famille d'accueil ou famille de substitution	0	Organisations d'entretiens avec les familles d'accueils Collaboration avec les centres d'accompagnement des enfants	Effectifs des enfants ayant un comportement non imputable

		Sensibilisation et formation des familles d'accueil	Nombre de familles d'accueil
	194		
Accueil des établissements			
Accueil des établissements d'enseignement public	33	Des services d'orientation	Nombre d'enfants orientés vers les établissements scolaires
		La mise en œuvre d'activité de réhabilitation et mise à niveau des cellules scolaires	Nombre d'enfants existants et orientés avec les cellules scolaires
D'enseignement professionnel	7	Identification des besoins et de la volonté des enfants pour la réhabilitation Travail psycho-social	Diagnostic des projets de vie pour chaque enfants et jeunes pour l'insertion scolaire et professionnelle Nombre de projets de vie pour chaque enfants
Centre d'enseignement spécialisé pour handicapés	0	Organisations des sessions éducatives	Nombre d'enfants handicapés ayant bénéficié de cycle de réorientation
		Diagnostic psychologique des enfants et jeunes handicapés et collaboration avec les centres éducatifs spécialisés	Nombres d'enfants et de jeunes handicapés orientés vers les centres éducatifs spécialisés
Total	40		
Insertion professionnelle			
Formation professionnelle	62		
		Organisation des ateliers de pré formations professionnelles	Effectifs ou nombres de jeunes ayant suivis les ateliers de formation professionnelles
		Organisation d'ateliers pour la réhabilitation professionnelle	Effectifs des jeunes ayant suivi les ateliers de réhabilitation professionnelle
Formation et apprentissage professionnel (secteur public ou secteur privé) pour jeunes âgés de 15 ans et plus	14	Organisation d'ateliers d'apprentissage professionnel	Pourcentage ou nombre d'enfants ayant participé ou suivi les ateliers d'apprentissage professionnel
		Fourniture de services d'orientation et de guidance vers les centres de formation professionnelle	Nombre de jeunes orientés vers les structures de formation professionnelle
		Coordination avec les structures étatiques concernées par la formation professionnelle	Nombre de coups de téléphone, fax et courriers électroniques adressés aux structures concernées
Contrat d'apprentissage des enfants de moins de 15 ans et	16	Orientation vers les structures et entreprises d'apprentissage Coordination et activités administratives	Nombre de certificat d'apprentissage Nombre de contrat d'apprentissage

de travail de plus de 16 ans			
Lancement d'un projet	40	Collaboration avec les associations afin d'insérer les jeunes en matière de renforcement de capacité et appui.	Nombre de dossiers préparés pour la création d'un projet
		Collaboration avec les ministères (emploi et autres)	Sélection des jeunes qualifiés pour le lancement d'un projet
		Collaboration avec les DPS, en termes de préparation des dossiers	Nombres de jeunes ayant établi un projet
		Services d'appui et accompagnement des jeunes pour assurer la durabilité des projets créés	Nombres de projets créés par les jeunes
Disponibilité des aides			
Fournir une aide en nature	130	Coordination avec les TPS, TSS et ONG	
		Fourniture d'un quota de nourriture pour les jeunes	
		Organisation de journées d'aide en nature ou autres événements	Pourcentage des jeunes ayant bénéficié des aides en nature ainsi que leurs familles
		Aides octroyées dans le cadre d'un projet	Nombre de jeunes satisfaits des aides en nature octroyées (vêtements, nourriture, etc.)
		Aides en nature en matière de produits et fournitures indispensables pour les ateliers organisés (artistiques et autres)	Nombres de jeunes ayant bénéficié de produits afin de participer à une séance ou un atelier
Fournir une aide financière	0	Collaboration avec l'union tunisienne de la coopération sociale	Pourcentages des jeunes ayant bénéficié des aides financières ainsi que leurs familles
		Identification des cas nouveaux et des phénomènes	
		Coordination avec TSS et associations pour les cas des familles nécessiteuses	
		Développement des études et des recherches afin d'identifier les spécificités des zones d'interventions	Identifications et évaluations de l'impact des aides
		Développement des travaux de recherche de l'action	

		Organisation d'évènement ou de soirée pour la collecte d'aides pour les jeunes	
Fournir de l'aide en matière de santé	2	Services d'appui et d'orientation avec un docteur	Nombres de consultations d'enfants
		Organisation de journées de sensibilisation pour les jeunes en cas d'abus de consommation de tabac, drogues et autres substances	Pourcentage de participations aux activités de sensibilisation Nombres d'enfants ayant arrêté de consommer des drogues
		Coordination et envoi de lettre de liaison pour les cas des jeunes qui ne bénéficient pas de couverture sociale	Nombres de jeunes ayant reçu des soins médicaux Nombres de jeunes ayant accès à la couverture sociale
		Envoi d'un docteur spécialiste ou psychiatre suite à la présence d'une convention avec le ministère concerné et le CDIS	
		Séances de sensibilisation dans le cadre de la pandémie covid-19, et accompagnement parents-enfants	Nombres de jeunes ayant suivi des séances de sensibilisation Nombres d'enfants ayant accès à la vaccination
		Evaluation bureautique via des fiches de suivi et visites auprès des familles	
		Services d'orientation vers d'autres structures	
Autres		Développement de la culture du travail volontaire et la promotion de la participation civique	
		La participation avec les entités locales pour la préservation et la protection durable de la zone d'intervention	
Total	132		
Intégration dans une institution sociale		Services d'orientation vers les CDIS ou d'autres structures ou à travers un délégué	Nombres d'enfants intégrés dans une institution
		Envoi d'équipes de travail pour les enfants de la rue	Nombres d'enfants qui ont été orienté vers d'autres structures
		Activation du travail social dans la rue	Nombre d'enfants qui refusent l'école et l'institution
Notification du délégué à la		La prise en charge d'un enfant en cas de violence	Nombres de notifications envoyées à la protection de l'enfance

protection de l'enfance		Le développement de rapports et envoi de notification à travers le délégué	
		La prise en charge éducative	
Établissement de procès-verbaux au profit du délégué à la protection de l'enfance		La prise en charge précaire avec le délégué de l'enfance	Nombre d'enfants dépassant les situations de menaces et d'harcèlement
		Etablissements de rapports de procès-verbaux avec le délégué et le juge de famille et enfant	Sortie ou produit des procès-verbaux avec les délégués de la protection de l'enfance
		Etablissements de rapports de procès-verbaux	
Avis de la section de l'inspection du travail		Coordination avec l'inspection du travail concernant l'emploi des enfants et l'exploitation économique	Nombre de jeunes ayant subi l'exploitation au sein du milieu de travail Nombres d'enfants ayant bénéficié de mesures équitables
Préparation des rapports pour la section de l'inspection du travail		Etude des cas de situation d'enfants en cas d'harcèlement	Nombre d'avis et de rapports adressés à l'inspection de travail
Préparation des rapports aux profits d'autres parties		Préparation de rapports au profit de la justice pour la prise en charge des enfants en rupture sociale	Nombres d'avis et de rapports adressés à l'inspection du travail Nombres de procès envoyés
		Préparation de rapports éducatifs, sociaux, psychologiques au profit des jeunes	
		Organisation de comité de conseils pour l'étude des cas difficiles	Niveau de coordination avec les autres ministères, emploi et éducation Nombres de réunions effectuées

Fiche 6 : Suivi des statistiques relatives au niveau de désavantages et négligences en Tunisie

Indicateurs statistiques	
Porte des vêtements souillés ou nettement trop petits ou trop grands	
Semble insuffisamment habillé pour la météo	
Semble toujours avoir faim, amasse, vole ou mendie de la nourriture, effectue des allers retours à l'école avec peu ou pas de nourriture	
Semble souvent apathique et fatigué, avec peu d'énergie	
Semble fréquemment s'occuper de frères et sœurs plus jeunes	
Fait preuves d'une mauvaise hygiène, sent l'urine ou les matières fécales, a des dents cariées	
Semble émacié ou l'estomac distendu	
A des problèmes médicaux ou dentaires sans surveillance, comme les plaies infectées	
Faisant preuve d'apathie, ne répondant pas à l'affection	
Déclare qu'il n'y a personne à la maison pour prodiguer des soins	

Présente des accidents fréquents et ou des blessures mineures	
Croissance hors de la fourchette attendue	
Signes de retards de développement, manque d'attention et de concentration, manque de confiance en soi ou mauvaise estime en soi, faible réussite scolaire compris fréquentation irrégulière ou non scolaire	
Signe comportementaux, hyperactivité, agression, mauvaise capacité d'adaptation, comportement impulsif, amitié aveugle, renfermé, mauvaise sociabilité, développement des compétences, pipi au lit, salissures ou comportement destructeur, toxicomanie, fugue, promiscuité sexuelle, automutilation, comportement offensant	
Semble être indifférent à l'enfant	
Semble apathique ou déprimé	
Se comporte de manière irrationnelle ou bizarre	
Abus de l'alcool et de la drogue	
Nie l'existence ou blâme l'enfant pour les problèmes de celui-ci à l'école ou à la maison	
Considère l'enfant comme totalement mauvais, sans valeurs ou pénible	
Se tourne vers l'enfant principalement pour les soins, l'attention ou la satisfaction de besoins émotionnels	
Insalubres et sales	
Dangereux	
Odeur environnementale	
Literie ou mobilier inadéquat	
Alimentation inadéquate	
Un espace de couchage insuffisant	
Une ventilation ou chauffage inadéquat	
Soin inadéquat des animaux de compagnie	
Montrant une incapacité à contrôler ses émotions ou ses impulsions caractérisées par des explosions fréquentes	
Être calme et soumis	
Avoir de la difficulté à apprendre à l'école et à s'étendre avec ses frères et sœurs	
Avoir des comportements alimentaires ou de sommeil inhabituels	
Tenter de provoquer des bagarres ou de solliciter des interactions sexuelles	
Agir socialement ou émotionnellement de manière inappropriée pour leur âge	
Être insensible à l'affection	
Faire preuve d'apathie	
Être moins flexible, préservant et enthousiaste que les enfants non négligés	
Faire preuve d'impuissance face au stress	
Ayant moins d'interactions avec leurs pairs que les enfants non négligés	
Afficher de faible capacité d'adaptation	
Agir en grande dépendance	
Agissant léthargique et terne	
Afficher un comportement d'auto-abus, tentative de suicide par eux même	
Présentant des troubles de panique ou dissociatifs, déficits de l'attention, hyperactivité trouble de stress ou post-traumatique	
Souffrant de dépression, d'anxiété ou d'une faible estime de soi	
Avoir un comportement délinquant juvénile ou se livrer à des activités criminelles pour les activités d'adulte	
S'adonner à des activités sexuelles menant à une grossesse ou à la paternité chez les adolescents	
Avoir de faibles résultats scolaires	
Abus d'alcool et de drogues	

Fiche 7 : Evaluation psycho-sociale

Données bio-psycho-sociales	
Sources d'orientation (délégué de protection de l'enfance, juge, professionnels du social, institutions éducatives, de santé et autres)	
Parties accompagnant l'enfant (parents, amis, agent étatique, autres)	
Sources d'orientation (fugues et rébellion, autres)	
La nature de la demande ou requête (acceptation au sein du centre, intégration dans l'institution ou centre, appui ou encadrement psychologique, suivi éducatif et scolaire, redressement disciplinaire, etc.)	
L'attitude, opinion et perception de l'état initial du jeune ou enfant	
Les attentes de l'intégration, accompagnement et appui	
Les principaux traits objectifs à atteindre tout au long du processus psycho-social à long terme	
Identification du cas	
Numéro d'immatriculation ou d'identification ou de carte magnétique	
Nom et prénom	
Date et lieu de naissance	
Niveau scolaire de la personne	
Situation professionnelle	
Adresse	
Numéro de téléphone	
Date d'entrée et d'adhésion à l'institution ou centre	
Situation et état de santé actuelle	
Poids	
Taille	
Caractéristiques de la famille et situation actuelle de l'enfant	
Membre de famille (Noms et prénoms, date de naissance, situation scolaire, statut civil, situation ou état de santé, situation professionnelle)	
Nature de la relation familiale entre les parents	
Nature de la famille (famille d'origine, famille avec un seul responsable, famille séparée, famille élargie, famille renouvelée, etc.)	
Justifications de l'état de la famille et identifications des causes	
Causes de renouvellement de mariage ou de famille reconstituée	
Type ou nature de la relation familiale, parentale et conjugale	
Etendue d'acceptation et d'intégration familiale de l'enfant	
Avec qui l'enfant vit-il ?	
Qui prend soin de l'enfant et l'éduque ?	
Est-ce que l'enfant est apte à prendre soin de lui, de son hygiène et ses activités de développement positif quotidienne ?	
Est-ce que l'enfant est déjà sensibilisé et éduqué à l'autonomie et responsabilisation au sein de la famille ?	
Les événements marquants dans la famille	
Intensité de participation de l'enfant à des événements, fêtes, occasions de célébration au sein de la famille	

Autres	
Analyse de la demande	
Motif de la consultation	
Demande de l'accompagnateur ou du cas d'enfant	
Les attentes	
Est-ce que vous vous êtes adressés auparavant à un professionnel ou spécialiste ? (Spécialité, date, raisons , causes , etc)	
Causes et résultats du diagnostic (spécialité, date, etc)	
Autres méthodes de guérison du de traitement (spécialité, date)	
Causes et résultats du diagnostic	
Antécédents médicaux et psychiatriques	
Fréquence de diagnostic médical précédent	
La relation avec l'environnement	
La relation de l'enfant avec ses parents (obligatoire, responsabilisé, émotive et émotionnelle, obéissante, de haine, avec peur, etc)	
La relation avec la mère (obligatoire, responsabilisé, émotive et émotionnelle, obéissante, de haine, avec peur, etc)	
La relation avec le père (obligatoire, responsabilisé, émotive et émotionnelle, obéissante, de haine, avec peur, etc)	
Attachement et relation sentimentale ou émotionnelle (père ou mère, normale, excessifs, sec, etc)	
Les pratiques éducatives (mère ou père, normales, difficiles, faciles, agressives, etc)	
Autres constatations relatives aux troubles spécifiques	
La relation de l'enfant avec ses frères et sœurs	
Nature de la relation (obligatoire et respectueuse, responsabilisé, jalousie, haine ou vengeance, timidité, etc)	
Est-ce que vous avez eu une crise ?	
Remarques et constatations relatives aux troubles spécifiques	
Relation de l'enfant avec ses amis	
Nature de la relation avec (obligatoire et respectueuse, responsabilisé, jalousie, haine ou vengeance, timidité, etc)	
Est-ce que vous avez eu une crise ou un dérangement ?	
Remarques et constatations relatives aux troubles spécifiques	
Les jeux et divertissements	
Est-ce qu'il ou elle joue	
Est-ce qu'il préfère jouer	
Est-ce qu'il ou elle peut jouer seule ou en isolement	
Nature du jeu ou divertissement (jeux avec le sable, jeux par groupe, compétition, en groupe ou individuelle)	
Le jeux préférés (poupée, gadgets, pc, tablettes, etc.)	
Les méthodes pour jouer (agressive, rebelle, etc)	
Remarques ou constats	
Le vécu scolaire	
Difficultés et troubles tout au long du parcours scolaire (pour chaque niveau scolaire, à mentionner les classes et les années d'éducatons, moyenne, etc)	

La relation avec le cadre scolaire	
Le niveau de discipline et respect au sein de l'institution éducative	
La relation avec ses amis et collègues au sein de l'institution éducative	
La situation scolaire actuelle	
Le niveau scolaire et éducatif	
Nom de l'école	
Le comportement ou état disciplinaire de l'enfant ou jeune	
Le niveau de discipline (régulier ou autres)	
Le certificat ou diplôme obtenu (6 ^{ème} année primaire, 9ème année collège, etc)	
Causes de la rupture (rupture spontanée, etc)	
Opinion ou vision de la personne concernant son parcours éducatif et scolaire et ses intérêts parallèles	
Les matières que la personne considère lui ou elle-même bien selon son point de vue	
Les matières que la personne considère lui ou elle-même excellent selon son point de vue	
Les matières que la personne considère lui ou elle-même bien selon les documents et fiches de notes	
Les matières que la personne considère lui ou elle-même faibles selon les documents et fiches de notes	
Les matières préférées par rapport aux autres selon son avis	
Documents de résultats ou notes	
Les matières non appréciées ou détestées	
Les intérêts ou divertissements (bricolage manuel, sports, jeux intellectuels, arts, autres domaines, autres activités)	
La manière de passer ou allouer le temps libre (maison, rue, salle de jeux, cafés, autres)	
Les autres activités de participation civique auprès des institutions publiques	
Les activités de volontariat avec les associations	
Les activités et intérêts à la participation communautaire, vivables et inclusifs	
Les activités d'engagement civique avec le secteur privé	
Causes de rupture scolaire	
Remarques et constats	
L'adolescence et la maturité	
La croissance physiologique	
Les changements physiologiques (âge, rythme normal, troubles harmoniques ou physiologiques, etc)	
Âges de croissance et puberté	
La manière de s'adapter aux changements (acceptante, préférences, timidité, peur, refus, etc.)	
Commencement de l'intérêt à la vie sexuelle (âges)	
L'identification et la connaissance des spécificités sexuelles (âges)	
La découverte de la vie sexuelle (âges)	
Sources de collecte des informations (les parents, institutions éducatives, amis, sources médiatiques, internet, autres)	

Remarques et constations	
Caractéristiques ou traits de la vie sexuelle (pratiques sexuelles en contrepartie, autres pratiques typiques, etc)	
Les caractéristiques relationnelles	
Les relations à l'intérieur de la famille (avec le père, avec la mère (favorable, troublante, de vengeance, sèche, d'appartenance et de suivi, etc)	
Les relations avec le groupe (favorable, vulnérable, de haine, sec)	
La position dans le groupe (leader, suiveur, autres)	
L'adaptation sociale dans la famille (bien, normale, déstabilisante)	
L'adaptation sociale au sein du centre (bien ou favorable, normale, déstabilisante)	
L'adaptation sociale au sein des institutions éducatives (favorable, normale, déstabilisante)	
L'adaptation sociale dans la rue (favorable, normale, troublante)	
L'adaptation sociale avec l'environnement livrable et durable	
L'adaptation sociale avec l'environnement civique et associatif	
Remarques et constations	
La discipline et comportements (à risques et vulnérable aux dangers	
La consommation de tabac (âge, quantité, fréquence)	
Fumer, respiration ou consommation des substances volatiles (âge, quantité, fréquence)	
Consommation d'alcool (âges, quantité, fréquence)	
Consommation de drogues (âges, quantité, fréquence)	
Consommation de médicaments (âges, quantité, fréquence)	
Comportements sexuels non protégés	
Ordalie (les sauts dangereux, la conduite de moto)	
Vols et comportement illicites	
Les fugues (de la maison, fréquence, durée)	
La fréquentation des rues	
La rébellion sociale	
Le populisme violent	
La consommation des pratiques religieuses calquées sur d'autres cultures	
L'immigration clandestine	
La violence (envers soi même, orienté vers l'autre, orientés vers d'autres choses)	
Les tentatives de suicide (âge, fréquence, moyen)	
Les circonstances d'apparition de ces comportements	
Les antécédents juridiques, et les situations auprès de la justice, etc	
Avis ou opinion de l'environnement de cela	
Opinion de la personne de cette situation	
La réadaptation à la vie professionnelle	
Les compétences et les capacités professionnelles et leurs étendues de succès (les expériences professionnelles actuelles et antécédentes)	
Les préférences et les choix professionnels et l'étendue de la volonté de formation et au travail ou emploi	
Les préférences professionnelles et l'étendue de la volonté de formation continue (formelle et informelle) et employabilité	

La préparation à la vie professionnelle	
L'apprentissage professionnel (oui, ou non, rupture, causes de rupture)	
Les spécialités	
L'apprentissage sur le tas, savoir-faire et opportunités de transfert de connaissances	
La formation professionnelle (oui ou non, rupture ou causes de rupture)	
Les spécialités	
Stages (oui ou non, ruptures, causes de rupture)	
Les spécialités et diplômes ou certificats	
Accompagnement encadrement et suivi des créateurs des projets	
Interconnexions avec les acteurs locaux	
Envoi ou création de projet (oui ou non, type projet)	
L'adaptation et l'adéquation avec l'environnement professionnel (interaction de la personne avec les expériences et les pratiques antécédentes)	
Les relations affectives et sentimentales ou émotionnelles avec le partenaire ou la famille	
Les relations dans la vie de couple	
Y compris les relations (concubinage, homosexualité, mère célibataire, etc)	
Les relations de vie conjugale	
Nature de la relation (équilibré, obéissante ou de respect, dominante)	
Spécificités de la relation avec le conjoint (responsable, intérêts et engagement du partenaire, le respect)	
Spécificité de la relation avec la conjointe (responsable, intérêts et engagement du partenaire, le respect)	
Existence de relation conjugale	
Remarques et constats	
Les relations et vie familiale	
A-t-il ou elle des enfants ou pas ?	
Vit-il ou elle avec ses enfants ?	
La capacité de fournir et de couvrir les besoins de la famille	
La capacité à l'attachement émotionnel, sentimental et affectif	
La possession d'un projet à l'enfant	
Les pratiques éducatives (rôle parental, prise en charge et soin, exploitation, mauvaise conduite et pratique, indifférence)	
Existence de relations pathologiques	
Remarques et constats	
La vie sociale	
La citoyenneté (les obligations, les responsabilités, l'étendue des connaissances en matière de connaissances en matière de services publics, les activités des associations, etc)	
L'implication dans des activités de partenariat public-privée	
L'engagement volontaire, formel et informel avec la société civile	
La participation volontaire aux projets publics	
Amitié et maturité affective	
Existence d'amitié (nombre, multiple ou non fréquente)	
Niveau d'harmonisation (même âges, même préférences, comparables, stables, etc)	

La différenciation entre l'amitié, les connaissances et les collègues	
Nature de la relation (dominante, obéissante ou soumise, équilibré, leader, possédant ou propriétaire, etc)	
Constations et remarques	
Nature de la qualité de vie et divertissements	
Existence d'activités de divertissement et loisir	
Natures ou types	
Espaces de divertissements et loisir	
Structuré et ordonné	
Fréquente (oui, non, continue, périodique, occasionnelle)	
Caractéristiques et spécificités (agressif, risqué, etc)	
Remarques	
Les anticipations, ou activités dans la vie politique et civique (position, opinion, anticipation)	
Les prévisions des projets postérieurs ou dans le futur (dans plusieurs domaines de la vie)	
Données de l'examen clinique	
Les remarques ou constats cliniques	
L'état du corps	
Poids (maigre, gros ou grosse, normal par rapport à l'âge)	
Taille (petit, grand, normal)	
Les vêtements et le bien être (bien, moyen, mauvais ou faible)	
Existence de traces dans le corps (tatouage, blessures, etc)	
Ethique de salutation et respect (existante, introuvable ou absente)	
Les traits du visage et d'expression (harmonie entre les gestes d'expression et les idées et état mental, un visage pas en harmonie avec le contenu des idées, visage fades)	
Constats et remarques	
Caractéristiques personnelles	
Les traits de caractères	
Les traits ou caractéristiques mentales et en matière de connaissance	
La compréhension (il ou elle comprend, essaye de comprendre, faible en compréhension)	
La concentration (forte, évadé, perturbé)	
La mémoire (faible, forte, etc)	
Les caractéristiques émotionnelles et idéologiques	
La maturité (offensive, réservé, stable ou équilibré)	
L'indépendance (indépendant, dépendant)	
Les caractéristiques offensives et excessives	
Les idées (calme, humeur changeante, nerveux, idées excentriques et troublantes, idées déstabilisantes et violentes)	
Hésitation et imagination (par vois auditives, vision ou sensation)	
Dépression, tristesse, accentuation de l'état de maladie	
Dépersonnalisation (croyance aux choses inexistantes, folie des grandeurs et autres)	
Constats et remarques	

Participation aux rencontres	
Facilité d'acceptation à la participation	
La discipline vis-à-vis du professionnel (indépendance, se baser sur l'encouragement, justifications, refus)	
Réaction au cours des rencontres (de haine, verbale, convaincant, coopérative, malmenant, timide, hésitante, neutre)	
Attention accordée au cours des rencontres (attentionné, évadé, hésitante)	
Les prestations au cours des rencontres (bien, moyen, faible)	
Rapidité de prestations ou d'actions (rapide, moyen, lente)	
Remarques et constats	
Les hypothèses diagnostiques	
Les outils, examens et les tests	
Les tests d'intelligence	
Les conditions de déroulement de l'examen	
Les outils utilisés	
L'avis du parent et sa position	
Le cas de l'examiné	
Résumé des résultats	
Remarques (l'attention, les prestations et la rapidité lors du test ou examen)	
Les tests personnels	
Les conditions du déroulement de l'examen	
Les outils utilisés	
La position du parent et son avis	
L'examiné	
Remarques (l'attention et les prestations, la rapidité lors de la passation du test ou examen)	
Les examens professionnels ou d'emploi	
Condition du déroulement de l'examen ou diagnostic	
Les outils utilisés	
L'avis du parents et la position de l'examiné	
Résumé du résultat	
Remarques (l'attention, les prestations et la rapidité lors de la passation du test ou examen)	
La lecture synthétique	
La problématique, les situations et problèmes	
Le diagnostic ou les troubles	
Pronostic	
Les recommandations, programmes d'intervention (projet d'intégration familial, éducatif, professionnel)	

Fiche N° 7 : Listes des indicateurs relatifs à la situation des enfants et des jeunes en Tunisie :

Indicateurs
Performances socio-économiques
Nombre d'habitants

Nombre d'enfants et jeunes par classe d'âges
Nombre d'enfants et jeunes par sexes
Nombres d'enfants et jeunes handicapés
Taux de pauvreté par population jeunes
Taux d'exclusion sociale par population jeunes et enfants
Indicateurs en matière d'éducation, formation et apprentissage
Nombre des institutions privées et publiques d'éducation
Nombre des écoles primaires publiques
Nombre de collèges publiques
Nombre de cadres dans les institutions éducatifs
Nombre des écoles coraniques dans les mosquées
Nombre des écoles coraniques en dehors des mosquées
Nombre des inscrits en écoles éducatifs
Nombre des classes en écoles éducatifs
Nombre d'enfants et jeunes inscrits
Nombre d'instructeurs
Taux de couverture
Espaces d'enfants et jeunes mal organisés et vulgarisés
Espaces non organisé
Décision de fermeture
Programmes de prise en charge des enfants et jeunes exclus socialement
Taux des enregistrés ou inscrits nouveaux dans les centres d'appuis et d'intégration sociales
Moyenne des enfants et jeunes par classe
Nombre d'enfants et jeunes
Nombre des éducateurs et professionnelles employés
Moyenne des enfants par classes au sein des CDIS
Taux de scolarisation par classes d'âges et par sexe
Nombre des CDIS primaires et collèges qui ont des unités de soins médicales
Nombre des CDIS équipés par des réseaux d'électricité
Nombre des CDIS équipés des réseaux ou infrastructure d'eau
Nombre des CDIS équipés de salles d'informatique
Nombre des CDIS équipés de bibliothèques
Nombre des CDIS reliés avec une infrastructure routière
Nombre des CDIS équipés d'internet
Nombre des CDIS
Nombres d'écoles primaire par zone d'intervention
Nombre de CDIS hébergeant et acceptant des enfants handicapés
Nombre d'éducateurs avec handicapés
Taux de succès ou réussite au sein des CDIS
Taux d'échecs au sein des CDIS
Taux de rupture au sein des CDIS
Taux de retour au sein des CDIS
Nombre de salles de lectures dans les CDIS
Nombre de bibliothèques dans les CDIS
Nombre d'enfants et jeunes en besoin nécessaires
Clubs de santé pour les jeunes
Clubs d'enfants et jeunes spécialisées
Centre De technologie de communication orientés vers les enfants

Nombre d'enfants
Clubs d'informatique spécialisée
Clubs d'enfants mobile
Nombre d'enfants et Formation professionnelle
Nombre de places disponibles
Nombre de bénéficiaires
Indicateurs relatives aux droits aux loisirs, à la culture, sports et animation
Nombre de cercles de culture
Nombre de bénéficiaires
Nombre de clubs technique
Nombre d'écoles de musiques et danses
Nombre d'adhérents des enfants et jeunes
Nombre de clubs orientés aux enfants et jeunes
Nombre de manifestations culturelles organisés avec les CDIS
Spectacle culturelle organisé avec les CDIS
Nombre de bénéficiaires de spectacles et ateliers théâtrales
Bibliothèque d'enfants et de jeunes à proximité
Nombre de participants d'enfants et jeunes
Nombre de livre prêtés dans les bibliothèques d'enfants et jeunes
Prêts de livre pour les enfants et jeunes , achats
Nombre bibliothèque mobile
Nombre de place dans les bibliothèques
Livres adressés aux enfants et jeunes
Nombre de participants adhérant moins de 15 ans aux complexes de jeunes
Nombre de Clubs de l'environnement
Indicateurs relatives à l'état de santé
Nombre de médecins pratiquant des activités de soin de santé scolaire avec les CDIS
Nombre de cadre para-médicales pratiquant des activités de santé scolaire avec les CDIS
Nombre d'enfants et jeunes qui ont été accueillis dans des hôpitaux
Nombre de médecins spécialité chirurgie des enfants et jeunes
Nombre de médecins spécialité psychologie d'enfants et jeunes
Taux d'enfants et jeunes qui souffrent de troubles psychologiques
Taux des enfants et jeunes qui souffrent de manque nutritionnelles ou de fain
Taux d'enfants ou jeunes qui souffrent de maladies graves
Nombre d' hôpitaux publics en partenariat avec les CDIS
Nombre d' hôpitaux régionaux
Nombre d' hôpitaux locaux
Taux de couverture de vaccination
Nombre d'enfants acceptés dans les hôpitaux avec l'appuis des CDIS
Nombre d'enfants agressés pris en charge par les hôpitaux avec l'appuis des CDIS
Indicateurs relative à l' environnement sain et de développement durable
Distribution des activités de formation selon les gouvernorats et les zones d'interventions
Nombre d'enfants bénéficiaires des activités de sensibilisation et éducation environnementale fournies par les CDIS
Nombre des activités de formation dans le secteur de l'éducation environnementale avec les CDIS
Nombre des bénéficiaires enfants et jeunes
Nombre de jours de sensibilisation et animation

Nombres d'activités multiples et variés
Indicateurs relative à la participation, expression, éducation des enfants sur les principes civiques et droits de l'homme
Parlement d'enfants ou comité de pilotage institutionnelle
Nombre de participants jeunes et enfants
Session de formation en participation civique pour les jeunes par les CDIS
Nombre de formation pour la vehiculation de la culture de droits de l'homme par les CDIS
Nombre de participant
Nombre d'association impliqués
Indicateurs relatives à la Consommation et dépendance
Niveau de consommation de tabac au moins une seule fois au cours de la vie
Niveau de consommation d'alcool au moins une fois au cours de la vie
Niveau de consommation de drogues au moins une fois au cours de la vie
Niveau de comportement, discipline pour se protéger des dangers
Fréquence d'utilisation des réseaux sociaux inférieur à 4 heure /j
Fréquence d'utilisation des jeux videnceux inférieurs à 2 heures/j
Fréquence d'utilisations des jeux de hazards et autres durant les 12 derniers mois
Nombre de lois , actes et traités législatives et institution en faveur de l'inclusion sociale
Nombre de lois créées en faveur de l'inclusion sociale des enfants et jeunes
Nombres de conventions inter-institution en faveur des enfants et jeunes
Nombres d'accords et partenariats en faveur des enfants et jeunes
Nombres de traités et conventions internationales adoptés en faveur de l'inclusion sociale
Nombre d'activités de gouvernance participatif multi-acteurs en faveur des enfants et jeunes
Nombre d'activités et d'évènements organisés avec les CDIS pour renforcer la coordination institutionnelle
Nombre des sessions des comités de pilotage intersectorielles
Nombre de rapports d'évaluation des activités inter-institutions

Source : Rapport de l'Observatoire de l'enfance en Tunisie, base de données des Nations Unies, etc.

Fiche 8 : Listes des indicateurs relatifs à la situation des enfants et des jeunes en Tunisie :

Indicateurs
Performances socio-économiques
Nombre d'habitants
Nombre d'enfants et jeunes par classes d'âge
Nombre d'enfants et jeunes par sexe
Nombres d'enfants et jeunes handicapés
Taux de pauvreté par population jeunes
Taux d'exclusion sociale par population jeunes et enfants
Indicateurs en matière d'éducation, formation et apprentissage
Nombre d'institutions privées et publiques d'éducation
Nombre d'écoles primaires publiques
Nombre de collèges publiques
Nombre de cadres dans les institutions éducatives
Nombre d'écoles coraniques dans les mosquées
Nombre d'écoles coraniques en dehors des mosquées
Nombre d'inscrits en écoles éducatives

Nombre de classes en écoles éducatives
Nombre d'enfants et jeunes inscrits
Nombre d'instructeurs
Taux de couverture
Espaces d'enfants et jeunes mal organisés et vulgarisés
Espaces non organisés
Décision de fermeture
Programmes de prise en charge des enfants et jeunes exclus socialement
Taux des nouveaux enregistrés ou inscrits dans les centres d'appui et d'intégration sociale
Moyenne d'enfants et jeunes par classe
Nombre d'enfants et jeunes
Nombre d'éducateurs et professionnels employés
Moyenne des enfants par classe au sein des CDIS
Taux de scolarisation par classe d'âge et par sexe
Nombre des CDIS primaires et collèges qui ont des unités de soin médical
Nombre des CDIS équipés par des réseaux d'électricité
Nombre des CDIS équipés de réseaux ou d'infrastructures d'eau
Nombres de CDIS équipés de salle informatique
Nombres de CDIS équipés de bibliothèque
Nombres de CDIS reliés avec une infrastructure routière
Nombres de CDIS équipés d'internet
Nombre de CDIS
Nombres d'écoles primaire par zone d'intervention
Nombre de CDIS hébergeant et acceptant des enfants handicapés
Nombre d'éducateurs avec handicapés
Taux de succès ou réussite au sein des CDIS
Taux d'échec au sein des CDIS
Taux de rupture au sein des CDIS
Taux de retour au sein des CDIS
Nombre de salle de lecture dans les CDIS
Nombre de bibliothèque dans les CDIS
Nombre d'enfants et jeunes en besoin nécessaires
Clubs de santé pour les jeunes
Clubs d'enfants et jeunes spécialisés
Centre de technologie de communication orienté vers les enfants
Nombre d'enfants
Clubs d'informatique spécialisés
Clubs d'enfants mobiles
Nombre d'enfants et formation professionnelle
Nombre de places disponibles
Nombre de bénéficiaires
Indicateurs relatifs aux droits au loisir, à la culture, sport et animation
Nombre de cercle de culture
Nombre de bénéficiaires
Nombre de clubs technique
Nombre d'écoles de musique et danse
Nombre d'adhérents des enfants et jeunes
Nombre de clubs orientés aux enfants et jeunes

Nombre de manifestations culturelles organisées avec les CDIS
Spectacle culturel organisé avec les CDIS
Nombre de bénéficiaires de spectacles et ateliers théâtrales
Bibliothèque d'enfants et de jeunes à proximité
Nombre de participants d'enfants et jeunes
Nombre de livres prêtés dans les bibliothèques d'enfants et jeunes
Prêts de livre pour les enfants et jeunes, achats
Nombre de bibliothèques mobiles
Nombre de place dans les bibliothèques
Livres adressés aux enfants et jeunes
Nombre de participants adhérent de moins de 15 ans aux complexes de jeunes
Nombre de clubs de l'environnement
Indicateurs relatifs à l'état de santé
Nombre de médecins pratiquant des activités de soin de santé scolaire avec les CDIS
Nombre de cadre paramédicales pratiquant des activités de santé scolaire avec les CDIS
Nombre d'enfants et jeunes qui ont été accueilli dans des hôpitaux
Nombre de médecins spécialité chirurgie des enfants et jeunes
Nombre de médecins spécialité psychologie des enfants et jeunes
Taux d'enfants et jeunes qui souffrent de troubles psychologiques
Taux d'enfants et jeunes qui souffrent de manque nutritionnel ou de faim
Taux d'enfants ou jeunes qui souffrent de maladies graves
Nombre d'hôpitaux publics en partenariat avec les CDIS
Nombre d'hôpitaux régionaux
Nombre d'hôpitaux locaux
Taux de couverture de vaccination
Nombre d'enfants acceptés dans les hôpitaux avec l'appui des CDIS
Nombre d'enfants agressés pris en charge par les hôpitaux avec l'appui des CDIS
Indicateurs relatifs à l'environnement sain et de développement durable
Distribution des activités de formation selon les gouvernorats et les zones d'interventions
Nombre d'enfants bénéficiaires des activités de sensibilisation et éducation environnementale fournies par les CDIS
Nombre d'activités de formation dans le secteur de l'éducation environnementale avec les CDIS
Nombre de bénéficiaires enfants et jeunes
Nombre de jours de sensibilisation et animation
Nombre d'activités multiples et variées
Indicateurs relatifs à la participation, expression, éducation des enfants sur les principes civiques et droits de l'homme
Parlement d'enfants ou comité de pilotage institutionnel
Nombre de participants jeunes et enfants
Session de formation en participation civique pour les jeunes par les CDIS
Nombre de formation pour la diffusion de la culture de droits de l'homme par les CDIS
Nombre de participants
Nombre d'associations impliquées
Indicateurs relatifs à la consommation et dépendance
Niveau de consommation de tabac au moins une seule fois au cours de la vie
Niveau de consommation d'alcool au moins une fois au cours de la vie
Niveau de consommation de drogues au moins une fois au cours de la vie
Niveau de comportement, discipline pour se protéger des dangers

Fréquence d'utilisation des réseaux sociaux inférieure à 4 heure /j
Fréquence d'utilisation des jeux vidéo inférieure à 2 heures/j
Fréquence d'utilisations des jeux de hasards et autres durant les 12 derniers mois
Nombre de lois, actes et traités législatifs et institution en faveur de l'inclusion sociale
Nombre de lois créés en faveur de l'inclusion sociale des enfants et jeunes
Nombres de conventions inter-institution en faveur des enfants et jeunes
Nombres d'accords et partenariats en faveur des enfants et jeunes
Nombres de traités et conventions internationales adoptés en faveur de l'inclusion sociale
Nombre d'activités de gouvernance participatif multi-acteurs en faveur des enfants et jeunes
Nombre d'activités et d'événements organisés avec les CDIS pour renforcer la coordination institutionnelle
Nombre de sessions des comités de pilotage intersectoriels
Nombre de rapports d'évaluation des activités inter-institutions

Source : Rapport de l'Observatoire de l'enfance en Tunisie, base de données des Nations

Fiche 9 : Indicateurs relatifs aux performances et résultats des activités, interventions et projets mis en place

Indicateurs d'évaluations des résultats des activités, interventions et projets
Taux de réussite des interventions
Taux de couverture des activités
Taux de rentabilité des activités
Taux d'échecs des interventions
Taux du fardeau administratif en matière de coordination inter et intra-institutionnelle
Taux de rendements des cadres et professionnels
Taux d'impacts des activités mises en place
Taux de succès des interventions
Taux d'achèvement des interventions périodiques
Taux d'efficacité des interventions
Taux d'efficience des interventions
Temps alloués aux interventions
Taux d'étendue des activités
Taux de durabilité des interventions
Taux de pérennité des activités
Indicateurs relatifs au volet budgétaire et au financement des activités
Budgets alloués à chaque type d'intervention
Sources de financements alternatifs
Nombre de proposition d'appui auprès des acteurs financiers
Nombre de projets financés par des associations mises en place
Nombre de projets et initiatives financés par les bailleurs de fonds
Nombre de projets appuyés par la ligne budgétaire
Nombre d'activités sponsorisées par le secteur privé
Nombre d'activités de plaidoyer mobilisés pour la collecte des fonds
Nombre d'événements organisés pour la mobilisation de financement
Indicateurs relatifs en matière de capacité
Taux de rotation des cadres, professionnels

Temps alloué par cadre ou professionnel à la production statistiques
Nombre de supports disponibles pour la diffusion des statistiques
Nombre d'outils électroniques utilisés dans les CDIS
Nombre de système de gestion de l'information mis en place
Nombre de logiciels administratifs
Nombre d'options et de cartes magnétiques d'inscription pour les adhérents

Fiche 10 : Indicateurs relatives aux performances et résultats des activités, interventions et projets mis en place

Indicateurs d'évaluations des résultats des activités , interventions et projets
Taux de réussite des interventions
Taux de couverture des activités
Taux de rentabilité des activités
Taux d'échecs des interventions
Taux du fardeau administrative en matière de coordination inter et intra-institutionnelle
Taux de rendements des cadres et professionnelles
Taux d'impacts des activités mises en place
Taux de succès des interventions
Taux d'achèvement des interventions périodiques
Taux d'efficacité des interventions
Taux d'efficience des interventions
Temps allouées aux interventions
Taux d'étendue des activités
Taux de durabilité des interventions
Taux de pérennité des activités
Indicateurs relatifs au volet budgétaire et au financement des activités
Budget allouées à chaque type d'interventions
Sources de financements alternatives
Nombre de proposition d'appuis auprès des acteurs financiers
Nombre de projets financés par des associations mises en places
Nombre de projets et initiatives financés par les bailleurs de fonds
Nombre de projets appuyés par la ligne budgétaire
Nombre d'activités sponsorisés par le secteur privé
Nombre d'activités de plaidoyer mobilisés pour la collecte des fonds
Nombre d'évènements organisés pour la mobilisation de financement
Indicateurs relatifs en matière de capacités
Taux de rotation des cadres, professionnelles
Temps alloués par cadres ou professionnelle à la production statistiques
Nombre de supports disponibles pour la diffusion des statistiques
Nombre d'outils électroniques utilisés dans les CDIS
Nombre de système de gestion de l'information mis en place
Nombre de logiciels administratives
Nombre d'options et de cartes magnétiques d'inscriptions pour les adhérents

